LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1er mars 2025

Tous les dirigeants ou acteurs politiques qui soutiennent Zelensky sont à son image.

Volodymyr Zelenskyy 2016 Playing Piano with Penis

https://www.youtube.com/watch?v=oua0Puihrkc

Zelensky - Dancing in Heels. The President of Ukraine dances on heels #shorts

https://www.youtube.com/watch?v=UkmI1BHAr8I

Зеленский кривляет Грузию Украину и США

https://www.youtube.com/watch?v=cAfXNbnXwxg

Quelques réflexions.

1- L'Etat profond correspond à un groupement informel constitué des élites parmi les sphères d'influence ou de pouvoir de l'économie et de la politique, dont les membres varient en fonction des circonstances, par conséquent il est préférable d'y faire référence avec prudence et parcimonie.

Il n'a aucun statut, par conséquent on ne peut pas le traiter de la même manière qu'une institution avec son ou ses fondateurs la dotant d'une mission ou d'objectifs particuliers.

2- Ce sont les 8 milliards d'hommes et de femmes de différentes générations qui composent la population mondiale ou les producteurs et consommateurs des marchandises et services qui existent, qui constituent les véritables acteurs économiques et politiques à l'origine de la situation mondiale, tandis que le 0,1% qui concentre les richesses mondiales détermine son orientation.

Les oligarques ou les milliardaires qui trônent au sommet du capitalisme détiennent tous les pouvoirs, tandis que le reste de la société n'en détient aucun, hormis celui de contester ce rapport en se mobilisant et en s'organisant pour parvenir à l'inverser par une révolution.

Toute lutte sociale est politique, dans la mesure où elle tend à remettre en cause ce rapport d'exploitation et d'oppression. Elle devrait s'inscrire dans la perspective de son abolition en posant consciemment la question du pouvoir et l'avènement d'une République sociale universelle, compte tenu qu'elle ne sera résolue qu'une fois que le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la Terre.

3- Rien ni personne ne peut justifier de nos jours l'existence du système économique capitaliste avec ses conséquences dramatiques pour tous les peuples. Ce qui caractérise les hommes, c'est le manque d'empathie, d'humanisme, y compris chez ceux qui croient en posséder ou qui se croient plus évolués que la moyenne, sinon la société ne serait pas aussi pourrie.

Tyrannie. Ils persistent et signent. Régime et média sous influence.

- Chaque jour, en moyenne, une vache laisse ainsi échapper entre 400 et 500 g de ce gaz, ce qui commence à peser lourd dans la balance du réchauffement climatique. francetvinfo.fr 26 février 2025

J-C – Et dire que ces abrutis y croient !

Combat contre la mystification climatique.

Le désastre de la transition énergétique – 3 février 2025

Paul Deheuvels – Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences - Professeur émérite à « *Sorbonne Université* ».

https://www.scmsa.eu/archives/CLQ_25_02_Deheuvels_SCM.pdf

Électricité, France 2024 - Association des climato-réalistes 24 février 2025

https://www.climato-realistes.fr/electricite-france-2024/

Non à la "*vassalisation*", oui à la vaselinisation !

- Macron dit rejeter la «*vassalisation heureuse*» de l'Europe vis-à-vis des États-Unis.

Macron a toujours été bien inspiré ou l'idiot utile.

Trump a voulu annuler la venue de Zelensky à Washington mais Macron l'en a dissuadé - BFMTV 27 févr. 2025

La rencontre a failli capoter. La visite de Volodymyr Zelensky ce vendredi 28 février à Washington a été annulée par les Américains avant d'être finalement confirmée après un appel d'Emmanuel Macron, selon une source diplomatique française à BFMTV.

Mercredi, le président ukrainien a reçu un message de l'administration américaine lui disant de ne pas venir aux États-Unis pour rencontrer Donald Trump. Volodymyr Zelensky a alors appelé Emmanuel Macron qui a lui-même joint Donald Trump, lui demandant de recevoir son homologue et ajoutant qu'il s'en portait garant.

Finalement, Donald Trump a accepté puisqu'il a annoncé lui-même ce mercredi qu'il recevrait le dirigeant ukrainien à la Maison Blanche. BFMTV 27 févr. 2025

OTAN emporte le vent…

Guerre en Ukraine : Kiev "*peut oublier*" une adhésion à l'Otan, affirme Donald Trump, deux jours avant la venue de Volodymyr Zelensky à Washington - francetvinfo.fr 26 février 2025

Donald Trump a déclaré, mercredi 26 février, que l'Ukraine pouvait "*oublier*" une adhésion à l'Otan, une demande de Kiev à laquelle s'oppose la Russie. Cette question "*a probablement été la raison du début de toute cette affaire*", a déclaré le président américain à propos de l'invasion russe de l'Ukraine, après avoir été interrogé en marge de la première réunion de son cabinet à la Maison Banche.

Zelensky ridiculisé devant les caméras du monde entier.

Guerre en Ukraine: comment l'échange entre Trump et Zelensky a tourné à la "*catastrophe*" - BFMTV/AFP 1 mars 2025

https://www.dailymotion.com/video/x9fdj1y

Un échange qui marquera forcément le cours de la guerre en Ukraine. Ce vendredi 28 février, la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky a été marquée par des échanges très houleux entre les dirigeants, poussant la délégation ukrainienne à quitter la Maison Blanche plus tôt que prévu. Conséquence: l'accord sur l'exploitation des minerais en Ukraine n'a pas été signé, comme cela était initialement prévu.

En cas de négociations, Volodymyr Zelensky indique ne vouloir rien céder à Vladimir Poutine qu'il qualifie de "*tueur*". Mais Donald Trump lui rétorque qu'il devra faire "*des compromis*".

Le début d'une scène d'une tension inouïe qui a duré de longues minutes au cours de laquelle Trump, Zelensky et le vice-président américain J.D. Vance ont élevé la voix et se sont coupé plusieurs fois la parole.

Donald Trump a notamment reproché à Volodymyr Zelensky, qui venait chercher le soutien de Washington après trois années de guerre contre la Russie, de "*s'être mis en très mauvaise posture*" et lui a lancé qu'il "*n'avait pas les cartes en main*".

"*Concluez un accord (avec la Russie) ou nous vous laissons tomber*", a-t-il menacé, jugeant qu'il serait "*très difficile*" de négocier avec le dirigeant ukrainien.

"*Vous devez être reconnaissant (...). Vous jouez avec la vie de millions de personnes. Vous jouez avec la 3e guerre mondiale (...)*", a aussi lâché Donald Trump.

Le président américain a noté à plusieurs reprises l'importance de l'aide des États-Unis pour l'Ukraine. "*Rappelez-vous ceci: vous n'êtes pas en position de nous dicter ce que nous allons ressentir*", a-t-il poursuivi. "*Si vous n'aviez pas eu notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines*", a estimé le président des États-Unis.

Le président ukrainien, visiblement un peu pris de court par cette brusque montée du ton, ne s'est pourtant pas laissé abattre, tentant d'expliquer sa position, estimant que les États-Unis "*ressentiraient l'influence*" d'une défaite militaire ukrainienne.

"*Avez-vous déjà été en Ukraine pour voir nos problèmes?*", a-t-il ensuite lancé au vice-président Vance, qui venait de l'interpeller.

Le vice-président américain a aussi eu des mots très durs envers le président de l'Ukraine.

"*Pensez-vous qu'il soit respectueux de venir dans le Bureau ovale des États-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui tente d'empêcher la destruction de votre pays?*", a-t-il demandé à Volodymyr Zelensky.

"*Avez-vous dit 'merci' une seule fois pendant toute cette réunion? Non (...). Offrez quelques mots d'appréciation aux États-Unis et au président qui essaie de sauver votre pays*", a-t-il asséné à Volodymyr Zelensky.

Ces propos ont suscité le dépit d'Oksana Markarova, l'ambassadrice ukrainienne aux États-Unis qui s'est prise la tête entre les mains et montrant un profond désarroi.

Alors qu'une conférence de presse commune devait se tenir, celle-ci a finalement été annulée et la délégation ukrainienne a quitté précipitamment la Maison Blanche. La signature d'un accord sur les minerais, hydrocarbures et infrastructures ukrainiens, pour lequel Volodymyr Zelensky avait fait le déplacement à Washington, n'a pas eu lieu.

Au terme de cette réunion, Donald Trump a écrit sur son réseau social Truth Social que Volodymyr Zelensky "*a manqué de respect aux États-Unis d'Amérique*". "*Le président Zelensky n'est pas prêt pour la paix*", a-t-il poursuivi.

Quelques heures plus tard, devant la presse, le président américain est revenu sur cet échange très tendu, estimant que "*ça ne s'est pas passé comme prévu*" et que le président de l'Ukraine avait "*surestimé ses atouts en main*".

De son côté, sur Fox News, Volodymyr Zelensky a répondu "*oui*" lorsque le journaliste américain lui a demandé s'il "*regrettait ce qui s'est passé aujourd'hui*".

Après le clash avec Donald Trump, presque toute l'Europe vole au secours de Volodymyr Zelensky - Le HuffPost 1 mars 2025

Du côté de l'UE, seul le Premier ministre hongrois Viktor Orban a remercié le président américain pour avoir « *défendu courageusement la paix* ».

« *Les hommes forts font la paix, les hommes faibles font la guerre. Aujourd'hui le président Donald Trump a défendu courageusement la paix. Même si c'est dur à digérer pour beaucoup. Merci, M. le Président !* », a écrit Viktor Orban sur X.

Suite à cette altercation, la grande majorité des dirigeants européens ont apporté leur soutien à Volodymyr Zelensky. Parmi eux, Emmanuel Macron a estimé que "*nous avons tous eu raison d'aider l'Ukraine et de sanctionner la Russie il y a trois ans et de continuer à le faire*". Le président français a échangé avec son homologue ukrainien et a rappelé sa position selon laquelle "*il y a un agresseur: la Russie*" et "*il y a un peuple agressé: l'Ukraine*".

Au Royaume-Uni, le Premier ministre Keir Starmer a exprimé son « *soutien indéfectible* » à l'Ukraine, avant d'annoncer la tenue d'un sommet international à Londres pour « faire avancer » les actions en faveur de la sécurité de Kiev.

« Soyez forts, soyez courageux, n'ayez pas peur », ont écrit les présidents de la Commission européenne Ursula von der Leyen et du Conseil Antonio Costa dans une déclaration commune sur les réseaux sociaux, disant à Zelensky : « *Nous continuerons à travailler avec vous pour une paix juste et durable.* »

La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, a aussi promis de rester aux côtés de Kiev et a remis en question le leadership américain en Occident. « *Aujourd'hui, il est devenu clair que le monde libre a besoin d'un nouveau leader. C'est à nous, Européens, de relever ce défi* », a-t-elle écrit sur les réseaux sociaux. « *L'Ukraine est l'Europe ! Nous sommes aux côtés de l'Ukraine* », a-t-elle ajouté.

Le futur chancelier allemand Friedrich Merz a insisté sur l'importance de « *ne jamais confondre l'agresseur et la victime* »

Pour sa part, le chancelier allemand Olaf Scholz a exprimé son soutien à l'Ukraine, affirmant dans une déclaration transmise à la presse : « *Personne ne souhaite plus la paix que les citoyens et citoyennes d'Ukraine ! C'est pourquoi nous cherchons ensemble la voie vers une paix durable et juste. L'Ukraine peut compter sur l'Allemagne et sur l'Europe* ».

« L'Allemagne et nos alliés européens se tiennent unis aux côtés de l'Ukraine et contre l'agression russe. L'Ukraine peut compter sur le soutien indéfectible de l'Allemagne, de l'Europe et au-delà », a écrit la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock sur les réseaux sociaux X et Bluesky.

L'Italie, par la voix de Giorgia Meloni, a réclamé la convocation « *sans délai* » d'un sommet entre l'Europe, les Etats-Unis et leurs alliés pour discuter de la stratégie à adopter face aux « *grands défis d'aujourd'hui* », au premier rang desquels la guerre en Ukraine

Le Premier ministre polonais Donald Tusk a également assuré le président ukrainien et ses compatriotes qu'ils n'étaient « *pas seuls* », sur le réseau social X. Tandis que le Danemark s'est dit « *fier d'être aux côtés de l'Ukraine et du peuple ukrainien* ».

« *Ukraine, l'Espagne est avec toi* », a écrit le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez. Le dirigeant espagnol socialiste, qui a toujours activement soutenu l'Ukraine depuis l'invasion de ce pays par la Russie il y a trois ans, a promis lundi de débloquer cette année un nouveau plan de soutien militaire à Kiev, d'un montant d'un milliard d'euros.

Le Premier ministre néerlandais Dick Schoof a, lui, martelé que « *le soutien des Pays-Bas à l'Ukraine reste intact* », tandis que le Danemark et la Suède ont réaffirmé leur engagement. Le HuffPost et 20minutes 1 mars 2025

Voici la retranscription intégrale de leur dialogue aussi surréaliste qu'historique. LePoint.fr 28 février 2025

Donald Trump : Eh bien, si je ne m'alignais pas sur les deux parties, vous n'auriez jamais d'accord. Vous voulez que je dise des choses vraiment terribles sur Poutine et que je dise ensuite : « Salut, Vladimir, comment ça se passe avec l'accord ? » Ça ne marche pas comme ça. Je ne suis pas aligné sur Poutine. Je ne suis aligné avec personne. Je suis aligné avec les États-Unis d'Amérique. Et pour le bien du monde, je suis aligné avec le monde et je veux en finir avec cette affaire. [S'adressant aux journalistes présents dans le Bureau ovale] Vous voyez la haine qu'il a pour Poutine. C'est très difficile pour moi de conclure un accord avec une telle haine. Il a une haine énorme et je le comprends. Mais je peux vous dire que l'autre camp n'est pas vraiment amoureux de lui non plus, vous savez. Ce n'est donc pas une question d'alignement. Je veux que les choses soient réglées. Je suis aligné avec l'Europe. Je veux voir si nous pouvons régler cette affaire. Vous voulez que je sois dur ? Je pourrais être plus dur que n'importe quel être humain que vous ayez jamais vu. Je serais tellement dur… Mais vous n'obtiendrez jamais d'accord de cette façon. Donc c'est comme ça que ça se passe.

J. D. Vance : Pendant quatre ans, les États-Unis d'Amérique ont eu un président qui s'est levé lors des conférences de presse et a parlé durement de Vladimir Poutine. Et puis Poutine a envahi l'Ukraine et détruit une partie importante du pays. La voie de la paix et de la prospérité est peut-être engagée. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, qui consiste à se vanter et à prétendre que les paroles du président des États-Unis comptent plus que ses actions. Ce qui fait de l'Amérique un bon pays, c'est que l'Amérique s'engage dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump.

Donald Trump : Eh bien, si je ne m'alignais pas sur les deux parties, vous n'auriez jamais d'accord. Vous voulez que je dise des choses vraiment terribles sur Poutine et que je dise ensuite : « Salut, Vladimir, comment ça se passe avec l'accord ? » Ça ne marche pas comme ça. Je ne suis pas aligné sur Poutine. Je ne suis aligné avec personne. Je suis aligné avec les États-Unis d'Amérique. Et pour le bien du monde, je suis aligné avec le monde et je veux en finir avec cette affaire. [S'adressant aux journalistes présents dans le Bureau ovale] Vous voyez la haine qu'il a pour Poutine. C'est très difficile pour moi de conclure un accord avec une telle haine. Il a une haine énorme et je le comprends. Mais je peux vous dire que l'autre camp n'est pas vraiment amoureux de lui non plus, vous savez. Ce n'est donc pas une question d'alignement. Je veux que les choses soient réglées. Je suis aligné avec l'Europe. Je veux voir si nous pouvons régler cette affaire. Vous voulez que je sois dur ? Je pourrais être plus dur que n'importe quel être humain que vous ayez jamais vu. Je serais

tellement dur… Mais vous n'obtiendrez jamais d'accord de cette façon. Donc c'est comme ça que ça se passe.

J. D. Vance : Pendant quatre ans, les États-Unis d'Amérique ont eu un président qui s'est levé lors des conférences de presse et a parlé durement de Vladimir Poutine. Et puis Poutine a envahi l'Ukraine et détruit une partie importante du pays. La voie de la paix et de la prospérité est peut-être engagée. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, qui consiste à se vanter et à prétendre que les paroles du président des États-Unis comptent plus que ses actions. Ce qui fait de l'Amérique un bon pays, c'est que l'Amérique s'engage dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump.

Volodymyr Zelensky : Êtes-vous déjà allé en Ukraine pour dire quels sont nos problèmes ?

J. D. Vance : J'ai observé et vu des reportages, et je sais que ce qui se passe, c'est que vous amenez des gens pour une tournée de propagande, monsieur le président. N'êtes-vous pas d'accord pour dire que vous avez eu des problèmes pour faire entrer des gens dans votre armée ? Et pensez-vous qu'il est respectueux de venir au Bureau ovale des États-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui tente d'empêcher la destruction de votre pays ?

Volodymyr Zelensky : Cela fait beaucoup de questions. Commençons par le début. Tout d'abord, pendant la guerre, tout le monde a des problèmes. Même vous, mais que Dieu vous bénisse, vous n'aurez pas de guerre.

Donald Trump : Ne nous dites pas ce que nous devons ressentir. Nous essayons de résoudre un problème. Ne nous dites pas ce que nous devons ressentir, vous n'êtes pas en position de le dicter, souvenez-vous-en. Nous allons nous sentir très bien et très forts. Vous vous sentirez influencés. Vous n'êtes pas en très bonne position en ce moment. Vous vous êtes mis dans une très mauvaise position, et il se trouve qu'il a raison à ce sujet.

Volodymyr Zelensky : Depuis le tout début de la guerre, monsieur le président…

Donald Trump : Vous n'êtes pas en bonne position. Vous n'avez pas les cartes en ce moment. Avec nous, vous commencez à avoir des cartes. Je ne joue pas aux cartes. En ce moment, vous jouez aux cartes. Je suis très sérieux, monsieur le président. Vous jouez aux cartes. Je suis très sérieux. Vous jouez avec la vie de millions de personnes. Vous jouez avec la troisième guerre mondiale. Et ce que vous faites est très irrespectueux envers le pays, ce pays. Je suis avec vous. Je vous respecte bien plus que beaucoup de gens.

J. D. Vance : Avez-vous dit merci une seule fois pendant toute cette réunion ? Non, pendant toute cette réunion, avez-vous dit merci ? Vous êtes allé en Pennsylvanie et avez fait campagne pour l'opposition en octobre. Offrez quelques mots de reconnaissance pour les États-Unis d'Amérique et le président qui essaie de sauver votre pays.

Volodymyr Zelensky : S'il vous plaît, vous pensez que si vous parlez très fort de la guerre, vous pouvez…

Donald Trump : Il ne parle pas fort. Il ne parle pas fort. Votre pays est en grande difficulté. Attendez une minute. Non, non. Vous avez beaucoup parlé. Votre pays est en grande difficulté.

Volodymyr Zelensky : Je sais.

Donald Trump : Vous ne gagnez pas. Vous ne gagnez pas. Vous avez de très bonnes chances de vous en sortir grâce à nous.

Volodymyr Zelensky : Monsieur le président, nous restons dans notre pays, forts depuis le tout début de la guerre. Nous avons été seuls, et nous en sommes reconnaissants. J'ai dit merci dans ce cabinet.

Donald Trump : Vous n'avez pas été seuls. Nous vous avons donné, par l'intermédiaire de ce stupide président, 350 milliards de dollars. Nous vous avons donné du matériel militaire. Et vous, les hommes, vous êtes courageux, mais ils ont dû s'en servir. Ils ont dû utiliser nos militaires. Si vous n'aviez pas notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines.

Volodymyr Zelensky : (exaspéré) En trois jours. Je l'ai entendu de la bouche de Poutine. En trois jours. Peut-être moins. Bien sûr, oui…

Donald Trump : Ce sera très difficile de faire des affaires comme ça. Je vous le dis.

J. D. Vance : Allons plaider ces désaccords plutôt que d'essayer de nous battre dans les médias américains quand vous avez tort. Nous savons que vous avez tort.

Donald Trump : Mais vous voyez, je pense que c'est bien pour le peuple américain de voir ce qui se passe. Je pense que c'est très important. C'est pourquoi j'ai laissé faire pendant si longtemps. Vous devez être reconnaissant. Vous n'avez pas les cartes en main. Vous êtes enterrés là-bas. Des gens meurent. Vous manquez de soldats. Écoutez. Vous manquez de soldats. Ce serait une sacrée bonne chose. Alors, dites-nous : « Je ne veux pas de cessez-le-feu. » Voyons si vous pouvez nous obtenir un cessez-le-feu maintenant, pour que les balles cessent de voler et que vos hommes cessent de se faire tuer.

Volodymyr Zelensky : Bien sûr que nous voulons arrêter la guerre.

Donald Trump : Mais vous dites que vous ne voulez pas de cessez-le-feu ! Moi, je vous l'ai dit, je veux un cessez-le-feu.

Volodymyr Zelensky : Avec des garanties ! Parce que vous obtiendrez un cessez-le-feu plus rapidement qu'un accord. Demandez à mon peuple ce qu'il pense du cessez-le-feu.

Donald Trump : Ce n'était pas avec moi, c'était avec un type nommé Biden qui n'était pas une personne intelligente. C'était avec Obama.

Volodymyr Zelensky : C'est votre président.

Donald Trump : C'était avec Obama qui vous a donné des couvertures et moi je vous ai donné des missiles Javelins.

Volodymyr Zelensky : Oui.

Donald Trump : Je vous ai donné les Javelins pour éliminer tous ces chars. Obama vous a donné des couvertures. Vous devez être plus reconnaissant. Parce que laissez-moi vous dire que vous n'avez pas les cartes. Avec nous, vous avez les cartes. Mais sans nous, vous n'avez aucune carte. Ce sera une affaire difficile à conclure. Parce que les attitudes doivent changer.

Une journaliste : Et si la Russie rompt ce cessez-le-feu ?

Donald Trump : Et quoi encore ? Et si une bombe vous tombait sur la tête maintenant ? Ils l'ont rompu avec Biden parce qu'ils ne le respectaient pas. Ils ne respectaient pas Obama. Moi, ils me respectent. Je vais vous dire, Poutine a traversé un enfer avec moi. Il a traversé une fausse chasse aux sorcières où ils se sont servis de lui et de la Russie. Vous avez déjà entendu parler de cette affaire ? C'était une fausse arnaque de Hunter Biden avec Joe Biden, Hillary Clinton, le sournois Adam Schiff… une arnaque démocrate. Et il a dû subir ça. Et il l'a subi. Nous n'avons pas fini en guerre. Il a été accusé de toutes ces choses. Il n'avait rien à voir avec ça. Ça venait de la salle de bains de Hunter Biden. Ça venait de la chambre de Hunter Biden. C'était dégoûtant. Et puis ils ont dit, oh, oh, l'ordinateur portable de l'enfer a été fabriqué par la Russie, les 51 agents. Tout cela n'était qu'une arnaque. Et il a dû supporter ça. Il a été accusé de toutes ces choses… [Poutine] a peut-être rompu des accords avec Obama et Bush, et il les a peut-être rompus avec Biden, peut-être, peut-être pas, je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais il ne les a pas rompus avec moi. Il veut conclure un accord. Je ne sais pas s'il peut conclure un accord. Le problème, c'est que je vous ai donné les moyens d'être un dur à cuire. Et je ne pense pas que tu serais un dur à cuire sans les États-Unis. Et ton peuple est très courageux. Mais soit vous concluez un accord, soit nous partons. Et si nous partons, vous vous battrez. Je pense que ça ne sera pas très joli, mais vous vous battrez. Vous n'avez pas les cartes en main. Mais une fois que nous aurons signé cet accord, vous serez dans une bien meilleure position. Mais vous n'agissez pas du tout avec gratitude. Et ce n'est pas gentil. Je vais être honnête. Ce n'est pas gentil. Très bien. Je pense que nous en avons assez vu. Qu'en pensez-vous ? Ça va être un super moment de télévision, je vous le dis.

Ils l'ont viré comme un malpropre !

Zelensky quitte précipitamment la Maison-Blanche après une altercation avec Donald Trump- RT 28 févr. 2025

Volodymyr Zelensky a quitté la Maison-Blanche plus tôt que prévu après un échange très tendu avec Donald Trump. La conférence de presse conjointe a été annulée. Fox News rapporte que Trump aurait même demandé à Zelensky de quitter les lieux après cette altercation.

J-C – Une attaché de la Maison-Blanche l'a accompagné jusqu'à la sortie…

"*Merci pour le soutien*": après son échange tendu avec Trump, Zelensky remercie les États-Unis pour sa visite - BFMTV 1 mars 2025

"*Merci l'Amérique, merci pour le soutien, merci pour cette visite. Merci au président, au Congrès et au peuple américain*", a-t-il écrit sur X.

"*L'Ukraine a besoin d'une paix juste et durable et nous travaillons là-dessus*", a-t-il ajouté dans ce bref message.

Faites tomber les masques. Mélenchon l'impérialiste social-patriote porte-parole de l'UE et défenseur du nazi Zelensky.

L'Europe, "*chassée de l'histoire à coups de pied par Trump*" selon Mélenchon - AFP 1 mars 2025

"*Trump est en train de dire à l'Europe: vous avez perdu la guerre (en Ukraine) et maintenant c'est moi qui ramasse la mise avec l'accord qu'il impose à monsieur Zelensky*", a déclaré vendredi à l'AFP le chef de file de la gauche radicale française Jean-Luc Mélenchon depuis Mexico.

"*M. Zelensky est traité comme ont été traités de très nombreux chefs d'Etat*", a-t-il commenté.

Quand le Mexique cède face à Washington, le mystificateur Mélenchon appelle cela faire preuve de "*coopération*".

"*Regardez ce que font les Mexicains, c'est plus intelligent que tout ce que nous sommes en train de faire en Europe*", a-t-il ajouté au sujet des relations de la présidente de gauche nationaliste Claudia Sheinbaum avec Donald Trump. "*C'est accepter une réalité et en même temps y mettre des limites*".

"*Coopération oui, subordination, non*", répète Mme Sheinbaum, menacée par le président Trump de droits de douane de 25% sur les exportations mexicaines faute de résultats dans la lutte contre le trafic de drogue.

A quelques jours de l'échéance du 4 mars, le Mexique a annoncé jeudi la remise aux autorités américaines de 29 narcotrafiquants.

La Maison Blanche "*négocie dans une position de force*", s'est félicité jeudi soir dans un communiqué le département américain de la Justice.

J-C – Je rappelle ma position : Rupture avec l'UE et les Etats-Unis.

Ils pourront ajouter un autre trophée dont les Mexicains ne veulent pas.

César 2025 : Meilleur film, Meilleur réalisation… « *Emilia Pérez* » et Jacques Audiard triomphent - 20minutes.fr 28 février 2025

J-C - Le transgenrisme et les narcotrafiquants aux cœurs tendres ont trouvé leur sauveur en la personne d'Audiard, pas sûr ! En voilà un qui a un métro de retard ou qui n'est pas au courant de l'actualité politique internationale.

Audiard s'est apparemment trompé d'époque, ou décidément les réalisateurs sont déconnectés de la réalité, comme bon nombre d'acteurs, ils oublient que de nos jours tout se sait en temps réel, et que la moindre erreur ou le moindre faux pas saute aux yeux, et sera dénoncer immédiatement, il se paiera comptant.

D'une pierre deux coups, blanchiment d'un criminel narcotrafiquant mexicain dont l'idéal est de devenir transgenre et humaniste, à vomir.

Quand la propagande ou le populisme LGBT s'immisce dans le cinéma, le résultat est forcément médiocre. Si vous ajoutez les ingrédients chers aux banquiers qui ont financé ce film à hauteur de 21 millions d'euros, la mafia et la violence, vous aurez une représentation digne d'Hollywood qui fait office de ministère de la Culture aux Etats-Unis, le succès sera assuré.

Dire que ce film est de mauvais goût à bien des égards serait un euphémisme, puisque les Mexicains les plus attentifs ou exigeants ne s'y reconnaissent pas ou trouvent ce film déplacé et mauvais.

Quant à l'actrice principale, Karla Sofía Gascón, elle s'est fendue de tweets racistes qualifiant l'islam de *"foyer d'infection pour l'humanité*".

Jacques Audiard, réalisateur de la comédie musicale, a désavoué publiquement son actrice. Le cinéaste français a fait savoir qu'il n'avait pas parlé à sa comédienne depuis que ses tweets controversés ont été déterrés, et il "*n'a pas envie de le faire*" : "*Je ne vais pas la contacter parce que, pour le moment, elle a besoin de temps pour réfléchir et pour assumer la responsabilité de ses actes*", a-t-il déclaré auprès du média spécialisé Deadline, le 5 février 2025. Il a condamné des "*propos inexcusables*", "*absolument détestables et qui méritent d'être détestés*".

Netflix, distributeur du film aux Etats-Unis, a retiré la comédienne de toutes ses campagnes et images de promotion, rapportent les médias américains comme The Hollywood Reporter. Selon Variety, la plateforme de streaming refuse de couvrir les dépenses de l'actrice liées aux cérémonies de remise de prix, comme c'est traditionnellement le cas.

- Auprès de Deadline, le Mexicain Rodrigo Prieto, directeur de la photographie nommé aux Oscars l'an passé pour son travail sur Killer of The Flower Moon de Martin Scorsese déclare avoir trouvé le film « inauthentique » et résume ainsi l'impression de nombre de ses compatriotes. « *Cela me dérange vraiment. Surtout quand le sujet est si important pour nous, Mexicains, déplore-t-il. Pourquoi ne pas embaucher un décorateur mexicain, un costumier ou au moins quelques consultants ? […] Vous ne verriez jamais sur une prison une pancarte indiquant* "Cárcel", *il serait écrit* "Penitenciaria". *Ce ne sont que des détails, mais cela me montre que personne au courant n'était impliqué.* »

Cité par la BBC, le critique de cinéma mexicain Gaby Meza reproche au film « *d'exploiter, à des fins de divertissement, la tragédie que vit le Mexique avec le trafic de drogue et les disparitions dans ce contexte de violence* ». Comme le rappelle le Guardian, le Mexique enregistre chaque année quelque 30.000 homicides et plus de 100.000 personnes y sont portées disparues. Emilia Pérez fait donc grincer des dents pour son manque de sensibilité et de tact.

Les Mexicains reprochent beaucoup de choses au film et ont trouvé une multitude de détails qui ne reflètent pas leur réalité et leur pays, et ce depuis la première scène : « *Personne n'utilise un ordinateur portable dans les marchés nocturnes, comme le fait Zoe Saldana, ni n'imprime de documents dans un marché ambulant* », écrit la journaliste Sofia Otero dans la revue féministe Volcanicas, qui a noté de nombreuses erreurs, comme le diplôme de l'avocate issu d'une université qui n'existe pas au Mexique ou la représentation du système judiciaire mexicain, qui est copiée d'un tribunal américain.

« *Le camion qui recycle les métaux ne passe jamais la nuit* », ajoute la critique de cinéma Gaby Meza, pour qui le manque de conseillers mexicains explique ces maladresses. 20minutes.fr 11 janvier 2025

- « *Emilia Pérez est tout ce qu'il y a de mal dans un film : stéréotypes, ignorance, manque de respect, exploitation d'une des crises humanitaires les plus graves au monde (les disparitions massives au Mexique). Blessant. Frivole* », a résumé sur X Cecilia Gonzalez, qui se présente comme journaliste mexicaine en Argentine (47 000 abonnés).

Emilia Pérez est « *l'un des films les plus grossiers et les plus trompeurs du XXIe* siècle », a enfoncé le clou l'écrivain Jorge Volpi dans El Pais.

« *Le film trivialise le problème des disparus au Mexique* », s'insurge Artemisa Belmonte, auteure d'une pétition sur change.org pour s'opposer à sa sortie en salle (11 000 signatures depuis le 9 janvier).

Le critique mexicain Gaby Meza déplore auprès de la BBC que la comédie musicale "*exploite à des fins de divertissement la tragédie que vit le Mexique avec le trafic de drogue et les disparitions dans ce contexte de violence*". Le long-métrage a effectivement été tourné en région parisienne et sans que presque personne dans l'équipe ou presque ne soit d'origine mexicaine.

https://www.senscritique.com/film/emilia_perez/critique/309404931

- En résumé, je n'ai pas détesté même si je suis très critique à l'égard du film, mais je le trouve, comme souvent chez Audiard, assez balourd et prétentieux, sauvé par ses interprètes et l'indéniable savoir faire de sa mise en scène.

C'est peut-être un bon film (je le trouve assez médiocre), mais ce n'est certainement pas une bonne comédie musicale : on en sort en ayant déjà oublié tous les morceaux, et à titre personnel je n'ai pas spécialement envie d'en réécouter la musique...parce que je n'ai pas trouvé ça très musical ou agréable. En revanche, cela confère au film un côté hybride, une certaine monstruosité qui est intéressante à étudier et à disserter mais qui ne le rend pas meilleur pour autant en termes de divertissement.

Sources :

https://www.nytimes.com/2025/02/28/world/americas/emilia-perez-mexico-oscars.html

https://indianexpress.com/article/entertainment/movie-review/emilia-perez-movie-review-incredulous-storyline-mediocre-melodies-drag-this-film-down-9860734/

https://www.lemonde.fr/culture/article/2025/01/27/emilia-perez-dechaine-les-critiques-au-mexique_6518669_3246.html

https://www.lapresse.ca/cinema/2025-01-23/emilia-perez-repudie-au-mexique-son-pays-d-inspiration.php

https://www.linternaute.com/cinema/tous-les-films/5301530-emilia-perez-une-course-aux-recompenses-stoppee-par-plusieurs-controverses/

Etats-Unis.

Suivez la piste de l'argent. Nous allons défendre l'économie de "*marchés libres*". C'est leur vocation !

Le propriétaire du "*Washington Post*", Jeff Bezos, annonce limiter les tribunes du journal à certaines opinions - franceinfo/AFP 26 février 2026

Le propriétaire du Washington Post, Jeff Bezos, a annoncé que les pages opinion du journal se concentreraient sur la défense des "*libertés personnelles*" et de l'économie de "*marchés libres*". "*Nous allons écrire tous les jours en soutien et pour la défense de [ces] deux piliers*", donc contre les régulations économiques, a écrit le fondateur d'Amazon mercredi 26 février, dans une note aux équipes du journal. "*Nous couvrirons d'autres sujets bien sûr, mais les points de vue s'opposant à ces piliers seront publiés par d'autres*" que le Washington Post, a-t-il ajouté.

Selon lui, les points de vue qu'il défend "*sont mal desservis dans le marché actuel des idées et des opinions d'actualité*". Il dit, dans sa note partagée sur son compte X, avoir hâte de "*remplir ce vide ensemble*" avec les équipes du journal. La décision a provoqué le départ du responsable des pages opinion du "*WaPo*", David Shipley, Jeff Bezos annonçant que le quotidien se mettait à la recherche d'un nouveau responsable.

Avant l'élection présidentielle de novembre, Jeff Bezos avait notamment empêché le Washington Post d'appeler à voter pour Kamala Harris, alors que les recommandations de vote par les comités de rédaction sont une tradition aux Etats-Unis. L'homme d'affaires, qui lors du premier mandat de Donald Trump s'était opposé à lui sur des contrats de défense, a opéré un rapprochement marqué avec le républicain ces derniers mois, et était notamment présent parmi les premiers rangs à son investiture le 20 janvier. Elon Musk, allié du président républicain, a salué la décision du patron du Washington Post. "*Bravo Jeff Bezos !*", a écrit le multimilliardaire sur sa plateforme X.

Droits de douane : Donald Trump annonce que les produits européens seront "*prochainement*" taxés à 25% - francetvinfo.fr 26 février 2025

Le président américain Donald Trump a annoncé mercredi 26 février, que les produits européens feraient l'objet de 25% de droits de douane. "*Nous avons pris la décision, et nous l'annoncerons prochainement*", a assuré le président américain à l'occasion de la première réunion de son cabinet à la Maison Blanche. Il s'agit du niveau auquel les produits canadiens et mexicains devraient également être taxés à partir de début avril.

Interrogé sur le sujet, Donald Trump a également déclaré que l'Union européenne avait "*été conçue pour entuber les Etats-Unis*". Le président américain a décrit l'intégration européenne, un projet encouragé depuis des décennies par Washington, comme étant enraciné dans une tentative de contrer les Etats-Unis.

Pour le président américain, les pays européens pourraient être tentés par des mesures de représailles, tout en estimant qu'"*ils ne le feront pas*". "*Les effets ne seront jamais les mêmes, parce que nous pouvons partir. Nous sommes la corne d'abondance, ce que tout le monde veut*", a-t-il ajouté. "*Il suffit que nous n'achetions plus rien, et si c'est ce qui se produit, nous gagnerons*", a-t-il insisté. francetvinfo.fr 26 février 2025

États-Unis : un tiers des effectifs du Doge d'Elon Musk démissionne - 6Medias 26 février 2025

Ils ont décidé de claquer la porte. Aux États-Unis, une vingtaine de fonctionnaires intégrés aux effectifs pilotés par Elon Musk et missionnés pour sabrer dans les dépenses publiques et l'administration fédérale, ont présenté, mardi 25 février, leur démission commune dans une lettre adressée à la Maison-Blanche. "*Nous n'utiliserons pas nos compétences de technologues pour compromettre les principaux systèmes gouvernementaux, mettre en péril les données essentielles des Américains ou démanteler des services publics essentiels*", ont ainsi écrit ceux qui indiquent dans le même temps avoir "*juré de servir le peuple américain et de respecter notre serment à la Constitution à travers les administrations présidentielles*".

Leur départ groupé entraîne ainsi une réduction de près d'un tiers des effectifs du personnel du Doge (Department of Government Efficiency), la fameuse commission gouvernementale aujourd'hui supervisée par le milliardaire et bras droit du président Donald Trump. 6Medias 26 février 2025

Financements controversés : entre tapis et cornichons, comment l'USAID a dépensé l'argent des contribuables américains en Ukraine 27 févr. 2025

Selon une enquête publiée par The Federalist le 26 février, l'USAID a, par exemple, versé 2 millions de dollars à un fabricant de tapis en Ukraine. Parmi les autres financements, une application de suivi des animaux de compagnie et un fabricant de colliers pour chiens ont reçu 300 000 dollars chacun. Un producteur d'emballages d'aliments pour animaux de compagnie a, quant à lui, bénéficié de 109 000 dollars.

Le secteur de l'artisanat et de la mode a également profité de ces fonds : 733 000 dollars ont été répartis entre une marque de mariage de luxe, un fournisseur de tricots contemporains, un photographe de mode et une maison de couture. Deux maisons de meubles ont obtenu 114 000 et 91 000 dollars respectivement.

Dans le domaine alimentaire, un fabricant de cornichons a reçu 148 000 dollars, tandis que 255 000 dollars ont été alloués à un producteur de thé et de café biologiques. Un vignoble a obtenu 89 000 dollars, un fabricant d'assaisonnements 94 000 dollars, et une entreprise spécialisée dans les biscuits et confiseries a touché 678 000 dollars.

Ces révélations proviennent d'une enquête approfondie menée tout au long de l'année 2024 par l'équipe de la sénatrice républicaine Joni Ernst. Après avoir réclamé à plusieurs reprises des informations à l'USAID, Ernst a obtenu seulement un accès limité à des documents non classifiés lors d'un examen organisé à huis clos, en octobre 2024, au siège de l'agence.

Durant cet examen, son équipe a identifié un certain nombre de dépenses controversées, financées par l'argent des contribuables américains et dissimulées sous l'apparence de programmes visant à renforcer l'économie ukrainienne.

La sénatrice a dénoncé avec fermeté les tentatives répétées de l'agence pour bloquer ou retarder ses demandes d'information, accusant même l'USAID d'avoir proféré des menaces lorsqu'elle insistait pour obtenir davantage de transparence. «*L'USAID est devenue un voyou*», a-t-elle déclaré à The Federalist, critiquant sévèrement le manque de transparence de l'agence et sa volonté délibérée de cacher la manière exacte dont étaient utilisés les fonds publics américains.

J-C - Alors imaginez combien de milliards sont allés à des organisations mafieuses ou criminelles liés à des officines nazies... Et cela partout dans le monde.

Russie.

Guerre en Ukraine : La Russie ne lâchera rien - 20minutes.fr 27 févr. 2025

Les demandes russes pour mettre un terme à l'offensive restent inchangées : l'Ukraine doit céder quatre régions partiellement occupées de l'est et du sud, en plus de la Crimée annexée en 2014, et renoncer à entrer dans l'Otan. « *Les territoires qui sont devenus des sujets de la Fédération de Russie […] font partie intégrante de notre pays. C'est absolument incontestable et non négociable* », a insisté jeudi le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. 20minutes.fr 27 févr. 2025

Il a également exclu la possibilité d'un déploiement de troupes européennes en Ukraine, déclarant que le président français Emmanuel Macron avait mal interprété les remarques du président américain Donald Trump. Ce dernier avait suggéré qu'un tel déploiement pourrait être possible avec l'accord de toutes les parties, mais la Russie n'avait jamais été consultée. aa.com 26 févr. 2025

Situation sociale et politique en France.

Bayrou a commis l'erreur d'annoncer la couleur ou il a ignoré l'art et la manière de compromettre ses partenaires ou alliés.

Au conclave sur les retraites, Force ouvrière claque la porte des négociations juste après qu'elles débutent - Le HuffPost 27 février 2025

Force ouvrière a décidé de quitter la table des concertations sur les retraites ce jeudi 27 février, une quinzaine de minutes seulement après le début de la réunion entre partenaires sociaux. Le syndicat refuse de participer à une « *mascarade* » selon les mots de son négociateur.

« *Pour nous c'est terminé. Nous ne participerons pas à cette mascarade où on veut nous faire dire qu'effectivement la seule solution, c'est d'allonger la durée de travail pour les salariés dans ce pays* », a fustigé le cadre de FO Michel Beaugas, en sortant des locaux des services du Premier ministre où se tenait ce rendez-vous.

« *Ni le format, ni le périmètre, ni la méthode (de ces concertations) ne nous conviennent » et la lettre envoyée mercredi soir aux partenaires sociaux par le Premier ministre François Bayrou pour cadrer les débats « a fini par nous convaincre de ne pas venir* », a poursuivi le syndicaliste, cité par l'AFP.

De fait, le discours de François Bayrou a sensiblement évolué. Mi-janvier, en annonçant cette concertation à venir, le Premier ministre avait initialement demandé aux partenaires sociaux d'améliorer la réforme, « *sans dégrader l'équilibre financier* » du système. Dans sa lettre envoyée mercredi soir, il fixe les objectifs à atteindre et réclame désormais aux organisations syndicales et patronales de rétablir l'équilibre financier du système de retraites à horizon 2030.

Un « *cadrage* » qui concentre aujourd'hui toutes les critiques. C'est « *un vrai carcan* » qui « *réduit le champ des possibles* », a ainsi dénoncé Michel Beaugas ce jeudi. Il évoque une « instrumentalisation » des partenaires sociaux, pour leur « *faire porter le chapeau d'un allongement de la durée et de cotisation et d'un recul de l'âge de départ à la retraite* ». Ceci, à l'heure où l'ensemble des syndicats conviés réclament une abrogation de la réforme des retraites de 2023 et de sa mesure phare, le décalage de l'âge de départ de 62 à 64 ans.

FO n'est pas seul à critiquer la tournure des événements. Dans la matinée de ce jeudi, Thomas Vacheron, cadre de la CGT, a dénoncé sur BFMTV le peu de « *considération* » de François Bayrou pour les partenaires sociaux, après sa décision de « *changer les règles du jeu* » à la dernière minute.

J-C - Vacheron aurait mieux fait d'aller au Salon de l'agriculture, car depuis le début il savait où voulait en venir Bayrou. Le Premier ministre a juste eu le tort de l'annoncer, donc de dévoiler le rôle inavouable des dirigeants pourris des syndicats qui participaient à cette mascarade, ce qui était du plus mauvais effet ou leur serait reproché par leurs troupes ou leurs adversaires. Juste après LFI crache le morceau. - J-C)

Le HuffPost - Le Premier ministre « *impose que, si les partenaires sociaux trouvent un accord (...), alors cet accord doit garantir l'équilibre financier du système de retraite en 2030. Or, la Cour des comptes vient de publier un rapport disant que même en prenant en compte le décalage à 64 ans, le régime des retraites sera en déficit de 7 milliards en 2030* », souligne le député LFI de Haute-Vienne Damien Maudet sur X. Et de conclure, entre autres : « *Bayrou impose donc aux syndicats… De durcir encore la réforme.* » Le HuffPost 27 février 2025

J-C - A quoi ont-ils participé dans le passé jusqu'à présent, devinez ? A rien d'autres, chut !

Coups d'Etat de l'UE.

Bosnie: Dodik condamné, Belgrade parle de la "*plus grande crise*" - AFP 26 février 2025

Le chef politique des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik, a été condamné mercredi à un an de prison et à l'interdiction d'exercer ses fonctions pendant six ans, pour avoir refusé de tenir compte des décisions du haut représentant international chargé de superviser l'accord de paix dans ce pays divisé des Balkans.

"*Le tribunal a condamné l'accusé Milorad Dodik à un an d'emprisonnement, ainsi qu'à une mesure de sécurité consistant à lui interdire d'exercer les fonctions de président de la Republika Srpska pendant six ans*", a indiqué la Cour de Bosnie-Herzégovine, à Sarajevo, dans un communiqué.

Milorad Dodik, qui a le droit de faire appel, dirige la Republika Srpska (RS, entité serbe de Bosnie) depuis 2006. Il est accusé depuis des années de bafouer ouvertement l'accord de paix de Dayton

(Etats-Unis), alors que lui-même affirme le "*défendre*" face aux "*interventions*" des hauts représentants.

"*Milorad Dodik est coupable d'infraction de non-exécution des décisions du haut représentant*", a déclaré la juge Sena Uzunovic lors de la lecture du verdict.

L'accusé, âgé de 65 ans, n'a pas assisté à la séance au tribunal. Il a dénoncé la décision du tribunal lors d'un rassemblement à Banja Luka (nord), chef-lieu de la RS.

"*Il faut en sourire, je suis condamné à un an de prison pour leurs conneries*", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de personnes.

"*Je ne suis coupable de rien. (...) Je sais ce que je vais faire et j'ai besoin du soutien du peuple. J'irai jusqu'au bout*", a-t-il ajouté, adressant un geste obscène au haut représentant Christian Schmidt.

Réuni dans la soirée, le Parlement de la RS a répondu au verdict par l'adoption d'une série de conclusions dénonçant "*un coup d'Etat*" et en appellent le gouvernement à préparer la législation pour interdire à la justice et à la police centrales d'exercer sur le territoire de l'entité serbe.

Parallèlement, le président de la Serbie Aleksandar Vucic a convoqué à Belgrade le conseil de sécurité nationale pour discuter du verdict, et s'est ensuite rendu à Banja Luka pour rencontrer M. Dodik, "*exprimer le soutien à notre peuple*" et pour "*calmer les tensions*".

Ce proche de Dodik a dénoncé un "*verdict honteux*" qui "*vise à détruire la Republika Srpska*".

Depuis Budapest, un autre proche de M. Dodik, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a dénoncé sur X "*la chasse aux sorcières politique*".

M. Dodik était accusé d'avoir promulgué en juillet 2023 deux lois adoptées par le Parlement de la RS. Les textes interdisaient l'entrée en vigueur dans l'entité serbe des arrêts de la Cour constitutionnelle bosnienne et les décisions du Haut représentant.

Il les avait validées malgré leur suspension par M. Schmidt, qui est doté de pouvoirs discrétionnaires lui permettant d'imposer des lois ou de destituer des élus.

Frappé depuis 2017 par des sanctions américaines à cause de sa politique séparatiste, le patron de la RS dénonçait depuis le début un "*procès politique*" mené, selon lui, avec l'intention de l'"*éliminer de l'arène politique*".

"*Votre verdict va déterminer l'avenir de la Bosnie*", avait-il déclaré à la juge lors de la clôture du procès.

Il conteste la légitimité de M. Schmidt depuis sa prise de fonctions en Bosnie en 2021, car sa nomination par le Conseil de mise en œuvre de la paix (PIC) en Bosnie n'a pas été validée par le Conseil de sécurité de l'ONU, comme celles de ses prédécesseurs.

M. Dodik affirmait en procès que cet ancien ministre allemand n'avait pas le droit d'intervenir dans la législation locale.

Or, c'est justement une modification du code pénal, imposée par M. Schmidt en 2023 -- pour y introduire le délit de non-respect des décisions du haut représentant -- qui avait permis au parquet d'inculper le dirigeant politique.

Ces derniers jours, M. Dodik a menacé d'annuler unilatéralement, en cas de condamnation, les réformes adoptées pendant des années pour renforcer l'Etat central. Puis dans une "deuxième phase" de proposer à la Serbie de bâtir une "*confédération*" avec l'entité serbe de Bosnie.

"*La Bosnie-Herzégovine n'est pas négociable*", avait pour sa part déclaré mardi M. Schmidt, en assurant que "*la communauté internationale reste vigilante*".

Roumanie : inculpation du candidat d'extrême droite Calin Georgescu - AFP 26 février 2025

Soupçonné d'avoir bénéficié d'une ingérence russe pendant l'élection présidentielle roumaine en novembre, finalement annulée, le candidat d'extrême droite arrivé en tête du premier tour Calin Georgescu a été inculpé mercredi et placé sous contrôle judiciaire.

"*Le procureur a ordonné l'ouverture de poursuites pénales*" à son encontre au titre de fausses déclarations sur le financement de sa campagne et sur son patrimoine, ainsi que pour de multiples autres chefs, a annoncé le parquet.

Selon le communiqué du parquet, il doit désormais faire face à toute une liste d'accusations. Parmi celles-ci figurent l'incitation à des actions anticonstitutionnelles, la communication de fausses informations, l'organisation d'un groupe raciste et l'apologie de crimes de guerre.

Autant d'"*inventions*", selon Calin Georgescu, 62 ans, qui visent à "*justifier le vol des élections*" et à l'empêcher de se présenter à nouveau au scrutin, prévu pour avoir lieu en mai prochain.

A sa sortie dans la soirée, il a fustigé un "*système corrompu à l'agonie*", dont "*l'initiative désespérée*" de l'inculper a été décidée "*avec Bruxelles*". Il a dit compter sur le soutien des États-Unis.

Le milliardaire américain Elon Musk a écrit sur X que "*la personne*" qui avait "*recueilli le plus de voix à l'élection*" venait d'être "*arrêtée*". "*C'est n'importe quoi*", a-t-il tranché. Il avait déjà à plusieurs reprises pris position pour Calin Georgescu ces dernières semaines.

L'inculpation a fait aussi dire au Premier ministre social-démocrate roumain Marcel Ciolacu sur X que dans l'actuel contexte électoral, la justice a "*le devoir de présenter au public des preuves extrêmement solides*", un "*candidat potentiel*" étant "*impliqué*".

Dans le camp de M. Georgescu, l'autre figure nationale de l'extrême droite roumaine, George Simion, réclame des Roumains qu'ils ne "*restent pas les bras croisés*" devant ce "*coup d'État*" et affluent devant les locaux du parquet.

Jusqu'alors peu connu, Calin Georgescu était arrivé en tête du premier tour à l'élection présidentielle du 24 novembre. Fait rare dans l'Union européenne (UE), la Cour constitutionnelle avait annulé ce scrutin à la suite d'allégations d'ingérence russe.

Il est soupçonné d'avoir bénéficié d'une campagne de soutien illicite sur la plateforme TikTok. La Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête.

En janvier, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait refusé de suspendre l'annulation du scrutin après sa requête.

Palestine occupée.

- Dans un discours prononcé le 23 février devant des cadets militaires israéliens, Benjamin Netanyahou a déclaré que les forces israéliennes ne quitteraient pas la partie du territoire syrien dont elles se sont emparées depuis la chute d'Assad en décembre dernier, ce qui constituerait un changement dans la stratégie israélienne. RT 26 févr. 2025

L'Égypte refuse d'administrer la bande de Gaza moyennant une aide financière - RT 27 févr. 2025

L'Égypte a catégoriquement refusé la proposition émise par le chef de l'opposition israélienne, prônant la prise en charge de la bande de Gaza par le Caire, en contrepartie de l'annulation de sa dette extérieure. Les autorités égyptiennes s'activent pour proposer une alternative au plan de Trump.

«*Toute proposition ou idée qui contourne les constantes de la position égyptienne et arabe sur le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés et la création d'un État palestinien indépendant, est rejetée et inacceptable, car ce sont des demi-solutions qui contribuent à renouveler les cycles de conflit*», a insisté la diplomatie égyptienne. RT 27 févr. 2025

Liban.

L'armée israélienne occupera «*indéfiniment*» ses positions au Liban - RT 28 févr. 2025

Le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a déclaré le 27 février que Tel-Aviv prévoyait de maintenir ses forces d'occupation dans le sud du Liban et en Syrie «*indéfiniment*».

«*Il y a une zone tampon [à la frontière avec le Liban]. Ce n'était pas facile, mais j'ai tenu bon et nous avons reçu le feu vert des États-Unis. Nous leur avons donné une carte et nous restons indéfiniment. Cela dépend de la situation et non du temps*», a déclaré le ministre de la Défense lors d'une conférence de presse.

Afrique.

L'Afrique prise au piège de la dette - RT 26 févr. 2025

Dans cet épisode de L'Afrique de Lumumba, le professeur P.L.O. Lumumba se penche sur l'un des problèmes les plus urgents auxquels soit confronté aujourd'hui le continent : le fardeau écrasant de la dette. Il vous invite à découvrir les causes profondes de cette crise en Afrique et ses conséquences. Alors que les pays africains s'efforcent de parvenir au développement et à l'autosuffisance, nombre d'entre eux se retrouvent piégés dans un cercle vicieux d'emprunts. Forcés de rembourser, ils sombrent dans la dépendance économique. RT 26 févr. 2025

Il explique aussi comment l'Afrique peut s'en sortir.

https://francais.rt.com/magazines/afrique-lumumba/117291-afrique-lumumba-afrique-prise-piege

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 mars 2025

Tous les dirigeants ou acteurs politiques qui soutiennent Zelensky ou Trump sont à leur image.

Volodymyr Zelenskyy 2016 Playing Piano with Penis

https://www.youtube.com/watch?v=oua0Puihrkc

Zelensky - Dancing in Heels. The President of Ukraine dances on heels #shorts

https://www.youtube.com/watch?v=UkmI1BHAr8I

Зеленский кривляет Грузию Украину и США

https://www.youtube.com/watch?v=cAfXNbnXwxg

Les autres vies de Donald Trump avant la politique

https://www.dailymotion.com/video/x51grm5

Donald Trump président : Ses exploits dans le catch retrouvés, l'étonnante vidéo

https://www.dailymotion.com/video/x51g2nh

Union nationale en soutien au nazi Zelensky et à la guerre.

Trump et Vance humilient Zelensky, toute la classe politique (sauf un camp) soutient l'Ukrainien - Le HuffPost 1 mars 2025

De La France insoumise à LR, les élus font bloc pour dénoncer cette « *humiliation* ». Au PS, le Premier secrétaire dénonce la « *vulgarité et la violence* » de Trump et Vance, dans laquelle l'ancien président de la République, François Hollande entend aussi la marque de « *souffleur* » Vladimir Poutine. Le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon a lui salué le courage de Zelensky sans lequel l'Europe « *afficherait un statut de simple colonie des USA* », quand Raphaël Glucksmann a justement lui appelé à la mobilisation des Européens, à qui il revient selon lui « *d'assumer seuls notre sécurité et l'aide à la résistance ukrainienne* ».

Choqué par la « *violence* » de l'échange, Fabien Roussel a estimé que Donald Trump venait de montrer « *son vrai visage* », « *celui d'un oligarque prêt à soumettre le monde aux appétits financiers des plus riches américains* ». Marine Tondelier, secrétaire nationale des Verts, a jugé, elle, que « *Trump et Vance se comportent avec Zelensky comme des brutes à la solde de Poutine* ».

Au sein du socle commun, les cadres du MoDem, d'Horizons et de Renaissance ont également été nombreux à se montrer solidaires aux côtés du président ukrainien. « *Ce soir, les États-Unis ont perdu le droit de se revendiquer comme les leaders du monde libre* », a tancé « Gabriel Attal, quand Édouard Philippe estime : « *L'Ukraine n'a pas été battue. Elle est trahie* ». La présidente de l'Assemblée Nationale, Yaël Braun-Pivet, ou Elisabeth Borne, ministre de l'Education nationale, ont également réagit en soutien à Kiev.

Du côté du Rassemblement national ou de Reconquête, aucun mot ou presque n'a filtré. Seul Bruno Gollnisch s'est fendu d'un tweet, se disant « *outré* » par la « *brutalité* » et « *la grossièreté* » et de Trump et Vance. Le HuffPost 1 mars 2025

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

- L'"*enfer socialiste*" dénoncé par la voix du fascisme camouflé qui représente quels intérêts :

- taxer à hauteur de 40% les entreprises françaises réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires**, une honte !**

- les auto-entrepreneurs(...) tous les chefs d'entreprise (qui se plaignent) d'une taxation devenue folle, **les malheureux** !

- les fonds publics **qui feraient mieux d'aller au privé**...

- la grande majorité (71%) qui paie beaucoup trop d'impôts, et **les salauds de pauvres qui n'en paient pas, profiteurs** !

Les responsables ou leurs cibles :

- le système social actuellement en place (qui) est beaucoup trop généreux, **haro sur les budgets sociaux, vive le budget de la guerre** !

- les fonctionnaires, tampon encreur à la main, **trop nombreux et fainéants**.

On croirait entendre Trump ou Musk, non ? Et pour mieux berner les naïfs, ils vont jusqu'à prétendre que la politique qu'ils proposent devraient être "*directement utiles aux Français*".

Articles : Les longs couteaux à la Maison-Blanche

Kerensky croyait arriver à la Maison-Blanche en terrain conquis, et pouvoir tenir la dragée haute à Trump et Vance, sauf qu'ils n'étaient pas vraiment disposer à le laisser jouer son numéro de cabaret de bas étage face aux caméras du monde entier.

Trump et Vance ne se sont pas laissé impressionner par ce mauvais acteur rustre et vulgaire qui voulait leur en imposer, ils l'ont éjecté comme un malpropre en le privant de déjeuner !

Evidemment tout ce que compte la scène politique et médiatique internationale de misérables laquais au service de la guerre, s'est empressé d'interpréter cet incident diplomatique en inversant les rôles comme à leur habitude. Comment ? En commettant un récit favorable au chef de guerre ukronazi, qui aurait été la victime malheureuse d'un traquenard ourdi par la Russie, auquel Trump et Vance se seraient prêtés volontiers, rien de moins. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'ils auraient eu l'audace ou la mauvaise idée de privilégier la paix, ce dont ni Zelensky et ni ses porte-parole européens va-t-en-guerre ne voulaient entendre parler.

- Devinez qui vous offre ce divertissement.

Au lieu d'expliquer quels sont les défis économiques et sociaux que ceux qui détiennent le pouvoir doivent affronter à notre époque, les nouveaux prophètes se livrent à un nouveau numéro mystico-divinatoire, histoire de nous divertir des réels enjeux politiques que recèle la situation.

La présentation de cette vidéo m'a suffi et convaincu de ne pas la regarder, merci de l'avoir incluse.

- On appelle cela un vendu, on ne les compte plus sur les réseaux et médias dits sociaux, c'est très contagieux apparemment, ce sont des charlatans.

Article : Voici comment les États-Unis ont fait de l'Europe occidentale leur marionnette

- En effet, cet article est excellent.

Cependant, il y manque le facteur économique qui est déterminant en dernière analyse.

On en oublierait presque que la crise du capitalisme frappe en premier lieu les États-Unis, qui, comme toujours en fait porter le fardeau ou s'exporte vers d'autres pays, en l'occurrence les principales puissances de l'UE dont le capitalisme a atteint le même niveau que celui des États-Unis, et qui par conséquent était déjà en crise avant la dernière agression économique de Trump, matérialisée par l'annonce de sanctions économiques à l'exportation avec l'imposition de droits de douane à hauteur de 25%, mais pas que.

J'ai relevé l'exigence d'augmenter leurs dépenses militaires à hauteur de 5% de leur PIB au détriment de leurs budgets sociaux notamment, ce qui ne sera pas sans conséquences sociales et politiques dans un contexte où leurs institutions sont de plus en plus contestées, au risque de provoquer un affrontement avec les travailleurs et le mouvement ouvrier et qu'ils se radicalisent, ce

qui pourrait rendre rapidement ces pays ingouvernables et précipiter une explosion sociale incontrôlable, une révolution, pourquoi pas. A suivre.

Articles : La fertilité en chute libre : une crise émergente chez les femmes de 30-35 ans - une mutation sociétale en vue

- On marche sur la tête.

Les humanistes devraient se réjouir de la baisse de la fertilité et à terme de la population mondiale, compte tenu des conditions d'existence abominables déjà imposées quotidiennement à des milliards d'hommes, femmes et enfants, auxquels les puissants promettent un destin pire encore.

Certes, la manière dont cette diminution de la procréation se réalise est discutable ou même carrément dégueulasse, car elle va se produire à l'insu des intéressés, à qui on n'a pas laissé le choix ou qui ont été délibérément trompés. Le mal étant fait maintenant, si je puis dire, au lieu de se lamenter, on ferait mieux d'en tirer des leçons politiques pour l'avenir en prenant en main notre destin...

Il faut croire que ceux qui dénoncent cette tendance ou s'en indignent, ne sont pas confrontés directement à toutes ces souffrances. Ils font penser à ces grands humanistes qui voulaient à tout prix injecter les Africains et tous les pauvres de la Terre avec cette saloperie génique expérimentale invalidante ou meurtrière, mais heureusement ils furent épargnés, nous fûmes épargnés, je vis dans un petit village du sud de l'Inde.

Article : Au Mexique, on s’interroge : comment expliquer la soif de guerre des Européens ? Il faut remonter dans le temps

La stratégie des néoconservateurs version social-libérale libertaire était visiblement à bout de souffle. Non seulement elle n'a pas été à la hauteur de ses prétentions exorbitantes affichées notamment par le Forum économique mondiale de Davos, bien qu'elle ait tout de même permis aux plus riches de se goinfrer comme jamais depuis janvier 2020, force était de constater qu'en attendre davantage ou insister risquerait de compromettre le profit qu'ils en avaient tiré, il fallait donc rapidement agir ou passer à autre chose, ce qui fut fait avec Trump flanqué de Musk qui incarne la caution libertarienne du Parti républicain, un des clans les plus extrémistes de l'oligarchie, ayant pour cible privilégiée les règlementations existantes qui régulent le capitalisme et les rapports entre les classes et l'État avec ses budgets sociaux, au profit exclusif de l'oligarchie, des plus riches, à commencer par les anglo-saxons.

Trump et sa clique n'eurent aucun mal à prendre le contrepied de la politique du Parti démocrate, de la bande à Soros et Buffett empruntant un vocable démagogique à souhait ou flattant à coup sûr les attentes de tous ceux qui ne supportaient plus la guerre en Ukraine et en Palestine, les conséquences des mystifications hygiénistes (eugénistes) et climatiques auxquelles s'opposaient l'immense majorité de la population, histoire de montrer à leurs contradicteurs (dont les médias mainstream) que leur politique était légitime et que le peuple la cautionnait ou qu'il les soutenait.

Partant de là, ils se croyaient investis d'une mission quasi divine, qui serait largement partagée, au point de se croire ou de devenir littéralement intouchables ou invulnérables, d'où leurs sorties ou provocations extravagantes qui en agace plus d'un, que leur arrogance déstabilise, et cerise sur le gâteau, tout en semant la confusion dans pratiquement tous les esprits, de sorte qu'ils ont les mains pour tous les manipuler, tandis qu'ils vont appliquer leur programme, montrant que leur numéro de téléréalité a muri au point de pouvoir une page de l'histoire, sans qu'on sache si elle ne finira pas finalement dans sa poubelle, car de la coupe aux lèvres, il existe un abime ou bien des obstacles à franchir qu'ils ne pourront plus ignorer très longtemps, dont la farouche résistance des peuples à toute régression sociale, leur aspiration légitime à davantage de justice sociale et une vie meilleure.

Comment utilisent-ils les réseaux sociaux pour formater les consciences et les préparer au totalitarisme.

Vidéo. Regardez la lumière mes jolis (VOSTFR)

https://www.youtube.com/watch?v=8OlWPY5v9mk

Un excellent documentaire sur les impacts physiologiques, sociaux et écologiques du numérique, des technologies-écrans et d'internet, sur la manière dont les principales multinationales du web (Google, Facebook, Yahoo, etc.) dominent et organisent à leur guise le flux d'information, et sur d'autres choses encore. (Le Partage)

J'ai relevé :

L'information n'est pas la connaissance, et les gens ont tendance à les confondre.

On n'observe pas une augmentation de l'empathie et de la compréhension, ils sont mêmes en régression depuis 30 ans, pendant que le narcissisme bat des records.

On n'observe pas une augmentation des connaissances concernant les problèmes économiques du monde ou la crise du Moyen-Orient, personne n'a acquis de capacité cognitive supérieure ou de perspective qu'on jugerait importante.

Perte de contact avec ce que l'on considérait acquis, les métaphores, les concepts abstraits, les raisonnements logiques, les cadres conceptuels, l'attention continue, l'imagination, perte de mémoire...

L'adulte moyen passe 8 heures devant un écran, c'est plus de temps qu'il n'en passe pour dormir.

Dans les 15 minutes qui suivent le réveil, 4 possesseurs de smartphone sur 5 le consultent.

A 70 ans, l'individu moyen aura passé l'équivalent aura passé 10 à 15 de sa vie à regarder la télévision. Un peu plus de 4 ans à regarder des publicités.

Les faits sont une chose, mais le plus important ce sont les idées, et elles ne sortent pas d'un IPad. Vous aurez accès à des faits, mais il faut un enseignement inspiré, un processus de réflexion, quelque chose en plus pour relier les points. Voilà ce qui est la véritable connaissance.

A quoi bon apprendre quelque chose, si on ne le comprend pas.

On devient de plus en plus stupide, puisqu'on n'a plus besoin de faire travailler notre cerveau.

Tout ce qu'on observe chez les jeunes se retrouve chez les adultes, concerne toutes les générations.

Nous n'avons plus de quête, parce que nous savons que nous aurons toujours quelque chose à regarder, en un sens nos moyens ont pris le pas sur nos fins, cela va avoir de graves conséquences sur l'éducation.

Aucune capacité de contemplation, de concentration ou d'investissement profond avec l'information. Impossibilité de développer une personnalité.

Le monde est de plus en plus complexe, et on ne pose que des questions auxquelles on ne peut répondre qu'en deux secondes avec X (ex-Twitter) par exemple.

Nous avons de moins de moins de temps de réflexion parce que nos moyens de communication encouragent les réponses instantanées.

Les réseaux sociaux filtrent l'information en fonction de ce que vous devez regarder, et non en fonction de ce qui se passe réellement, ils façonnent à votre insu spécialement pour vous quelque chose qui n'a aucun rapport avec la réalité. Ainsi, ils contribuent au développement de la schizophrénie collective.

La culture de l'écran pousse les gens à se regarder eux-mêmes, et pas être attentif au monde. Il y a un danger dans ce manque de conscience collective.

Les BigData engrangent des profits colossaux non seulement grâce aux données sur qui nous sommes et ce que nous faisons, et en nous conditionnant afin que nous soyons de bons consommateurs, et ainsi de suite, mais cette méthode de manipulation est désormais si efficace que la politique se met à l'utiliser.

La technocratie est la nouvelle démocratie, autrement dit sa négation absolue, car avec les données qu'ils possèdent ils peuvent manipuler la population avec une précision scientifique à une échelle sans précédent.

Le système de surveillance planétaire qu'ils ont créé devrait nous alarmer sérieusement. Il menace nos libertés, il vise à nous vendre des cartes de crédit à fort taux d'intérêt, de la malbouffe, des médicaments sur ordonnance pour des maladies que nous pourrions ou pas avoir, des politiciens qui pourraient ou pas être bons pour nous, voilà à quoi servent ces données.

Nous n'avons aucun moyen de contrôle sur ces données, nous avons permis à Google, Facebook, Yahoo, etc. de créer des répertoires invisibles concernant chacun d'entre nous qu'ils peuvent utiliser. Il ne s'agit pas seulement de vente, mais peut-être de la prochaine évolution du capitalisme : la création d'une société antidémocratique.

La surveillance généralisée a été progressivement normalisée, une sorte de normalité rampante, cachée sous nos yeux. Nous oublions de nous poser des questions sur ce qui se passe. Internet est devenu le système de surveillance le plus important du monde. Le KGB, la Stasi, les SS et la

Gestapo, etc. ils n'auraient pas pu rêver d'une telle capacité à surveiller la population. Voilà la menace.

Pew a réalisé une importante étude sur les différences entre les connaissances des gens sur les affaires étrangères avant et après Internet. Ils ont donc comparé 1989 et 2007. Ils ont découvert que sur de nombreux critères, on observait un déclin des connaissances sur les affaires étrangères. Ce constat s'applique en fait à toutes les connaissances, alors qu'elles sont en principe disponibles sur Internet. Il y a donc un vrai problème d'information.

Nous sommes dans une situation où une grande partie des gens ne votent pas, ne s'intéresse pas aux problèmes sociaux, est complètement éteinte, on parle alors de dépolitisation. Aux USA il y a un taux de dépolitisation qui rendrait jaloux un autocrate indonésien. Il se demanderait comment faire pour avoir une population aussi lobotomisée.

Nous ne grandissons pas dans une culture qui encourage la pensée critique ou la pensée radicale, ou d'ailleurs, la pensée en générale.

Ils proposent une information déséquilibrée, autrement dit, il s'agit de désinformation.

Le matin, lorsqu'ils se lèvent, l'une des premières choses que font les gens, c'est d'allumer leur téléphone et le consulter, et cela programme complètement leur esprit dans la manière de considérer leur journée, de considérer le monde et leurs obligations. Et dès qu'ils ont du temps libre dans la journée, il le consulte.

La société peut être acculturée et programmée à l'aide de puissantes formes de persuasion basée sur l'addiction et la récompense.

Skinner a proposé une manière ingénieuse de concevoir un système d'organisations très compulsives, et de le faire passer pour très humain. Les veilles méthodes étaient brutales, elles utilisaient la punition pour imposer le conformisme. Skinner et l'école psychologique qu'il représente ont trouvé un bien meilleur système que la punition. Ils ont commencé par l'essayer sur des animaux, et désormais ils l'utilisent sur des êtres humains : la récompense. Faites-leur faire exactement ce que vous voulez qu'ils fassent, sans le fouet, mais grâce à une sorte de drogue savoureuse, qui leur fera croire qu'ils en apprécient chaque moment. Il s'agit du plus dangereux de tous les systèmes de compulsion, c'est pire que l'enfer car nous croirions être au paradis.

Comment consommer autant de votre temps et de votre attention que possible. Pour ça il fallait qu'on vous donne une petite dose de dopamine de temps à autre, comme lorsque quelqu'un clique sur "*j'aime*" sous une de vos photos, etc. cela vous incite à partager plus de contenu, ce qui vous rapporte en retour plus de "*j'aime*" et de commentaires. Il s'agit d'une boucle de rétroaction de validation sociale. Il s'agit de l'exploitation d'une faille de la psychologie humaine.

La page Facebook est complètement formatée et commercialisée. Nous sommes passés depuis les années 90, d'une expression personnalisée, humaine et ouverte à une expression complètement commercialisée et informatisée, régimentée et conformiste. Parce qu'Internet est passé d'un endroit d'expression libre, à un endroit visant à nous vendre au marché.

La culture de l'écran est non seulement addictive, mais elle est addictive de manière obsessionnelle-compulsive. Il s'agit d'un problème de santé (mentale - J-C) Il a fallu 20 ans pour réaliser que le fast-food causent l'obésité. Combien de temps faudra-t-il pour qu'on réalise la nature addictive des smartphones ?

La technologie toute puissante est un mythe. Elle n'est pas neutre, elle est toujours orientée vers des fins spécifiques. Les élites qui le propagent veulent nous persuader de notre impuissance, alors que la résistance est possible. Les postulats ou croyances indiscutées sont les véritables autorités de chaque culture, tout ce que cela requiert, c'est l'absence de volonté de remettre en question les croyances sur lesquelles le système est fondé.

Le mot "*addiction*" vient de la même racine que le mot "*asservir*", parce qu'originellement un juge publiait un édit, qui faisait de quelqu'un un esclave, il devenait donc addictif (addictus), un esclave.

La technologie n'est pas positive ou négative, les gens ne peuvent l'utiliser que dans le cadre des limites de sa conception, de leur connaissance, et de la société dans laquelle ils ont été socialisés. Et ces trois choses ensemble signifient que la technologie a une valeur culturelle (politique - J-C) loin d'être neutre.

La « *Une* » de The Economist. (clan Rothschild)

- L'Europe devra tirer tous les leviers pour augmenter ses dépenses de défense - 27 février 2025

Comment atteindre 3,5%

- Une catastrophe à la Maison-Blanche pour Volodymyr Zelensky et pour l'Ukraine - 28 février 2025

- L'Ukraine est confrontée à un avenir sans l'Amérique, et peut-être sans Zelensky- 1er mars 2025

Bien malgré moi, je vous relate une nouvelle expérience ou découverte épouvantable.

Féderation nationale de la Libre pensée

Ni dieu ni maître, à bas la calotte et Vive la Sociale !

https://www.fnlp.fr/contacts-php/

Ce que j'ai découvert dans leur blog en voulant leur envoyer un petit mot.

Contact

Plainte sera déposée contre toute personne qui aura par le biais de ce formulaire de contact ou autre voie électronique ou postale, proféré des injures, calomnies, diffamation, propos racistes, homophobes, antisémites, etc… (tous délits prévus par les lois du 29-7-1881, a 23, du 29-7-1881, a.33 al.2, du 29-7-1881, a. 32 al. 2, et tout autre article de lois correspondants).

L'adresse IP récupérée même à partir d'une adresse mail non valable sera transmise aux services chargés de diligenter la plainte. En cas d'adresse IP usurpée, « l'abuse » sera transmis avec plainte auprès de l'organisme compétent (Vu les articles 2, 9, 25 et 50 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, ensemble les articles 226-19 et 226-23 du code pénal)

Plus loin le commentaire que je leur ai envoyé pour se marrer. Le secrétaire national de la LP, Christian Eyschen (dit Kowaks) est mon ex-responsable de secteur à l'OCI sur Clichy-sur-Seine à la fin des années 70.

Il va de soi que personne ne peut accéder au contenu des courriels qui leur sont envoyés via leur page "*Contact*". Alors pourquoi cette fébrilité de vieux juges à la retraite, c'est la question que je me suis posé. Pourquoi emprunter les méthodes détestables de l'Arcom, dont j'ai été moi-même injustement victime ?

Quand en 2005 (je crois) j'eus un différend politique au téléphone au sujet du PT où il militait, monseigneur Eyschen crut bon de me traiter « *d'ennemi de la classe ouvrière* », une grave accusation synonyme de bannissement à vie du mouvement ouvrier. C'est juste pour dire, qu'il est disqualifié pour juger la valeur injurieuse ou calomniatrice ou non d'un propos, compte tenu de son manque flagrant de nuance dans ses jugements, de maîtrise de soi, qui relève manifestement de l'abus de pouvoir ou d'un comportement tyrannique.

Le message que je lui ai envoyé.

Ni dieu ni maître... ou presque !

FNLP - "*Plainte sera déposée contre toute personne qui aura par le biais de ce formulaire de contact ou autre voie électronique ou postale, proféré des injures, calomnies, diffamation*"...

J-C - Un crime de lèse-majesté. Qui en serait informé, personne, non ? Vous vous prenez pour qui ? (Je rajoute : Le futur Pape, qui sait, l'actuel est mourant !)

FNLP - L'adresse IP récupérée même à partir d'une adresse mail non valable sera transmise aux services chargés de diligenter la plainte...

Là ça pue la flicaille, la délation, détestable.

La FNLP en chien de garde de l'Arcom (du régime) ou je rêve, bravo ! En vieillissant, il y a du pinard qui se bonifie, et il y en a qui tourne visiblement au vinaigre ! Il y aurait là-dedans comme un relent de menace provenant du tribunal de l'Inquisition ou des Procès de Moscou, dommage...

Je savais que vous craigniez par-dessus tout la confrontation des idées, mais là je dois dire que vous m'épatez, si, si.

Entre nous, il est inutile de poster des articles dans Le Grand Soir, un repère de vieillards staliniens assumés. Idem avec Réseau International où là on aurait plutôt affaire en général à des décérébrés ou des vieux bien réacs qui passent leur vie devant un écran et qui finiront ainsi, ce qui est bien triste.

Bien à toi camarade Kovaks

J-C – Quand j'ai reçu des mails dégueulasses ou diffamatoires, je les ai publiés et commentés dans les causeries, mais je n'ai pas répondu à leurs auteurs, c'est tout, on ne va pas en faire un plat.

Santé.

Rappel.

Sur les 11 premiers mois de la campagne de vaccination obligatoire de l'armée américaine on a observé:

Problèmes neurologiques – augmentation de 1052 %

Cancer – augmentation de 296 %

Fausses couches - augmentation 279%

Infarctus du myocarde – augmentation de 269 %

Paralysie de Bell – augmentation de 291 %

Malformations congénitales (pour les enfants de militaires) – augmentation de 156 %

Infertilité féminine – augmentation de 471 %

Embolies pulmonaires – augmentation de 467 %

Source: Audition du sénateur Ron Johnson du 24 janvier 2022

Ukraine.

«*Coalition de volontaires*» : une nouvelle position au menu du conflit ukrainien - RT 2 mars 2025

Ce 2 mars, les représentants de 18 pays et organisations internationales se sont réunis dans la capitale britannique afin de discuter de la formation d'une «*coalition de volontaires*» pour assurer la sécurité de l'Ukraine après le règlement du conflit. C'est ce qu'a annoncé le Premier ministre britannique, Keir Starmer.

Le sommet n'a duré que deux heures à l'issue desquelles Keir Starmer a donné une conférence de presse. «*Nous nous sommes mis d'accord pour continuer l'aide militaire dans le but de renforcer l'Ukraine. Ensuite, nous devons garantir la souveraineté et la sécurité de l'Ukraine qui doit participer aux négociations. S'il y a un accord entre les pays, nous renforcerons les capacités de défense de l'Ukraine afin d'éviter de futures agressions potentielles. Nous voulons une coalition pour garantir cet accord*», a-t-il expliqué.

Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, a déclaré à ses homologues à Londres que davantage de troupes européennes devaient être déployées dans les pays limitrophes de la Russie.

Il a ajouté qu'il demanderait «*avec force que tous les pays européens réfléchissent à la manière de renforcer [leur] flanc et que les troupes européennes soient beaucoup plus présentes en Finlande, dans les États baltes et à [leur] frontière avec la Russie et la Biélorussie*». Il est probable que cela devienne possible avec l'organisation d'une «coalition de volontaires», a-t-il ajouté.

De plus, le Conseil européen tiendra une réunion extraordinaire le 6 mars pour envisager d'accorder à l'Ukraine une nouvelle aide financière massive de plusieurs centaines de milliards d'euros, a déclaré le président français Emmanuel Macron dans un entretien avec le journal *La Tribune* rendu public le 1er mars.

«*L'objectif de cette réunion est d'accroître le soutien à l'Ukraine et de donner un mandat à la Commission européenne pour lancer un financement massif et commun le plus rapidement possible car notre sécurité est en jeu*», déclare le président.

Le 2 mars, le ministre russe des Affaires étrangères a commenté l'initiative franco-britannique en déclarant que discuter de l'envoi de soldats de la paix en Ukraine relevait de l'impudence.

«*Le président Macron a des idées, tout comme Starmer. Ils préparent des milliers de soldats de la paix, ils leur fourniront une couverture aérienne. C'est aussi de l'arrogance. Ce plan d'introduction de* «soldats de la paix» *en Ukraine est une continuation de la* «persuasion» *du régime de Kiev de faire la guerre contre nous. Ces* «types» *ont* «piétiné» *les accords de Minsk,* a déclaré le ministre russe. RT 2 mars 2025

Russie.

Un "*belliciste irresponsable*" : la Russie estime que la visite de Zelensky à Washington a été un "*échec complet*" - BFMTV 1 mars 2025

Après le violent affrontement entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche, Moscou a taclé le dirigeant ukrainien, le qualifiant de "*la menace la plus dangereuse pour la communauté internationale*".

La Russie a affirmé samedi 1er mars que la visite de Volodymyr Zelensky à Washington a été un "*échec complet*" après son altercation avec Donald Trump, et a accusé le dirigeant ukrainien d'être "*obsédé par la poursuite de la guerre*" avec Moscou.

La visite "*est un échec politique et diplomatique complet du régime de Kiev*", a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova dans un communiqué.

Elle a accusé Volodymyr Zelensky d'être "*incapable de faire preuve de sens des responsabilités*", de "*refuser la paix*" et d'user de "*mensonges et manipulations pour justifier la poursuite des hostilités et la réception de l'aide militaire et financière de l'Occident*".

"*Par son comportement outrageusement grossier lors de son séjour à Washington, Zelensky a confirmé qu'il était la menace la plus dangereuse pour la communauté internationale en tant que belliciste irresponsable*", a fustigé Maria Zakharova.

Elle a aussi accusé les dirigeants européens de "*faiblesse politique*" et de "*dégradation morale*" pour avoir apporté leur soutien à Volodymyr Zelensky face à la "*leçon de morale*" qu'il a reçue à Washington.

Maria Zakharova a répété que les objectifs de la Russie en Ukraine "*restent inchangés*", à savoir la "*démilitarisation*" et la "*dénazification*" du pays et la "*reconnaissance des réalités existantes sur le terrain*".

Palestine occupée.

«*Bienvenue en Enfer*» : les Palestiniens libérés par Israël montrent des signes de famine et de torture «*sans précédent*» - Réseau International 1 mars 2025

https://reseauinternational.net/bienvenue-en-enfer-les-palestiniens-liberes-par-israel-montrent-des-signes-de-famine-et-de-torture-sans-precedent/

Pretoria, Bogota et Kuala Lumpur interdisent aux navires avec des fournitures militaires destinées à Israël d'utiliser leurs ports - Réseau International 1 mars 2025

L'Afrique du Sud, la Colombie et la Malaisie ont annoncé la mise en place de mesures juridiques, économiques et diplomatiques coordonnées afin d'obliger Israël à rendre des comptes, en l'absence d'une réponse internationale appropriée à ses crimes.

Dans une déclaration commune, les dirigeants des trois pays ont condamné le mépris flagrant d'Israël pour les décisions de la Cour internationale de justice et de la Cour pénale internationale. Ils ont affirmé leur engagement à faire appliquer les mandats d'arrêt délivrés par la CPI à l'encontre des responsables israéliens.

Les trois pays ont ajouté qu'ils interdiraient aux navires transportant des fournitures militaires à destination d'Israël d'utiliser leurs ports et qu'ils mettraient fin à tous les transferts d'armes qui facilitent les crimes israéliens.

Ils ont dénoncé la complicité des pays puissants dans les crimes israéliens en fournissant à l'entité une couverture diplomatique et des équipements militaires. Les trois dirigeants ont déclaré que la poursuite des crimes d'Israël contre les Palestiniens prouve l'échec total du système international existant. Réseau International 1 mars 2025

Inde.

Inde: New Delhi va interdire le ravitaillement en essence des véhicules les plus anciens - RFI 2 mars 2025

À New-Delhi, la capitale de l'Inde, la pollution de l'air reste un fléau. La mégalopole de trente millions d'habitants arrive régulièrement en tête des palmarès des villes les plus polluées de la planète. Mesure-phare d'un nouveau plan destiné à réduire la pollution, les véhicules de plus de quinze ans ne pourront plus y faire le plein de carburant à partir d'avril 2025.

Des « *dispositifs* » seront installés dans les stations-services de la capitale pour identifier les véhicules trop vieux, a annoncé le responsable de l'Environnement local, Manjinder Singh Sirsa. « *Nous allons aussi imposer, dit-il, des purificateurs d'air dans les immeubles, les hôtels et les complexes commerciaux, y compris l'aéroport de Delhi* », en promettant de dresser la liste des « *grandes entités* » responsables de la pollution.

Le parti du Premier ministre ultranationaliste Narendra Modi a remporté - en février 2025 -les élections locales et pris les rênes de la capitale pour la première fois depuis un quart de siècle, écrit l'AFP. Ni son Parti nationaliste indien (BJP) ni aucun de ses rivaux n'ont fait de la lutte contre la pollution et la crise sanitaire qu'elle suscite une de leurs priorités durant la campagne électorale. RFI 2 mars 2025

J-C – Compte tenu de la corruption généralisée cette mesure n'aura aucun impact. N'importe qui pourra aller remplir des jerricans et le tour est joué.

Les Indiens sont les champions de la désobéissance civile, malgré l'obligation du port du casque pour les deux-roues à moteur depuis environ 5 ans, personne ou presque n'en porte, moi le premier évidemment.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 mars 2025

Je ne sais pas si en France tout régresse comme aux Etats-Unis, ce serait logique, ici en Inde il y a des choses qui s'améliorent nettement. Par exemple :

- On n'a pratiquement plus de coupures de courant durant de longues périodes tout au long de l'année ;

- Le tarif du gaz et de l'essence est stable depuis environ 2 ou 3 ans après avoir nettement diminué (- 20% environ) ;

- Quand les routes sont endommagés par les intempéries, lors de la mousson, elles sont réparées au cours des mois qui suivent, avant il fallait attendre des années ! ;

- La G4 arrive normalement jusqu'à mon village et la vitesse de connexion est fulgurante, un vrai soulagement. Vodafone a installé une nouvelle antenne à proximité de chez moi.

Je viens de télécharger la vidéo sur Big Data dans le serveur du blog, de manière à ce qu'elle soit disponible en France même si YouTube la retirait. Il vous suffirait de m'écrire pour que je vous fournisse le lien si vous l'aviez oublié, car je vais le placer dans la page d'accueil du blog, vous voyez, je pense aux lecteurs.

A propos de la vidéo sur Big Data.

Ce documentaire est très instructif, je vous conseille de le regarder très attentivement, n'y cherchez pas un enseignement politique, il n'y en a pas ou il n'incite pas à rompre avec le capitalisme.

Je comprends mieux maintenant, pourquoi quand j'envoie des mails à des gens très différents, je ne reçois pratiquement jamais de réponses ou personne ne cherche vraiment à partager des idées.

Internet aurait pu être un formidable outil destiné à partager des données ou des connaissances, afin de permettre à la conscience collective de progresser. Or, ceux qui l'ont conçu étant animés de mauvaises intentions ou mercantiles, en ont fait au contraire un instrument d'asservissement ou de formatage, de contrôle des idées, des comportements, des consciences, à seule fin de perpétuer leur domination de classe ou l'ordre esclavagiste existant.

Tous ceux qui n'en ont pas clairement conscience, qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit chaque fois qu'ils se connectent à Internet ou qui l'ignorerait, subiront leur influence idéologique et s'éloigneront de la voie qui mène à notre libération.

En proie à une grande confusion, dans bien des occasions ils auront tendance à se tromper d'ennemi, à raison, ils constateront que la situation empire chaque jour un peu plus, et ils s'en plaindront sans s'apercevoir qu'ils y contribuent par leur comportement, ce qui ne peut être qu'une source de démoralisation supplémentaire, ce qui n'est évidemment pas mon cas, sinon je n'aurais pas rédiger cette causerie. J'explique ci-dessous comment échapper à ce cauchemar, à chacun ensuite d'en faire ce qu'il veut, je ne suis pas là pour dicter quoi que ce soit ou donner des leçons.

Dans la rubrique « *commentaires* » plus loin, je propose des éléments de réponse aux questions que pose le développement de la situation mondiale.

Je ne les aborde pas forcément comme elles se présentent ou plutôt comme on nous les présente, comme on voudrait qu'on les aborde, ce qui n'est pas du tout la même chose. Je manque d'informations dans tous les domaines, et mon total isolement m'empêchent de cerner certains aspects déterminants de la situation, par conséquent je me risquerai à aucun pronostic.

En se fiant à la dialectique, on sait qu'il arrive un moment où la quantité se traduit par un changement qualitatif. Si celui-ci était attendu et bénéfique, tout va pour le mieux ou il n'y a pas lieu de changer quoi que ce soit, mais si en revanche il est désastreux ou présente davantage d'inconvénients, tout va mal ou il est temps de passer à l'action afin d'enrayer ce processus infernal et morbide.

Crise économique et financière, crise sociale, crise politique, crise institutionnelle, on pourrait peut-être ajouter crise civilisationnelle, dans la mesure où la combinaison de tous ces facteurs est en train de ronger ou saper les fondements sur lesquels repose le développement de notre espèce, pour s'élever de l'état animal ou sauvage à un état supérieur ou à la conscience de soi, qui doit lui permettre de briser les chaînes de la servitude, afin de pouvoir enfin conquérir sa liberté.

Cela nécessite de mettre un terme à l'esclavage ou au cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est responsable des souffrances qui accablent tous les peuples et de toutes les guerres.

Pour y parvenir, nous n'avons pas le choix, il n'existe pas d'autre alternative que d'inscrire notre action dans le cadre du processus économique et politique qui s'est développé au cours des milliers d'années antérieures et qui se poursuit quotidiennement sous nos yeux, dans la mesure où nous en sommes les principaux acteurs, il est impératif que nous en prenions conscience ou que nous prenions en mains notre destin.

Leur "*nouveau monde*" (Bayrou), c'est une nouvelle guerre mondiale. Déclaration de guerre de la France et de l'UE à la Russie.

Le Premier ministre français, François Bayrou, a dénoncé, ce lundi à l'ouverture d'un débat organisé à l'Assemblée nationale sur "*la situation en Ukraine et la sécurité en Europe*", "*le règne de la loi du plus fort*", affirmant que l'Europe est "*forte*" et doit "*garantir sa sécurité*".

"*Le produit intérieur de l'Union, additionné à celui de la Grande-Bretagne, c'est plus de dix fois le produit intérieur de la Russie*" et "*si l'on compare les arsenaux (...), nos forces armées continentales additionnées à celles du Royaume-Uni, c'est plus de 2 millions et demi de soldats professionnels, 25% de plus que les forces russes. Ce sont 3 000 avions de combat (...), deux fois plus que les Etats-Unis et deux fois plus que l'aviation russe*". AFP 04 mars 2025

En complément.

Assemblée nationale.

XVIIe législature - Session ordinaire de 2024-2025 - Séance du lundi 03 mars 2025

Bayrou - Rappelons les chiffres. L'Union européenne compte à elle seule 450 millions d'habitants ; avec la Grande-Bretagne et la Norvège, nos alliés, nous sommes plus de 520 millions d'habitants, contre 340 millions aux États-Unis et 150 millions en Russie. Le PIB de l'Union, additionné à celui de la Norvège et de la Grande-Bretagne, c'est plus de dix fois le PIB de la Russie. Les dépenses militaires de la Russie sont certes impressionnantes – 40 % de son budget et 9 % de son PIB, chiffres qui donnent une idée du déséquilibre dans les investissements. Cependant, l'efficacité opérationnelle des armées russes est arrêtée depuis trois ans par l'armée ukrainienne, qu'elles devaient pourtant emporter – affirmaient les dirigeants russes – en trois jours. En comparant les arsenaux, on découvre un rapport de force qui n'est pas du tout celui qui est décrit habituellement. Nos forces armées continentales, additionnées à celles du Royaume-Uni, comptent plus de 2,5 millions de soldats professionnels, soit 25 % de plus que les forces russes ; elles disposent de 2 991 avions de combat, deux fois plus que les aviations des États-Unis et de la Russie, et de quelque 15 000 pièces d'artillerie, contre moins de 10 000 pour la Russie et seulement 5 000 pour les États-Unis. Nous, pays européens, sommes une force même si nous ne le savons pas.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2024-2025/seance-du-lundi-03-mars-2025

J-C – Il a oublié que la Russie aussi compte de nombreux alliés, dont la Chine, la Biélorussie, la Corée du Nord, Cuba, le Venezuela, l'Iran, etc.

A la Bourse : Vive la guerre!

Bourses: les actions du secteur de la défense s'envolent en Europe - AFP 3 mars 2025

Les titres des entreprises du secteur de la défense flambent lundi dans les premiers échanges sur les Bourses européennes, portés par la perspective d'une augmentation des dépenses militaires sur le continent dans un contexte de tensions entre Kiev et Washington, faisant craindre un désengagement américain.

Vers 08H30 GMT, Thales s'envolait de 13,80% et Dassault Aviation de 14,77% à Paris. À Londres, BAE Systems gagnait 17,31%. À Francfort, Rheinmetall prenait 14,31%, Hensoldt 18,82% et Thyssenkrupp, qui possède une filiale spécialisée dans les sous-marins, de 10,68%.

Le constructeur aéronautique Saab, à Stockholm, s'octroyait 13,97% et Leonardo, à Milan, 9,98%.

"*La volonté européenne de soutenir l'Ukraine se traduira par une augmentation des dépenses militaires*", explique Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank.

"*La crainte d'un retrait américain s'accentue, contraignant l'Europe à en faire plus. L'armement devient un secteur clé pour les investisseurs*", estime Jochen Stanzl, chez CMC Markets.

En Allemagne, les conservateurs de la CDU/CSU et les sociaux-démocrates du SPD, en pleine négociation pour former un gouvernement, discutent de la création de deux fonds pour la défense et les infrastructures, totalisant environ 800 à 900 milliards d'euros, selon des informations de presse dimanche non démenties.

"*Même étalée sur dix ans, cette somme équivaudrait aux investissements réalisés en Allemagne de l'Est depuis la réunification, marquant un tournant historique*", dont profiteront les entreprises de la défense, selon une note de Deutsche Bank.AFP 3 mars 2025

OTAN en emporte les cons, c'est même à cela qu'on les reconnaît!

« *Trump est un agent de Poutine* », estime le général Yakovleff, ancien dirigeant de l'OTAN - Publicsenat.fr 3 mars

Cet « *alignement américain sur les thèses russes* » est un fait géopolitique majeur pour l'ancien dirigeant de l'OTAN, qui reste sceptique sur la situation internationale : « *Une troisième guerre mondiale se rapproche si tous les cons restent aussi cons.*»

Le général Yakovleff estime que les efforts budgétaires nécessaires à la construction d'une défense européenne imposent « *de changer de modèle social pour se payer la défense dont nous avons besoin dans un monde qui n'est plus le même qu'il y a 30 ans.* » Publicsenat.fr 3 mars

---

A quoi cela rime-t-il ? Réponses.

- Guerre en Ukraine : « *Il faudra faire plus d'efforts budgétaires* » pour l'armée, prévient le ministre de l'Economie - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

- Augmentation du budget de la défense : Antoine Armand (EPR) veut regarder du côté de la dépense sociale - Publicsenat.fr 4 mars 2025

Afin de dégager les marges budgétaires nécessaires pour maintenir cet effort, l'ancien locataire de Bercy pointe « *les dépenses sociales et les dépenses de santé* », et notamment le système de retraites.

- Un plan choc de 800 milliards d'euros pour réarmer l'Europe dévoilé - Capital 4 mars 2025

- France. Guerre en Ukraine : « *Il faudra faire plus d'efforts budgétaires* » pour l'armée, prévient le ministre de l'Economie - 20 Minutes 4 mars 2025

- L'Allemagne veut investir plusieurs centaines de milliards d'euros dans sa défense et son économie - francetvinfo.fr 4 mars 2025

- La Chine va continuer à augmenter son budget consacré à la défense - Euronews 5 mars 2025

La vraie menace : C'est Macron et l'UE. A bas l'économie de guerre ! Chassons-les du pouvoir !

J-C - Ceux qui avaient fabriqué de toutes pièces les récits frauduleux de la pandémie virale et du réchauffement climatique de nature anthropique, sont les mêmes qui voudraient nous faire croire que la Russie menacerait la France ou les pays de l'UE, alors qu'en réalité ce sont eux qui n'ont de cesse de provoquer la Russie afin de déclencher une Troisième Guerre mondiale.

Leur méthode : Le déni, le mensonge, la falsification des faits, l'inversion accusatoire.

- Ukraine, Trump, allocution… Emmanuel Macron a-t-il les moyens de mettre la France en « *économie de guerre* » ? - Le HuffPost 5 mars 2025

- Dans son allocution, Emmanuel Macron prend les Français à témoin sur la gravité de la menace - Le HuffPost 6 mars 2025

- Emmanuel Macron: "*La Russie est devenue une menace pour la France et pour l'Europe*" - BFMTV 6 mars 2025

- « *La menace russe est là* » : ce qu'il faut retenir de l'allocution d'Emmanuel Macron - Paris Match 6 mars 2025

Ils inventent une menace, un ennemi, pour ensuite justifier les moyens d'y faire face. Vous êtes priés d'applaudir !

Leur véritable ennemi : « *les dépenses sociales et les dépenses de santé* », certains le disent à mi- mots, d'autres ouvertement.

J-C - Le récit officiel frauduleux, dans quel but, ils le disent, c'est très clair :

Capital - Face à la menace russe...

RT - «*La menace russe est là et touche les pays d'Europe*», a estimé le président français dans son allocution du 5 mars consacrée au conflit ukrainien.

Pour Emmanuel Macron, c'est la Russie qui a fait du conflit ukrainien «*un conflit mondial*» avec des violations des frontières, manipulations des élections en Roumanie et en Moldavie, ainsi que des cyber-attaques contre les hôpitaux. Et d'insister que la Russie qui augmente son potentiel militaire, ne s'arrêtera pas à l'Ukraine : «*La Russie est devenue, au moment où je vous parle et pour les années à venir, une menace pour la France et pour l'Europe*», a-t-il ajouté. RT 6 mars 2025

Macron et sa clique de nazis doivent être stoppés.

- Après l'allocution d'Emmanuel Macron, le rendez-vous est pris pour le 20 mars prochain, où doivent se retrouver ministère des armées, entreprises et investisseurs. D'autant que la veille, l'UE aura dévoilé son livre blanc sur l'avenir de la défense européenne. Sans compter sur le conseil européen des 20 et 21 mars. Une vraie ligne de front. Le HuffPost 6 mars 2025

Guerre en Ukraine : « *Il faudra faire plus d'efforts budgétaires* » pour l'armée, prévient le ministre de l'Economie - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

Si en ces temps de troubles politiques internationaux, l'avenir peut paraître incertain, il est en revanche fort probable que de gros efforts économiques à chaque français soient à faire.

Le ministre français de l'Economie, Eric Lombard, a d'ailleurs estimé d'ailleurs ce mardi que la France devrait faire « *plus d'efforts* » budgétaires pour augmenter ses dépenses militaires, en réponse à la décision américaine de ne plus aider l'Ukraine.

« *Nous devrons faire plus d'efforts pour nous protéger, pour bâtir cette économie en faveur de la paix et renforcer la défense dans un modèle européen. Nous allons devoir dépenser plus d'argent public et donc effectivement, cela imposera plus d'efforts* », a déclaré le ministre sur France Info.

Par rapport à la loi de programmation militaire, qui prévoit d'augmenter les crédits annuellement de 3 milliards d'euros, « *il faudra aller plus vite et plus fort* », a-t-il indiqué.

Pas question en tout cas selon lui de tailler dans les dépenses sociales pour financer la défense. « On va maintenir le système de protection sociale française, ça c'est absolument essentiel, a-t-il assuré. Le premier levier pour équilibrer nos finances publiques, c'est le taux d'emploi. » « *Il ne faut pas rogner dans les budgets* » mais « *regarder la façon dont l'effort est partagé entre les Français* », a-t-il dit. 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

Augmentation du budget de la défense : Antoine Armand (EPR) veut regarder du côté de la dépense sociale - Publicsenat.fr 4 mars 2025

Mais dans ce climat géopolitique tendu, « *se mettre au niveau de l'histoire* » supposera d'augmenter les dépenses budgétaires consacrées à la défense, dans un contexte budgétaire difficile que connaît bien l'ancien ministre de l'Economie.

Afin de dégager les marges budgétaires nécessaires pour maintenir cet effort, l'ancien locataire de Bercy pointe « *les dépenses sociales et les dépenses de santé* », et notamment le système de retraites.

« *Est-ce que vous pouvez imaginer un pays qui a 3 300 milliards de dette, 6 % de déficit et qui continue à embaucher davantage de fonctionnaires ? Dans le prochain budget il faudra dire les choses : doit-on baisser les dépenses sociales ou continuer ad vitam aeternam ?* » poursuit le député macroniste. D'après Antoine Armand, la solution réside dans « *les gains administratifs* » et « *l'efficience* », mais aussi « *dans la capacité à dire que certains travailleront davantage, ici ou là dans l'éducation ou les collectivités locales*. » Publicsenat.fr 4 mars 2025

Capitalisme : Stop ou encore ? Jusqu'à en crever. Sinon il y a l'abattoir, le hacheur à viande !

La retraite à 70 ans, comme au Danemark pour financer la défense ? La comparaison bancale du Medef - Le HuffPost 4 mars 2025

Invité de la matinale de RMC, Patrick Martin a rappelé que nos voisins Danois ont décidé « de reporter à 70 ans l'âge de départ à la retraite pour que l'économie finance l'effort de guerre », a-t-il fait valoir, avant de préciser immédiatement : « *Je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut porter à 70 ans l'âge de départ en retraite en France, mais ça veut dire qu'il y a un consensus, une conscience partagée que cette situation très grave nécessite des moyens exceptionnels* ».

Le pays a adopté en 2006, il y a presque 20 ans donc, un accord de protection sociale qui prévoit à échéances régulières d'adapter l'âge de départ à la retraite en fonction de l'évolution de l'espérance de vie. Dès les projections de 2006, il était prévu que l'âge de départ à la retraite passe à 70 ans en 2040.

Et c'est précisément sur ce nouvel âge que doivent se prononcer prochainement les élus danois. Après avoir longuement hésité, et avoir même été tentés de mettre fin à l'accord de 2006, le gouvernement social-démocrate de Mette Frederiksen a finalement annoncé dès octobre qu'il ferait voter un projet de loi en ce sens. Le texte a été seulement déposé fin février - mais pas encore voté - quelques jours après que la Première ministre a effectivement annoncé un fonds de 7 milliards d'euros supplémentaire pour la défense. Un « *plan de réarmement massif* » portant le financement de l'outil militaire à hauteur de 3 % du PIB.

Avec 70 % des 55-64 ans qui travaillent, le Danemark affiche un des meilleurs taux d'emplois des seniors en Europe, ce qui n'est pas le cas de la France qui stagnait en 2023 sous la barre des 56 %. Le HuffPost 4 mars 2025

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

Articles : Thierry Meyssan sur RPTV – La Pire Génération

- Au nom de qui ces géopoliticiens s'expriment-ils ? Certainement pas au nom du peuple, il n'existe pas pour eux, ils l'ignorent ou le méprisent.

Ils scrutent la situation mondiale à travers la lorgnette ou les œillères des représentants des classes dominantes, et ils n'ont d'yeux que pour eux. Dès lors, si on se pose la question, quelle idéologie véhiculent-ils, on connait la réponse.

Toutes leurs analyses et interprétations se situent dans la perspective de la victoire de la classe dominante, toute autre issue politique est inconcevable, parce qu'il refuse d'accorder à la classe ouvrière la capacité de renverser l'ordre établi et de gouverner la société, car ils considèrent à l'instar des capitalistes et leurs idéologiques ou élites, que seuls eux en ont les moyens, donc le pouvoir doit légitimement leur revenir. C'est de cette manière qu'ils distillent insidieusement ou sournoisement leur propagande.

Lorsqu'ils doivent trancher entre différents protagonistes appartenant aux classes dominantes lors d'un conflit, leur préférence ira vers celui qui incarne le mieux les intérêts du capitalisme à l'échelle mondiale. Si ces publicistes se présentent en tant que progressistes ou humanistes, voire anti-impérialistes, leur préférence ira aux acteurs étiquetés à gauche, et s'ils s'aperçoivent que ceux qui sont étiquetés à droite font mieux l'affaire, ils pencheront de leur côté, c'est ainsi qu'ils démasqueront leur imposture.

Les crises sont propices à ces revirements. Elles permettent de distinguer nos vrais et faux amis ou les charlatans parmi tous ceux qui prétendent s'exprimer en notre nom.

- En effet, malgré la gabegie bureaucratique, la mise à l'écart (pas l'isolement) de l'URSS, la course aux armements et à l'espace, la guerre et près de 30 millions de morts (civils et militaires), le mode de production collectif ou socialiste s'est avéré supérieur au mode de production privé du capitalisme.

C'est ce que la plupart des travailleurs ignorent, avec en prime des conditions sociales meilleures qu'en occident malheureusement gâchées par l'anarchie due à la corruption de la caste au pouvoir, ce qui évidemment ne remet pas en cause la supériorité du socialisme sur le capitalisme, seuls ceux qui étaient chargés de l'appliquer portent la responsabilité de la liquidation de l'URSS, en gros…

Article : Les leaders de l'UE assommés par l'effet Trump

- Et si c'était une comédie, une farce, du bluff ? C'est marrant que personne ne le suggère, c'est un signe généralement. Et s'ils camouflaient leurs réelles intentions ? Croyez-vous que ces honnêtes gens en seraient capables ? Qui sait, cela ne leur est-il pas déjà arrivé dans le passé ?

Tenez, à propos des accords de Minsk, c'était gros, mais c'est très bien passé. Ne parlons pas du 11/9, on en tombe à la renverse ! La mystification au Covid-19, celle au réchauffement de nature anthropique, ça passe ou ça casse et c'est passé comme une lettre à la poste.

Brandir le risque frauduleux ou fabriqué de guerre avec la Russie en faisant monter la sauce pour justifier des coupes dans les budgets sociaux, supprimer certaines libertés, croyez-vous qu'ils en seraient capables ces salopards ? Moi je le pense, je trouve même que c'est l'explication la plus plausible, pour justifier la mise en place d'un régime encore plus militarisé ou autoritaire avec le soutien de la majorité de la population lobotomisée avec ses smartphones…

Article : La déconfiture de l'Europe ! Avec Bruno Guigue

- On n'en a rien à foutre de l'état de l'UE, l'essentiel est ailleurs.

Ce qu'ils veulent liquider, ce sont tous les acquis de la lutte de classe du prolétariat depuis le début du XXe siècle, ainsi que les concessions sociales que le capitalisme avait dû accorder à la classe ouvrière durant sa phase ascendante, cela comprend tous les accords passés entre l'Etat et le

mouvement ouvrier, dont la réglementation du travail qui limite en quelque sorte le champ de l'exploitation, pour instaurer un régime corporatiste de type fasciste.

Voyez les avantages sociaux dont bénéficient les travailleurs en France avec ce qu'il en est aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, et vous aurez compris où ils veulent en venir en prônant l'économie de guerre qui doit servir à justifier toutes les coupes dans les budgets sociaux jusqu'à suspendre certaines libertés politiques…

Voyez les conditions d'exploitation et d'oppression dans les autres régions du monde, qui sont bien pires que ce que vous connaissez en France, où la liberté d'expression ou la liberté tout court est très encadrée pour ne pas dire militarisée, y compris les libertés politiques réduites au minimum ou inexistantes, dans certains cas autorisés, mais que la place ou le poids des institutions réduits à néant.

Je vous mets au défi de laisser paraître une telle analyse dans les grands médias d'un quelconque pays dit du Sud ou des Brics, elle serait immédiatement censurée, aucun n'inviterait à s'exprimer régulièrement quelqu'un qui partagerait ces idées.

Article : Robert Kennedy Jr. et la Cour de justice européenne : Tremblement de terre dans le monde des vaccins

Info biaisée.

Robert Kennedy Jr, le ministre de la santé américain, soutient la vaccination contre la rougeole – AFP 3 mars 2025

Même en admettant qu'il ne soit pas totalement libre de s'exprimer, au lieu de prendre parti pour la vaccination, il aurait mieux fait de s'abstenir, à moins qu'il tienne un double langage, ce qui ne serait pas étonnant non plus.

Cela dit, cela me laisse indifférent, car loin de moi l'idée de me reconnaître dans Trump et ses ministres comme le font certains…

Article : MAHA échec : L'article de RFK Jr. prône le vaccin ROR dangereux et inutile pour l'épidémie de rougeole

- Dans ce document à la page 4, vous constaterez que les cas de rougeole avaient déjà entamé une pente descendante AVANT le début de la vaccination en 1985-1986

https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/jasp/archives/2012/jasp2012_28nov_vaccination_rougeole_dlevybruhl.pdf

Dans un autre document, vous constaterez une flambée de rougeole A PARTIR du début de la vaccination, presque du simple au triple, pour ensuite redescendre, ce qu'il leur fera dire que c'était grâce à la vaccination, une supercherie en fait !

https://www.chu-montpellier.fr/fr/vaccination/histoire-des-epidemes-et-de-la-vaccination/la-rougeole

---

- J'ai trouvé, eurêka ! Un graphique de 1965 à 2000, il n'y a pas photo, il faut avoir en mémoire que la vaccination de masse en France a commencé à partir de 1983, à cette date le nombre de cas était déjà passé de plus de 800.000 par an en France à moins de 600.000. Le vaccin n'a fait que précipiter la chute des infections, mais l'éradication de la rougeole était déjà entamée de manière naturelle.

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2025/rougeole.png

Etats-Unis.

- Dans un entretien à la chaîne Fox News, le vice-président a pointé la volonté du dirigeant ukrainien de porter la discussion en public plutôt que dans le huis-clos du Bureau ovale de la Maison Blanche.

"*Le président a répondu: non, en fait, je ne veux plus avoir cela en privé. Je veux avoir cette vraie conversation en public pour que le peuple américain puisse la voir*", reprend-il. AFP 3 mars 2025

- Donald Trump a réagi ce lundi 3 mars aux récentes déclarations de Volodymyr Zelensky, qui a affirmé que son pays et la Russie sont "*très, très loin*" d'un accord visant à mettre fin à la guerre.

"*C'est la pire déclaration qui aurait pu être faite par Zelensky, et l'Amérique ne la supportera pas très longtemps!*", écrit le président américain sur Truth Social.

Le président américain a laissé planer lundi une menace à peine voilée à l'encontre de son homologue ukrainien, affirmant : « *Peut-être qu'il y a quelqu'un qui ne veut pas trouver d'accord, et si ce quelqu'un ne veut pas d'accord, je pense que cette personne ne sera plus là très longtemps.* » AFP 3 mars 2025

- The Daily Mail : les États-Unis interdisent au Royaume-Uni de transmettre des renseignements américains à l'Ukraine – RT 5 mars 2025

- Le président ukrainien a affirmé ce mardi 4 mars qu'il était prêt à « travailler sous le *leadership* » *de son homologue américain pour « obtenir une paix durable » en Ukraine*.

Dans un message sur le réseau social X, Volodymyr Zelensky assure vouloir « *arranger les choses* » avec Donald Trump, après leur vive altercation de vendredi et la suspension de l'aide américaine à Kiev. « *Notre rencontre ne s'est pas déroulée comme c'était prévu* », a reconnu le président ukrainien, regrettant « *que cela se soit passé ainsi* ».

« *Il est temps d'arranger les choses* », a-t-il ajouté, disant souhaiter « *la coopération et la communication […] constructives à l'avenir* ». Le HuffPost/AFP 04 février 2025

- Volodymyr Zelensky n'en finit plus de donner des gages aux Etats-Unis depuis son altercation historique dans le Bureau ovale avec Donald Trump et J. D. Vance

Ce mercredi, le président ukrainien a tenté de renouer le dialogue tout en brossant son homologue américain dans le sens du poil. « *Nous voulons tous un avenir sûr pour notre peuple. Pas un cessez-le-feu provisoire mais la fin de la guerre une fois pour toutes. Avec nos efforts coordonnés et le leadership des Etats-Unis, c'est tout à fait réalisable* », a-t-il écrit sur les réseaux sociaux. 20minutes.fr 5 mars 2025

- "*J'ai reçu une lettre importante du président ukrainien Zelensky. La lettre dit que l'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible pour se rapprocher d'une paix durable*", a déclaré le président américain dans un discours devant le Congrès.

"*Il a déclaré: "*mon équipe et moi-même sommes prêts à travailler sous la direction énergique du président Trump pour obtenir une paix durable. Nous apprécions vraiment tout ce que l'Amérique a fait pour aider l'Ukraine à maintenir sa souveraineté et son indépendance".

"*Simultanément, nous avons eu des discussions sérieuses avec la Russie et nous avons reçu des signaux forts indiquant qu'ils sont prêts pour la paix*", a encore affirmé le président américain. "*Ne serait-ce pas magnifique ?"* BFMTV 5 mars 2025

« *Terres rares* » en Ukraine : pourquoi elles ne sont pas près de sortir du sol - Challenges 4 mars 2025

D'après les derniers relevés géologiques menés dans le pays avant le début de l'invasion russe, l'Ukraine ne possède que peu de terres rares au sens où l'entendent les géologues. Ce terme ne s'applique qu'à une quinzaine d'éléments minéraux, comme le lanthane, le néodyme ou le cérium. Ces métaux sont très recherchés pour fabriquer des verres optiques, des aimants ou des piles de haute performance. Ils sont peu abondants et présents en faible densité. En Ukraine, des gisements ont été identifiés depuis plus de dix ans dans la région de Donetsk, en partie occupée par les Russes.

« *Pas d'exploitation connue* »

Ces terres rares sont disséminées le long du « *bouclier ukrainien* ». Les géologues appellent ainsi les sols préhistoriques qui traversent le pays du nord-ouest au sud-est, gorgés de minéraux en profondeur. « *Le sous-sol ukrainien est assez riche sur le plan minéralogique* », soulignent les experts français du Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM). Mais ces terres sont souvent prisonnières d'autres roches, ce qui les rend difficiles à extraire du sol.

Ces terres rares sont disséminées le long du « *bouclier ukrainien* ». Les géologues appellent ainsi les sols préhistoriques qui traversent le pays du nord-ouest au sud-est, gorgés de minéraux en

profondeur. « *Le sous-sol ukrainien est assez riche sur le plan minér*alogique », soulignent les experts français du Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM). Mais ces terres sont souvent prisonnières d'autres roches, ce qui les rend difficiles à extraire du sol. « *Il n'existe pas d'exploitation connue en Ukraine* », confirment les géologues français

---

États-Unis: le Pentagone ordonne une pause de ses opérations cyber contre la Russie - RFI 3 mars 2025

Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a ordonné à l'U.S. Cyber Command de mettre fin aux opérations informatiques contre la Russie. Une nouvelle étape dans le rapprochement entre les États-Unis et Moscou.

Guerre en Ukraine : Trump met en pause l'aide militaire américaine à Kiev, nouveau coup très dur contre Zelensky - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

« *Nous faisons une pause et réexaminons notre aide pour nous assurer qu'elle contribue à la recherche d'une solution* » au conflit entre l'Ukraine et la Russie, a déclaré ce responsable sous couvert d'anonymat. « *Le président a clairement indiqué qu'il se concentrait sur la paix. Nous avons besoin que nos partenaires s'engagent eux aussi à atteindre cet objectif* », a-t-il ajouté.

Etats-Unis : Mexique, Canada, Chine, agriculture, acier… Trump impose ses tarifs douaniers - 20 Minutes/AFP 4 mars 2025

Droits de douane : la réponse de Pékin à Donald Trump - LePoint.fr 4 mars 2025

Pékin a annoncé, ce mardi 4 mars, l'instauration de droits de douane supplémentaires sur une série de produits américains, dont le blé, le poulet et le maïs, et contre-attaque ainsi à l'entrée en vigueur des nouvelles taxes américaines sur les produits chinois. *« Washington, en agissant unilatéralement, porte atteinte au système commercial multilatéral* » et « *fragilise les bases de la coopération économique et commerciale entre la Chine et les États-Unis* », a justifié le ministère chinois des Finances dans un communiqué. Et d'ajouter : « *La Chine préservera fermement ses droits et intérêts légitimes.* »

Les prélèvements à l'importation couvrant une série de produits agricoles et alimentaires américains vont ainsi augmenter de 10 à 15 %, et ce à compter du 10 mars prochain. La surtaxe sera de l'ordre de 10 % pour le soja, le porc, le bœuf, les produits de la mer, les fruits, les légumes et les produits laitiers, et de 15 % sur le poulet, le blé, le maïs et le coton américains.

Dans le même temps, Pékin a annoncé le placement de 15 entreprises américaines sous des restrictions en matière d'exportation et d'investissement, pour des raisons de sécurité nationale. Certaines sont ciblées par la Chine pour avoir vendu des armes à Taïwan, que le gouvernement chinois revendique comme son territoire. LePoint.fr 4 mars 2025

Pendant ce temps-là : Business as usual. (Les affaires continuent !)

Etats-Unis : Le Wall Street Journal critique la politique douanière de Trump - 20minutes.fr 5 mars 2025

Le Wall Street Journal fustige la décision de Donald Trump d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les produits mexicains et canadiens, la qualifiant de « *plus stupide en matière de droits de douane* » 20minutes.fr/ 5 mars 2025

Les grandes banques américaines misent sur le rouble malgré les sanctions - RT 5 mars 2025

Les banques d'investissement Goldman Sachs et JPMorgan ont commencé à proposer à leurs clients des instruments dérivés (contrats financiers dont la valeur dépend d'un actif) liés à la monnaie russe, a rapporté Bloomberg.

Ces instruments dérivés permettent aux investisseurs de parier sur la hausse du rouble, qui s'est renforcé de près de 20 % face au dollar depuis le début de l'année. Il s'agit de contrats à terme sans livraison (appelés NDF pour Non-Deliverable Forwards), qui permettent à deux parties de se protéger contre les variations du cours du rouble sans avoir besoin d'échanger réellement cette devise (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de transfert effectif de roubles).

J. D. Vance fustige les dirigeants européens pour leur hypocrisie dans le conflit ukrainien - RT 4 mars 2025

Le 3 mars, le vice-président américain J. D. Vance a accordé une interview exclusive à la chaîne américaine Fox News dont le sujet principal était l'initiative de paix de Donald Trump en Ukraine.

Il a fustigé les chefs d'État européens pour leur hypocrisie : «*Mais le plus fou dans cette histoire, c'est que parfois des chefs d'État européens qui, en public, bombent la poitrine en se disant prêts à soutenir encore dix ans le président Zelensky, prennent ensuite en privé leur téléphone pour dire* : "Ça ne peut pas durer éternellement. Il doit venir à la table des négociations"», a-t-il déclaré.

Il a aussi appelé les partenaires occidentaux de l'Ukraine à persuader Volodymyr Zelensky de s'asseoir à la table des négociations avec Moscou.

«*Donc, ce qu'ils disent en privé et ce qu'ils doivent dire au président Zelensky, c'est que tout ça ne peut pas durer éternellement : le bain de sang, le massacre, la dévastation économique. Ça ne fait qu'aggraver les choses*», a souligné le vice-président américain. RT 4 mars 2025

Bloomberg : Donald Trump demande à Vladimir Poutine d'être le médiateur dans les négociations sur le programme nucléaire iranien - RT 4 mars 2025

Donald Trump a demandé au président Vladimir Poutine de jouer le rôle d'intermédiaire dans les négociations sur le programme nucléaire iranien, a rapporté Bloomberg citant des sources informées de la question. Ce sujet aurait été abordé lors des pourparlers russo-américains à Riyad.

En commentant l'article de Bloomberg, Iouri Ouchakov, conseiller en politique étrangère du président russe, a précisé que les représentants de la Russie et des États-Unis avaient convenu à Riyad de tenir des pourparlers à part sur la situation autour de l'Iran.

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a indiqué à l'agence de presse américaine que «la Russie estime que les États-Unis et l'Iran devraient résoudre tous les problèmes par la voie des négociations». Il a ajouté que Moscou était «*prête à faire tout son possible*» pour y parvenir. RT 4 mars 2025

La France s'oppose à l'utilisation des avoirs russes gelés - RT 4 mars 2025

Eric Lombard, ministre de l'Économie, des Finances, de l'Industrie et de la Souveraineté numérique, a déclaré à Franceinfo le 4 mars que la France devrait faire plus pour augmenter son budget de défense, mais pas en recourant à l'utilisation d'actifs russes gelés.

«*Ces avoirs ne peuvent pas être capturés parce que ce serait un acte contraire aux accord internationaux*», a-t-il déclaré.

Depuis l'escalade du conflit en Ukraine, l'Union européenne a gelé un peu moins de 300 milliards de dollars d'actifs russes. Sur ces fonds, environ 213 milliards de dollars sont détenus par Euroclear à Bruxelles.

Si certains pays, comme la Pologne et les États baltes, sont favorables au transfert de ces fonds vers l'Ukraine, plusieurs États membres s'y opposent fermement.

Néanmoins, le 1er mars, à la suite d'une altercation entre Trump et Zelensky à la Maison Blanche, l'Ukraine et le Royaume-Uni ont signé un accord de prêt de 2,26 milliards de livres sterling (3,2 milliards de dollars). Le prêt, d'une durée de 30 ans, sera négocié et remboursé à partir des bénéfices des actifs russes gelés et servira à «*financer l'achat d'équipements de défense conformément aux besoins de la partie ukrainienne*». RT 4 mars 2025

Trump ment à moitié et pour cause : BlackRock ne ment pas du tout !

Canal de Panama : « *Trump ment !* », le président panaméen réfute toute négociation sur sa restitution - 20minutes.fr/AFP 5 mars 2025

« *Une fois de plus, le président Trump ment. Le canal de Panama n'est pas en cours de restitution* » et cette question n'a pas été abordée dans les discussions bilatérales, a dit le président panaméen sur X.

« *Pour renforcer encore notre sécurité nationale, mon administration va reprendre le canal de Panama et nous avons déjà commencé à le faire* », avait lancé la veille le président américain dans son discours au Congrès.

J-C - Pour autant... Et si c'était déjà chose faite ?

20minutes - Le président américain dénonce une supposée ingérence chinoise concernant le canal, car deux ports situés aux entrées de la voie interocéanique sont exploités depuis 1997 par la géant hongkongais CK Hutchison. Or CK Hutchison a annoncé mardi avoir accepté de céder sa participation dans les ports de Cristobal, côté Atlantique, et de Balboa, côté Pacifique, et d'autres installations portuaires à un consortium américain mené par la société d'investissement BlackRock.

Les parties prenantes ont précisé mardi dans un communiqué commun et une déclaration à la Bourse de Hong Kong qu'elles étaient entrées dans une période de négociations exclusives de 145 jours. Le consortium américain, constitué également de Global Infrastructure Partners (GIP) et de la société Terminal Investment, a prévu de débourser près de 19 milliards de dollars, en incluant une dette nette de cinq milliards de dollars. 20minutes.fr/AFP 5 mars 2025

Le géant TSMC augmente ses investissements aux Etats-Unis sous le patronage de Trump - AFP 4 mars 2025

Le géant taïwanais des puces électroniques TSMC a annoncé lundi à la Maison Blanche qu'il allait investir 100 milliards de dollars supplémentaires aux Etats-Unis, l'administration Trump mettant en avant que cela lui permettra d'échapper aux nouveaux droits de douane.

"*Ils investiront au moins 100 milliards de dollars aux Etats-Unis à court terme pour construire des usines à la pointe en matière de production de semi-conducteurs*", a déclaré le président américain Donald Trump, prenant la parole avant le PDG de TSMC, C.C. Wei.

Cet investissement permettra "*de créer des milliers d'emplois*", "très bien payés" en Arizona, a-t-il salué.

TSMC produit des semi-conducteurs utilisés dans tous les domaines technologiques, des iPhones d'Apple aux équipements d'intelligence artificielle de pointe de Nvidia.

Russie.

Les milliardaires russes se sont fortement enrichis en 2024, comme tous les autres dans le monde, quelle coïncidence !

- Si les revenus réels avaient temporairement augmenté, jusqu'à 17,5% pour le salaire nominal en 2024, cette croissance est à relativiser au vu de l'inflation. Selon le média en ligne indépendant russe The Insider, une fois l'inflation déduite, cette hausse, en grande partie due à une pénurie de main-d'œuvre et à une flambée des salaires sur un marché du travail sous tension, ne serait que de 8%. Bien loin de l'enrichissement des classes les plus riches de Russie, les véritables gagnantes de cette guerre. (Comme partout ailleurs ! – J-C)

La hausse des prix des matières premières –pétrole en tête– et les dépenses militaires massives pour soutenir le secteur de l'énergie et de la métallurgie –aux mains des plus fortunés– ont à la fois fait exploser leurs profits et concentré davantage les richesses dans le pays. Résultat, la fortune cumulée des milliardaires russes est passée de 505 à 577 milliards de dollars en 2024, précise la version russe du magazine Forbes. slate.fr 4 mars 2025

Palestine occupée.

Trump, le " *meilleur ami*" du nazi Netanyahu.

Benjamin Netanyahu remercie Donald Trump pour l'envoi d'armes à Israël - France 24 3 mars 2025

Donald Trump "*est le meilleur ami qu'Israël n'ait jamais eu à la Maison Blanche*" et "*il l'a montré en nous envoyant les munitions qui étaient bloquées*" par le gouvernement de son prédécesseur Joe Biden, a déclaré Benjamin Netanyahu dans un message vidéo en anglais.

"*Il donne ainsi à Israël les outils dont il a besoin pour finir le travail contre l'axe iranien du terrorisme*", a-t-il ajouté.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a déclaré samedi avoir signé l'envoi d'une aide militaire d'environ quatre milliards de dollars à Israël, en rappelant qu'un embargo partiel sur les armes imposé par Joe Biden avait été annulé. Netanyahu

Le plan égyptien pour la reconstruction de Gaza dévoilé - RT 4 mars 2025

Quel avenir pour la bande de Gaza ? Lors d'un sommet organisé au Caire à l'initiative du président Sissi, les dirigeants de la Ligue arabe ont adopté ce mardi 4 mars un plan alternatif à celui proposé par Donald Trump, qui envisage le déplacement des Palestiniens de l'enclave, imaginée en « *Riviera* » par le président américain.

Le document égyptien, parvenu à Reuters, par le biais d'un représentant impliqué dans les négociations sur Gaza, a révélé le projet alternatif porté par l'Égypte, face à celui de Donald Trump de construction de la «*Côte d'Azur du Proche-Orient*».

D'après Reuters, l'Égypte a préparé un plan de 53 milliards de dollars qui prévoit deux phases de reconstruction et qui, en même temps, propose la création d'un fonds supervisé au niveau international visant à assurer «*l'efficacité, la durabilité du financement*» *ainsi que la «transparence et la surveillance*».

Le document précise également que le plan vise à écarter le Hamas et à mettre en place des autorités temporaires sous le contrôle des États arabes et occidentaux. Cependant, il ne détaille pas qui sera chargé de la mission de gouvernance intérimaire, se contentant de mentionner que «*l'expertise des Palestiniens de Gaza et d'autres régions serait sollicitée pour aider à restaurer l'enclave*».

Selon la proposition égyptienne, une mission d'assistance à la gouvernance remplacerait, pour une durée indéterminée, le gouvernement de Gaza dirigé par le Hamas.

Cette mission serait chargée de fournir l'aide humanitaire et de superviser le lancement des opérations de reconstruction de la bande de Gaza, a rapporté la même source. Le plan ne prévoit aucun rôle central pour l'Autorité palestinienne, qui exerce des prérogatives limitées en Cisjordanie

occupée et dont les enquêtes d'opinion révèlent qu'elle n'est que peu soutenue par les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

Toujours selon Reuters, le plan rejette catégoriquement la proposition de Washington visant à déplacer massivement les Palestiniens hors de Gaza, un scénario perçu comme une menace à la sécurité par des pays arabes tels que l'Égypte et la Jordanie. Le Hamas a jusqu'à présent rejeté l'idée que des propositions soient imposées aux Palestiniens par d'autres États. RT 4 mars 2025

Guerre entre Israël et le Hamas : ce que contient le plan pour la reconstruction de la bande de Gaza approuvé par les pays de la Ligue arabe - franceinfo/AFP 4 mars 2025

Ces dirigeants ont appelé à unifier les Palestiniens sous l'égide de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), excluant de fait le mouvement islamiste palestinien Hamas. Ils ont aussi mis en garde contre les tentatives "*odieuses*" de déplacements forcés de la population. Ils étaient réunis en plein blocage au sujet de la suite de la fragile trêve en vigueur depuis le 19 janvier entre Israël, qui réclame la "*démilitarisation totale*" de Gaza, et le Hamas, qui insiste pour y rester.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a affirmé que l'ONU "soutenait fermement" le plan arabe. "*Nous saluons le plan de reconstruction de Gaza adopté dans la déclaration finale du sommet*", a aussi déclaré le Hamas dans un communiqué.

Sans surprise, le plan a en revanche été aussitôt rejeté par Israël. Sur X, la diplomatie israélienne a reproché aux pays arabes de "*rejeter l'opportunité [que constitue le plan américain] sans lui donner une chance équitable et de continuer de proférer des accusations sans fondement contre Israël*".

Phases de reconstruction, financement, gouvernance...

Le plan présenté par l'Egypte mobiliserait 53 milliards de dollars sur cinq ans pour la reconstruction de la bande de Gaza, une estimation équivalente à celle de l'ONU. Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a déclaré que ce plan garantirait le maintien des 2,4 millions d'habitants de Gaza sur leur terre, une réponse au projet du président américain, qui faisait craindre leur déplacement forcé vers l'Egypte et la Jordanie, pour faire de la bande de Gaza la "*Riviera du Moyen-Orient*".

Le plan égyptien propose la création d'un fonds, supervisé au niveau international, afin de garantir "*l'efficacité, la durabilité du financement*" ainsi que "*la transparence et la surveillance nécessaires*" du plan. Le Caire prévoit d'accueillir une conférence ministérielle de haut niveau réunissant les pays donateurs, les institutions financières internationales et régionales, le secteur privé et la société civile afin de mobiliser les financements nécessaires.

Une première phase pour reloger temporairement 1,5 million de personnes

Le projet, consulté par l'AFP, prévoit une première étape de six mois dans la bande de Gaza. Celle-ci sera axée sur le déblaiement des débris, l'enlèvement des mines et des matériaux non explosés, et la fourniture de logements temporaires. Lors de cette phase, sept sites doivent être aménagés pour abriter plus de 1,5 million de personnes dans des unités d'habitation préfabriquées, pensées pour accueillir en moyenne six résidents.

Une phase de reconstruction en plusieurs étapes

La phase de reconstruction de l'enclave palestinienne se ferait en deux étapes sur une période de quatre ans et demi, selon le projet des dirigeants arabes. La première étape, qui durerait jusqu'en 2027 et serait dotée d'un budget de 20 milliards de dollars, se concentrera sur la reconstruction des infrastructures essentielles, notamment les routes, les réseaux de distribution et les installations de services publics. Durant cette phase sont prévus la construction de 200 000 unités de logement permanent, pour 1,6 million de personnes, et l'aménagement de 810 000 hectares de terres cultivables.

La deuxième étape, qui devrait s'étendre jusqu'en 2030, a un coût estimé à 30 milliards de dollars. L'objectif serait d'achever les projets d'infrastructures et de créer des zones industrielles, un port de pêche, un port commercial et un aéroport.

Une nouvelle gouvernance

Selon le projet des pays de la Ligue arabe, la bande de Gaza serait administrée par un comité de technocrates indépendants et de personnalités non partisanes durant une période transitoire de six mois, avant que l'Autorité palestinienne n'en reprenne le contrôle. "*L'Etat de Palestine assumera ses responsabilités dans la bande de Gaza par le biais de ses institutions gouvernementales*", a affirmé, devant les participants au sommet, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, âgé de 89 ans.

Ce dernier s'est dit prêt à organiser "*l'année prochaine*" des élections présidentielle et législatives dans les Territoires palestiniens, "*à condition que les conditions soient réunies*". Il n'a pas donné de calendrier, ni expliqué comment de telles élections pourraient avoir lieu dans la bande de Gaza, dévastée par la guerre.

Pour soutenir cette transition, le projet prévoit que l'Egypte et la Jordanie forment les forces de sécurité palestiniennes, pour les préparer à assumer des responsabilités de maintien de l'ordre dans la bande de Gaza. Le plan évoque également la possibilité d'une présence internationale dans les territoires palestiniens. Cela pourrait avoir lieu notamment à travers une éventuelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU en faveur du déploiement de forces de maintien de la paix ou de protection.

Le Hamas accepterait un retrait de la vie politique dans la bande de Gaza - RT 4 mars 2025

Alors que les discussions et les négociations font rage pour trouver une alternative au plan de Donald Trump sur la bande de Gaza, l'avenir du mouvement islamiste palestinien est sur la table. Les pays arabes débattent de son repli ou de son maintien dans la vie politique de l'enclave palestinienne.

Le porte-parole du Hamas, Hazem Qassem, a déclaré le 3 mars que le mouvement était disposé à accepter la mise en place d'un comité de gestion locale pour la bande de Gaza, sans y exercer un rôle direct. Cette annonce fait suite à une proposition de l'Égypte visant à répondre à la demande d'Israël d'écarter le Hamas du pouvoir, tout en facilitant un accord entre l'Autorité palestinienne et le Hamas pour administrer Gaza par des professionnels et des experts.

Il a déclaré que le mouvement ne souhaitait pas s'impliquer dans la gestion administrative de Gaza, sauf si cela repose sur un «*consensus national*». Hazem Qassem a ajouté que le Hamas n'avait pas vocation à être un obstacle à la reconstruction de l'enclave. Selon lui, il existe une possibilité de

parvenir à un accord national pour la mise en place d'un comité de gestion locale, bénéficiant d'un soutien des pays arabes.

Dans ce cadre, Sami Abu Zuhri, haut responsable du Hamas, a affirmé que les armes des factions armées restaient une «*ligne rouge*» non négociable. Il a insisté sur le fait que le Hamas ne permettra jamais que la reconstruction de Gaza ou l'acheminement de l'aide humanitaire soient conditionnés à un désarmement du mouvement. RT 4 mars 2025

Liban.

Le président du Parlement libanais refuse le troc reconstruction-désarmement du Hezbollah - RT 4 mars 2025

Dans une interview avec le quotidien ad-Diyar, Nabih Berry, chef du parlement et proche du Hezbollah, a affirmé qu'il «*n'acceptera aucune tentative de troquer une aide ou la reconstruction du Liban contre des conditions politiques ou militaires, qu'elles concernent les armes de la résistance au nord du fleuve Litani ou d'autres dossiers internes*».

Concernant la reconstruction et les aides internationales, le chef du législatif a expliqué que «*la reconstruction de ce qui a été détruit par l'agression israélienne doit être une priorité nationale et que le Liban cherche un soutien international sans compromettre ses droits souverains ni faire de concessions qui porteraient atteinte à ses principes nationaux*».

Nabih Berry a en outre souligné que l'occupation israélienne continue au Liban-Sud ne se limite pas aux «*cinq collines*» sur lesquelles l'armée israélienne a confirmé établir des positions «stratégiques», mais s'étend à l'établissement d'une bande frontalière occupée d'une profondeur d'un à deux kilomètres dans le territoire libanais, ce qui crée une «nouvelle zone occupée» le long de la frontière. RT 4 mars 2025

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 mars 2025

La politique est le concentré de l'économie.

En dernière analyse, 9 fois 10 les stratégies ou les décisions politiques adoptées par ceux qui gouvernent ou qui figurent dans l'opposition parlementaire sont déterminées par des intérêts économiques, les ignorer ou s'en détourner, c'est s'interdire de comprendre la situation.

A la suite de cette causerie, vous trouverez une sorte de rubrique économique, dans laquelle j'ai fait figurer des éléments disparates sur différents aspects de l'économie qui se sont présentés à moi au fil de mes réflexions et travaux, qui je pense peuvent vous permettre d'étendre ou approfondir le regard que vous portez sur la situation au-delà du cadre étriqué dans lequel on voudrait vous enfermer.

C'est un peu bordélique comme souvent chez moi, parce que je n'ai pas eu davantage de temps à consacrer à ce travail, je n'ai pas fait de plan de travail, à vrai dire cela me fait chier ou je trouve cela trop contraignant, non pas que je ne savais pas ce que je cherchais, il ne faut pas exagérer, j'ignorais plutôt où je le trouverais, et ce que je trouverais auquel je n'avais pas pensé qui retiendrait mon attention.

Je poursuis un double objectif, progresser en économie et partager cette connaissance avec ceux que cela pourrait intéresser. Donc ma démarche est très exigeante, et je n'ai pas de temps à perdre, je suis même peut-être déjà trop vieux pour mener à bien cette tâche !

En politique on nous raconte un tas de conneries à longueur de temps, alors en économie c'est mille fois pire encore. Remarquez bien que cela n'a pas grande importance pensent leurs auteurs, puisque personne n'y comprend quoi que ce soit, il suffit de raconter à un auditoire plutôt naïf ou niais ce qu'il espère entendre, pour passer aussitôt pour un expert ou un grand savant en la matière, un démagogue qui brasse du vent ou des lieux communs le plus souvent ou généralement.

Quand on est sérieux, qu'on respecte les gens auxquels on s'adresse, qu'on a conscience du drame que vivent quotidiennement des centaines de millions ou des milliards d'hommes, femmes et enfants dans le monde, on ne peut pas s'en contenter ou se conduire de cette manière-là, on doit sortir de ce marais pestilentiel qui pue le populisme et la compromission à plein nez, encore faut-il avoir vraiment envie d'en finir avec ce régime pourri, fascisant.

Pour nous y aider, on doit parvenir à comprendre quels sont les principaux facteurs économiques et sociaux qui déterminent les différentes options stratégiques adoptées par les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, comment ou de quelle manière ils influencent les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, de manière à adapter notre discours et notre tactique en conséquence en directeur des travailleurs et militants, car contrairement

aux économistes et aux publicistes, je ne m'adresse pas aux puissants, je ne fais pas vraiment partie de leurs courtisans ou serviteurs.

Si vous possédez des articles ou des ouvrages sur l'économie qui présentent vraiment un intérêt, ce serait gentil de me les adresser en pdf, j'en connais que je pourrais acquérir en passant pas Amazon, mais je n'en ai pas les moyens financiers. Il faut que vous sachiez, que je dois déjà assurer la survie de plusieurs membres de la famille de ma compagne dans le dénuement le plus total, deux de ses sœurs sont à la rue et elles ont trouvé refuge chez moi, et le fils (33 ans) de ma compagne avec son épouse et leur bébé en sont réduits à vivre dans 30 m² avec sa belle-famille, entre autres. Je vous passe le reste, dont la vieille mère de ma compagne également sous mon toit depuis maintenant un an ou plus, 100% dépendante et qui refuse obstinément de mourir. Vous savez ce que sa famille m'a conseillé pour m'en débarrasser, de cesser de l'alimenter, de la laisser mourir de faim, je m'y refuse évidemment, après ne vous étonnez pas si je suis aussi radical dans mes positions politiques, et encore, je me contrôle.

Je compte sur votre compréhension ou tolérance si quelque chose vous choquait dans ma démarche, ne jugez pas trop sévèrement mon travail lorsqu'il est inachevé ou présente des lacunes, merci.

La guerre, c'est la paix.

Surtout ne mentez pas à vous-même. Celui qui ment à lui-même et écoute son propre mensonge finit par ne plus distinguer la vérité ni en lui, ni autour de lui ; il perd alors le respect de lui-même et des autres. (Fedor Dostoïevsky – Les frères Karamasov)

Déconnectez-vous du discours dominant sous peine de devenir complètement schizophrène et dépressif.

Anxiété et virtualité : l'effondrement du bonheur chez les jeunes Occidentaux – France-Soir 06 mars 2025

Les jeunes Occidentaux sont-ils devenus la génération la plus malheureuse depuis des décennies ? Selon une étude commandée par l'ONU et conduite par les chercheurs Jean Twenge et David Blanchflower, la réponse est probablement oui. Publiée le 3 mars, cette étude révèle une chute drastique du bien-être chez les jeunes de 18 à 30 ans au cours des dix dernières années. À l'heure où les premières générations numériques atteignent l'âge adulte, un malaise profond se fait sentir, plus particulièrement chez les femmes.

Si le phénomène débute bien avant la crise du Covid-19, cette dernière a exacerbé les conséquences : « *Les jeunes ne sortent plus, ne jouent plus avec leurs amis, et surtout, ils n'interagissent plus comme avant* », expliquent les chercheurs au *Guardian*. En France, le taux de jeunes adultes classifiés comme « *désespérés* » a doublé entre 2009 et 2023. L'isolement social, amplifié par l'essor des smartphones et des réseaux sociaux, semble contribuer à ce désarroi générationnel.

Et, comme le rapporte Usbek & Rica, derrière cette détérioration du bien-être se cache une réalité économique bien plus sombre. Les inégalités d'accès à l'emploi et la pression exercée par les enjeux climatiques participent de cette spirale négative. À terme, cette crise affectera non seulement la santé mentale des jeunes, mais aussi leurs perspectives économiques et sociales. David Blanchflower avertit que l'impact pourrait se répercuter sur la productivité mondiale et les résultats scolaires. Une alerte mondiale qui a déjà incité l'ONU à demander des études complémentaires.

Jonathan Haidt, psychologue et auteur de Génération anxieuse, va même plus loin en prédisant que l'omniprésence des contenus générés par l'IA aggravera cette situation. Il prévient que l'isolement social, exacerbé par la virtualité, risque de paralyser davantage les capacités sociales des jeunes générations. « *Tout cela se terminera très mal* », prédit-il, renforçant la vision désastreuse d'une jeunesse déconnectée de la réalité.

J-C – D'après ce que j'ai constaté, cela ne concerne pas seulement les jeunes…

Tribune libre. Lutte ouvrière.

Editorial : Alliance atlantique ou européenne : même brigandage par Nathalie Arthaud - 24 février 2025

La réconciliation spectaculaire de Trump avec Poutine, sur le dos des Ukrainiens, sidère nombre de commentateurs. Les dirigeants européens se sentent lâchés par la première puissance impérialiste.

Faisant mine de compter dans ce jeu, alors que la France est une puissance de seconde zone, Macron s'agite. Prétendant que la Russie serait une menace existentielle pour l'Europe, il se pose en chef de guerre, prêt à envoyer des troupes en Ukraine et surtout à doubler les dépenses militaires.

Pour dégager ces 60 ou 80 milliards d'euros supplémentaires qui viendront remplir les coffres de Thales, Dassault et autres marchands de canons, Macron le dit sans fard : « *On va devoir revisiter nos priorités nationales* ». Autrement dit, les milliards supplémentaires pour l'armée seront pris sur les logements, les écoles, les hôpitaux… Le passage à l'économie de guerre justifiera de rallonger le temps de travail, reporter l'âge de départ à la retraite, supprimer des jours de congés. Macron a d'ailleurs vanté le Danemark où le départ en retraite va être porté à 70 ans pour financer l'armée.

Il a pourtant trouvé le soutien immédiat de tous les partis, ceux de gauche en tête : Bompard, pour LFI, s'est félicité que « *le président utilise le terme de non-alignement* » tandis que Roussel, du PCF, répète que « *la France doit faire entendre sa voix* ». Au nom de la défense de la souveraineté nationale, ces politiciens se mettent au garde-à-vous devant les généraux et les marchands de canons. Ils participent par avance à l'union nationale pour la guerre.

Face à la volonté de domination américaine affirmée avec le cynisme et la brutalité d'un Trump, les dirigeants européens tentent de se faire passer pour les gardiens des valeurs démocratiques. Mais c'est une posture hypocrite et mensongère.

De l'Afrique au Moyen-Orient, ils n'ont cessé de se répartir des zones d'influence, de fomenter des guerres, de tailler des frontières au milieu des peuples ou de soutenir des dictateurs qui leur étaient utiles, avant de les lâcher du jour au lendemain.

S'ils s'offusquent parce que les brigands Trump et Poutine se réconcilient pour se partager les richesses de l'Ukraine, c'est uniquement parce qu'ils sont écartés du butin. Ils seront privés de l'accès à de précieux minerais, aux riches terres agricoles et au marché de la reconstruction d'un pays détruit. Les relations entre les États-Unis et les pays européens ont toujours été des relations entre puissances inégales luttant sans pitié pour accaparer les marchés.

Le revirement américain en Ukraine prend les Européens à contre-pied. Mais l'objectif de Trump est le même que celui de Biden : assurer l'hégémonie américaine sur le monde. Les moyens pour y parvenir changent, au gré de l'évolution des rapports de forces.

Depuis trois ans, les États-Unis ont trouvé de multiples avantages à prolonger cette guerre, menée avec la peau des Ukrainiens et des Russes : ventes massives d'armes, test de leur matériel, mainmise sur les ressources du pays, affaiblissement des oligarques russes. Cette guerre leur a aussi permis d'affaiblir les capitalistes européens, privés du gaz russe et contraints de réorganiser leurs marchés.

Si, aujourd'hui, Trump lâche les dirigeants ukrainiens, ce n'est ni parce qu'il est fou ou sous l'emprise de Poutine ni parce qu'il voudrait apporter coûte que coûte la paix dans le monde. C'est parce que, après trois années de guerre, l'impérialisme américain fait ses comptes.

Alors que le front en Ukraine n'évolue guère, que les cartes ont été rebattues au Moyen-Orient par les coups de l'armée israélienne, Trump et sa bande estiment utile de faire la paix avec Poutine. Ils veulent qu'il cautionne et participe à leur domination sur le monde, rôle que le Kremlin a joué de nombreuses fois dans le passé, en Asie, en Europe ou au Moyen-Orient.

Dans le renversement des alliances qui s'effectue sous nos yeux, dans ce bras de fer entre brigands, les travailleurs ne doivent pas serrer les rangs derrière leurs dirigeants politiques ou leurs généraux.

Qu'ils défendent la souveraineté nationale, une défense européenne ou le maintien d'une alliance avec les États-Unis, les politiciens qui se disputent le pouvoir sont tous d'accord pour défendre les intérêts des capitalistes. Quelle que soit l'option qu'ils défendent, ils nous la feront payer, par des sacrifices financiers aujourd'hui, au prix du sang demain. S'opposer à l'avenir sanglant que le capitalisme nous prépare commence par refuser l'embrigadement derrière nos dirigeants et les sacrifices qu'ils nous promettent.

Économie de guerre – 4 mars 2025

La présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé un plan de 800 milliards d'euros pour financer les armées européennes. Elle annonce aussi que les dépenses militaires seront exclues des sacro-saintes règles sur le déficit public, au nom desquelles on demande régulièrement des sacrifices aux travailleurs.

Pour engraisser les marchands de canon et permettre aux bourgeoisies européennes de poursuivre le pillage du monde, les dirigeants européens ne lésinent pas à la dépense. Les financiers ne s'y sont pas trompés : sans délai, les actions des industriels de l'armement, comme Thalès, se sont envolées en bourse.

Jackpot pour les marchands de mort – 5 mars 2025

Ces derniers jours, le cours des actions de Dassault et de Thalès a connu des hausses spectaculaires, faisant la joie des spéculateurs. La multiplication des guerres et l'augmentation généralisée des dépenses militaires ne font pas que des malheureux. C'est une aubaine pour les marchands de mort comme Thalèsn qui a fait un bénéfice net record de 1,42 milliard d'euros en 2024.

Que les bourgeois fassent du fric sur les guerres et le sang des peuples est abject. C'est aussi dangereux, car ils ont un intérêt direct à encourager les guerres. Confisquer les bénéfices de guerre, exproprier les marchands de canons et imposer le contrôle ouvrier sur leurs affaires seraient des mesures d'utilité publique.

Non aux sacrifices pour les profits des capitalistes français – 6 mars 2025

Dans son allocution, Macron a pris la posture de chef de guerre qu'il affectionne tant. Reprenant le vieux fantasme de la droite française de la menace des chars russes déferlant sur les Champs-Élysées, il a embouché les trompettes patriotiques.

Sous prétexte du retournement américain, Macron et les dirigeants européens appellent la population au sacrifice, financier aujourd'hui pour préparer la guerre, humain demain pour la faire.

Les travailleurs doivent eux aussi se préparer... à refuser tout sacrifice. Comme disait Anatole France : *« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels. »*

CAC 40 : des profits toujours au sommet – 7 mars 2025

Les bénéfices des entreprises du Cac 40 ont atteint 133 milliards d'euros en 2024. C'est un peu moins que l'an dernier, mais avant 2020, ils n'avaient jamais dépassé les 100 milliards. Tout va donc très bien pour les gros actionnaires.

Avec cette somme on pourrait créer plus de 3 millions d'emplois payés 2000 euros net, cotisations comprises. Mais c'est l'inverse qui se passe : pour maintenir ces profits, les grands groupes multiplient les licenciements et ferment des sites, comme Sanofi qui vend son usine d'Amilly, ou Michelin qui ferme celles de Cholet et Vannes.

Les gros actionnaires sont en guerre contre les travailleurs, ce sont les seuls ennemis qui méritent une mobilisation générale des travailleurs.

Comment parmi nous certains profitent de leur étiquette pour colporter le récit officiel.

Les impérialismes américain et russe s'entendent sur le dos des peuples d'Ukraine – GMI 24 février 2025

https ://groupemarxiste.info/2025/02/24/les-imperialismes-americain-et-russe-sentendent-sur-le-dos-des-peuples-dukraine/

Extraits commentés.

- Si l'accord américano-russe se concrétise, ce sera une défaite pour le prolétariat ukrainien...

J-C – En somme, ils préfèreraient pas d'accord du tout et une poursuite de la guerre sous l'étendard américain...

- ...après plus de trois ans de guerre sous la conduite du gouvernement bourgeois Zelensky,

J-C – Ou ils auraient préféré une victoire « *du gouvernement bourgeois Zelensky* » !

- La volteface de l'État américain prouve que, contrairement à ce qu'inventaient des défenseurs honteux de l'impérialisme russe, l'invasion de l'ancienne colonie de l'empire tsariste n'était pas un conflit entre l'impérialisme américain et la Russie. Sinon, les Etats-Unis auraient écrasé la Russie. Néanmoins, un repartage du monde est inévitable et peut déboucher sur l'anéantissement de l'humanité, vu la dissémination et la taille des armements atomiques.

J-C – A les entendre, si les Etats-Unis avaient écrasé l'impérialisme russe, tout le monde serait soulagé, à commencer par eux ! Ils l'ont exprimé autrement sous la forme d'un regret :

- Bientôt finies les sanctions contre la Russie, place aux accords commerciaux fructueux !

J-C – Outrés par l'attitude de Trump envers les dirigeants des pays de UE, voilà que ces esclaves volent au secours de leurs maîtres :

- On ne demande pas l'avis des vassaux sur des questions importantes. On leur demande seulement de payer pour la protection du maître.

J-C – Et ce n'était pas fini, ils avaient une autre préoccupation ou ils ont formulé un autre regret tout aussi respectable que le précédent, évoquant le bien triste sort de l'armée ukrainienne bientôt dépourvue d'armes, c'est dommage, la guerre s'arrêterait nette du jour au lendemain !

- Sans l'aide américaine, l'Ukraine, déjà en grande difficulté contre l'armée russe, n'a aucune possibilité de pouvoir résister bien longtemps. Les fournitures de matériels militaires et de munitions assurées par les différents États européens ne pourront y suppléer, au moins à court terme.

J-C –Ces doctrinaires enragés prouvent une fois de plus qu'ils ne comprennent pas grand-chose ou rien à la situation. Car en fait « de conflit entre l'impérialisme américain et la Russie, il s'agissait plutôt d'un affrontement fratricide entre les deux clans les plus puissants de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui poursuivaient des stratégies différentes sur la manière dont devaient être envisagés la poursuite des rapports économiques entre les Etats-Unis et la Russie d'une part, et avec les Etats de l'Union européenne d'autre part, l'un des deux clans ayant décidé de régler leurs comptes en prenant pour champ de manœuvre l'Ukraine, c'est tout.

L'un envisageait l'effondrement et la dislocation de la Fédération de Russie pour faire main basse sur ses richesses, l'autre de coopérer avec elle.

- Il est de la responsabilité de toute organisation ouvrière (parti ou syndicat) de se prononcer contre l'invasion et l'occupation, pour le retrait des troupes impérialistes russes de tout le territoire de l'Ukraine pour que les armes et les munitions arrivent aux soldats ukrainiens.

J-C – Pour qu'ils puissent reprendre le massacre de la population russophone, bravo ! Ils en appellent à armer l'armée ukrainienne composée de bataillons nazis pour combattre...les fascistes d'Azov, quel délire ou crasse ignorance ! Le reste était à l'avenant.

Lu dans un blog d'extrême gauche.

La propagande idéologique ne s'embarrasse pas de scrupule pour tordre la réalité dans tous les sens.

- Depuis 2022, la politique de Biden visait à utiliser l'Ukraine pour affaiblir la Russie en l'enfermant dans une guerre d'usure, (tout en évitant) que le conflit ne dégénère en une guerre nucléaire ou que le régime de Poutine ne s'effondre (ce qui aurait ouvert une situation inconnue et dangereuse dans le plus grand pays du monde, doté de milliers de têtes nucléaires).

J-C – Alors que l'effondrement du régime de Poutine, pour reprendre leur rhétorique empruntée aux Américains, était un de leurs principaux objectifs ou la condition pour entamer la dislocation de la Fédération de Russie et s'emparer de ses richesses...

- Compte tenu (...) du fait que la Russie n'est plus la puissance qu'elle était (comme en témoigne son incapacité à conquérir Kiev, Odessa ou Kharkiv dans cette guerre)...

J-C – Quelle crasse ignorance ou stupidité ! Pour Kiev, cela n'a jamais été l'objectif de la Russie, quant à Odessa ou Kharkiv et bien d'autres villes, ils oublient de mentionner que Poutine n'avait pas l'intention de se livrer à des destructions massives et à un carnage parmi leur population d'origine russe, ils relaient le discours frauduleux ou la désinformation de l'OTAN.

A lire. Sur la guerre en Ukraine et la militarisation de l'UE.

Ukraine : réflexions du mathématicien Laurent Lafforgue – 4 mars 2025

Laurent Lafforgue est un talentueux mathématicien français et compte parmi les esprits brillants francophones. Médaillé Fields et longtemps chercheur à l'IHES comme le fut avant lui l'immense Alexandre Grothendieck, il s'inscrit dans la tradition d'engagement, de coopération scientifique et de pacifisme de son illustre prédécesseur. (PRCF)

https ://www.laurentlafforgue.org/ukraine.html

http ://www.luttedeclasse.org/dossier_2025/ukraine_Laurent_Lafforgue_mars2025.pdf

---

La chronologie de l'Ukraine révèle la véritable histoire Par Joe Lauria (Consortium News 25 février 2025) – Mondialisation.ca, 01 mars 2025

https ://www.mondialisation.ca/la-chronologie-de-lukraine-revele-la-veritable-histoire/5696596 ?doing_wp_cron=1741418046.2261359691619873046875

La militarisation effrayante de l'Europe Par Marc Vandepitte - Mondialisation.ca, 05 mars 2025

https ://www.mondialisation.ca/la-militarisation-effrayante-de-leurope/5696692 ?doing_wp_cron=1741419405.7194910049438476562500

Loukachenko secoue l'Europe : les révélations choc d'un allié de Poutine, un véritable test pour l'Europe par Xavier Azalbert - France-Soir 06 mars 2025

https ://edition.francesoir.fr/videos-videos-english-politique-monde/loukachenko-secoue-l-europe-les-revelations-choc-d-un-allie

---

Rubrique vive la guerre. Qui a dit ?

- « *L'augmentation du budget européen sur la défense est nécessaire mais nécessite une vision stratégique globale qui manque aujourd'hui.* »

Réponse : Lucie Castets sur X le 5 mars 2025.

- « *Enfin, dépensé pour quoi faire ? L'Ukraine a besoin d'armes. Ce plan va s'avérer inefficace puisqu'il servira à acheter des armes aux États-Unis, qui en refuseront tout usage dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine.* »

Réponse :Bastien Lachaud (LFI) sur X le 4 mars 2025.

- La Défense c'est d'abord une industrie nationale, indépendante d'autres puissances !

Réponse : Fabien Roussel (PCF) sur X le 5 mars 2025.

- « *Les Européens doivent contribuer financièrement mais il faut aussi obtenir que les dépenses de défense pour l'ensemble du continent de l'UE puissent être sorties des 3 % de Maastricht.* »

Réponse : Olivier Faure (PS) sur X le 3 mars 2025

J-C – C'est déjà acquis !

Faure, Tondelier, Ruffin : la gauche soutient la guerre si elle est « *financée par les riches* » - revolutionpermanente.fr/6 mars 2025

À la suite de l'allocution de Macron mercredi soir, qui avait pour but de replacer le chef de l'État au centre du jeu politique et de préparer les esprits à un prochain effort de guerre, la gauche institutionnelle n'a pas manqué d'afficher son soutien à l'effort de guerre à venir. Le Parti Socialiste, les Verts ou François Ruffin soutiennent ainsi des investissements massifs pour l'armée et la défense.

PS, Verts, Ruffin : la guerre oui, mais avec de la « *justice sociale* » !

Le Parti Socialiste, fervent défenseur de l'escalade guerrière en France, n'a pas manqué d'afficher son soutien aux déclarations de Macron. « *Le soutien à l'Ukraine est un impératif. Viser l'autonomie stratégique de l'Union européenne doit être l'objectif* » a tweeté Olivier Faure. Cependant, le dirigeant socialiste exige de « *ne pas passer par de nouveaux sacrifices pour les Français, la dégradation de nos services publics et l'abandon de la transition écologique* » et appelle à « *faire contribuer les ultras riches* ».

En d'autres termes, il veut la guerre, mais une guerre progressiste, écologique et compatible avec la « *justice sociale* ».

Même son de cloche du côté des Verts. La guerre doit être « *financée de manière juste* » a tweeté Marine Tondelier mercredi soir. « *Augmenter le budget de la défense pour défendre l'Ukraine face à l'agression russe ? Nous ne sommes pas contre a priori, car nous sommes pragmatiques et fidèles à nos valeurs. (…) Mais faire payer l'économie de guerre aux plus précaires avec un budget austéritaire ? Ce sera toujours non.* » Bref, un accord sur les principes, mais une mise en garde sur les modalités.

Finalement, François Ruffin a abondé dans le même sens. Tout en se félicitant sur RTL ce jeudi matin du niveau de développement de l'industrie de l'armement française, le député a affirmé « *la guerre ne peut pas être le prolongement de la casse sociale par d'autres moyens. (…) Les guerres réclament l'unité de la nation, un sentiment de justice et d'égalité* ».

Des discours à la remorque totale du militarisme de Macron

Les trois discours ont ainsi en commun de se situer à la remorque de Macron et des chefs d'État européens sous couvert de défendre les intérêts de la population. La guerre, pas de problème, mais elle doit être socialement juste. Un discours hypocrite, qui épouse le récit impérialiste d'une guerre « *juste* » et met sous le tapis la réalité brutale de la guerre pour les masses populaires.

Comme l'a expliqué Anasse Kazib sur X, en réponse à François Ruffin, « l'« unité de la nation » *en temps de guerre ou de préparation à la guerre elle se fait par l'interdiction des grèves, la répression des militants et des étrangers, l'état d'urgence, l'inflation, la suspension du droit du travail. Dire autre chose, c'est de la propagande en faveur de la guerre.* » Et de citer le socialiste Albert Thomas, sous-secrétaire d'État de l'artillerie et des munitions, en 1915 : « *Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre*. »

De son côté, si la France Insoumise dit s'opposer à l'escalade, ses appels au « non-alignement » et au « droit international » sonnent creux. Après le discours de Macron, Jean-Luc Mélenchon a expliqué : « *Oui, Macron dit vrai. C'est un changement d'époque. (…) Priorité absolue : la sécurité de nos propres frontières sur les cinq continents, sécurité écologique, militaire, et des besoins*

sociaux de la population. À bas la guerre ! ». Des propos qui mettent l'accent sur la défense des intérêts de l'impérialisme français et n'ont rien à voir avec l'anti-militarisme.

Ainsi, aucune des positions de la gauche institutionnelle ne rompt sérieusement avec le consensus guerrier. Aucune ne souligne que derrière leurs prétentions à apparaître comme une alternative à la brutalité impérialiste de Trump, les États impérialistes européens recherchent la même chose que lui : tirer profit de la guerre et approfondir la vassalisation de l'Ukraine. Aucune ne rappelle qu'à chaque fois que les puissances européennes ont entamé une course à l'armement la dynamique s'est conclue par des guerres mondiales qui ont détruit la vie de centaines de millions de personnes.

https ://www.revolutionpermanente.fr/Faure-Tondelier-Ruffin-la-gauche-soutient-la-guerre-si-elle-est-financee-par-les-riches

---

Nouvelles du clan de la guerre.

Sommet de l'UE : pas d'accord sur l'Ukraine après le veto de Viktor Orban – RT 7 mars 2025

Réunis le 6 mars à Bruxelles lors d'un sommet convoqué d'urgence, les dirigeants de l'Union européenne ont échoué à adopter une déclaration commune sur le soutien à l'Ukraine. Le texte, soutenu par 26 États membres, a été bloqué par la Hongrie, dont le premier ministre Viktor Orban a dénoncé une politique qu'il juge contraire aux intérêts de la paix. La discussion sur ce texte est désormais reportée à la mi-mars.

D'après le document final de la réunion, l'UE entendait réaffirmer son engagement à renforcer le soutien politique, financier et militaire à l'Ukraine, tout en ajoutant de nouvelles sanctions contre la Russie. La déclaration indiquait également que toute négociation sur l'Ukraine devrait inclure Kiev et ne pourrait avoir lieu sans l'UE. Cependant, Viktor Orban a refusé d'appuyer ce texte, affirmant qu'il s'agissait d'un encouragement à la poursuite du conflit. «*Nous avons adopté un document, ou plutôt 26 pays ont adopté un document où il est question de la poursuite de la guerre, du fait que l'Ukraine devrait être renforcée afin de pouvoir continuer à se battre*», a-t-il déclaré sur la chaîne hongroise M1.

Le sommet a également été marqué par l'approbation d'un plan de 800 milliards d'euros destiné à la militarisation de l'Europe, une initiative portée par Ursula von der Leyen. Ce projet prévoit des emprunts européens pour financer la production d'armes et de systèmes de défense, y compris pour l'Ukraine.

Par ailleurs, le président lituanien Gitanas Nauseda a proposé que chaque pays de l'UE consacre 0,25 % de son PIB à Kiev, soit un total de plus de 40 milliards d'euros par an. Face à ces engagements financiers croissants, Viktor Orban a exprimé de vives réserves. Dans une interview à la radio hongroise Kossuth, il a estimé que l'UE devrait revoir sa stratégie après avoir pris conscience des coûts réels. «*Maintenant, ils comptent, mais je pense que le résultat des calculs sera que nous ne pouvons pas nous le permettre*», a-t-il déclaré. Il a également souligné que ces dépenses seraient particulièrement difficiles à assumer sans le soutien financier des États-Unis.

Orban a également accusé l'UE de s'éloigner de la réalité géopolitique en refusant d'explorer des alternatives diplomatiques. Il considère que ce n'est pas la Hongrie qui est isolée mais l'UE elle-même, qui prendrait ses distances avec les États-Unis et la Russie.

Le Kremlin a également réagi aux conclusions du sommet européen. Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a dénoncé la direction prise par l'UE, estimant qu'elle s'éloignait de toute possibilité de règlement pacifique du conflit. «*Nous constatons que l'Union européenne discute désormais très activement de sa militarisation, du développement du secteur de la défense. C'est un processus que nous suivons de près, car l'UE considère la Russie comme son principal adversaire*», a-t-il déclaré.

Selon lui, la militarisation accélérée de l'Europe est une menace directe pour la Russie et témoigne d'une approche conflictuelle de la part de Bruxelles. «*Toute cette militarisation est principalement dirigée contre la Fédération de Russie. Il s'agit là, bien entendu, d'un sujet qui nous préoccupe profondément. La rhétorique et les élaborations conflictuelles que nous observons actuellement à Bruxelles et dans les capitales européennes sont, bien entendu, en contradiction avec l'esprit de recherche d'un règlement pacifique de la question ukrainienne*», a-t-il ajouté.

Complément.

- La Hongrie accuse l'UE de saboter les négociations de paix en Ukraine - RT 8 mars 2025

Le chef de la diplomatie hongroise a souligné sur Facebook, que la Pologne et d'autres pays de l'UE ne respectaient plus les règles et agissaient en dehors du cadre légal. Selon lui, lorsqu'on leur fait remarquer ces violations, ils réagissent en donnant des leçons et en justifiant leurs actions par la défense des «*intérêts*» de l'Europe. Il a estimé que cette attitude menait à l'isolement de l'Union européenne et retarderait la résolution du conflit en Ukraine.

Peter Szijjarto a également évoqué la différence des points de vue entre Bruxelles et Budapest sur ce qui es l'«intérêt» de l'UE : «*Pour eux, c'est la poursuite de la guerre, pour nous, c'est la paix. Pour eux, c'est la tuerie et la destruction ; pour nous, c'est la paix*.»

---

500 000 hommes dans l'armée : Tusk annonce le retour d'une « *formation militaire* » obligatoire en Pologne – revolutionpermanente.fr 7 mars 2025

« *Tout homme en bonne santé devrait vouloir s'entraîner pour être capable de défendre la patrie en cas de besoin […] D'ici la fin de l'année, nous voulons avoir un modèle prêt pour que chaque mâle adulte en Pologne soit formé pour la guerre, et pour que cette réserve soit adéquate pour d'éventuelles menaces* » a déclaré Tusk ce vendredi devant la Diète, la chambre basse du parlement polonais. Avant de préciser que les femmes pourraient également se porter volontaires, mais que la « *guerre est toujours dans une plus large mesure, le domaine des hommes* ».

L'objectif, selon Tusk, est de s'assurer que chaque homme adulte en Pologne soit formé en cas de guerre. Si le flou subsiste encore sur les modalités de cette formation et que le premier ministre polonais a expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un retour du « *service militaire obligatoire* » suspendu en 2008, la « *formation* » devrait concerner l'ensemble des hommes et être ouverte aux femmes sur la base du volontariat.

Katarzyna Pelczynska-Nalecz, la ministre chargée du développement et de la politique régionale, a également annoncé que la Pologne allait réaffecter 30 milliards de zlotys (7,2 milliards d'euros) de son fonds de relance à des investissements militaires.

Alors que la Pologne est déjà le pays qui a la part d'investissements militaires la plus importante de l'OTAN relativement à son budget général (4,7%), Tusk a également déclaré que les dépenses devraient augmenter à 5% du PIB. Revolutionpermanente.fr 7 mars 2025

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

Article : Le grand théâtre de la politique occidentale : un décor de divertissement & de manipulation

- « *il faut se demander si nous sommes de simples spectateurs passifs, ou si nous avons le pouvoir d'exiger un changement.* »

Mauvaise question.

Il faut se demander si nous sommes de simples spectateurs passifs, ou si nous avons le pouvoir de réaliser un changement de régime, de le réaliser nous-mêmes, ce n'est pas du tout la même chose, car c'est la seule manière pour qu'il se réalise vraiment. Si j'osais, je complèterais en précisant que c'est la voie du socialisme que tout le monde rejette, cherchez l'erreur.

(A propos du blog : https://livresdefemmeslivresdeverites.blogspot.com/)

- – « *ranger au musée des horreurs la quasi-totalité de la connaissance inculquée* », la philosophie nihiliste des néoconservateurs, la vraie nature de ce blog réactionnaire démasquée. Sans connaissance, impossible de changer de régime, CQFD.

Article : Le jeûne : Une pratique ancestrale aux multiples bénéfices pour la santé

- Je le conseillerais à tous ceux qui n'ont pas à bouffer, merci !

- Ils peuvent « *se servir dans l'épargne des Français* », on n'en a rien à foutre, ils ne réagiront même pas, vous pariez ?

Il en faudrait plus, beaucoup plus, qu'ils ne puissent plus remplir le frigo et le réservoir de la bagnole, là ils commenceraient peut-être à se poser des questions, pas avant, ils sont trop conditionnés.

Réaction à des commentaires :

- A lire les commentaires, très révélateurs, je me dis qu'on est en présence de nantis qui passent plus de temps à soigner leur petite personne qu'à militer, là je vais me faire massacrer !

Réponse à un lecteur :

- Même sans cela. Ici en Inde, ils appellent cela la culture organique, j'ai un de mes beaux-frères qui bossent dans une exploitation agricole de la secte aurovillienne à deux pas de chez moi. J'achète mon pain dans la boulangerie allemande qui en fait partie, il est moins cher et meilleur que le pain indien, c'est mon seul contact avec les Aurovilliens avec mon beau-fils.

Je n'ai rien contre ce genre de produit, dans un moment d'égarement j'ai été propriétaire d'un magasin de diététique dans les années 80, revendu à perte au bout de 10 mois, je n'étais vraiment pas fait pour le business, en fait, j'en ai toujours eu horreur, et en vieillissant cela s'est encore aggravé !

Je constate qu'en France, ce genre de magasin est réservé aux nantis, dont j'ai fait partie également pendant toute une période autrefois, parce que les produits sont beaucoup plus chers...

En Inde, je ne fous jamais les pieds dans les magasins qui proposent ce genre de produits, c'est au-dessus de mes moyens, quoique je pourrais m'offrir cette folie, cependant ce n'est pas un truc auquel je pense, à croire que j'ai d'autres priorités dans la vie, par exemple partager une partie du peu de fric qu'il me reste avec les Indiens plus pauvres que moi que je côtoie quotidiennement. C'est une autre mentalité ou cela correspond à un autre état d'esprit si vous voulez, et je dois dire que j'en tire une certaine satisfaction. Et puis au moins cela reste entre nous ou on est entre nous, à tout prendre, c'est encore le milieu que je préfère sans verser dans une sorte de démagogie idéologique qui serait bien mal venue.

Article : L'Europe des boutefeux : La guerre jusqu'au dernier ukrainien

- Marre de cet humanisme de bas étage démagogique.

Il n'est jamais dit que c'est aux exploités et aux opprimés d'assurer la paix entre les peuples en chassant du pouvoir les puissants qui veulent les envoyer à la boucherie.

Vous remarquerez, que chaque fois on veut nous renvoyer dans leurs bras dégoulinant du sang tout frais du génocide palestinien. Tous ces articles ont la même veine idéologique et servent les mêmes intérêts, pas les nôtres, désolé.

Article : Jusqu'où ira la militarisation de l'Europe ?

- Tout est possible en effet, hélas !

La guerre, une option, mieux, une aubaine.

Procéder à d'immenses destructions et massacres de population résoudrait ou soulagerait provisoirement la crise économique qui mine le régime capitaliste, et puis, lors de la reconstruction, cela permettrait de pouvoir recourir aux nouvelles technologies qui dégageraient davantage de

profits sans rencontrer d'obstacles du fait que les masses seraient trop occupées à assurer leur survie quotidienne, les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier œuvrant de concert à la reconstruction de l'ordre capitaliste...

On devrait se demander, comment une telle amnésie ou ignorance des leçons (de la lutte des classes) du passé est-elle possible de nos jours, après que la population eut été scolarisée, avec tous les moyens d'information dont nous disposons...

Réponse à des lecteurs :

- On sait que ce sont les mêmes ou la même classe qui a fomenté les deux guerres mondiales du XXe siècle.

Je pense qu'on devrait davantage se concentrer sur la situation réelle de l'économie mondiale, sur son évolution au cours des dernières décennies, cela devrait nous permettre de mieux cerner leurs intentions pour les combattre plus efficacement. Or, personnellement, je dois avouer que j'ai de grosses lacunes en la matière et je manque cruellement de données pour me livrer sérieusement à cette analyse, cela prend un temps monstre sur le Net et je suis déjà épuisé, je ferai ce que je peux, si j'y arrive.

Sur qui peut-on compter ? Voilà ce que je m'apprête à ajouter dans la prochaine causerie de mon blog.

- Ceux qui analysent la situation sous un angle économique négligent généralement l'aspect politique et social, et ceux qui l'abordent sous un angle politique ignorent le facteur économique, du coup, dans les deux cas on se retrouve avec des analyses qui n'ont ni queue ni tête ou qui ne nous sont d'aucune utilité.

Même si on n'est pas en mesure de répondre à toutes les questions qu'on se pose, je constate qu'on a tout de même apporté des réponses sérieuses et cohérentes à une multitude de questions dans l'indifférence générale, ce qui me fait dire que les conditions ne sont pas assez mûres pour que les masses passent à l'action et qu'une nouvelle avant-garde révolutionnaire voit le jour.

Il faut redoubler de patience au lieu d'aller chercher ailleurs des réponses qui n'existent pas ou qui n'en sont pas. Si on a les principaux facteurs en tête et qu'on observe leur comportement, on arrivera à la conclusion que les faits nous donne raison la plupart du temps, et qu'il y a pas lieu de changer nos positions ou nos analyses, même si provisoirement elles se trouvaient à contrecourant des masses ou elles n'étaient pas partagées par les acteurs politiques du mouvement ouvrier, avec toutes les approximations qu'on s'autorise ou les erreurs inévitables qu'on commet, l'essentiel c'est de tendre vers notre objectif sans en dévier sans se soucier des critiques...

Article : Les grèves ont toujours existé

(Réponse à un intervenant bien identifié.)

- A Annwn, cela doit faire chier ces nostalgiques de la loi Le Chapelier que le droit de grève existe encore.

- L'officine de Soros fait fort : Le couple politiciens et syndicalistes, des patins au service de l'Oligarchie. Ils sont bien placés pour en parler !

On retiendra que les syndicats et les partis politiques du mouvement ouvrier sont tellement pourris, et leurs actions sont si inutiles ou nuisibles, qu'il y a lieu de s'en détourner ou de demeurer inorganisé ou atomisé, qu'il est préférable de laisser ceux qui détiennent tous les pouvoirs de décider de notre destin à notre place, le régime oligarchique ne demande pas autre chose.

Les militants sincères et honnêtes qui luttent quotidiennement au côté des travailleurs qui ne figurent pas dans ce misérable brûlot anti-ouvrier apprécieront. Je ne comprends pas qu'il y en ait encore pour leur répondre.

Réponse à des lecteurs.

- Cette interprétation est conforme à l'idéologie de la classe dominante, qui n'a aucun intérêt au développement du mouvement ouvrier, à la prise de conscience politique par les travailleurs qu'ils doivent d'unir et s'organiser pour défendre leurs intérêts et combattre pour leur émancipation de l'exploitation dans des conditions qui leur sont imposées.

De fait, l'instrumentalisation du mouvement ouvrier par les capitalistes et son contrôle par des agents qui leur sont acquis sont des éléments figurant parmi ces conditions qui doivent être combattus au même titre que nos ennemis puisqu'ils défendent leurs intérêts au lieu de servir ceux des travailleurs.

Toute cette propagande idéologique ne sert qu'à détourner les travailleurs de la lutte de classe, qui constitue l'un des moteurs du progrès social et de l'humanité en général avec le développement des forces productives afin de satisfaire nos besoins élémentaires. Ne pas identifier sa nature profondément rétrograde ou réactionnaire est dangereux, car cela conduit aux pires confusions et compromissions, et à finalement lutter contre son propre camp.

Réponse à des lecteurs.

- Cet épisode permet de distinguer ceux qui ont développé une conscience de classe à des degrés divers, et ceux qui en sont dépourvus. On reconnaît ces derniers, au fait qu'au lieu de chercher une issue politique indépendante conforme aux aspirations fondamentales et collectives des exploités, systématiquement ils lorgnent vers ceux qui détiennent tous les pouvoirs ou leurs représentants, en aucun cas ils n'envisagent la nécessité d'une rupture avec le capitalisme et ses institutions, un changement de régime politique et social, ils préfèrent s'accommoder du régime en place.

Dictature climatique. Comment il la fabrique.

Le service météorologique et climatique national du France, le Met Office, financé par l'État, est au cœur d'une controverse qui remet en question la fiabilité de ses données. (...)

En décembre dernier, le journaliste Ray Sanders a mis au jour une anomalie troublante grâce à une série de demandes d'accès à l'information (FOI). Sur les 302 stations climatiques censées enregistrer les températures au France, 103 n'existent pas réellement. Par exemple, la station « *Braemar No. 2* » en Aberdeenshire, supposée collecter des données depuis 1959, n'a été installée qu'en 2005. Sanders a découvert que le Met Office « fusionne » les données de sites voisins pour estimer les températures.

Même là où des stations existent réellement, leur emplacement soulève des questions. Certaines des températures records les plus alarmantes proviennent de sites entourés de sources de chaleur artificielles. En 2023, une température « *extrême* » a été enregistrée à Teddington Bushy Park, près d'un mur réfléchissant la chaleur et d'un nouveau lotissement. De même, à Chertsey, le record de température de l'été dernier a été mesuré à proximité d'une ferme solaire récemment installée, comptant plus de 1 800 panneaux. Interrogé sur ce dernier cas, le Met Office a répondu : « *Les mesures de température respectent les normes pour la publication et l'utilisation scientifique.* »

Au-delà des problèmes de mesure, le Met Office est accusé d'avoir manipulé ses données climatiques historiques (HadCRUT). Les relevés des années 1940 ont été abaissés de 0,15°C, tandis que les températures récentes ont été augmentées. Entre 2000 et 2014, le réchauffement initialement estimé à 0,03°C par décennie dans HadCRUT a été révisé à 0,08°C, puis à 0,14°C dans la version HadCRUT5. Ces ajustements, qui accentuent la tendance au réchauffement, ont été utilisés pour étayer des affirmations relayées par les médias traditionnels.

Sous la direction de Penelope Endersby, le Met Office se trouve confronté à des critiques croissantes. Entre stations inexistantes, emplacements douteux et ajustements de données, l'agence semble avoir privilégié un narratif climatique au détriment de la rigueur scientifique. Sans explications claires ni mea culpa, ces révélations risquent de miner durablement la confiance dans cette institution clé du paysage climatique britannique.

https ://edition.francesoir.fr/societe-environnement/le-met-office-britannique-des-donnees-climatiques-sous-le-feu-des-critiques

J-C – Il existe des milliers d'exemples similaires dans le monde, il y a même des ouvrages qui y sont consacrés, sans parler qu'il est impossible de connaître au degré près la température exacte qu'il faisait au cours des siècles précédents, pour la bonne raison que les instruments pour la relever n'existaient pas ou ils n'étaient pas aussi fiables qu'aujourd'hui, de plus ils couvraient une infime partie de la superficie ou de l'espace terrestre, excluant les océans et les territoires encore inexplorés par les hommes, ce qui revient à vouloir comparer des choses qui n'ont aucun rapport entre elles. Bref, c'est une supercherie pure et simple, n'ayons pas peur de l'affirmer.

Quand vous lisez par exemple, « *entre 5000 et 3000 avant J.-C., les températures moyennes mondiales ont atteint leur niveau maximum pendant l'Holocène et étaient de 1 à 2 degrés Celsius plus élevées qu'aujourd'hui* », 1 à 2 degrés Celsius, la marge est de 100%, en fait c'est juste une évaluation à la louche pour se faire une idée, ils n'en savent rien précisément, et bien c'est valable pour leurs relevés depuis un siècle et demi.

Entre autres.

France.

Ils ne pourront même plus envoyer des Africains au casse-pipe à leur place.

Retrait militaire : la France remet au Sénégal les installations de Maréchal et Saint-Exupéry – RT 7 mars 2025,

Les premières emprises militaires françaises ont été restituées aux autorités sénégalaises ce 7 mars, indique un communiqué de l'ambassade de France au Sénégal.

Les installations et logements des quartiers Maréchal et Saint-Exupéry, situés à proximité du parc de Hann, ont officiellement été remis à la disposition du Sénégal. Il n'y a pas eu de cérémonie solennelle, selon les rapports de presse, la restitution ayant été actée par la signature d'un procès-verbal. Les autres emprises seront restituées selon un calendrier conjointement agréé par les deux parties.

Le 12 février 2025, une commission conjointe franco-sénégalaise a été créée pour coordonner la fermeture et la restitution des bases militaires françaises, avec un retrait complet prévu avant la fin de l'année 2025. En novembre 2024, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye avait annoncé la fermeture de toutes les bases militaires étrangères sur le sol sénégalais, ciblant principalement les troupes françaises.

Totalitarisme. La France ou le fascisme ordinaire.

Dictature sanitaire.

Après un cas mortel de méningite à Rennes, une campagne de vaccination massive lancée lundi – Le HuffPost 3 mars 2025

L'Agence régionale de santé (ARS) de Bretagne a annoncé vendredi soir une campagne de vaccination « *de grande ampleur* » contre le méningocoque B qui concernera 100 000 jeunes de 15 à 24 ans, dès ce lundi 3 mars, après plusieurs cas de méningites dans la métropole de Rennes.

Quand des ministres ne se contentent plus d'être des suppôts du sionisme nazi.

J-C – On aura à l'esprit que c'est l'Etat juif génocidaire qui n'a pas cessé de violer le droit international qui leur est si cher, en ne respectant pratiquement aucune des résolutions des Nations Unis depuis 1948. L'Etat juif génocidaire nuit aux juifs, il est le champion toute catégorie de l'antisémitisme.

Deux ministres évoquent une possible « *déchéance de nationalité* » de Rima Hassan – Le Point 3 mars 2025

Jeudi 27 février, l'eurodéputée LFI déclarait au micro de Sud Radio que le Hamas menait, selon elle, « *une action légitime du point de vue du droit international* », provoquant l'indignation, notamment de la droite et de l'extrême droite.

Les propos de Rima Hassan sont proprement inacceptables.

Le ministre de l'Intérieur avait alors indiqué avoir « *signalé à la procureure de la République de Paris ces propos qui relèvent de l'apologie du terrorisme* ». « *Les propos de Rima Hassan sont proprement inacceptables* », s'était insurgé sur X Bruno Retailleau. « *Le Hamas est une organisation terroriste qui piétine le droit international quand elle tue des otages, quand elle commet des attentats, quand elle propage la haine antisémite et quand elle appelle à la destruction d'un État.* »

Vendredi 28 février, le ministre François-Noël Buffet, rattaché au ministère de l'Intérieur, a, lui, évoqué une éventuelle déchéance de nationalité à l'encontre de Rima Hassan. Auprès d'Europe 1, le numéro deux de la Place Beauvau a salué l'action de Bruno Retailleau, la qualifiant de « *parfaitement légitime* ».

« *S'il advenait qu'elle soit condamnée pour de tels faits et pour de tels motifs, il faudrait s'interroger sur la question qui consiste à dire que la nationalité française ne peut pas être conservée par quelqu'un qui, au quotidien, conteste la réalité de ce qu'est la situation* », a ainsi déclaré François-Noël Buffet.

Ce dimanche 2 mars, le ministre des Relations avec le Parlement a emboîté le pas de son confrère du gouvernement. « Rima Hassan a tenu des propos qui sont, à mes yeux, inacceptables et qui peuvent relever de l'apologie du terrorisme » a estimé sur Radio J Patrick Mignola. *« Si un tribunal venait à juger que c'est bien de l'apologie du terrorisme, la question de la déchéance de nationalité pourrait se poser assez naturellement* », a-t-il aussi affirmé. Pour autant, Rima Hassan peut-elle réellement être déchue de la nationalité française ? Comme l'explique le JDD, une telle procédure, prévue par l'article 25 du Code civil, ne peut s'appliquer qu'à une personne détenant une double nationalité afin d'éviter de créer des apatrides.

Or Rima Hassan, fille de réfugiés palestiniens ayant grandi en Syrie, a toujours déclaré avoir été naturalisée française en 2010 et ne posséder que cette nationalité. L'eurodéputée a ainsi réagi sur X à la possibilité d'une déchéance de nationalité. « *C'est impossible, je suis née apatride après que vous avez procédé au nettoyage ethnique de la Palestine et que vous nous avez parqués dans des camps depuis 1948. C'est ballot* », a-t-elle ironisé. Le Point 3 mars 2025

Faouzy Guellil, élu en Seine-Saint-Denis, agressé violemment devant sa femme et ses enfants – Le HuffPost 2 mars 2025

Ce vendredi 28 février dans la soirée, Faouzy Guellil, élu municipal (PS) de Seine-Saint-Denis a été agressé à son domicile par plusieurs personnes, et sa voiturée brûlée.

Etats-Unis.

Arrêt par Trump du partage de renseignements avec l'Ukraine : les missiles Storm Shadow inutilisables 6 mars 2025

Les missiles de croisière Storm Shadow fournis par le France à l'Ukraine seraient devenus inutilisables suite à la décision du président Donald Trump de bloquer le partage des

renseignements américains avec ses alliés, d'après ce qu'a révélé le 6 mars le journal britannique MailOnline.

Selon le média, Londres ne pourra plus transmettre à Kiev les renseignements nécessaires pour opérer ces missiles de longue portée.

Pour utiliser ces missiles, l'Ukraine s'appuyait notamment sur les renseignements fournis par les satellites américains pour améliorer la précision de l'arme.

Keith Kellogg : «*Isoler la Russie n'est plus une stratégie viable, le dialogue doit être rétabli*» RT 6 mars 2025

Les États-Unis doivent rétablir leurs relations avec la Russie afin de trouver une issue au conflit en Ukraine. C'est ce qu'a affirmé Keith Kellogg, conseiller de Donald Trump pour l'Ukraine, lors d'un discours prononcé au think tank américain Council on Foreign Relations ce 6 mars à Washington.

Lors de son intervention, Keith Kellogg a insisté sur la nécessité de revoir la position américaine vis-à-vis de la Russie. «*L'isolement continu et le manque d'engagement avec la Russie au milieu de la guerre en Ukraine ne sont plus une stratégie viable ou durable et n'est certainement pas une approche diplomatique responsable*», a-t-il déclaré. Il a précisé que la stratégie du président Trump repose sur la nécessité de rétablir les relations entre Washington et Moscou.

Volte-face de Trump qui recule sur les droits de douane imposés au Canada et au France – AFP 7 mars 2025

Le président républicain a mis en pause jusqu'au 2 avril les droits de douane de 25% pour les produits mexicains et canadiens respectant le cahier des charges de l'accord de libre-échange Canada-Etats-Unis-France (ACEUM).

Parallèlement, il a décidé de réduire à 10% les droits de douane imposés à la potasse canadienne, utilisée comme engrais par l'agriculture américaine.

« *Cela va grosso modo exclure les produits éligibles à l'ACEUM des droits de douane existants* », a déclaré Donald Trump à la presse depuis le Bureau ovale de la Maison Blanche.

« *Pour protéger nos agriculteurs dans cette période cruciale, nous allons réduire ceux imposés à la potasse canadienne de 25% à 10%* », a-t-il ajouté.

Le Canada a répondu en annonçant renoncer à mettre en place, pour l'heure, sa deuxième phase de droits de douane sur les produits américains « *jusqu'au 2 avril, le temps que nous continuions à travailler pour retirer toutes les taxes* », a expliqué sur X le ministre canadien des Finances, Dominic LeBlanc.

Donald Trump avait annoncé dans un premier temps jeudi une exemption sur les produits mexicains après avoir échangé avec la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, avant de dire quelques heures plus tard que le Canada en bénéficierait aussi.

Selon un responsable américain, plus de 50% des produits mexicains et 38% de produits canadiens sont entrés en 2024 aux Etats-Unis sous le régime de l'ACEUM.

Mercredi, Donald Trump avait déjà concédé une exemption d'un mois pour le secteur crucial de l'automobile à la demande des constructeurs américains.

Donald Trump a aussi assuré que des droits de douane sur l'acier et l'aluminium mondiaux entreraient en vigueur comme prévu la semaine prochaine, y compris sur les métaux provenant du Canada et du France.

Quand le tyran Macron pratique l'inversion accusatoire.

Dans son allocution, Emmanuel Macron prend les Français à témoin sur la gravité de la menace - Le HuffPost 7 mars 2025

Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron qualifie la Russie de « *menace existentielle* » – BFMTV 7 mars 2025

Lavrov qualifie la rhétorique nucléaire de Macron de menace pour la Russie – RT 6 mars 2025

Le ministre russe des Affaires étrangères a fermement dénoncé «ces accusations insensées, disons-le franchement, comme quoi la Russie préparerait une guerre contre l'Europe et la France», rappelant à cet égard que Vladimir Poutine lui-même a qualifié à maintes reprises ces propos de «*délirants et d'aberrants*». RT 6 mars 2025

Soldats français hors de Djibouti, du Gabon, du Sénégal, du Cameroun, deCôte d'Ivoire, des Émirats arabes unis, etc. !

J-C – Avec Macron, c'est du niveau de la maternelle : C'est celui qui le dit qui l'est, na !

Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron affirme que Vladimir Poutine est un « *impérialiste révisionniste* » – BFMTV 7 mars 2025

« *La seule puissance impériale que je vois aujourd'hui en Europe, c'est la Russie. Et c'est un impérialiste révisionniste* », a déclaré Emmanuel Macron, au sujet de son homologue russe. BFMTV 7 mars 2025

Vladimir Poutine a regretté jeudi qu'il « *existe encore des gens qui veulent retourner aux temps de Napoléon, en oubliant comment ça s'est terminé* », dans une pique apparemment adressée à Emmanuel Macron.

L'empereur Napoléon Bonaparte avait envahi l'empire russe en 1812, prenant Moscou, mais sa campagne s'était conclue par une retraite désastreuse et en définitive une victoire russe. Le personnage de Napoléon et la campagne de Russie, avec Moscou en flammes, sont très prégnants

dans l'imaginaire russe et sont fréquemment invoqués pour renforcer le patriotisme russe. Le HuffPost 7 mars 2025

Les cons ça osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît.

Le président russe « *peut trahir les accords qu'il signe, il l'a déjà fait* », a poursuivi le chef de l'État, faisant référence aux accords de Minsk. BFMTV 7 mars 2025

Or chacun sait depuis les aveux de Hollande et Merkel, que l'Ukraine n'avait jamais eu l'intention de les respecter et qu'ils avaient été conçus uniquement pour permettre de gagner du temps et armer l'Ukraine dans la perspective de la guerre que les Américains et l'OTAN avaient programmée contre la Russie pour le début mars 2022

Comment l'Europe compte déroger aux règles budgétaires pour financer l'effort de défense – Publicsenat.fr 7 mars 2025

Guerre en Ukraine : François Bayrou donnera sa « *priorité* » à la défense dans le prochain budget - 20minutes.fr 7 mars 2025

Quand la rhétorique de guerre envahit les médias aux ordres.

Intempéries : le Sénat adopte une proposition de loi pour « *réarmer* » les communes face au risque d'inondations Publicsenat.fr 6 mars 2025

Palestine occupée.

Les États-Unis et Israël rejettent le plan arabe pour la reconstruction de Gaza - RT6 mars 2025

Adopté au Caire, le plan de reconstruction de Gaza proposé par les pays arabes a été catégoriquement rejeté par les États-Unis et Israël. Washington affirme que l'enclave palestinienne est inhabitable et Tel-Aviv déplore que cette alternative ne prenne pas en compte la réalité post 7 Octobre.

Grèce.

Le 28 février, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue lors des plus grandes manifestations jamais organisées en Grèce, marquant le deuxième anniversaire de l'accident férroviaire de 2023, qui a fait 57 morts, principalement des jeunes. Ces manifestations ont été accompagnées d'une grève générale qui a touché toutes les couches de la classe ouvrière grecque.

Selon une estimation, au moins 430 000 personnes ont manifesté dans la capitale grecque Athènes et des manifestations similaires ont eu lieu dans toute la Grèce, y compris sur toutes ses îles, mobilisant directement une part importante des 10 millions d'habitants du pays.

L'éruption de la lutte des classes en Grèce a encore eu une immense portée objective de par les manifestations organisées devant les ambassades grecques et d'autres lieux dans plus de 100 villes du monde entier. Une carte coordonnant ces manifestations pour Tempi a été vue par plus de 1,9 million de personnes.

Mais l'explosion de colère dans les rues grecques a été générée au fil des années, en raison de l'impact des mesures d'austérité brutale imposées par les gouvernements successifs depuis 2008. Au sein du mouvement Tempi sont regroupés l'opposition à chaque attaque contre la classe ouvrière au cours des 15 dernières années et l'opposition des jeunes à un système social et économique qui n'offre aucun avenir.

Le quotidien conservateur Kathimerini cite ainsi l'analyste politique et social Angelos Seriatos : «*La grogne, le mécontentement et les plaintes couvaient déjà en arrière-plan. Les trois quarts de la société sont insatisfaits des politiques gouvernementales. Il suffit parfois d'un élément déclencheur pour qu'une crise éclate.*»

Au cours des 15 dernières années, la classe ouvrière a tenté par tous les moyens de combattre l'offensive de l'oligarchie grecque et internationale, notamment avec l'élection du gouvernement Syriza (Coalition de la gauche radicale) en 2015, alors dirigé par Alexis Tsipras et son ministre des Finances Yanis Varoufakis.

Syriza s'était engagé à s'opposer aux mesures d'austérité exigées par la « *troïka* » de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international. Cette promesse fut trahie, le gouvernement Syriza imposant des coupes budgétaires plus importantes que son prédécesseur de la Nouvelle Démocratie, notamment la privatisation du réseau ferroviaire, systématiquement sous-financé et peu sûr, en 2017.

À l'époque, et sous tous les gouvernements qui ont suivi, les syndicats ont travaillé avec acharnement pour réprimer l'opposition sociale afin de garantir l'imposition de l'austérité.

Le mouvement de masse à propos de Tempi s'est développé en opposition directe à tous les principaux partis, les manifestations arborant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «*Syriza, PASOK, ND [Nouvelle Démocratie] – Tempi a une histoire*», et largement en dehors des structures des syndicats.

Les principales fédérations syndicales grecques, qui représentent ensemble plus de 2 millions de travailleurs, n'ont pratiquement pas levé le petit doigt pour mobiliser le mouvement de masse qui a éclaté dans tout le pays immédiatement après la catastrophe. Ce n'est que le 16 mars 2023, plus de deux semaines après la catastrophe, que la fédération syndicale des travailleurs du secteur public ADEDY et son homologue du secteur privé, la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), ont appelé à une grève générale symbolique d'une journée contre un gouvernement ND en difficulté.

Les manifestations de masse de janvier et février de cette année ont été organisées par l'Association des familles des victimes de Tempi. Le 23 janvier, celle-ci avait lancé un appel à manifester le 26 janvier ; ADEDY avait juste appelé ses membres à le «*soutenir*» tandis que la GSEE restait silencieuse.

Ce n'est que le 5 février qu'ADEDY a annoncé une grève de 24 heures pour marquer le deuxième anniversaire de Tempi, et la GSEE a suivi le mouvement huit jours plus tard.

La colère à propos Tempi démontre que la classe ouvrière cherche à nouveau à se libérer de l'emprise des partis et des syndicats pro-capitalistes. Wsws.org 6 mars 2025

Afrique.

Dirigeant du Burkina Faso : les pays du Sahel peuvent inspirer l'ensemble de l'Afrique à s'unir – afrinz.ru 4 mars 2025

L'Alliance des États du Sahel (AES), qui comprend le Burkina Faso, le Mali et le Niger, peut inspirer toute l'Afrique à être unie et autonome, a déclaré le dirigeant du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, lors d'une cérémonie de levée du drapeau de l'AES à Ouagadougou.

«*L'AES est née dans le sang et la sueur, et va poursuivre son chemin pour le bonheur des peuples du Sahel. Je souhaite que chacun puisse, à travers ses actes quotidiens, faire en sorte que la révolution que nous avons entamée (…) puisse inspirer toute l'Afrique à s'unir. (…) L'Afrique doit comprendre que nous avons le potentiel pour être autosuffisants, pour être indépendants, pour être souverains*», a déclaré Ibrahim Traoré.

Le dirigeant burkinabè a également rappelé les «*moqueries*» dont l'AES a fait l'objet de la part de politiciens qui pensaient que les pays de l'association étaient trop pauvres pour développer des politiques indépendantes et autonomes. Cependant, Ibrahim Traoré a souligné que les pays du Sahel continuaient à suivre leur propre voie et qu'ils étaient reconnaissants à l'égard de tous ceux qui étaient prêts à coopérer avec l'AES dans des conditions mutuellement bénéfiques.

«*Quand je prends le cas de Burkina Faso, nous avons essayé beaucoup de choses et nous continuerons d'entreprendre beaucoup de choses, même si ça n'a pas été toujours facile. (…) Tout ce que nous essayons de faire, malheureusement, les esclaves de salon, des Africains qui suivent aveuglement les impérialistes, ont essayé de nous décourager. Il n'y a pas de raison de se démotiver, parce que l'histoire nous a toujours donné raison, et l'histoire continuera de nous donner raison*», a ajouté le président.

Le drapeau de l'AES a été dévoilé à Bamako le 22 février. Depuis le 29 janvier dernier, les trois pays sahéliens ont introduit de nouveaux passeports qui remplaceront les documents de la CEDEAO au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Le 6 juillet 2024, les dirigeants du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont annoncé la création de la Confédération AES. Ils ont décidé de créer une banque d'investissement et un fonds de stabilisation. L'alliance prendra des mesures communes en matière de politique étrangère et facilitera la circulation des personnes et des biens au sein de l'association. Afrinz.ru 4 mars 2025

J-C – Aux Indiens qui vivent chez moi ou qui me rendent visite, et qui se plaignent de leur condition, je leur montre des documentaires sur l'Afrique. Cela a le don de les mettre de bonne humeur, car ce que vivent nos pauvres amis africains est bien pire que ce que nous endurons en Inde.

Un brouillon de rubrique économique

Ceux qui analysent la situation sous un angle économique négligent l'aspect politique et social, et ceux qui l'abordent sous un angle politique ignorent le facteur économique, du coup, dans les deux cas on se retrouve avec des analyses qui n'ont ni queue ni tête ou qui ne nous sont d'aucune utilité.

Un constat.

On a un gros problème pour analyser précisément la situation, dans la mesure où on ne possède pas les données financières qui permettraient d'évaluer l'état réel de l'économie. On devrait peut-être avouer les avoir négligées, parce qu'elles nous semblaient inaccessibles ou parce qu'on n'était pas capables de les interpréter correctement.

On s'est contenté jusqu'à présent de données très générales ou approximatives parmi lesquelles figurent des intrus ou il y manque certains relevés, du coup on est condamné à avancer à tâtons au risque de se contredire d'un jour sur l'autre, ce qui n'inspirera confiance à personne, même pas à nous !

On possède bien un tas de chiffres sur les PIB, les endettement, les taux d'intérêt, les capitalisations boursières, la richesse supposée des milliardaires, je dis bien supposée car on ignore en quoi elle consiste précisément, s'ils peuvent en disposer ou non à tout moment, à combien se monte la liquidité à leur disposition, de quoi est constitué leur fortune ou leur patrimoine, s'ils sont endettés, on en a une petite idée correcte ou non, pareil pour les multinationales et les grandes entreprises.

De toutes manières, j'ai constaté que même lorsqu'on disposait d'informations précises, on n'en tenait pas compte. Et puis, il y a toute la partie occulte de la finance qui échappe à toute évaluation sérieuse, celle qui est planquée dans les paradis fiscaux ou qui a fait l'objet de prête-noms, de magouilles en tout genre de manière à ce qu'on en perde la trace, etc. Les économistes et les ONG qui en parlent racontent n'importe quoi, ils ne sont pas fiables pour deux ronds, ils sont corrompus idéologiquement et au bout du compte on n'est pas plus avancé.

C'est au point qu'il m'arrive parfois d'avancer des trucs en me demandant si ce n'est pas des conneries. J'ai bien pesé le pour et le contre avant de les publier, mais comme j'ai dû faire avec ce que j'avais sous la main à défaut de mieux, je suis obligé de ne pas livrer tout ce que je pense parce que je crains que des lacunes m'induisent en erreur, j'ai bien une impression, une piste, mais je ne peux pas aller plus loin, c'est très contrariant. Je suis obligé d'attendre que la situation se décante ou que les faits me donnent raison ou tort pour pouvoir aller de l'avant.

Vous me direz qu'on en est tous un peu là, certes, mais dans ma situation c'est délicat. Imaginez que je vous sorte que je savais ce qui allait se passer, mais je n'avais pas osé vous le dire plus tôt parce que j'avais peur de vous induire en erreur, vous ne serez pas obligé de me croire ou vous me direz que cela vous fait une belle jambe et vous n'aurez pas tort. C'est la raison pour laquelle il m'arrive de prendre le risque de balancer des trucs en m'entourant d'un maximum de précautions, je ne suis ni joueur ni casse-cou, donc généralement je m'en sors pas trop mal, mais parfois les choses se passent autrement et j'en tire immédiatement les leçons.

Prenons quelques exemples.

Si les milliardaires ne sont pas très nombreux, leur nombre a tout de même nettement augmenté au fil du temps, sans doute que c'était inévitable, compte tenu de l'expansion du marché mondial, il était inconcevable qu'une toute petite poignée de milliardaires puissent continuer à contrôler l'économie mondiale. De là naquirent plusieurs clans d'oligarques qui adoptèrent des stratégies ou tactiques différentes, des variantes à l'idéologie capitaliste primaire, qui donnèrent lieu ensuite à de violents affrontements et à des actions qui concoururent à modifier l'orientation de la situation mondiale, sans qu'on sache très bien qui agissait dans l'ombre, qui influençait les autorités politiques, pourquoi elles leur étaient inféodées ou elles leur obéissaient servilement.

J'ai lu que Berkshire Hathaway disposait d'une trésorerie ou de liquidités à hauteur de 334 milliards de dollars à la fin du trimestre de décembre 2024, suite à la vente d'actions en masse d'Apple et Bank ou America entre autres.

Plusieurs explications ont été fournies pour justifier la décision de d Warren Buffett dont la fortune personnelle est évaluée à 150 milliards de dollars par Forbes en février 2025, notamment les valorisations boursières américaines très tendues ou excessives, après deux années extraordinaires qui ont vu l'indice S&P 500 augmenter de 24 % en 2023 et de 23 % en 2024, autant dire la survalorisation des principales entreprises cotées au Nasdaq, dont Apple (3,34 milles milliards de dollars) avec un ratio cours/bénéfice d'environ 38 très élevé, alors que sa croissance est en baisse et la concurrence s'intensifie.

Warren Buffett aurait pu décider de vendre une partie de ses actions Apple en raison du risque de concentration qu'elles représentaient, près de 40% du portefeuille d'actions de Berkshire ramené à 28 %, prévenant ainsi un événement négatif inattendu qui pourrait frapper Apple, auquel cas Berkshire aurait été exposé. Toujours est-il que ces 334 milliards de dollars de liquidités constitue le plus grand fonds de guerre de l'histoire de l'entreprise, de sorte que si les marchés chutent, Buffett sera prêt, selon Investirsmart (https://www-investsmart-com)

Quant à la fortune personnelle de Warren Buffett, elle est évaluée à 161 milliards de dollars par Forbes en février 2025.

Que retenir de tout cela ?

En cas de guerre élargie en Europe, des Bourses pourraient s'effondrer, auquel cas les oligarques qui disposeraient d'importantes liquidités pourraient faire une razzia à la manière de Rockefeller et ses amis à partir du 25 octobre 1929 aux Etats-Unis, et augmenter leur fortune de manière colossale, assainir certaines secteurs industriels ou financiers ou en prendre le contrôle durablement, au lieu de réserver uniquement leurs capitaux au complexe militaro-industriel dont la cote des entreprises est déjà en train de s'envoler...avant de s'effondrer une fois la guerre terminée. A suivre.

Avec une capitalisation boursière d'environ 874 milliards de dollars, Tesla se négocie à près de 100 fois ses bénéfices futurs. Une valorisation stratosphérique que même les résultats records peinent à justifier.

Quelques éléments sur les deux guerres mondiales du XXe siècle.

Première Guerre mondiale

Elle fit environ 20 millions de morts.

Le coût de la Première Guerre mondiale peut être évalué à environ 300 milliards de dollars dont les 3/4 à la charge de l'Europe.

Seconde Guerre mondiale.

En dollars actuels, 1 440 milliards de dollars, ajustée à l'inflation la Seconde Guerre mondiale a coûté plus de 4 000 milliards de dollars.

Elle fit entre 60 et 80 millions de morts

2 100 000 bâtiments ont été endommagés en France métropolitaine pendant la guerre (contre moins d'un million pendant la Première Guerre mondiale

Les destructions ont d'autre part touché beaucoup plus profondément le potentiel productif français qu'au cours de la Première Guerre mondiale : les agglomérations urbaines, les industries et les commerces ont été partout visés, ainsi que les nœuds de communications.

Voies de communication et moyens de transports sont en grande partie ruinés. Les communications sont aussi très atteintes.

La Commission consultative des dommages et des réparations (CCDR) a évalué à 175 milliards de francs 1938 la valeur des immeubles détruits (110 milliards de destructions immobilières et 65 milliards de destructions mobilières). Il faut ajouter à ces destructions les charges préliminaires et accessoires de la reconstruction évaluées à 42 milliards.

L'industrie et le commerce ont subi des dommages évalués à 265 milliards de francs 1938

Les usines d'armement, la construction aéronautique, l'industrie automobile (les grandes presses ont été enlevées, les usines Peugeot complètement déménagées), les industries chimiques (caoutchouc et acide sulfurique notamment), les entreprises de travaux publics, les chantiers navals, les mines et l'énergie électrique sont très gravement touchés, par les destructions comme par le prélèvement de matériel.

L'agriculture a aussi subi de nombreux dommages. 135 000 bâtiments agricoles sont détruits, 410 000 endommagés. Les terres ont été bouleversées par les bombardements, les mines, les constructions d'ouvrages militaires et le passage des armées.

Questions.

A combien pourrait se monter le coût d'une Troisième Guerre mondiale ?

20, 30, 50 000 milliards de dollars, plus encore, quelle aubaine ce serait pour les banquiers… à moins qu'on parvienne à les exécuter, qui sait ?

200, 300 millions de morts et davantage d'handicapés ou blessés…

Mais les peuples occidentaux qui vivent dans un confort relatif, qui bénéficient d'un niveau de vie bien supérieur à celui du reste de la population mondiale, seraient-ils prêts à le sacrifier au profit de la guerre avec toutes les privations et souffrances qu'elle impliquerait forcément ? Rien n'est moins sûr, ou c'est ce qui pourrait faire basculer la situation politique et remettre le socialisme à l'ordre du jour, pour se débarrasser une fois pour toute de cette menace et du régime en place…

PIB mondial = 106,2 billions de $ (2023)

La dette publique mondiale = + de 100.000 Mds$ en 2024

Les perspectives budgétaires de nombreux pays pourraient être plus défavorables que prévu pour trois raisons : de fortes pressions sur les dépenses, le biais optimiste des projections d'endettement et une dette non identifiée assez considérable. FMI 15 octobre 2024

Un cours sur le capitalisme destiné aux progénitures des nantis.

Les rejetons de l'aristocratie destinés aux affaires n'ont pas trouvé de meilleur professeur pour leur expliquer le fonctionnement du capitalisme qu'un certain Karl Marx ! On en rigole.

Par hasard j'ai découvert un blog, Major Prépa, où figure cet enseignement, simple, et pratiquement dépourvu de toute propagande qui défigurerait son contenu. Il est ainsi accessible à tous les travailleurs ou militants qui veulent comprendre comment fonctionne le capitalisme pour mieux le combattre.

La société UP2SCHOOL a été créée le 27 septembre 2016, elle est domiciliée à Vanves. Ses cours s'adressent aux élèves préparant les grandes écoles d'économie ou de commerce, EDHEC, HEC, etc.

Major Prépa - Marx a longuement étudié le fonctionnement des crises économiques, avec un but précis : critiquer le système capitaliste en place. C'est ce que nous allons analyser dans cet article. Maîtriser la théorie marxiste est très utile en cas de sujet d'oral sur les crises économiques.

Le capitalisme repose sur deux points essentiels : la plus-value et l'exploitation

L'essence du capitalisme se révèle à travers deux enchaînements économiques. Initialement, on peut observer l'échange marchand, symbolisé par M->A->M, où les marchandises (M) sont vendues pour obtenir de l'argent (A), qui est ensuite utilisé pour acheter d'autres marchandises. Cette vision du capitalisme se concentre sur la circulation des marchandises et leur échange.

Cependant, cette perspective représente seulement une facette du capitalisme. La véritable nature de ce système est mieux reflétée par un autre enchaînement : A->M->A', qui dénote le cycle de métamorphose du capital. L'argent initial (A) est utilisé pour acheter des marchandises (M) et des moyens de production. Le capitaliste investit cet argent dans le processus de production. Au terme de ce processus, il obtient plus d'argent (A') qu'il n'en avait initialement investi. C'est cette plus-value (A' – A) qui est la clé du fonctionnement du capitalisme.

La particularité du capitalisme réside dans le fait que l'argent devient une fin en soi pour le capitaliste

Plutôt que d'utiliser la plus-value pour satisfaire ses besoins de consommation personnelle, le capitaliste réinvestit cette plus-value dans le processus de production pour générer encore plus de plus-value. Ainsi, le capital se valorise continuellement (A' devient à nouveau du K) et le cycle se répète (A->M->A'->M->A'…).

Ainsi, la plus-value, créée par les travailleurs par leur travail, est la véritable force motrice du capitalisme. Elle est la source de l'accumulation de capital et de la croissance économique dans le système. Les travailleurs reçoivent un salaire qui équivaut généralement à la valeur de leur travail, mais ils produisent une valeur supérieure qui revient au capitaliste. C'est ici que réside l'exploitation dans le système capitaliste. Les travailleurs fournissent une grande partie de la valeur produite, mais ils n'obtiennent qu'une fraction de cette valeur, sous forme de salaire. Cette exploitation est inhérente au système capitaliste. Les travailleurs sont contraints de vendre leur force de travail pour survivre, tandis que le capitaliste bénéficie de l'accumulation continue de capital.

https://major-prepa.com/economie/crises-economiques-selon-marx/

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2025/capitalisme.pdf

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2025/capitalisme_2.pdf

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 mars 2025

Face à la guerre psychologique que mènent les tyrans au pouvoir pour rendre fou ou dépressif les masses, on s'autorise un moment de répit bien mérité sans avoir besoin de demander la permission à quiconque, ici, on n'a rien à se reprocher, on n'a de compte à rendre à personne, on est totalement indépendant de l'idéologie de la classe dominante.

La musique adoucie les mœurs, dit-on, quand en plus ce moment de détente nous est offert par un enfant, tout d'un coup nos nerfs se relâchent, on n'offre plus aucune résistance à la tentation de ressentir un bonheur intérieur dans ce monde si dégueulasse, on en éprouve un bienfait immédiat.

On a trouvé, comment dire, l'héritier naturel de Jimi Hendrix et Steve Ray Vaughan, la relève assurée de Joe Bonamassa : Taj Farrant, né en 2009. Il n'est pas seulement un prodigue ou un virtuose de la guitare à son âge, il a le feeling, la musique, le rythme et le blues dans la peau.

A 7 ans son père l'a emmené à un concert d'AC/DC, chez eux en Australie, immédiatement le gamin a dit à son père, « *c'est ce que je veux faire* » en entendant Angus Young à la guitare. Son père lui a acheté une guitare, il a commencé à gratter avec l'aide de son père également guitariste, puis il a pris des cours pendant deux ans. A l'issue de son apprentissage, il suffisait qu'il écoute un morceau d'Hendrix ou de Led Zeppelin, Pink Floyd ou Steve Ray Vaughan pour le jouer spontanément pratiquement à la perfection avec sa propre sensibilité. C'est génial, le génie de l'homme qui contrebalance la médiocrité et la pourriture des dirigeants et des élites psychopathes du vieux monde cruel, qui voudraient entraîner l'humanité dans la barbarie.

Ce qui est étonnant, c'est l'assurance de ce gamin, sa maturité, il semble à l'aise partout, il respire la joie de vivre dans ce monde de tristesse et cauchemardesque, un espoir, histoire de remonter le moral des troupes.

Taj farrant (10 ans) - Isolation track

https://www.youtube.com/watch?v=UsP8wUgwoDI

Rock Ballad Jam

https://www.youtube.com/watch?v=EGJmapZ_6J0

Taj Farrant (11 ans) - Shreds with the Master (Santana) (2020)

https://www.youtube.com/watch?v=KzcU7MVbvXM

SRV [Stevie Ray Vaughan] Tribute by Taj Farrant (14 ans) - 12 décembre 2023

https://www.youtube.com/watch?v=vNbB8LwU_hs

Taj Farrant (15 ans) "*The Ride*" Telluride Blues and Bres - Festival 2024

https://www.youtube.com/watch?v=CBpYy_8RREk

Taj Farrant - Texas Flood [Stevie Ray Vaughan] - Live from Sacramento CA 2024

https://www.youtube.com/watch?v=4TaaQLLH76w

Taj Farrant - Mumma Raised a Man (Official Music Video) 2024

https://www.youtube.com/watch?v=Atip6LqwCSg

Qui a dit : Vive l'impérialisme français ?

- « *Il n'y a pas une formation politique, de LFI au RN, qui ne défende pas une autonomie stratégique pour la France*. »

Réponse : Le ministre des Armées ou de la guerre Sébastien Lecornu, dans une interview accordée à La Tribune Dimanche le 9 mars. Le HuffPost 9 mars 2025

L'heure est au réarmement théorique et politique des masses au socialisme pour abattre ce régime totalitaire.

La propagande et la désinformation sur fond de déni et de mensonge structurent la machine de guerre idéologique en direction des masses, dans l'intention d'obtenir leur consentement aux sacrifices annoncées qu'ils devront consentir ou de manière à les neutraliser.

Ils recourent à la stratégie de la peur ou de la terreur pour mieux parvenir à leur fin, créer un climat de psychose collective comme ils l'ont fait en janvier 2020…

A ceux qui en douteraient, sortez-leur l'argument débile de l'interdiction de consommer debout dans un café pour limiter la propagation d'un virus qui n'était pas plus dangereux que celui de la grippe saisonnière, ou comment Macron les avaient vraiment pris pour des cons.

Jean-Noël Barrot : "*L'heure au réarmement des esprits est venue*" - 6Medias/Orange 9 mars 2025

Il faut "*prendre conscience des menaces qui nous guettent*". Le chef de la diplomatie Jean-Noël Barrot accélère sa prévention face aux risques venant de Moscou : "*Les Français, qu'ils soient élus, chefs d'entreprise, lycéens ou étudiants* - et leur faire *"prendre conscience des menaces qui nous guettent"*. 6Medias/Orange 9 mars 2025

La drogue : une arme de guerre contre tous les peuples et en particulier la jeunesse.

Comment la CIA a donné naissance au commerce moderne de la drogue dans les Amériques.

Des responsables anonymes ont informé les principaux médias américains cette semaine du nouveau rôle «*bienveillant*» de la CIA : faire voler des drones MQ-9 Reaper au-dessus du Mexique pour espionner les cartels de la drogue. Qu'est-ce qui ne cadre pas avec cette image ?

Les rapports soigneusement placés, publiés à 24 heures d'intervalle, font suite à la désignation par le département d'État de huit grands trafiquants de drogue latino-américains comme «*organisations terroristes mondiales*».

Malheureusement pour la CIA, quiconque a une connaissance même superficielle de ses activités sait que l'agence a été plus un allié, plutôt qu'un ennemi, des trafiquants de drogue apportant la violence et la mort dans les communautés américaines.

https://reseauinternational.net/comment-la-cia-a-donne-naissance-au-commerce-moderne-de-la-drogue-dans-les-ameriques/

Mes commentaires publiés dans différents blogs.

Article : Écouter Poutine, écouter Rubio ? En France le «système» préfère l'injure.

- Avant de comprendre ce qui se passait réellement, si Trump a été induit en erreur dans le passé, le bougre, c'est parce qu'il ignorait la réalité, ben voyons, tout cela pour en arriver à la conclusion qu'à défaut d'ignorer les conseils de Régis de Castelnau, "*il aurait mieux valu (qu'il écouta) Poutine*", c'était la moindre des choses, bref Trump n'y était pour rien, et il mériterait au moins notre estime, sinon notre soutien, quoi.

- Le patron américain de l'Hégémon a compris ce qui se passait, qu'il fallait prendre acte de la défaite, comprendre le changement du monde et s'adapter.

J-C - Comme si Trump ne le savait pas !

- N'ayant rien vu arriver malgré toutes les alertes, que ce soit sur l'inévitable défaite de l'Ukraine ou le changement qui se préparait aux États-Unis avec l'imparable retour de Trump

J-C - Comme si les dirigeants de l'UE ne le savaient pas !

Ne soyons pas trop méchant avec Régis de Castelnau, l'art de gouverner, c'est de savoir s'entourer, dit-on.

S'agissant de Trump, en comparant son équipe actuelle avec celle de 2016, on s'aperçoit qu'elle a été complètement bouleversée. La précédente lui avait été imposée en grande partie par le clan de ses adversaires d'aujourd'hui. Cette fois-ci, il a sélectionné pour chaque ministère des personnages réputés pour connaître les dossiers qu'ils auront à traiter en fonction de leur expérience, de sorte

qu'il est parfaitement informé de la situation avant d'aborder un sujet, ce qui n'était pas forcément le cas en 2016, du coup il dispose d'une marge de manœuvre non négligeable pour se livrer à toute sorte de manipulations destinées à embrouiller ou paralyser ses adversaires (et les médias), pendant qu'il tente d'appliquer la stratégie politique du clan de l'oligarchie qui l'a porté au pouvoir.

En quoi cela nous concerne ? En rien à vrai dire, sauf à se tromper de camp, c'est ce qui arrive quand on perd de vue que le clan de Trump et celui de ses adversaires figurent parmi nos ennemis.

Réponse à un lecteur :

- Vous n'avez manifestement pas compris ce que j'ai voulu dire.

Trump et ses adversaires figurent tous dans des clans différents de l'oligarchie, de la classe des capitalistes, le camp de nos ennemis de classe existe partout dans le monde, puisque tous les régimes qui existent actuellement dans le monde sont inféodés au capitalisme. Il n'existe aucun Etat où se serait leur ennemi, la classe ouvrière ou les classes exploitées qui détiendraient le pouvoir politique et économique, où il existerait un régime qui ne reposerait pas sur le capitalisme, sur l'exploitation et l'oppression, pas même en Russie ou en Chine, je pense avoir été suffisamment claire.

Article : Les grèves ont toujours existé

- Cette interprétation est conforme à l’idéologie de la classe dominante, qui n’a aucun intérêt au développement du mouvement ouvrier, à la prise de conscience politique par les travailleurs qu’ils doivent d’unir et s’organiser pour défendre leurs intérêts et combattre pour leur émancipation de l’exploitation dans des conditions qui leur sont imposées.

De fait, l’instrumentalisation du mouvement ouvrier par les capitalistes et son contrôle par des agents qui leur sont acquis sont des éléments figurant parmi ces conditions qui doivent être combattus au même titre que nos ennemis puisqu’ils défendent leurs intérêts au lieu de servir ceux des travailleurs.

Toute cette propagande idéologique ne sert qu’à détourner les travailleurs de la lutte de classe, qui constitue l’un des moteurs du progrès social et de l’humanité en général avec le développement des forces productives afin de satisfaire nos besoins élémentaires. Ne pas identifier sa nature profondément rétrograde ou réactionnaire est dangereux, car cela conduit aux pires confusions et compromissions, et à finalement lutter contre son propre camp.

Un complément :

- Cet épisode permet de distinguer ceux qui ont développé une conscience de classe à des degrés divers, et ceux qui en sont dépourvus. On reconnaît ces derniers, au fait qu’au lieu de chercher une issue politique indépendante conforme aux aspirations fondamentales et collectives des exploités, systématiquement ils lorgnent vers ceux qui détiennent tous les pouvoirs ou leurs représentants, en aucun cas ils n’envisagent la nécessité d’une rupture avec le capitalisme et ses institutions, un changement de régime politique et social, ils préfèrent s’accommoder du régime en place.

Dictature climatique.

Extinction Rebellion : qu'est-ce que c'est ?

Au cas où vous penseriez que la rébellion contre l'extinction n'a pas été touchée par la main des ingénieurs sociaux, l'une des figures de proue du mouvement, Alex Evans, est un ancien consultant de l'International Sustainability Unit du Prince Charles et le co-auteur du Global Trends 2025 du National Intelligence Council américain : A Transformed World, qui est devenu un projet de politique environnementale et étrangère pour l'administration Obama en 2008.

Actuellement, M. Evans dirige également le projet de psychologie collective, «où la psychologie rencontre la politique».

Farhana Yamin et Sam Gaell de Chatham House (l'institution de contrôle derrière le Council on Foreign Relations basé à New York et supervisé par Mark Carney) sont d'autres personnalités du renseignement britannique qui gèrent le mouvement Extinction Rebellion.

Dans quelle mesure peut-on parler de rébellion si la rébellion est mise en place par l'establishment ?

https://reseauinternational.net/mark-carney-la-superstar-des-technocrates-et-leco-guerrier-prend-la-barre-du-canada/

Santé.

Vidéo. 70 000 décès en janvier 2025 : record battu
https://www.youtube.com/watch?v=U08lhdT7JLY

Lu dans un blog.

- Dans une époque où les autorités en tous genres deviennent malfaisantes et malveillantes, les citoyens réalisent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

C'est alors qu'ils saisissent toute la valeur de personnes qui ont de longue date pris le taureau par les cornes : c'est ce que faisait déjà le Dr Maudrux à la caisse de retraite des médecins.

L'université entérine les mensonges, mais les chercheurs indépendants dénichent les statistiques pertinentes et publient leurs études qui démolissent la version officielle –

Et ils savent diffuser leurs découvertes, ils parviennent à percer la muraille de la doxa.
Et les citoyens partageront discuteront développeront.

- Étude cruciale de la sécurité de l'hydroxychloroquine republiée après sa rétractation ciblée (censure) par le cartel de l'édition académique, exposant la suppression systématique de la recherche et les violations potentielles du RICO.

Nous avons constaté que l'hydroxychloroquine était sûre, sans preuve de complications cardiaques et aucune association avec la prolongation du QTC par rapport au placebo.

La communauté scientifique doit récupérer son intégrité et les responsables de la suppression de la recherche légitime auront des comptes à rendre. Ces opérations illicites qui censurent intentionnellement les données critiques de la sécurité des produits pharmaceutiques devraient être traitées par les autorités dès que possible…. –> (en anglais) :

https://x.com/NicHulscher/status/1898407601848660464

- Selon les docteurs Andreas Kalcker et Pedro Chavez, le CDS (dioxyde de chlore en solution) est efficace pour nettoyer le corps des personnes infectées par la vaccination, en dénaturant les protéines « *spike*s ».

Vidéo (en anglais, 2 fois 2minutes) :

https://x.com/i/status/1583862572364615681

https://x.com/i/status/1583862766020235270

- « *Le scandale des accouchements en France* », le nouveau livre-enquête de deux journalistes sur la mortalité infantile

https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/le-scandale-des-accouchements-en-france-le-nouveau-livre-enquete-de-deux-journalistes-des-pyrenees-orientales-5142945

Dans leur dernier livre-enquête, (« *4,1, le scandale des accouchements en France* », Ed Buchet-Chastel), les deux journalistes d'investigation Anthony Cortes et Sébastien Leurquin mettent en parallèle cette forte hausse de la mortalité infantile avec l'importante vague de fermetures de maternités : depuis 1975, trois maternités sur quatre ont fermé en France.

France.

Le recours au STO pour financer… leur guerre de classe.

Budget de la défense : la CPME propose de travailler 36 heures par semaine pour financer l'économie de guerre - 6Medias 11 mars 2025

La CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) propose de passer de 35 à 36 heures de travail par semaine pour financer l'économie de guerre. Selon BFMTV, mardi 11 mars, l'organisation patronale assure que cette heure en plus permettrait aussi de financer les retraites.

Cela se traduirait par la suppression de six jours de RTT pour les cadres. De quoi résoudre le problème des retraites, de la défense, du pouvoir d'achat, toujours selon l'organisation patronale. Il semble tout de même difficile de faire passer une augmentation du temps de travail, surtout auprès des syndicats. Pour un responsable de la confédération, "*il n'y a pas de meilleur moyen pour augmenter la production, à l'heure où les usines d'armement doivent tourner à plein régime*".

Le colonialisme français en Algérie fut exemplaire… dans la barbarie !

L'usage d'armes chimiques pendant la guerre d'Algérie dévoilé pour la première fois par la chaîne suisse RTS - aa.com.tr 10.03.2025

- Le film documentaire « *Algérie, sections armes spéciale*s », réalisé par Claire Billet, révèle pour la première fois l'ampleur des dégâts causés par ces armes prohibées.

La chaîne suisse RTS a dévoilé, dimanche soir, l'usage par l'armée coloniale française de l'arme chimique prohibée contre des civils algériens, pendant l'occupation qui avait duré plus de 130 ans.

Il s'agit d'un documentaire de 53 minutes intitulé « *Algérie, sections armes spéciales* » qui révèle pour la première fois, depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, l'usage de ce type d'armes par la colonisation française.

Pourtant, la France était parmi les 135 Nation ayant signé le Protocole de Genève de 1925 contre ces armes.

Ce film révèle pour la première fois comment l'armée française a fait usage de gaz chimiques interdits durant la guerre d'Algérie.

« *Avec la torture et le déplacement des populations, la guerre chimique est le dernier élément d'une série de brèches dans les engagements internationaux de la France que celle-ci a bafoués pour mener sa guerre coloniale. De 1954 à 1959, la France coloniale n'a pas hésité à gazer, notamment dans les zones montagneuses difficiles d'accès, des populations sans défense* », précise le documentaire.

Se basant sur les souvenirs et les archives personnelles de soldats français, de combattants ou de civils algériens, Claire Billet, la réalisatrice du film, a pu mettre au jour un dossier gardé secret pendant près de 70 ans.

La réalisatrice s'est appuyée aussi sur les travaux de l'historien Christophe Lafaye, engagé dans un mémoire d'habilitation de recherche consacré à ce sujet.

Ce dernier, en dépit de nombreux obstacles administratifs, a exhumé plusieurs documents qui décrivent comment la décision politique a été prise, en mars 1956, comme en atteste un courrier du commandant supérieur interarmées de la 10e région militaire (qui couvre l'Algérie) au secrétaire d'Etat aux Forces armées (terre), Maurice Bourgès-Maunoury, intitulé : « *Utilisation de moyens chimiques* ».

« *Le colonel des armes spéciales m'a rendu visite. Il m'a annoncé qu'il avait obtenu votre accord de principe relatif à l'utilisation des moyens chimiques en Algérie* », écrivait alors l'officier français.

Le film documentaire revient aussi sur le compte-rendu d'une réunion tenue, en septembre 1956, à l'état-major des Armées qui atteste de l'existence « *d'une politique générale d'emploi des armes chimiques en Algérie* ».

Le but d'infecter les grottes où se refugiaient les « *insurgés* » - que les documents de l'époque qualifiaient de « *hors la loi* »-, était, selon le film, de faire prisonniers ou tuer leurs occupants, et les rendre impraticables.

Le documentaire rencontre aussi des survivants algériens de la grotte de Ghar Ouchettouh, dans les Aurès (est algérien), « *gazée le 22 mars 1959 avec près de 150 villageois à l'intérieur* ».

Selon Christophe Lafaye, « *8 000 à 10 000 gazages ont été conduits pendant toute la* guerre ». L'historien en a documenté 440, qu'il a fixés sur une carte.

« *L'inventaire complet reste à faire. Il a fallu attendre 1993 pour que la France vote l'interdiction définitive des armes chimiques et leur fabrication* », souligne aussi le film.

- Du Napalm

Outre les armes chimiques évoquées dans ce document, une autre arme, du Napalm, avait été utilisée en Algérie, selon l'historien français spécialiste de la guerre d'Algérie, Benjamin Stora.

Connue sous l'appellation de BS (Bidons spéciaux), cette arme, également interdite par les conventions de Genève signés par la France, précise l'historien, « *a largement été utilisée pendant la Guerre dans les zones montagneuses, faisant des centaines de victimes, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées* ».

Alors que les autorités françaises tenaient à démentir l'usage de BS, des témoignages français confirment ce que les maquisards algériens dénonçaient.

En 1959, Hubert Beuve-Méry, le directeur du journal *Le Monde*, a eu la certitude de l'usage de cette arme après s'être entretenu avec le successeur de Robert Lacoste en Algérie, Paul Delouvrier.

Largué par les airs, le Napalm enflamme immédiatement la surface sur laquelle il se répand, ce qui le rend particulièrement redoutable dans les régions boisées. Un caporal de l'armée coloniale française avait même décri l'usage du Napalm au même journal.

« *Ayant participé à l'encerclement et à la réduction de la ferme où* [les « rebelles »] *étaient retranchés, je puis vous indiquer qu'ils ont, en réalité, été brûlés vifs, avec une dizaine de civils dont deux femmes et une fillette d'une dizaine d'années, par trois bombes au Napalm lancées par des appareils de l'aéronavale, non loin de Sétif, le 14 août 1959* », a-t-il témoigné.

Ces nouvelles révélations s'ajoutent ainsi aux crimes déjà connus et documentés commis par le colonialisme français en Algérie.

Dans son contentieux historique avec la France, l'Algérie réclame notamment la reconnaissance de « *l'utilisation de la torture* », « *des massacres des populations durant les 130 années de la colonisation* », « *la décontamination des zones où sont effectués les essais nucléaires », ainsi que « la restitution des archives algériennes* ».

J-C – Aujourd'hui, ce sont les mêmes ordures qui sont aux commandes suppôts de nazis !

Rififi entre les différents clans dominants de l'oligarchie qui s'affrontent publiquement.

L'Élysée dément ces propos rapportés par le « *JDD* », en plein virage pro-russe des médias Bolloré - Le HuffPost 9 mars 2025

J-C - En période de crise ouverte, chacun est obligé de monter au créneau pour défendre sa stratégie ou ses positions, et pour cela tous les coups tordus sont bons, y compris dévoiler ou révéler les intentions réelles de leurs adversaires, ainsi que les méthodes auxquels ils recourent pour parvenir à leurs fins, les déstabiliser de manière à les affaiblir et les empêcher de mettre en œuvre leur politique.

Le JDD est la propriété du milliardaire Bolloré. Le JDD est caractérisé d'extrême droite par Télérama.

Télérama est la propriété du Groupe Le Monde.

Le Groupe Le Monde est la propriété des milliardaires Xavier Niel et Matthieu Pigasse, entre autres.

Qui détient Le HuffPost auteur de cet article ? Le Groupe Le Monde actionnaire à hauteur de 85% depuis 2021.

L'objet de la polémique.

Bolloré appartient avec Trump au clan de l'oligarchie qui souhaite la fin rapide de la guerre en Ukraine, tandis que Xavier Niel et Matthieu Pigasse appartiennent au clan de l'oligarchie qui avec Macron souhaite la poursuite et l'extension de cette guerre.

Quand les tenants de la réaction s'écharpent, on compte les points.

Le JDD aurait osé dire tout haut ce qui se murmure tout bas dans toute la France, à savoir que Macron instrumentaliserait le conflit qui opppose l'OTAN et la Russie sur le champ de bataille de l'Ukraine pour faire croire abusivement aux Français que la Russie les menacerait, dans le but de créer un climat de psychose collective de manière à ce que la majorité de la population soutiennent sa politique militariste impérialiste ou le passage à une économie de guerre dans la perspective à terme d'une guerre avec la Russie, ce qui est tout à fait exact ou met à nue la propagande frauduleuse de Macron pour le compte du clan de l'oligarchie qui l'a mis en place.

Le HuffPost - La Une de l'hebdomadaire d'extrême droite ce dimanche 9 mars a fait tiquer nombre d'observateurs. « *La surenchère de la peur* », titre le Journal du Dimanche, reprenant le narratif du Kremlin, à savoir que la menace russe serait largement exagérée par Emmanuel Macron à des fins strictement nationales. Dès la première page, le ton est donné. Le HuffPost 9 mars 2025

J-C - Tout le reste de l'article était à l'avenant jusqu'à la dernière ligne.

https://fr.news.yahoo.com/l-%C3%A9lys%C3%A9e-d%C3%A9ment-propos-rapport%C3%A9s-173737431.html

En complément. Ce que Le HuffPost a omis de préciser dans son article.

Ukraine: Macron "*inquiète excessivement*" les Français, critique Hervé Morin - AFP 9 mars 2025

En offensive médiatique dans Le Journal du Dimanche, puis sur Cnews/Europe1, l'ancien ministre de la Défense du gouvernement Fillon (2007-2010) a fustigé l'attitude du chef de l'Etat face à Vladimir Poutine: "*est-ce qu'on a besoin d'être dans une provocation, d'être facteur d'escalade*", s'est-il interrogé sur le plateau du Grand rendez-vous.

Après l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron mercredi soir, qui a décrit une "*menace russe*" qui "*nous touche*" avec une "*agressivité*" qui "*ne semble pas connaître de frontières*", M. Morin a déploré que le chef de l'Etat s'inscrive "*dans une provocation*" et soit "*facteur d'escalade*".

"*Notre rôle, c'est d'essayer de trouver les voies et moyens pour qu'on obtienne le plus rapidement possible un cessez-le-feu et un processus de paix. Est-ce qu'on obtient un processus de paix, un cessez-le-feu, en provoquant Poutine par les médias*", s'est-il demandé. "*Certainement pas*".

"*Et est-ce qu'on a besoin d'inquiéter excessivement nos compatriotes en leur disant grosso modo que la menace ultime aux frontières de la France c'est la Russie*", a-t-il insisté.

Quand l'AFP s'en prend à la santé mentale des enfants.

Aux Etats-Unis, interdire le smartphone dans les écoles ne convainc pas tout le monde - AFP 9 mars 2025

https://fr.news.yahoo.com/etats-unis-interdire-smartphone-%C3%A9coles-062428891.html

L'article commence par donner la parole à un élève qui s'élève évidemment contre cette interdiction

AFP - Sceptique, l'adolescent de 12 ans résume son verdict par un haussement d'épaules.

J-C - Systématiquement l'AFP va recourir de manière déguisée, au nom de la diversité des points de vue ou de la liberté d'expression, à des arguments destinés à contrarier cette interdiction.

AFP - Les partisans de ces interdictions estiment qu'elles permettent une meilleure concentration et sociabilisation des élèves. Mais d'autres craignent qu'elles ne les éloignent d'un monde numérique auquel ils doivent inévitablement se préparer.

J-C - L'AFP donne la parole à des enseignants ou associations fustigeant cette interdiction.

AFP - Keri Rodrigues, présidente d'une importante association de parents, estiment que "*la réponse n'est pas d'interdire et de faire l'autruche". "Ce n'est pas efficace, et franchement, c'est bête*", s'agace-t-elle.

J-C - Et le dernier paragraphe est du même tonneau que le premier en donnant la parole à une gosse, et la boucle est bouclée.

AFP - Au collège d'Alexandria, l'adolescent Hayden Jones confie que l'interdiction n'a pas changé la relation à son téléphone, l'utilisant toujours pour les jeux, les réseaux sociaux et les vidéos sur YouTube.

J-C – S'abrutissant toujours autant, un vrai bonheur pour l'AFP.

Ce serait les terroristes de l'OTAN qui auraient saboté les gazoducs Nord Stream.

Du nouveau sur le sabotage de Nord Stream – immersion

Une enquête inédite révèle de nouvelles preuves de l'implication potentielle de l'OTAN dans le sabotage du Nord Stream – soulignant le rôle occulté potentiellement joué par des sous-marins.

Les gazoducs Nord Stream font actuellement de nouveau la une des journaux. Après que des rumeurs de reprise des gazoducs par les États-Unis ont récemment fait sensation, le quotidien allemand Bild Zeitung a rapporté que l'Allemagne examine actuellement attentivement les moyens dont elle dispose pour faire obstacle à la relance du projet Nord Stream 2. Alors qu'on pensait que l'absurdité ne pouvait atteindre de nouveaux sommets, on continue de faire monter la pression.

Cependant, des résultats d'enquête très intéressants sur cet attentat sur les gazoducs pourraient apporter un nouvel éclairage sur le mode opératoire et les éventuels auteurs. Comme on pouvait s'y attendre, ils ne proviennent pas des instances officielles, mais d'un journaliste indépendant français.

https://reseauinternational.net/du-nouveau-sur-le-sabotage-de-nord-stream-immersion/

Palestine occupée.

Israël cesse de fournir de l'électricité à Gaza - France 24 10 mars 2025

Une semaine après le blocage de l'acheminement de l'aide humanitaire, Israël a annoncé dimanche qu'il cessait de fournir de l'électricité à Gaza. France 24 10 mars 2025

Guerre en Ukraine.

Guerre en Ukraine : ce qu'il faut retenir des négociations entre les Etats-Unis et Kiev à Djeddah - franceinfo/AFP 11 mars 2025

Des pourparlers décisifs. A l'issue de longues négociations entre Kiev et Washington, mardi 11 mars à Djeddah (Arabie saoudite), l'Ukraine a apporté son soutien à une proposition américaine pour un cessez-le-feu de 30 jours avec la Russie. En échange, les Etats-Unis ont annoncé la levée "*immédiate*" de la suspension de l'aide à Kiev et de l'échange de renseignements. Côté américain, le chef de la diplomatie Marco Rubio participait à ces discussions, ainsi que le ministre des Affaires étrangères Andrii Sybiga, côté ukrainien.

J-C – A mon avis ces conditions seront rejetées par la Russie, ou alors il y a une close secrète entre les Etats-Unis et la Russie.

«*L'Ukraine devra céder des territoires dans le cadre de tout accord de paix*», déclare Marco Rubio - RT 11 mars 2025

L'Ukraine devra faire des concessions territoriales dans le cadre de tout accord de paix avec la Russie, a averti le secrétaire d'État américain Marco Rubio, en route pour Djeddah, en Arabie saoudite, où il s'entretiendra avec des responsables ukrainiens.

«*Je pense que les deux parties doivent se rendre compte qu'il n'existe pas de solution militaire à cette situation. Les Russes ne peuvent pas conquérir toute l'Ukraine, et sans aucun doute, il sera très difficile à l'Ukraine de repousser les Russes là où ils se trouvaient en 2014 dans un délai raisonnable*», a déclaré le secrétaire d'État à la presse.

Rubio a souligné que les discussions avec la délégation ukrainienne à Djeddah devraient avoir pour résultat la détermination de l'Ukraine à prendre des mesures difficiles pour mettre fin à ce conflit ou du moins à le suspendre d'une manière ou d'une autre.

Guerre en Ukraine : Kiev pourra continuer à utiliser les satellites Starlink, promet Elon Musk - franceinfo/AFP 9 mars 2025

Le multimilliardaire Elon Musk a promis dimanche 9 mars de maintenir l'accès ukrainien à son réseau de satellites Starlink.

Depuis l'affrontement verbal entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche fin février, les Américains ont suspendu l'aide militaire cruciale qu'ils apportent à Kiev.

Marco Rubio : "*Je veux simplement dire que sans Starlink, les réseaux ukrainiens s'effondreraient puisque les Russes peuvent brouiller tous les autres canaux de communication*", a ajouté Elon Musk. franceinfo/AFP 9 mars 2025

Etats-Unis.

Totalitarisme. La conception de la liberté d'expression des libertariens à l'épreuve.

Un leader des manifestations étudiantes contre la guerre à Gaza arrêté aux Etats-Unis, Donald Trump affirme qu'"*il y en aura beaucoup d'autres*" - franceinfo/AFP 10 mars 2025

Casino : Faites vos jeux, rien ne va plus…

Wall Street subit sa plus lourde chute depuis trois ans, 1 700 milliards de dollars de capitalisation boursière perdus - RT 11 mars 2025

Lundi 10 mars 2025, la Bourse de New York a connu sa pire séance depuis trois ans, avec des pertes d'une ampleur considérable. Le Dow Jones a reculé de 2,08 %, soit une chute de 890 points, tandis que le S&P 500 a perdu 2,70 %. L'indice Nasdaq, fortement exposé aux valeurs technologiques, a plongé de 4 %, enregistrant ainsi sa plus forte baisse depuis 2022. Cet effondrement a conduit à l'évaporation de plus de 1 700 milliards de dollars de capitalisation boursière en une seule journée.

Les grandes entreprises du secteur technologique ont été particulièrement touchées par cette vague de ventes massives. Tesla a chuté de 15,43 %, poursuivant une tendance baissière qui l'a vue perdre 55 % de sa valeur en deux mois et demi. Nvidia a également enregistré une forte baisse, avec une perte de 30 % de sa capitalisation depuis l'investiture de Donald Trump, dont encore 5,07 % lundi. Apple, Alphabet, Microsoft, Meta et Amazon ont aussi subi des reculs notables, confirmant que le secteur technologique a été le plus affecté par cette panique boursière.

J-C – Du vent, toutes ces valeurs sont encore surcotées, ils s'en remettront ! Qui a revendu quoi, les 2682 milliardaires que compte le monde, dont 835 sont américains, les 58 millionnaires dans le monde, dont 22 millions d'Américains…

Voilà, ça c'est du concret.

Les États-Unis renforcent leur influence sur le marché mondial de l'armement - RT 11 mars 2025

Le 10 mars, le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) a publié son rapport analytique annuel sur les exportations d'armes. L'Institut a analysé les données de 64 pays qui exportent des armes clés (avions de combat, navires de guerre, systèmes de défense aérienne, chars et véhicules d'appui au combat, artillerie).

Parmi les cinq premiers pays exportateurs d'armes au cours des cinq dernières années, on trouve les États-Unis, dont la part dans les exportations mondiales d'armes est passée à 43%, la France et la Russie. L'Ukraine est devenue le plus grand importateur d'armes. Il convient également de noter que les exportations de la Russie ont chuté de 64%.

«*Les États-Unis sont dans une position unique en matière d'exportations d'armement. À 43%, leur part des exportations mondiales est plus de quatre fois supérieure à celle du deuxième plus grand exportateur, la France. Les États-Unis continuent d'être un fournisseur de choix pour les capacités avancées de frappe à longue portée comme les avions de combat*», a déclaré Mathew George, directeur du programme Transferts d'armes du Sipri.

En 2021, le directeur général de Rostec, Sergueï Tchemezov, a critiqué la méthode de calcul du SIPRI pour les entreprises du secteur de la défense.

«*Nous ne publions pas ces données, comme d'autres pays, tels que la Chine, elles ne sont pas de source ouverte. D'où les obtiennent-ils ? Ce sont des estimations au doigt mouillé*», a-t-il déclaré.

Poker menteur et jeu de con.

Donald Trump annonce de nouveaux droits de douane contre le Canada et menace de mettre son industrie automobile "*à l'arrêt*" - francetvinfo.fr 11 mars 2025

Quelques heures plus tard.

Donald Trump renonce finalement à doubler les droits de douane sur l'acier et l'aluminium canadiens - francetvinfo.fr 11 mars 2025

Apprenez-leur le caniveau !

Le ministère américain de l'Education licencie près de la moitié de son personnel - AFP 12 mars 2025

Le ministère américain de l'Education a annoncé mardi le licenciement de près de la moitié de son personnel, une première étape avant un démantèlement complet de ce ministère, honni par Donald Trump et les conservateurs.

Le président américain, qui s'est lancé dans une vaste entreprise de réduction des effectifs de l'Etat fédéral, n'a jamais fait mystère de sa volonté de supprimer cet organisme, accusé de promouvoir des idées progressistes.

Le ministère a précisé dans un communiqué que ses effectifs passeront d'un peu plus de 4.100 à environ 2.200.

Interrogée sur Fox News pour savoir si ces licenciements représentaient une première étape avant un démantèlement complet, la ministre de l'Education Linda McMahon a répondu "*oui*".

"*Il est clair que nous ne supprimons pas l'éducation*", a-t-elle toutefois insisté, expliquant que le président souhaitait seulement "*supprimer la bureaucratie de l'éducation*".

Près de 600 employés avaient accepté selon le ministère de partir ces dernières semaines dans le cadre d'un plan de réduction des effectifs de l'Etat fédéral, piloté par le milliardaire Elon Musk, allié de Donald Trump.

1.300 autres seront placés en congé administratif à compter du 21 mars, a-t-il précisé dans un communiqué.

"*Toutes les divisions du ministère sont touchées par cette réduction, certaines nécessitant une réorganisation importante pour mieux servir les étudiants, les parents, les éducateurs et les contribuables*", a-t-il ajouté, affirmant toutefois que les programmes supervisés par le ministère, notamment les prêts étudiants, ne seraient pas affectés.

Mme McMahon a affirmé dans un autre entretien à la chaîne Newsmax que la restructuration du ministère permettrait d'économiser 500 millions de dollars par an.

Donald Trump avait promis lors de sa campagne présidentielle qu'il se débarrasserait de ce ministère pour transférer ses attributions aux Etats américains, lesquels ont déjà l'essentiel des compétences en la matière.

Créé en 1979 sous la présidence de Jimmy Carter, le ministère de l'Education ne peut pas être complètement démantelé sans l'adoption d'une loi nécessitant 60 votes au Sénat, où les républicains disposent actuellement de 53 sièges.

L'Etat fédéral joue un rôle limité dans le financement et l'organisation de l'éducation aux Etats-Unis.

Mais les subventions fédérales sont inestimables pour les écoles situées dans des zones défavorisées sur le plan économique et social, ainsi que pour les élèves ayant des troubles de l'apprentissage.

La suppression potentielle du ministère de l'Education suscite la colère de syndicats d'enseignants ainsi que de nombreux parents qui y voient une attaque inédite contre l'enseignement public, doublée d'une entreprise de promotion des idées conservatrices.

J-C – Ils ne pourront jamais supprimer totalement l'école publique, mais son niveau et ses moyens d'enseignement seront misérables, c'est le cas en Inde…

L'administration américaine condamne les massacres en Syrie - RT10 mars 2025

«*Les États-Unis condamnent les terroristes islamistes radicaux, notamment les djihadistes étrangers, qui ont assassiné des personnes dans l'ouest de la Syrie ces derniers jours*», a lancé sur la plateforme X Marco Rubio, secrétaire d'État des États-Unis.

«*Les États-Unis se tiennent aux côtés des minorités religieuses et ethniques de Syrie, notamment des communautés chrétienne, druze, alaouite et kurde, et présentent leurs condoléances aux victimes et à leurs familles*», a-t-il ajouté avant de préciser que «*les autorités intérimaires syriennes doivent demander des comptes aux auteurs de ces massacres contre les communautés minoritaires du pays*».

De son côté, l'État hébreu a commenté les évènements en Syrie par l'intermédiaire de son chef de la diplomatie. Gideon Saar a exhorté l'Europe, dans une interview publiée dimanche, à «*cesser d'accorder une légitimité*» au pouvoir de transition syrien après des violences qui, selon une ONG, ont tué de centaines de civils. «*L'Europe ne doit pas fermer les yeux sur la réalité*», a déclaré le ministre israélien des Affaires étrangères. «*Elle doit se réveiller. Elle doit cesser d'accorder une légitimité à un régime dont les premières actions - sans surprise compte tenu de son passé terroriste bien connu - sont ces atrocités*», a-t-il dit.

J-C – Ce qui pourrait valoir pour le régime sioniste en place en Palestine occupée, qui en connait un rayon en matière d'atrocités. Cela dit, on assiste à une guerre pour le contrôle de la Syrie entre la Turquie et Israël et les Etats-Unis, dont la population civile syrienne est l'otage et la principale victime...

L'UE et son bras armé l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord à l'œuvre.

En Slovaquie, la fronde populaire continue contre le Premier ministre Robert Fico - euronews/ AP 8 mars 2025

Des milliers de Slovaques sont redescendus dans la rue vendredi pour participer à une manifestation contre les politiques pro-russes du Premier ministre populiste Robert Fico.

Présidentielle en Roumanie : l'appel du candidat d'extrême droite Calin Georgescu définitivement rejeté - francetvinfo.fr 11 mars 2025

La Cour constitutionnelle roumaine a rejeté mardi 11 mars l'appel du candidat d'extrême droite à la présidentielle Calin Georgescu, qui est donc définitivement exclu de la course, ont rapporté des médias à Bucarest. L'instance a pris cette décision "*à l'unanimité*" sans en détailler les raisons. "*Aujourd'hui les maîtres ont décidé : pas d'égalité, pas de liberté, pas de fraternité pour les Roumains*", a réagi l'ex-haut fonctionnaire de 62 ans sur X (Nouvelle fenêtre), blâmant de nouveau Bruxelles pour ce qu'il avait qualifié auparavant de "*coup d'État*".

Un internaute :

- Quand des "s*oupçons*" d'irrégularité sans preuve ni condamnation suffisent à exclure le candidat qui avait gagné le premier tour de la présidentielle avec "*seulement*" 23% des suffrages, et qui recueille maintenant 41,1% au dernier sondage, loin devant le second à 18,5% et le 3ème à 12,4%, et ce alors que les soi-disant influences externes ne sont plus possibles depuis leur "*révélation*", ça veut dire que les roumains ne sont pas dupes.

Hongrie : les livraisons de pétrole à la Hongrie sont interrompues après l'attaque par l'Ukraine de l'oléoduc Droujba - RT 11 mars 2025

Les livraisons de pétrole de la Russie à la Hongrie ont été suspendues en raison d'une attaque de drone des forces armées ukrainiennes contre une station de l'oléoduc Droujba, a déclaré le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Peter Szijjarto, après un entretien téléphonique avec le vice-premier ministre russe Alexandre Novak le 11 mars. Il a indiqué que cet oléoduc est «*crucial*» pour la Hongrie et que si son fonctionnement était perturbé, il serait «*presque impossible»* de fournir du pétrole à la Hongrie et à la Slovaquie.

Peter Szijjarto a également ajouté que la Hongrie considérait l'attaque de l'Ukraine contre des infrastructures essentielles à l'approvisionnement énergétique de la Hongrie comme une atteinte à sa souveraineté. «*L'approvisionnement énergétique de la Hongrie est une question de souveraineté et nous attendons que tout le monde la respecte*», a-t-il ajouté, soulignant que Budapest considère les attaques contre les infrastructures critiques pour la sécurité énergétique comme inacceptables.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a également précisé que des travaux de réparation sont en cours sur le lieu de l'attaque. D'après lui, les livraisons de pétrole pourraient reprendre dans la soirée du 11 mars.

Canada.

Au Canada, Mark Carney remplace Justin Trudeau au poste de Premier ministre, on vous le présente - Le HuffPost 10 mars 2025

Le parti libéral au pouvoir a choisi ce dimanche 9 mars un ancien banquier central, novice en politique, pour devenir le nouveau Premier ministre. À ce poste, Mark Carney, 59 ans, devra notamment faire face à Donald Trump et ses menaces. Surtout, il devra mener la bataille des élections législatives en octobre prochain.

Donné largement favori du scrutin qui s'est terminé ce dimanche soir, il a devancé ses adversaires en obtenant 85,9% du vote des militants, a annoncé Sachit Mehra, le président du parti libéral.

Mark Carney est un économiste sorti à la fois de Harvard aux États-Unis et d'Oxford au Royaume-Uni et a lancé sa campagne à Edmonton, dans l'Alberta où il a grandi. Catholique pratiquant, il est très respecté dans le milieu financier. Il a été à la tête de la Banque du Canada pendant la crise financière de 2008, puis a piloté celle d'Angleterre. C'était d'ailleurs une première pour un étranger, au moment du Brexit, de 2013 à 2020, soulignent *Les Échos*.

« *C'est un peu un Mario Draghi canadien* », estime Robert Asselin, ancien directeur de cabinet du ministre des Finances Bill Morneau (2015-2017, aux débuts de Justin Trudeau), cité par Libération. Et d'ajouter : « *C'est un technocrate accompli, qui a une aura dans les milieux économiques* ».

Le quotidien précise que Mark Carney a justement succédé à l'Italien comme président du Conseil de stabilité financière entre 2011 et 2018, un groupement économique fondé par le G20 après la crise économique.

Il s'est présenté comme un outsider qui ne vient pas du moule politique, promettant de remettre l'économie canadienne « *sur les rails* » et de se battre contre la volonté du futur président Trump d'augmenter de 25 % les droits de douane.

C'est ce message d'homme d'expérience habitué à gérer des crises, martelé tout au long de sa campagne, qui semble avoir porté ses fruits au moment où le pays est bouleversé par une crise historique avec son puissant voisin.

Mark Carney : La superstar des technocrates et l'éco-guerrier prend la barre du Canada par Matthew Ehret

En septembre 2024, j'ai publié un article intitulé «*L'éco-guerrier Mark Carney : Préparé pour remplacer Trudeau et inaugurer la Grande Réinitialisation*».

Maintenant que Carney a été officiellement installé comme Premier ministre intérimaire du Canada, j'aimerais développer un peu cette thèse et expliquer comment la décision de remplacer Justin Trudeau par un technocrate beaucoup plus vicieux ne peut être comprise qu'en 1) reconnaissant l'effondrement systémique actuellement en jeu, et 2) le rôle historique de l'Empire britannique dans l'utilisation du Canada comme une arme contre les Canadiens, et en particulier les Américains, depuis plus de deux siècles.

https://reseauinternational.net/mark-carney-la-superstar-des-technocrates-et-leco-guerrier-prend-la-barre-du-canada/

Portugal.

Portugal: le gouvernement de centre-droit tombe après le refus des députés de lui accorder la confiance - AFP 11 mars 2025

Empêtré dans une polémique sur un possible conflit d'intérêts, le Premier ministre portugais de droite modérée Luis Montenegro est démissionnaire après le refus des députés mardi de lui accorder la confiance, un vote qui pourrait ouvrir la voie à des élections anticipées.

Au cœur de la polémique: une entreprise de prestation de services détenue par sa femme et ses enfants ayant des contrats avec plusieurs sociétés privées, parmi lesquelles un groupe dont l'activité est soumise à des concessions accordées par l'État

Le rejet de la confiance par le Parlement, où le gouvernement ne disposait pas de la majorité absolue, pourrait ouvrir la voie à des élections législatives anticipées, les troisièmes depuis début 2022.

Il revient au président, le conservateur Marcelo Rebelo de Sousa, de décider de dissoudre ou non le Parlement.

Un brouillon de rubrique économique

Donald Trump gère-t-il le possible effondrement de « *l'empire américain* » ? par Thierry Meyssan - voltairenet.org 11 mars 2025

https://www.voltairenet.org/article221901.html

Certains arguments avancés sont contestables ou bidons.

TM- Washington et Moscou sont déjà convenus d'un accord de paix.

J-C - Meyssan n'en sait rien en fait, il s'avance un peu trop comme souvent.

TM - Il est possible que les sommets diplomatiques cachent un autre enjeu : la prévention d'une crise économique majeure en Occident.

J-C - Une crise économique majeure mondiale.

TM - Dans ce cas, Washington doit terroriser ses alliés pour les contraindre à éponger ses dettes.

J-C - Il n'a pas compris que c'était un prétexte, car les Américains se foutent éperdument de leurs dettes qu'ils ne rembourseront jamais ou qui au contraire ne cesse d'enfler démesurément.

TM - Si certains créanciers des États-Unis, principalement la Chine et l'Arabie saoudite, demandaient à être remboursés, une gigantesque crise économique surviendrait comme en 1929.

J-C - Qu'en est-il vraiment ?

- Si le monde financier scrute avec autant d'attention les évolutions des bons du Trésor, c'est qu'ils sont bien plus qu'un instrument de dette du gouvernement américain. Ils constituent l'un des piliers du système financier international.

Depuis les années 1970, et la fin de Bretton Woods, ils sont le canal privilégié pour recycler les excédents commerciaux et financiers mondiaux. La Chine, le Japon, l'Arabie saoudite, qui ont dégagé d'immenses excédents commerciaux au cours des dernières décennies, figurent parmi les grands possesseurs de dettes américaines.

Mais leur influence va bien au-delà. Car les bons du Trésor américain sont un peu le mètre étalon de tous les actifs financiers. Considérés comme une valeur refuge, ils servent de référence à tous les autres titres de dette. Prêts aux entreprises, prêts hypothécaires, prêts à la consommation mais aussi autres dettes souveraines, tous s'établissent en fonction de la dette américaine. (CADTM - 29 novembre 2023)

- Malgré une chute de 12 points entre 1999 et 2021, la part du dollar américain dans les avoirs officiels des banques centrales mondiales demeure assez stable, autour de 58-59 %.

- Au 4ème trimestre 2023, selon le FMI, 23% de la dette négociable des Etats-Unis était détenue par des investisseurs non-résidents. Et cette part diminue continuellement depuis 2010, où elle se situait à 33%.

(Source : https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/comparaison-de-la-detention-des-dettes-souveraines-par-des-etrangers)

- Fin avril 2024, la dette publique américaine totale s'élevait à 34 700 milliards de dollars, soit 125% du PIB. Sur ces 34 700 milliards, 8 000 (23% du total) étaient détenus par des non- résidents, dont 767 milliards par des investisseurs chinois. Entre 2016 et 2023, la Chine a revendu 600 milliards de dollars des obligations américaines.

On remarque tout d'abord qu'une grande partie de la dette publique américaine est détenue par le Japon (15%) et la Chine (9%), qui sont les deux premiers détenteurs étrangers. Or, mis en relation avec le total de la dette américaine, c'est-à-dire en rajoutant la part détenue par les créanciers résidents, cette part est fortement réduite, du fait du poids important des détenteurs résidents (53%). Ainsi, seulement 4% est détenu par le Japon et 2% par la Chine (2,8% en incluant Hong Kong). Or, elle était de 7,2% (7,8% avec Hong Kong) il y a dix ans, et a donc largement diminué.

La détention par la Chine d'un stock important de bons du Trésor américain est souvent présentée comme une arme stratégique que le pays pourrait utiliser contre les États-Unis en cas d'aggravation des tensions entre les deux pays, avec la rhétorique suivante : en vendant massivement les

obligations américaines qu'elle détient, la Chine aurait la capacité de déstabiliser le marché américain et de provoquer une crise de la dette aux États-Unis.

Ce scénario doit pourtant être largement nuancé. D'une part, si la part de la dette américaine détenue par la Chine était conséquente il y a dix ans, cette dernière a largement régressé, notamment parce que les États-Unis se financent plus sur leur marché domestique et que des acteurs traditionnels (en particulier européens) ont réinvesti dans la dette américaine, en profitant d'une hausse de sa rentabilité. Ensuite, parce que les bons du Trésor américain demeurent une catégorie unique dans l'univers des investisseurs, comme actifs extrêmement liquides et sûrs, et qu'aucun autre ne peut pour l'instant remplacer. S'ils choisissaient de vendre leurs bons du Trésor, les autorités chinoises seraient donc confrontées à un nouveau dilemme : sur quel(s) actif(s) réinvestir les fonds obtenus, de manière à obtenir le même arbitrage risque/rendement ?

(Source : https://etudes-economiques.credit-agricole.com/previewPDF/180930)

https://etudes-economiques.credit-agricole.com/previewPDF/181553

- Il faut analyser les objectifs de la politique américaine dans le mandat de Trump et pour ce faire il faut faire un pas plus loin en arrière et remonter aux années soixante et au dilemme de Triffin. Robert Triffin dans Gold and the Dollar Crisis : The Future of Convertibility (1960) soutenait que les banques centrales devaient accumuler des créances sur les États-Unis pour soutenir leur croissance monétaire, mais ces créances dépassant le stock d'or américain faisaient remonter les taux d'intérêt américains.

Une interprétation post Bretton-Woods de Triffin affirme que les pays dont la monnaie est une monnaie de réserve internationale doivent nécessairement être en déficit commercial car ils exportent des actifs de réserve pour que les agents économiques non-résidents détiennent sa monnaie à la fois en tant qu'instrument qui facilite les échanges, mais aussi en tant qu'instrument d'épargne. Et quand les pays-clés sont en position de monopole ou de quasi-monopole, ils ont tendance, avec le temps, à tirer parti de la forte dépendance des autres pays à l'égard de leur monnaie.

Ce « *privilège exorbitant* », leur permet de mettre en place des politiques incitatives d'absorption des chocs (par exemple, le financement d'une guerre ou son évitement par une politique de sanction fondée sur le rôle de la devise dans les échanges) ou des modèles de croissance (fondés par exemple sur la surconsommation) qui ne sont viables à long terme que si leurs propres actifs liquides et sûrs font l'objet d'une demande inconditionnelle de la part du reste du monde. Mais cette demande a aussi des conséquences néfastes car elle apprécie la devise. Cela peut un jour ou l'autre devenir un réel dilemme, car si la part dans le PIB mondial du pays dominant se réduit, il devra maintenir un déficit de balance courante plus élevé pour continuer à financer le commerce mondial et à attirer l'épargne globale. Il y aurait donc un arbitrage clair entre compétitivité à l'exportation et avantages géopolitiques de la devise de réserve mondiale et de l'extraterritorialité financière.

Comment donc affaiblir le dollar pour soulager la balance commerciale tout en maintenant l'incitation des pays partenaires à détenir leurs réserves ? La réponse de l'administration Trump semble être la suivante : les obliger à accepter. Et tous les moyens sont bons : de la menace sur la garantie de défense américaine, à l'imposition de droits de douane, il n'y a pas de ségrégation des instruments, tous servent le dessein du maintien de la puissance. C'est bien là l'esprit des Accords de Mar-a-Lago portés par Stephen Miran, fraîchement nommé au Conseil des experts économiques

: faire accepter une dépréciation du dollar et/ou obliger les partenaires à détenir des bons du Trésor de maturité à cent ans et à faible taux.

- Si la Chine (ou toute autre nation qui a un excédent commercial avec les États-Unis) cesse d'acheter des bons du Trésor américain ou commence même à se débarrasser de ses réserves de change américaines, son excédent commercial deviendrait un déficit commercial — quelque chose qu'aucune économie orientée vers l'exportation ne souhaiterait, car elle s'en trouverait plus mal lotie.

- La Chine achète des bons américains (libellés en dollars) afin de renforcer le dollar par rapport au yuan, puisqu'un yuan maintenu artificiellement bas favorise les exportations chinoises et les rend comparativement moins chères que les exportations américaines

---

Lu.

Un amuse-gueule, un piège à rat ou à con.

- En exigeant que l'Ukraine cède aux États-Unis un droit exclusif sur les ressources et les infrastructures du pays, pour un montant de 500 milliards de dollars, Trump a formulé crûment ce qui était un des enjeux de la guerre : le partage des richesses de l'Ukraine entre capitalistes américains et oligarques russes.

J-C - 500 milliards de dollars, cela représente quoi :

La dette américaine dépasse les 36 000 milliards de dollars

Les intérêts de la dette américaine se montaient à USD 881 milliards en 2024, soit une charge de USD 100 millions par heure !

Fin 2023, la dette des ménages atteignait 17.500 milliards de dollars

Au 1er juillet 2024, l'encours de la dette des entreprises aux États-Unis était principalement composé de titres de qualité investissement, plutôt que de titres de qualité spéculative. Sur les 11,9 billions de dollars américains d'encours de dette des entreprises américaines notées, un peu moins de 3,2 billions étaient classés dans la catégorie spéculative. Environ 74 % du total de la dette notée était émise par des sociétés non financières.

Selon les données annuelles publiées mercredi 5 février par le département du Commerce américain, le déficit des États-Unis avec le reste du monde a atteint près de 920 milliards de dollars en 2024, et plus de 1 200 milliards pour les biens. Trump devrait s'appuyer sur ces chiffres pour légitimer l'utilisation de tarifs douaniers comme un outil de rééquilibrage des relations commerciales américaines. legrandcontinent.eu 6 févr. 2025

Avec un PIB de plus de 29 000 milliards de dollars en 2024, les États-Unis représentent 27 % du PIB mondial, estimé à environ 109 000 milliards de dollars.

L'Empire aux pieds d'argile : la faille économique du projet de Donald Trump

Les États-Unis sont contraints de trouver chaque année des acheteurs pour au moins 2 000 milliards de dollars supplémentaires en bons du Trésor — soit un montant légèrement inférieur au PIB italien — qu'ils doivent placer sur les marchés tout en espérant ne pas avoir à augmenter les taux d'intérêt offerts pour attirer les investisseurs. Une telle hausse pourrait déclencher une spirale récessive pour les États-Unis et s'avérer financièrement insoutenable à moyen et long terme.

En quoi cette fragilité est-elle propre à l'administration Trump ?

Donald Trump a fait campagne et a réussi à consolider autour de lui une grande partie de la finance et du business sur une promesse : confirmer en 2026 les baisses d'impôts pour les entreprises déjà instaurées lors de son premier mandat (de 35 % à 21 %) et les réduire encore jusqu'à 15 %.

S'il ne parvenait pas à contenir la dynamique et le poids de la dette publique et à en assurer le financement sans difficultés, il risquerait de perdre le soutien d'une partie cruciale de son électorat à la veille des élections de mi-mandat.

En quoi cela concerne-t-il les Européens ?

Nous, Européens, entrons en jeu de deux manières.

Tout d'abord, brandir la menace de droits de douane punitifs est, pour Trump et son équipe, un moyen d'essayer de forcer d'autres pays à acheter et à détenir davantage de titres américains ; ainsi, les États-Unis pourraient financer leur déficit public croissant tout en maintenant les taux d'intérêt sur la dette sous contrôle. Les pays tiers ne pourraient éviter les droits de douane que s'ils s'engageaient à réévaluer leur monnaie par rapport au dollar et, en même temps, à investir dans de nouveaux titres de dette publique américaine à long terme, avec des échéances pouvant aller jusqu'à cent ans.

Trump cherche à placer l'Europe face à une alternative brutale : acheter davantage de dette américaine au fur et à mesure de son émission — et ce malgré des rendements faibles — ou risquer de perdre l'accès au marché des consommateurs américains et à ce qu'il reste du parapluie sécuritaire du Pentagone.

Sur quoi fondez-vous votre argument ?

On trouve tout dans les décrets et les déclarations officielles de l'administration américaine de ce premier mois. Il faut relier les points pour comprendre la logique sous-jacente au trumpisme : sa propre vulnérabilité pousse Trump à s'attaquer à la souveraineté européenne.

Le problème de Trump est que le déficit fédéral américain est d'une ampleur telle qu'il génère un besoin de financement excessif non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour le reste du monde. Selon les données de la Federal Reserve de Saint-Louis, le déficit du gouvernement en 2024 s'élève à 6,3 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que la dette atteint 120,7 % du PIB. Ces deux indicateurs devraient continuer à croître dans les années à venir, d'autant plus rapidement si Trump confirme et renforce les réductions fiscales arrivant à échéance en 2026.

Mais ce qui rend la situation américaine unique, c'est la taille de son économie : avec un PIB de plus de 29 000 milliards de dollars en 2024, les États-Unis représentent 27 % du PIB mondial, estimé à environ 109 000 milliards de dollars.

Le besoin de financement du déficit américain — et donc le volume de titres supplémentaires que le Trésor de Washington doit placer chaque année auprès des investisseurs publics et privés — est d'une ampleur inédite à l'échelle mondiale. Selon les données officielles, 1 958 milliards de dollars de nouvelles émissions nettes sont prévues en 2024, soit 1,8 % du PIB mondial. Et ce chiffre ne prend en compte que les nouvelles émissions nettes, qui viennent s'ajouter aux 40 000 milliards de dollars de dette — soit près de la moitié du PIB mondial — déjà présents dans les portefeuilles des investisseurs privés, des fonds, des banques et des banques centrales du monde entier. Cette dette doit être en partie renouvelée chaque année. Ce total inclut également la dette d'agences garanties par le gouvernement, telles que Fannie Mae et Freddie Mac.

Ces 2 000 milliards de dollars supplémentaires que le Trésor américain doit attirer chaque année auprès de nouveaux investisseurs viennent s'ajouter à la dette des agences semi-publiques et aux plans de réductions fiscales, qui coûteront encore des centaines de milliards de dollars par an. En somme, le gouvernement américain doit prélever près de 3 000 milliards de dollars supplémentaires chaque année sur le marché mondial et auprès des banques centrales des autres pays. Et il doit le faire sans que les taux d'intérêt augmentent. Si les taux venaient à grimper, le coût de la dette publique et privée aux États-Unis deviendrait insoutenable, exposant le pays à une grave récession, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour le dollar, son statut de monnaie de réserve mondiale, ainsi que pour un marché boursier de Wall Street déjà fragile et déséquilibré.

Mais émettre chaque année 3 000 milliards de dollars en titres publics et semi-publics n'est pas anodin. Ce montant est quasiment équivalent à la croissance économique nette mondiale annuelle, estimée à environ 3 %. Cela signifie que presque tous les nouveaux flux d'épargne des pays du monde entier devraient être détournés vers le financement du déficit américain.

Est-ce la condition pour financer la réduction des impôts ?

C'est en effet une condition nécessaire : Trump ne peut réduire davantage les impôts des multinationales américaines et des grandes fortunes sans parvenir à rediriger ces flux vers les États-Unis. Comme on le sait, les personnes les plus riches du monde — Elon Musk, Mark Zuckerberg (Meta-Facebook), Jeff Bezos (Amazon) — ne paient pratiquement pas d'impôts sur leurs revenus personnels, et leurs entreprises en paient relativement peu. Pire encore, Trump exerce déjà des pressions sur les pays européens pour qu'ils renoncent aux accords internationaux négociés au sein de l'OCDE visant à augmenter la taxation des grandes entreprises technologiques américaines.

Une question purement géopolitique se pose à ce stade : la Chine ne peut-elle pas faire dérailler ce processus ?

Absolument. On peut d'ailleurs se poser la question : Est-il crédible que la Chine continue à financer le nouveau et croissant déficit public de son grand rival — alors que Pékin détient déjà près de 800 milliards de dollars en titres américains — lui permettant ainsi de vivre au-dessus de ses moyens tout en renforçant sa propre défense ?

Mais cette question ne concerne pas uniquement la Chine. Elle se pose également aux grands détenteurs de dette américaine, comme le Japon — qui détient déjà au moins 1 100 milliards de dollars de dette américaine — ou l'Union européenne.

Pourquoi financer le déficit américain au risque de subir les conséquences d'une probable dévaluation future du dollar due aux déséquilibres financiers des États-Unis ?

C'est bien la question. Mais cela va encore plus loin car l'administration américaine souhaiterait également que les autres pays acceptent une dévaluation compétitive contrôlée du dollar. Or, aucune des grandes banques centrales mondiales ne souhaite, à ce stade, accroître significativement son exposition nette à la dette américaine. Du moins, pas volontairement. C'est là qu'intervient la stratégie de coercition de Trump et de son administration pour les y contraindre.

Pensez-vous qu'il s'agit d'un positionnement réfléchi au sein de l'administration Trump ?

Oui et je pense même que le Grand Continent pourrait la baptiser « doctrine Miran », du nom de la personne qui a été appelée à la systématiser. C'est en effet ce qu'écrit le nouveau président du Council of Economic Advisors de la Maison-Blanche, Stephen Miran, l'un des hommes les plus proches du président et l'un des plus influents dans la stratégie des droits de douane.

Titulaire d'un doctorat à Harvard, Miran a fait carrière comme grand investisseur chez Hudson Bay Capital, et est proche du secrétaire au Trésor Scott Bessent. Après la victoire de Trump en novembre, Miran a publié un long document stratégique pour la nouvelle administration 1. Il y expose un problème complexe, en forme de trilemme. Il s'agit de concilier trois objectifs difficiles à atteindre simultanément : d'abord trouver des financements pour près de 5 000 milliards de dollars de nouvelle dette supplémentaire due aux baisses d'impôts au cours des dix prochaines années, en plus des 2 000 milliards supplémentaires par an déjà prévus. Par la suite dévaluer le dollar afin que les États-Unis puissent exporter davantage et importer moins. Enfin maintenir des rendements bas sur la dette américaine, afin de préserver des taux d'intérêt modérés et garantir le statut du dollar en tant que monnaie de réserve dominante dans le monde.

Pourquoi s'agit-il d'un trilemme et quelle est la contradiction ?

D'un point de vue strictement économique, à terme, les investisseurs étrangers pourraient accepter d'acheter de la dette américaine en dollars, malgré le risque de dévaluation et le financement du gigantesque déficit fédéral, uniquement à des taux d'intérêt plus élevés.

C'est là qu'entre en jeu une logique géopolitique impériale ?

Miran résout ce problème en menaçant d'autres pays. Il écrit : « *Il est plus facile d'imaginer qu'après une série de droits de douane punitifs, des partenaires commerciaux comme l'Europe et la Chine deviennent plus enclins à accepter un certain type d'accord monétaire en échange d'une réduction des tarifs.* » Et encore : « *Tout accord devrait inclure un engagement sur les échéances* », c'est-à-dire que les gouvernements et banques centrales étrangers devraient accepter d'acheter des titres américains à long terme, plus instables et risqués. Miran propose des obligations d'une durée d'un siècle, à des taux faibles, comme condition pour éviter les guerres commerciales de Trump et le retrait de la protection militaire américaine.

Miran parle même de « zones de sécurité », où les pays concernés devraient financer leur appartenance en achetant des obligations du Trésor américain : « *Si vous ne remplacez pas vos obligations à court terme par des obligations à très long terme, les droits de douane vous excluront du marché.* » Il insiste sur l'obligation imposée à l'Europe et à la Chine d'acheter des obligations américaines à long terme, expliquant que cela permet de *« transférer le risque de la dette des États-Unis du contribuable américain vers les contribuables étrangers* », maintenant ainsi les taux d'intérêt bas sur le marché américain. Et il ajoute : « *Comment les États-Unis peuvent-ils forcer leurs partenaires à accepter un tel accord ? D'abord, par la menace des tarifs douaniers. Enfin, par la promesse du parapluie militaire, et le risque de le perdre.* »

S'agit-il d'un chantage impérial ? Comme dans l'Empire romain, les non-citoyens paient le tribut dont sont exclus les citoyens…

Si ce n'est pas du chantage, alors je ne sais pas comment l'appeler autrement. L'objectif est de confisquer une partie des réserves de l'Europe en forçant le continent à payer une partie de la dette américaine via une dévaluation du dollar et des rendements artificiellement bas sur les obligations américaines.

Miran va encore plus loin en proposant que la Maison-Blanche utilise des pouvoirs spéciaux pour réduire les coupons d'intérêt sur les obligations américaines détenues par les banques centrales étrangères qui refuseraient de réévaluer leur monnaie par rapport au dollar.

En d'autres termes, un défaut de paiement punitif. Et c'est sur la base de ces idées que Miran est devenu le président du Council of Economic Advisors de Trump.

1 - Stephen Miran, « A User's Guide to Restructuring the Global Trading System », Hudson Bay Capital, novembre 2024.

https://legrandcontinent.eu/fr/2025/02/21/lempire-aux-pieds-dargile-la-faille-economique-du-projet-de-donald-trump/

Quelques indicateurs économiques.

Données récoltées dans une douzaine de blogs, certaines varient d'une source à l'autre, j'ai retenu celles qui revenaient le plus souvent.

«*1% des plus riches possèdent plus de richesses que 95% de l'humanité», et «plus d'un tiers des 50 plus grandes entreprises du monde, d'une valeur de 13 300 milliards de dollars, sont désormais dirigées par un milliardaire ou ont un milliardaire comme actionnaire principal*».

- De 1980 à 2023, le volume du commerce mondial a été multiplié par 7,9, tandis que le volume du **PIB** mondial a été multiplié par 4,2.

- PIB mondial à prix courants 2023 : 105 540 milliards de dollars

Le PIB mondial ne fait état que de la création de valeur dans le monde. Il ne montre pas, ou de manière très indirecte, les progrès de développement des pays, le bien-être de leurs habitants, ou encore l'impact de la croissance économique sur l'environnement. Surtout, il ne retrace pas les inégalités de richesse entre les pays. Le PIB mondial est donc un indicateur qui ne reflète pas tous les enjeux auxquels nos sociétés actuelles sont confrontées.

- Selon Fortune, le **secteur bancaire** représente 12,9% de l'économie mondiale.

- 1.150 milliards de dollars. C'est le revenu net généré par les **banques** à l'échelle mondiale, un chiffre en hausse de 8 % par rapport à 2022, selon l'étude annuelle sur l'industrie bancaire publiée jeudi par McKinsey.

- Le volume des primes du marché mondial de l'**assurance** atteint 7 186 milliards USD en 2023, l'assurance représente plus de 6 % du PIB mondial.

- Le monde consacre désormais 17,7% de son PIB (Fin 2022), c'est-à-dire de la richesse qu'il crée sur un an, à la consommation finale d'énergie. En 2020, il n'en dédiait que 9%.

- Ce chiffre, tiré des dernières **perspectives économiques** de l'OCDE, montre à quel point nous avons basculé, en quelques mois, dans un nouvel univers. Pour retrouver un tel niveau de richesse consacré à la consommation d'énergie, il faut remonter au deuxième choc pétrolier (17,8% en 1981), soit 40 ans en arrière.

- En 2023, la valeur du **commerce mondial des marchandises** mesurée par les exportations a diminué de 5 % en dollars EU courants, s'établissant à 23 780 milliards de dollars EU.

- Le PIB mondial nominal mondial a progressé de 4,16 % en 2023. Le PIB réel, lui, a progressé de 2,7 %. La différence entre les deux est le résultat de l'inflation.

- La taille du **marché immobilier mondial** a été évaluée à $3 976,18 milliards en 2023.

- Oxford Economics estime que le marché mondial de la **construction** était évalué à 11 561,40 milliards de dollars américains en 2020. Selon les statistiques du Forum économique mondial, le secteur de la construction représente 13 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et emploie plus de 7 % de la main-d'œuvre mondiale.

- Le chiffre d'affaires global du secteur **automobile** a atteint 2 050 milliards d'euros en 2023

- La taille du marché mondial de l'**acier** a été évaluée à 16,24 milliards USD en 2024 et devrait passer de 27,84 milliards USD en 2025

- Au total, la **chimie** contribue au PIB mondial à hauteur de 5 700 milliards de dollars et soutient 120 millions d'emplois dans le monde. (2019)

En 2023, les 100 plus grandes entreprises mondiales d'**armement** ont atteint un total de 632 milliards de dollars, selon le dernier rapport du Sipri.

- Les dépenses mondiales de **sécurité** ont atteint un niveau record de 669 milliards d'€ en 2022

- En 2024, le chiffre d'affaires mondial du marché de **l'habillement** aurait atteint 1.790 milliards de dollars.

- Le marché mondial du **transport et de la logistique** était évalué à 1 149,23 milliards USD en 2023

- 1.607 milliards de dollars, ce sont les revenus de **l'industrie pharmaceutique** dans le monde en 2023

- La taille du marché des **aliments santé et bien-être** valait 878,84 milliards de dollars en 2023

- Le marché mondial de la santé et du bien-être était évalué à 5730,1 milliards USD en 2024 et devrait atteindre 6033,2 milliards USD en 2025

- La taille du **marché agricole** mondial a été évaluée à 3,27 milliards de dollars en 2021.

- Le commerce mondial de **produits agricoles et alimentaires** a quintuplé de 2020 à 2022, passant de $ 400 milliards à $ 1 900 milliards.

- Chiffre d'affaires de **l'industrie agroalimentaire** par segment Monde 2021. Le chiffre d'affaires mondial du secteur agroalimentaire en 2021. Au total, ce secteur a généré 8.270 milliards de dollars américains en 2021. (25 octobre 2022

- Le PIB direct du **tourisme** a atteint un montant estimé à 3 300 milliards d'USD en 2023.

- La valeur du marché mondial du **divertissement**, en 2022 le marché a atteint une valeur de 2,32 milliers de milliards de dollars américains.

- D'après l'OCDE, l'économie du **sport** représenterait près de 2% du PIB mondial, soit environ 1 200 milliards d'euros.

- La taille du marché mondial des **technologies de l'information** (TI) était de 11 681,64 milliards USD en 2024

- Le marché mondial de la **publicité** atteint le cap symbolique des 1.000 milliards de dollars. Les Echos 9 déc. 2024

- Le marché mondial du **luxe** devrait atteindre 1 500 milliards d'euros en 2023

France. Situation économique. Tableau de bord - La finance pour tous

https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/tableau-de-bord/

Banque mondiale - Perspectives du commerce mondial et statistiques - Avril 2024

https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/trade_outlook24_f.pdf

INSEE - L'essentiel sur la mondialisation

https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633242

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 mars 2025

La France est devenue une puissance de second rang.

Je ne reproduis plus qu'un minimum d'infos sur la France qui ne concernent finalement que votre microcosme, et encore.

Je veux dire par là, que si je devais reproduire toute l'actualité économique, social et politique des 200 pays dans le monde qui figurent dans des blogs, par exemple vous informer de toutes les manifestations qui ont lieu quotidiennement dans le monde pour des augmentations de salaire ou d'autres revendications sociales, il faudrait qu'une équipe entière y consacre la journée entière. Idem pour des infos politiques qui ne présentent pas un intérêt prioritaire, ils en tombent des centaines ou des milliers par jour.

Du coup la sélection est forcément très arbitraire. Elle correspond aux priorités que j'ai établies en fonction des enseignements et des objectifs politiques de ce que je souhaite partager avec les lecteurs.

Je cible de préférence les infos les moins triviales ou pourvues d'intérêt, qui vont nous permettre de réfléchir, d'apprendre quelque chose, de progresser ensemble. Il faut qu'elles soient abordables par le plus grand nombre, car ici on ne s'adresse pas aux élites. Les faits de la vie quotidienne nous vont très bien, ceux dont tout le monde discute ou entend parler sont particulièrement appropriés pour cet exercice, en excluant ceux qui relèvent des faits divers, bien que la politique y soit de plus en plus assimilée tellement le niveau des acteurs politiques est misérable ou ils se livrent à un pitoyable spectacle digne des émissions débiles de téléréalité qui ont envahi les écrans de télévisions. D'ailleurs, vous remarquerez qu'on peut traiter la plupart des infos sans faire référence à eux tellement ils sont insignifiants, les choses importantes se décident ou se déroulent ailleurs, et c'est cela l'essentiel pour nous.

Je ne signerais jamais un tel accord avec les Américains et les Ukrainiens, c'est un piège à cons, ce que n'importe qui peu comprendre au premier coup d'œil.

Voyez comment ils se sont comportés après les accords de Minsk, comment les Américains et les Israéliens se comportent à Gaza et en Cisjordanie, comment ils se comportent au Liban toujours occupé violant délibérément les accords conclus.

Une réelle menace plane sur la France : Macron et les institutions de la Ve République, l'Union européenne.

Un internaute Poutine serait donc pire qu'Hitler et la Russie serait pire que l'Allemagne nazie, si l'on en croit les propos des chefs de l'Union européenne et de l'OTAN, le tout relayé abondamment par tous les moyens de désinformation disponibles, avec moult généraux de plateaux télévisés nous gratifiant de leurs expertitudes.

- Selon Poutine, les politiciens occidentaux font régulièrement état d'une menace russe imaginaire pour effrayer les populations et détourner leur attention des problèmes nationaux. RT 13 mars 2025

Vérifions-le.

- Un avion de chasse russe a menacé un drone français en Méditerranée, a dénoncé le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, ce mardi. Le Point 4 mars 2025

- Macron : "*La Russie est devenue une menace pour la France et pour l'Europe*". AFP 6 mars 2025

- La "*menace russe est réelle et sérieuse"* et le gouvernement ne fait pas de "*surenchère guerrière*", affirme sa porte-parole Sophie Primas. Le Figaro/AFP 12 mars 2025

- "*Si nous ne garantissons pas la sécurité climatique, la sécurité en Europe sera impossible*", prévient Teresa Ribera, vice-présidente de la Commission européenne en charge du climat, dans Le Monde. Elle prévient que "*le concept de sécurité doit aussi inclure la sécurité face aux dangers du réchauffement climatique*". francetvinfo/AFP 12 mars 2025

- "La « *menace* » russe « *se traduit traditionnellement par une menace d'espionnage très forte mais aussi des menaces ou actions d'ingérence ou de déstabilisation qui participent à saper notre modèle* », a décrit mercredi la patronne de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) en France, Céline Berthon. Source : AFP 12 mars 2025

- Interrogé sur la menace russe en France, Bruno Retailleau a affirmé : «*Il y a un risque russe qui s'est exprimé avec une guerre hybride avec Wagner. Les Russes ont mené une forme de guerre contre la France pour nous chasser de l'Afrique, il faut le reconnaître*». Source : Invité de l'interview matinale de RTL le 12 mars 2025

- Retailleau a également évoqué un danger potentiel sur le territoire national. «*Il existe un risque d'attaque cyber ou même très physique*». (Source : RT 12 mars 2025)

Comment des fanatiques enragés fabriquent un récit conforme à leur idéologie, qui va leur péter à la gueule d'ici peu.

J-C – Quand les élites se prostituent, elles ne font pas dans la dentelle, elles sont atteintes de mythomanie aggravée. Un tel degré de désinformation méritait d'être relevé, il témoigne de leur volonté de nuire aux personnes qu'ils s'adressent.

N'est-ce pas plutôt l'autocrate russe Vladimir Poutine qui est un dictateur ? (Plutôt que le nazi Zelensky. - J-C)

"*Nous savons que Donald Trump nourrit une certaine fascination pour Vladimir Poutine, pour l'homme. Je les vois tous les deux comme de pures bêtes de pouvoir*." Régis Genté, journaliste.

A Washington, le dirigeant populiste "*se poutinise dans sa manière de communiquer, de décider*", selon Régis Genté.

Une "*poutinisation*" de la politique s'opère aux Etats-Unis, relève Le Monde

Maud Quessard voit dans les discours expansionnistes de l'Américain un certain parallèle avec la vision impérialiste de Vladimir Poutine.

Dans ces discours, Trump coche les cases d'un « *néoimpérialisme prédateur*. » Maud Quessard, spécialiste de la politique étrangère américaine

Le populiste américain et l'autocrate russe partagent en outre des convictions masculinistes et une même volonté politique : lancer une offensive ultraconservatrice dans leurs pays respectifs.

Son livre (de Régis Genté) décrit l'ampleur des liens qui se sont noués entre Donald Trump et Moscou, et ce depuis près d'un demi-siècle. Un "*incroyablement riche réseau de relations d'affaires"*, notamment avec des membres de la *"mafia rouge*". "*Pour les officiers et responsables de la communauté du renseignement des Etats-Unis, il n'y a aucun doute que Donald Trump a été approché par les services d'espionnage soviétiques puis russes, peut-être* 'recruté' *ou du moins 'cultivé'*", développe le journaliste. (Quel délire, ce type est dément ! C'est comme cela qu'ils les aiment à FranceInfo. – J-C)

En 1987, Donald Trump avait été invité à Moscou avec son épouse Ivana Trump. Un voyage discrètement organisé par le KGB alors le New-Yorkais rêve d'une "*Trump Tower*" à Moscou. A cette époque, "*le renseignement russe espère voir quelqu'un qui, à Washington, aille dans le sens des intérêts de Moscou*", poursuit Régis Genté. De retour aux Etats-Unis, Donald Trump débourse près de 100 000 dollars pour publier une lettre ouverte dans trois prestigieux journaux américains. Un appel pour que les Etats-Unis "*cessent de payer pour défendre des pays qui ont les moyens de se défendre eux-mêmes*". Près de quarante ans plus tard, les circonstances ont changé mais le discours reste le même vis-à-vis des pays de l'Otan face à la menace russe. FranceInfo 14 mars 2025

J-C – Cela fait 40 ans que Trump et Poutine tramaient toute cette histoire, c'est tellement con que personne ne le croira, excellent, ils se décrédibilisent eux-mêmes.

Le IIIe Reich vivra !

- La Pologne demande aux États-Unis de déployer des armes nucléaires sur son territoire - RT 13 mars 2025

- La Lituanie prête à adapter sa loi suprême pour accueillir l'arme nucléaire - RT 14 mars 2025

Lu.

Serguey Glazyev, économiste et homme politique russe, déclare que les derniers moments de la guerre hybride ont commencé. La tentative de maintenir d'anciennes structures hégémoniques ne fait qu'aggraver la situation, alors qu'un nouvel ordre est inévitablement sur le point d'émerger.

«*La transition a commencé avec la perestroïka de l'Union soviétique et se termine par la transformation équivalente des États-Unis – l'effondrement d'une puissance mondiale vers l'effondrement d'une autre. Un nouvel ordre économique s'établit comme un pôle bipolaire en Asie de l'Est et du Sud*», affirme Glazyev, sans se soucier des objections des atlantistes.

Selon lui, la direction actuelle des États-Unis a abandonné la stratégie défaillante de Zbigniew Brzezinski, que l'administration précédente a poursuivie. L'objectif du plan en cinq étapes était de «*créer un régime russophobe en Ukraine, de l'entrainer dans un conflit avec la Russie, de séparer l'Europe de la Russie, de renverser le gouvernement de Poutine par une révolution de couleur, d'attaquer l'Iran et finalement d'isoler la Chine*».

Bien que les deux premières étapes aient été réalisées, le plan a échoué à la troisième étape. Glazyev souligne que les dirigeants occidentaux «*ont sous-estimé la capacité du peuple russe à s'unir derrière son gouvernement face à une menace extérieure ainsi que les lois de développement économique à long terme*».

«*La crise financière de 2008 a déclenché la transition vers une nouvelle technologie et un nouveau système économique qui se stabilisera cette année*», déclare Glazyev. «*Le centre de l'économie mondiale a déménagé en Asie de l'Est et du Sud. L'Occident ne dicte plus la direction ; son hégémonie de cinq cents ans touche à sa fin*».

Cette mutation suit un schéma historique : tout comme les périodes de capital accumulé de l'Espagne, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne ont pris fin, l'ère des États-Unis est maintenant révolue, et l'heure de l'Asie est arrivée. Selon Glazyev, l'actuelle administration américaine le reconnaît, c'est pourquoi elle se retire de la guerre hybride mondiale lancée sous Obama (je pense que cette vue nécessite des preuves supplémentaires pour l'appuyer).

Glazyev critique sévèrement les dirigeants européens : «*Les marionnettes de l'Europe, aveuglées par leur pensée démodée et leur attitude russophobe, ne comprennent pas cette évolution. Ils continuent la guerre contre la Russie, ce qui détruit l'Europe encore une fois. Au lieu de réinventer leur économie sur une nouvelle base technologique ou de résoudre les défis du vieillissement de la population, ils s'accrochent à leur haine de la Russie et tentent de réduire notre pays*».

Le conflit ukrainien menace, selon Glazyev, d'engloutir toute l'Europe. Les dirigeants européens affaiblissent la compétitivité de leur économie en menant une guerre contre la Russie, tandis que leurs villes se dégradent et que des cultures étrangères y modifient les sociétés. «*Ils conduisent la civilisation européenne vers la destruction*», avertit-il.

Glazyev croit que Trump aurait pu prévenir le chaos en Europe et accélérer la fin de la guerre, si Elon Musk avait bloqué les capacités de Starlink, ce qui aurait entraîné l'effondrement rapide des forces armées ukrainiennes. Cependant, il rappelle que les conflits attisés par la Grande-Bretagne en Europe ont toujours profité aux États-Unis, qui ont utilisé les talents et les capitaux fuyant les guerres à leur propre avantage. «*Il n'est donc pas prudent de faire confiance aux États-Unis*», constate le chercheur russe.

Glazyev accuse les dirigeants corrompus de l'UE de «*faire partie d'une alliance autodestructrice anti-russe pour tenter de maintenir leur empire bureaucratique à flot*». La Grande-Bretagne, sortie de l'UE, incite les Européens à sacrifier leurs nations au profit du grand capital.

«*La guerre hybride mondiale commencée il y a dix ans par les services de renseignement des États-Unis et de la Grande-Bretagne touche à sa fin. Nous assistons maintenant à la dernière bataille de l'État profond des pays occidentaux, qui vise la Russie pour s'emparer de ses ressources*», dit-il.

Qui a dit ?

- "*Nous avons besoin d'urgence de nous préparer au réchauffement climatique qui aura aussi un impact militaire. Le réchauffement climatique va pousser des millions de gens à travers les frontières*"

Réponse : Mélenchon au micro de France inter le 13 mars 2025. BFMTV 13 mars 2025

Mélenchon est aussi cinglé et pourri que Macron, c'est lui qui en fait la démonstration, notez bien.

Il a par ailleurs encensé le système de défense qui s'appelle « *la dissuasion nucléaire* » dont chaque Français devrait être fier. Si je ne dépendais pas de ma misérable retraite pour survivre, je demanderais à être déchu de la nationalité française.

Le fils spirituel de Mitterrand comme se définit Mélenchon, se fera un plaisir de découvrir la face la moins reluisante de son maître à penser.

Pour déconstruire le mythe d'un François Mitterrand «*décolonisateur*» - Slate.fr 14 mars 2025

https://www.slate.fr/politique/l-afrique-d-abord-thomas-deltombe-la-decouverte-francois-mitterrand-itineraires-africains-avant-la-ve-republique-anne-laure-ollivier-frederic-turpin-le-bord-de-l-eau-colonies-france-decolonisation-empire-president-mythe

Il y a encore plus social-patriote-impérialiste que Mélenchon au NFP.

Augmentation du budget de la défense : « *Quand on a des défis pareils, c'est la solidarité nationale qui doit jouer* », affirme Marine Tondelier - Publicsenat.fr 14 mars 2025

Après la réunion entre des parlementaires, le ministre des Armées et le Premier ministre, la cheffe de file des écologistes affirme partager l'objectif du gouvernement d'augmenter le budget de la défense. Cette dernière se réjouit également de l'organisation de ce type de réunion entre l'exécutif et les parlementaires. Publicsenat.fr 14 mars 2025

Et si c'était le fin mot de l'histoire ?

J-C - C'est ce que je pense depuis le début. Ils sont bien en guerre contre tous les peuples, à commencer par celui qu'ils exploitent directement. C'est d'une banalité, je crois c'est cela le plus déconcertant, pourquoi personne ne le met-il pas en avant ?

Travailler plus pour soutenir « *l'effort de guerre* » ? - Paris Match 12 mars 2025

Faudra-t-il travailler davantage pour financer l'effort de guerre ? Alors que le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, préconise 100 milliards d'euros de budget par an (contre plus de 50 milliards aujourd'hui), la question est plus que jamais au cœur du débat public. Interrogé à ce sujet, un ténor de la majorité nous renvoie aux années 30. « *Les 40 heures du Front populaire de Léon Blum n'ont pas duré. Face à la montée des périls, le gouvernement a rapidement augmenté la durée du temps de travail des salariés, notamment dans l'industrie de la Défense* ».

En effet, dès août 1938, Édouard Daladier, président du Conseil depuis avril, soutient qu'il faut remettre « *la France au travail et nous sauverons la paix* ». Le successeur de Léon Blum, figure du parti socialiste radical, revient sur les acquis sociaux scellés par les accords de Matignon deux ans plus tôt, après que des grèves massives ont paralysé le pays, comme jamais auparavant. Il prend ainsi une série de décrets-lois, appelés par ses opposants les « *décrets misères* », qui reviennent sur les mesures du Front populaire.

Travailler jusqu'à 60 heures par semaine

Avec son ministre des Finances, Paul Reynaud, il assouplit la loi sur les 40 heures qu'il qualifie de « *loi de paresse et de trahison nationale* » et permet aux salariés de travailler jusqu'à 48 heures, puis 50 heures. En parallèle, la rémunération des heures supplémentaires est abaissée. Et en mars 1939, les industries de défense nationale sont autorisées à faire travailler leurs employés jusqu'à 60 heures par semaine. Le gouvernement s'inquiète, à l'époque, du réarmement intensif entamé de l'autre côté du Rhin où les ouvriers travaillent déjà 50 à 60 heures par semaine.

Le 20 mars prochain, les ministres des Armées et de l'Économie, Sébastien Lecornu et Éric Lombard vont réunir le secteur privé (banques, assurances…) pour soutenir « *l'effort de guerre* », en investissant dans la base industrielle afin de permettre une « *forte montée en puissance* » de ces entreprises ciblées. Une partie de l'épargne des Français pourrait ainsi être prochainement redirigée vers l'industrie de défense. Les livrets (A, LDDS…) dont les rendements sont aujourd'hui garantis ne devraient pas être concernés, selon nos informations.

« *Le secteur privé se concentrera sur l'investissement, et le public sur les achats », poursuit le conseiller précité. Les contraintes budgétaires de l'État étant nombreuses, le gouvernement devra « soit réaffecter une partie des dépenses d'autres ministères dans la défense, soit augmenter le travail en France* », puisqu'il ne souhaite ni alourdir les impôts ni couper dans les dépenses sociales ou administratives. La deuxième option permettrait de financer l'effort de guerre et d'accélérer, comme avant la Seconde Guerre mondiale, la production d'armes.

Éric Lombard a récemment expliqué qu'il faudra « sans doute travailler plus » dans les années à venir pour sauver notre modèle social. Et financer la guerre ? La question n'a pas encore été tranchée par l'exécutif. Dans le contexte politique actuel, elle peut être explosive. Tous en ont conscience. « *Le gouvernement Daladier avait réussi à mettre en place la semaine à 60 heures. L'on se demande comment ?* » commente, dans un rire nerveux, le ténor de la majorité précité.

En réalité, les textes actuels le permettent déjà puisqu'il est possible d'augmenter la durée du temps de travail à 48 heures par semaine (44 heures sur une période de 12 semaines consécutives) et 60 heures même, par dérogation, en cas de circonstances exceptionnelles (après avoir obtenu l'accord de l'inspection du travail). Le sont-elles, aujourd'hui ? Le débat est lancé.

Ils jouent tous le jeu.

Déclaration du Parti des Travailleurs : (https://www.youtube.com/watch?v=FifzVtti-x4)

PT - Macron le 18 février a déclaré je cite : "*la Russie constitue une menace existentielle pour les Européens*", alors ces déclarations ne visent qu'à une seule chose : préparer l'opinion publique à une nouvelle augmentation faramineuse des dépenses militaires, et éventuellement préparer l'opinion publique en France à l'envoi de troupes françaises en Ukraine et à l'est de l'Europe.

J-C - Questions.

Comment peut-on relayer ce genre de déclaration de Macron, sachant que les conditions politiques pour qu'elle se concrétise n'existent pas, et que la Fédération de Russie l'a exclue catégoriquement ? Alors, à quel jeu le PT se livre-t-il, ne participe-t-il pas à sa façon à cette intoxication psychologique (psychose collective) des masses au côté de Macron ?

Avant de relayer la moindre information, la moindre déclaration d'où qu'elle provienne, qu'elle soit politique ou autres, on devrait prendre la précaution d'en cerner minutieusement la nature exacte en tenant compte de son origine, ainsi que des circonstances exactes dans lesquelles elles est intervenues, encore faut-il les connaître et de s'en tenir strictement aux faits, de manière à distinguer dans leur contenu ce qui relève effectivement de la réalité objective, des faits, et ce qui relève de la pure propagande, de l'aspect subjectif ou des intentions de la personne qui s'est exprimée, sous peine de la colporter à son tour, ce qu'a fait ici le PT.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi le PT se livre-t-il à cet exercice, question tout à fait pertinente et légitime que ses militants ne se poseront pas ou à laquelle ils ne répondront pas. Je vous laisse y réfléchir, j'ai bien ma petite idée, mais si je vous la donne, je ne suis pas sûr que cela serve à grand-chose. Je pense, qu'au point de départ leur analyse de la situation et des rapports entre les différents protagonistes étaient erronés.

Ces gens-là sont perclus de dogmatisme, ils ont la fâcheuse habitude de fournir des réponses à des questions avant même qu'elles soient formulées. Ils ne réfléchissent pas ou après, comprenez une fois qu'ils se sont piégés eux-mêmes, à ce stade il leur faut justifier les réponses qu'ils avaient sorties de leur pochette surprise, comment, en tordant la réalité pour ne pas avoir à se désavouer, car jamais ils ne reconnaissent leurs erreurs et encore moins ils s'en excuseraient, pensez donc, leur statut de dirigeants marxistes leur interdit de s'abaisser à ce genre de considération réservée aux ignorants.

J'allais ajouter qu'ils n'ont aucune issue politique à proposer aux travailleurs, ce n'est pas faux, car il ne suffit pas de poser des objectifs politiques, si on n'est pas foutu de développer les moyens pour les atteindre on tombe dans la propagande de marchands d'illusions, le révisionnisme en termes politiques, qui aboutit à accompagner la politique du gouvernement ou à s'accommoder du régime en place, ce qu'on vient justement de voir ici.

Notez bien que je ne prétends pas avoir raison, mais je ne prétends pas non plus avoir tort ! Excusez-moi, hier soir pour me détendre j'ai regardé une dizaine de sketches de Raymond Devos et cela déteint ici. Vous voyez, je ne suis pas belliqueux pour autant, j'expose mes idées tranquillement et je me contrefous de ce que pensent les dirigeants du mouvement ouvrier, je le sais, vous le savez aussi bien que moi.

C'était juste pour vous montrer qu'on peut se faire passer pour des opposants à Macron, proclamer qu'il faut rompre avec lui, tout en faisant l'inverse l'air de rien, sournoisement, car si je n'avais pas levé ce biais, il serait passé comme une lettre à la poste, peut-être que vous auriez cru que l'armée française était déjà en train d'embarquer pour l'Ukraine, qui sait, il y en a qui y croient en France, bien plus que ce qu'on croit.

Tribune Libre. Lutte ouvrière.

J-C – C'est ce que j'ai lu de moins pire sur le Net provenant du mouvement ouvrier, parmi les documents accessibles gratuitement, parmi ceux qui ne pratiquent pas la censure ou n'en font pas un business (POI et PT). La reproduction de ces articles n'a pas valeur d'adhésion de ma part.

Pas un euro de plus pour l'armée ! Pas un homme pour la guerre ! par Nathalie Arthaud 10/03/2025

Faisant comme si Poutine allait envahir l'Europe, Macron veut mettre l'Union européenne sur le pied de guerre et doubler le budget militaire français en cinq ans. Mais les chars russes et les Cosaques se préparent-ils à entrer dans Berlin ou Paris ? Non ! Cette propagande ne tient pas debout.

Poutine n'en a ni les moyens ni l'objectif. Si Poutine a envahi l'Ukraine, en février 2022, ce n'était pas pour partir à la conquête de l'Europe, mais pour stopper l'avancée de l'Otan qui marchait de plus en plus sur ses plates-bandes en intégrant dans son giron les pays Baltes et nombre d'anciens pays du bloc de l'Est. Au bout de trois ans de guerre et au prix de centaines de milliers de morts, l'armée russe n'a même pas réussi à prendre Kiev !

D'après Macron, il faudrait défendre les valeurs démocratiques et le peuple ukrainien trahis par Trump et son gouvernement. Mais les dirigeants européens sont aussi cyniques que leurs compères américains, même s'ils sont moins puissants.

Qu'est-ce que la France et les autres puissances européennes ont fait en Afrique ou au Moyen-Orient ? Elles ont pillé les ressources naturelles, se sont réparti des zones d'influence en traçant des frontières au milieu des peuples. Elles ont soutenu les dictateurs qui leur étaient utiles, avant de les lâcher du jour au lendemain, comme Saddam Hussein ou Kadhafi.

Aujourd'hui, ils veulent tous participer aux pourparlers de cessez-le-feu en Ukraine, parce qu'ils lorgnent, tous, ses fameuses terres rares, ses vastes terres agricoles et les milliards du marché de la reconstruction.

En jouant sur nos sentiments et nos peurs, Macron cherche à redorer son blason comme chef de guerre et à nous mettre en condition. Parce que oui, lui, il prépare la guerre ! Et son but est de nous embrigader et nous forcer à de nouveaux sacrifices.

Aujourd'hui, il veut nous mobiliser contre Poutine. Mais la guerre commerciale entre l'Amérique de Trump et l'Europe fait rage, aussi. Comment ce bras de fer va-t-il tourner ? Qui sait comment vont finir les visées de Trump sur le Groenland, qui est sous autorité danoise et donc européenne ?

Au milieu de ces bruits de bottes, il faut plus que jamais réfléchir à nos intérêts en tant que travailleurs. Qui sont nos ennemis ? Qui attaque nos conditions d'existence ?

Certains travailleurs dorment dans leur voiture, quand ce n'est pas sous les ponts. Et si beaucoup redoutent de ne plus avoir de toit, ce n'est pas par peur des bombes russes ! C'est parce qu'ils ont du mal à payer le loyer ou le crédit. C'est parce qu'ils ont peur d'être licenciés.

Nous sommes attaqués au quotidien dans ce qui nous est vital : notre emploi, notre salaire, nos conditions de travail, notre droit à la retraite, l'accès à la santé, à l'éducation pour nos enfants. Ces attaques ne viennent pas de l'extérieur. Elles viennent du grand patronat et du gouvernement à son service. Alors non, Macron n'est pas notre protecteur ! Les intérêts des capitalistes français ne sont pas les nôtres, et leur guerre économique n'est pas la nôtre !

Du RN au PCF et à LFI, tous les partis approuvent le passage à l'économie de guerre. La gauche a abandonné toute référence à la lutte de classe et se réclame, comme la droite, du général de Gaulle et de son souverainisme. Comme Macron, ils nous font déjà serrer les rangs derrière les généraux dévoués aux banquiers et aux industriels au nom de la défense de la patrie !

Mais, dans cette patrie, il y a des exploités et des exploiteurs. Il y a des capitalistes milliardaires qui s'obstinent à faire de nous tous des smicards et à détruire le peu de services sociaux qui existent encore. Dans cette patrie, il y a une guerre cachée : la guerre que le grand patronat mène pour ses profits contre le monde du travail et toute la société.

Si nous ne nous défendons pas contre le grand patronat et ses laquais politiques, pire, si nous faisons l'unité nationale derrière eux, nous nous condamnons à être de la chair à exploiter d'abord et de la chair à canon ensuite.

Il n'y a pas d'argent pour les écoles, les hôpitaux publics ou les transports, mais il y aurait des milliards pour les marchands de mort ? Déjà, et avant d'être officiellement en guerre, les marchands d'armes voient leurs profits exploser. Dès l'annonce de Macron, les actions de Thales et Dassault se sont envolées. Et le gouvernement vante la rentabilité de l'investissement dans l'industrie de guerre. Il ne faut pas marcher ! Il faut revendiquer la réquisition de tous les profits des marchands d'armes et le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises de guerre ! Il faut dénoncer notre propre gouvernement comme principal fauteur de guerre !

Contre la guerre : préparer la révolution

Par son discours, Macron a voulu renforcer la campagne d'embrigadement pour la « *défense de la patrie* » et la « souveraineté nationale ». Paul Sorel 12/03/2025

Dans cette optique, il tient à créer l'unité nationale et fait appel à toutes les « *forces politiques et syndicales* ».

Tous les partis de gouvernement, du RN à LFI, se sont mis au garde-à-vous et se sont accordés sur la nécessité de renforcer l'armée. Que la droite et l'extrême droite s'alignent sur ces positions guerrières n'a rien de nouveau. Et c'est aussi sans surprise que les partis de gauche reprennent les discours militaristes et nationalistes.

François Ruffin tient même un discours nationaliste qui se veut plus dur que celui de Macron : « *Il faut retrouver notre souveraineté. Il faut retrouver notre autonomie de défense et notre autonomie tout court.* » Mais de la souveraineté de qui, quand les classes populaires ont la tête sous l'eau et n'ont absolument pas leur mot à dire ?

Pour justifier son ralliement à la défense nationale « *bien française* » des capitalistes, Fabien Roussel, le dirigeant du PCF, a déclaré dernièrement : « *Des entreprises stratégiques françaises [de l'armement donc] sont actuellement menacées. Sauvons-les ! Oui à l'autonomie stratégique au service de la paix et des peuples.»* Que ce soit le PCF, les va-t-en-guerre socialistes, écologistes, Ruffin, nouveau converti au militarisme, ou encore LFI, ils font tous front commun avec Macron, Marine Le Pen et le RN pour vanter l'armement français… au nom de la défense de la paix, en plus!

Quand tous ceux-là parlent de la « *sécurité européenne* », c'est pour demander aux travailleurs de faire confiance à leur État national pour les protéger. Mais qui peut croire que Macron et l'État français, qui laissent les patrons licencier des centaines de milliers de travailleurs, qui ferment des hôpitaux, et qui laissent dehors des milliers de sans-abri, peuvent protéger la population ? En temps de paix, et encore plus en temps de guerre, il y a deux camps irréconciliables : le camp des travailleurs et le camp de la bourgeoisie.

Comment avoir la paix, comment éviter la guerre ? Les réponses ne peuvent pas venir de tous ces serviteurs de la bourgeoisie. À cette question que se posent bien des travailleurs aujourd'hui, en entendant les bruits de bottes, il n'y a pas d'autre réponse que de mener la lutte pour abattre cette société de misère et de crimes qu'est la domination capitaliste.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* », disait Jaurès. De cette vérité découle la nécessité de préparer la révolution.

En famille. Le sionisme était d'extrême droite, compatible avec le nazisme et l'antisémitisme, qui l'aurait cru ?

Antisémitisme : Jordan Bardella et Marion Maréchal invités en Israël à une conférence. Le HuffPost 13 mars 2025

Louis Aliot, maire de Perpignan et premier vice-président du RN, a confirmé à France inter qu'il serait également du voyage.

Parmi les autres signaux, la présence dans le groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée, de plus d'une trentaine de députés RN, et dont un des sièges de vice-président est occupé par Julien Odoul.

Dans sa lettre d'invitation, le gouvernement israélien précise que « *cette conférence majeure réunira des dirigeants politiques, des organisations internationales, des envoyés spéciaux et des personnalités éminentes du monde entier pour discuter et répondre à la menace mondiale de l'antisémitisme* moderne ».

L'administration de Benjamin Netanyahu prévoit également pour les deux eurodéputés des « *visites spéciales (...) aux frontières sud et nord d'Israël afin de mieux comprendre le paysage géopolitique* ». Le président du RN prendra également la parole.

Les rouages de la propagande officielle.

Pollution informationnelle : quand médias et prétendus fact-checkers altèrent la qualité de l'information - France-Soir 14 mars 2025

Extraits.

Le « *fact-checking* » peut être une tentative de générer des profits en présentant des informations biaisées comme vérifiées.

Ces dernières années, des lobbies se sont créés une nouvelle place dans l'écosystème médiatique. Une opportunité a ainsi été créée pour des propagandistes d'offrir des services de diffuser de la propagande et blanchiment d'influence sous couvert d'activité prétendument journalistique. Le lobby « *Conspiracy Watch* » et le lobbyiste Reichstadt sont devenus un symbole emblématique de ce phénomène en France. Les médias traditionnels et lobbies font finalement bloc pour mélanger propagande, trafic d'influence, biais et information.

C'est, en somme, le rôle d'entités, que certains qualifient d'officines, comme Conspiracy Watch : prendre un contenu médiatique produit par un journaliste, le mélanger à sa propre propagande, puis présenter/étiqueter ce mélange frauduleux comme une authentique production journalistique.

La pollution informationnelle au sein des médias traditionnels est aggravée par leurs relations symbiotiques avec les sphères politiques et économiques. En France, les grands groupes médiatiques (TF1, France Télévisions, Le Monde, etc.) appartiennent souvent à des industriels proches du pouvoir (Bouygues, Arnault, Niel) ou dépendent de subventions publiques.

La pollution informationnelle ne se limite pas aux réseaux sociaux ou aux sites déclarés conspirationnistes. Les médias traditionnels, souvent perçus comme des garants de la vérité, y participent également par leur manque de rigueur, leurs biais systémiques et leur dépendance aux narratifs officiels.

Céline Pigalle, ancienne directrice de BFMTV et directrice de l'information à Radio France, a reconnu en 2021, dans une interview au Monde, que les médias pratiquent un « *renvoi d'ascenseur* » envers les autorités : « *Quand on a besoin d'une information exclusive, on sait qu'il faut parfois relayer le narratif officiel sans trop le questionner.* » Ce mécanisme d'obéissance implicite altère l'information en alignant les contenus sur les agendas politiques plutôt que sur la recherche de la vérité.

Wikipédia, souvent faussement considérée comme une source neutre, contribue à la pollution informationnelle par un processus de « *blanchiment* » des fausses informations. Ses articles sont régulièrement révisés par des contributeurs alignés sur des narratifs dominants, intégrant des données tirées de médias traditionnels biaisés ou d'institutions peu transparentes. Par exemple, la page sur les vaccins anti-Covid a longtemps minimisé les effets secondaires rares, comme les myocardites, en se fondant sur des communiqués officiels plutôt que sur des études primaires divergentes.

Sur le plan théorique, le mensonge dans les décisions publiques génère des biais informationnels qui faussent la perception collective et soumettent les populations.

Concrètement, cela se manifeste par des narratifs simplistes ou falsifiés, justifiant des politiques oppressives qui instrumentalisent la science comme outil de coercition.

Les mensonges politiques sont d'autant plus néfastes que leurs auteurs s'affranchissent des règles qu'ils imposent.

J-C - Avertissement.

Dans ce genre d'article, il y a souvent pour ne pas dire toujours des passages insupportables, donc on ne peut pas les reproduire intégralement, en voici un exemple. C'est finalement aux lecteurs de faire la part des choses, d'apprendre à faire la part des choses.

L'auteur de cet article, Xavier Azalbert, le directeur de France-Soir, a cru bon de défendre Trump et les accords d'Abraham au Moyen-Orient qui seraient "*ses réussites*", les Palestiniens et tous les peuples du Moyen-Orient apprécieront.

L'IA ou la lobotomisation programmée. Les petits chinois seront bientôt programmés comme des robots dès l'école primaire.

Chine : Pékin lance des cours sur l'intelligence artificielle dès… l'école primaire - 20 Minutes/AFP 13 mars 2025

Les écoles de la capitale programmeront au moins huit heures de cours sur l'IA par année scolaire à partir du mois de septembre, a indiqué Chine Nouvelle. Les écoles peuvent les organiser comme des cours indépendants ou les intégrer à des matières telles que les technologies de l'information ou les sciences.

« *Des méthodes d'enseignement innovantes seront introduites, utilisant des compagnons IA, des assistants de recherche IA et d'autres agents intelligents pour faciliter l'apprentissage par dialogue humain-machine* », selon un communiqué de la Commission municipale de l'éducation de Pékin.

J-C – Je n'utilise pas ce truc-là, je n'en ai pas besoin. Les moteurs de recherche qui fournissent des données fonctionnent davantage comme un dictionnaire ou une encyclopédie.

Russie.

Poutine sur un éventuel cessez-le-feu en Ukraine : «*Nous y sommes favorables, mais avec des réserves*» - RT 13 mars 2025,

«*Nous y sommes favorables, mais avec des réserves. Quelles réserves ? Tout d'abord, qu'allons-nous faire avec la zone d'incursion ukrainienne dans la région de Koursk ? Si nous instaurons un cessez-le-feu de 30 jours, qu'est-ce que cela veut dire ? Que tous ceux qui s'y trouvent partiront sans avoir à se battre ? Sommes-nous censés les laisser partir après qu'ils ont commis toute une série de crimes contre la population civile ? Ou bien les dirigeants ukrainiens leur donneront-ils l'ordre de déposer leurs armes, de se rendre en tant que prisonniers de guerre ? Comment cela se passera-t-il ? Ce n'est pas clair*», a-t-il indiqué.

Le président russe a également soulevé plusieurs interrogations concernant les intentions réelles de Kiev en cas de trêve. Vladimir Poutine s'interroge ainsi sur l'utilisation d'une période de cessez-le-feu par les autorités ukrainiennes : «*Ces 30 jours seront utilisés pour faire quoi ? Pour permettre la poursuite de la mobilisation forcée ? Pour permettre l'acheminement d'armes là-bas ? Pour permettre la formation des unités nouvellement mobilisées ?*» Il s'est aussi demandé : «*Qui donnera les ordres de cesser le feu [en cas de trêve entre la Russie et l'Ukraine] ? Quelle valeur auront ces ordres ?*»

Malgré ces réserves, le chef d'État russe s'est toutefois montré favorable à la proposition de trêve, soulignant que celle-ci devrait nécessairement aboutir à une paix durable et résoudre les causes profondes de la crise actuelle.

Concernant l'incursion ukrainienne dans la région de Koursk, Vladimir Poutine a précisé que les forces ukrainiennes présentes étaient désormais complètement isolées : «*Le groupement qui a pénétré sur notre territoire est isolé. Il s'agit d'un isolement complet et entièrement sous le contrôle de l'artillerie. [...] Si dans les prochains jours ils se retrouvent physiquement bloqués, absolument personne ne pourra ressortir. Ils n'auront que deux possibilités : se rendre ou mourir. Dans ces conditions, il me semble que la partie ukrainienne aurait tout intérêt à parvenir à un cessez-le-feu d'au moins 30 jours, et nous y sommes favorables*». Le président a souligné que l'armée russe poursuivait actuellement son offensive sur tout le front et pas que dans la région de Koursk.

En complément.

Youri Ouchakov, conseiller de Poutine pour la politique étrangère, a déclaré à Skabeeva :

- « Commentaire de Youri Ouchakov, assistant du président russe : Cessez-le-feu avec la prétendue Ukraine : La Russie ne souhaite pas un cessez-le-feu temporaire, mais une résolution à long terme du conflit ; Ouchakov a qualifié l'idée d'un cessez-le-feu temporaire dans le contexte de l'offensive des forces armées russes d'action précipitée et préjudiciable à la paix à long terme ; Ouchakov considère la proposition d'un cessez-le-feu temporaire de 30 jours en Ukraine comme une ruse et une tentative d'accorder un répit à l'armée ukrainienne ; L'attitude finale de la Russie à l'égard de l'idée d'un cessez-le-feu temporaire sera formulée par Vladimir Poutine ; Relations Russie-États-Unis : Un «*échange d'opinions normal et serein*» existe entre la Russie et les États-Unis ; Les Américains comprennent que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ne peut être discutée dans le cadre d'un règlement pacifique ; Les États-Unis ont désigné un médiateur pour les négociations avec la Russie ; il ne s'agit pas de Steve Witkoff ; Witkoff s'est rendu en Russie pour discuter non seulement de la question ukrainienne, mais aussi des relations bilatérales entre la Russie et les États-Unis».

Il affirme sans détour que la proposition actuelle de cessez-le-feu n'est rien d'autre qu'un répit pour permettre à l'Ukraine de se renforcer, ce que Poutine a sous-entendu, même s'il tourne autour du pot.

L'ambassadeur de Russie au Royaume-Uni, Andreï Kelin, a réaffirmé ce point :

Kelin :«*Nous examinerons la proposition américaine de cessez-le-feu. Nous ne cesserons les actions militaires que lorsque nous aurons conclu un accord complet et global. La Russie a déclaré à plusieurs reprises qu'un cessez-le-feu temporaire n'est pas une option pour résoudre la situation*».

Plusieurs autres personnalités, dont Lavrov, ont également réitéré ce point. Notez également que le titre du WSJ ci-dessus reconnaît l'inanité d'un cessez-le-feu négocié sans aucun argument, la Russie ayant toutes les cartes en main et aucune motivation. Rappelons le raisonnement puéril de Rubio : la Russie devrait simplement rendre service aux États-Unis et faire un «*geste de bonne volonté*».

En fin de compte, le rejet de Poutine a été bien résumé par un analyste :

Comment la Russie a-t-elle réagi à l'initiative américaine d'un cessez-le-feu de 30 jours ? Poutine a poliment remercié Trump pour son attention au problème et a répondu en détail à cette question : «*La balle est-elle dans le camp de la Russie ?»* En bref, «*l'idée est bonne, mais irréalisable*». En quelques minutes seulement, Poutine, après avoir soutenu la proposition, a posé tellement de questions pratiques que les auteurs de l'initiative devront y répondre pendant un très long moment.Et la première tentative sera faite aujourd'hui par l'émissaire de Trump, Witkoff, qui s'est rendu à Moscou et qui était censé répondre à ces questions. Avant de lancer la balle à la Russie, il faut la motiver. Résumé : il n'y aura pas de trêve dans un avenir proche.

D'ailleurs, Yermak a également annoncé que l'Ukraine «*n'accepterait jamais un conflit gelé*» :

- Alors, de quoi parlons-nous ? Dans ce contexte, quel peut être l'objectif d'un cessez-le-feu de 30 jours, si ce n'est de permettre à l'Ukraine de souffler un peu, de reconstituer ses réserves et de réaliser des avancées décisives sur le front ? Réseau International 15 mars 2025

"*Un conflit armé direct*" : la Russie met en garde contre l'envoi de soldats de la paix européens en Ukraine – Orange 13 mars 2025

Dans une conférence de presse, jeudi 13 mars, la porte-parole de la diplomatie russe a mis en garde contre l'envoi de soldats européens en Ukraine : "*Il est absolument inacceptable pour nous que soient déployées des unités des forces armées d'autres États en Ukraine (...) tout cela signifierait l'implication de ces pays dans un conflit armé direct avec notre pays*", a fait savoir Le Monde.

En réponse, Moscou répondra "*par tous les moyens disponibles*", a par ailleurs affirmé Maria Zakharova. Si le Kremlin s'est déjà opposé à plusieurs reprises à toute forme de présence de pays alliés à l'Ukraine, membres de l'Otan ou de l'Union européenne, comme garantie de maintien de la paix, c'est la première fois qu'il indique que cela serait une agression militaire pour lui.

Russie: l'inflation à 10,1% sur un an en février, au plus haut depuis deux ans - AFP 12 mars 2025

L'inflation en Russie, poussée par l'explosion des dépenses militaires pour soutenir le conflit en Ukraine, a dépassé en février le seuil des 10% en glissement annuel, atteignant son niveau le plus haut depuis deux ans, a annoncé mercredi l'agence nationale de statistiques Rosstat.

L'inflation a atteint précisément 10,06% sur un an, contre 9,9% en janvier, selon les chiffres publiés par Rosstat.

L'inflation en Russie est notamment alimentée par l'envolée des dépenses de défense pour poursuivre l'assaut en Ukraine, les effets des sanctions occidentales, et des salaires en hausse, conséquence des pénuries de main d'œuvre sur le marché du travail.

En décembre, Vladimir Poutine avait décrit la hausse des prix comme « un signal préoccupant », un rare aveu de la part du maître du Kremlin qui vante pourtant régulièrement la résistance de l'économie nationale face aux lourdes sanctions occidentales.

Pour tenter de contenir et faire baisser l'inflation, la Banque centrale de Russie (BCR) mène de son côté une bataille féroce depuis de longs mois.

Elle avait relevé fin octobre 2024 son taux directeur à 21%, un niveau jamais vu depuis 2003, sans pour autant réussir depuis à infléchir la courbe de la hausse des prix.

Cette politique monétaire a, en parallèle, entraîné la colère de nombreux entrepreneurs qui peinent à emprunter, les taux bancaires pouvant atteindre 30%!

Mi-février, la BCR avait relevé ses prévisions d'inflation pour l'année 2025, attendue désormais entre 7 et 8%, soit bien plus que les projections antérieures qui étaient une hausse de 4,5 à 5%.

J-C - Les taux bancaires sont élevés pour dissuader d'emprunter, donc de créer de la monnaie pour tenter de contenir l'inflation, ce qui a une répercussion sur le développement économique...

France.

La France et le Royaume-Uni se disent prêts à frapper la Russie en cas de violation d'un éventuel cessez-le-feu - RT 13 mars 2025

Sous l'impulsion du président Emmanuel Macron, les chefs militaires de 34 pays se sont réunis à Paris ce 12 mars pour discuter des prochaines étapes du conflit en Ukraine. Selon AP, Paris et Londres cherchent à renforcer leur implication militaire, avec un plan qui pourrait aller jusqu'à des frappes directes sur des cibles russes si Moscou décidait de lancer une offensive après une trêve éventuelle.

Un responsable occidental basé à Kiev, cité par AP, a confirmé que l'idée de frappes directes faisait partie des discussions. Il s'agirait de réagir militairement à toute violation d'un cessez-le-feu par la Russie, ce qui signifierait une escalade directe entre les puissances occidentales et Moscou.

Outre cette possibilité d'attaque, la France et le Royaume-Uni envisagent la mise en place d'un contingent militaire en Ukraine sous prétexte de «*protéger les infrastructures stratégiques*». Ces troupes ne seraient pas directement sur la ligne de front mais stationnées près de sites sensibles, comme les centrales nucléaires. Ce contingent serait soutenu par des forces aériennes et navales occidentales, et le territoire ukrainien serait surveillé par des drones et d'autres technologies avancées.

Un autre volet du plan concerne l'établissement de bases logistiques en Europe pour stocker des armes lourdes et du matériel militaire pouvant être déployés en urgence en Ukraine. Cette stratégie vise à maintenir une présence militaire occidentale permanente, même en cas de cessez-le-feu.

Malgré l'avancement des discussions, aucun plan définitif n'a été adopté, et plusieurs questions restent ouvertes. Selon AP, il n'est toujours pas clair qui commanderait cette force et sous quel cadre légal elle opérerait. Les États-Unis n'ont pas été conviés à cette réunion, signe que Paris et Londres veulent affirmer leur autonomie militaire tout en poursuivant l'affrontement avec Moscou.

À Moscou, les autorités n'ont pas encore réagi officiellement. Cependant, le Kremlin a déjà mis en garde à plusieurs reprises contre toute tentative d'ingérence militaire directe en Ukraine. La Russie a déclaré qu'elle considérerait l'arrivée de troupes étrangères sur le sol ukrainien comme une menace, pouvant entraîner des représailles militaires immédiates.

Avec ces nouvelles discussions, la France et le Royaume-Uni confirment leur volonté d'envenimer la situation au lieu de chercher une véritable solution diplomatique. Alors que la Russie a déjà souligné l'inutilité de ces manœuvres occidentales, Paris et Londres semblent déterminés à poursuivre la confrontation, augmentant ainsi le risque d'une extension du conflit bien au-delà des frontières de l'Ukraine.

Des voyous gouvernent la France.

Ukraine : l'Assemblée nationale adopte une résolution de soutien visant à saisir les avoirs russes - France 24 13 mars 2025

L'Assemblée nationale a adopté mercredi soir une résolution visant à saisir les avoirs russes gelés dans le cadre d'un texte de soutien à l'Ukraine. Un dispositif auquel s'oppose le gouvernement, qui évoque un "*précédent économique*" inquiétant pour les investisseurs étrangers.

Le texte a été adopté avec 288 voix pour et 54 contre, avec le soutien notamment des députés macronistes, socialistes, écologistes, et des partis de droite Les Républicains et Horizons. La France insoumise (LFI) et des députés communistes ont voté contre. Le Rassemblement national (RN) s'est lui abstenu. France 24/AFP 13 mars 2025

Le ministre français de la Défense insiste sur le réarmement de l'Ukraine malgré les appels à un cessez-le-feu - RT 13 mars 2025

Lors de la réunion du format E5 à Paris le 12 mars, réunissant les ministres de la Défense de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et de la Pologne, Sébastien Lecornu a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités de l'armée ukrainienne. Il a déclaré : «*La première des garanties de sécurité pour l'Ukraine, c'est l'armée ukrainienne elle-même*», réaffirmant ainsi le refus catégorique de toute démilitarisation du pays.

Un consensus large s'est dessiné parmi les pays européens présents, tous s'accordant sur la nécessité de garantir une sécurité durable à l'Ukraine en renforçant ses capacités militaires. Selon RFI, Guido Crosetto, ministre italien de la Défense, a soutenu cette vision en déclarant «*qu'une Ukraine démilitarisée n'existe pas*».

Alors que les États-Unis et Kiev ont convenu d'une trêve de 30 jours, les pays européens, eux, maintiennent une posture agressive. Sébastien Lecornu a affirmé que «*la vraie négociation va débuter prochainement*», tout en insistant sur la nécessité d'armer davantage l'Ukraine.

Le ministre polonais Wladyslaw Kosiniak-Kamysz a déclaré que l'objectif était de «*tenir la Russie à distance*», une position qui confirme l'absence de volonté réelle d'apaisement. Lecornu a aussi évoqué la nécessité de «*repenser une partie de l'architecture de défense sol/air du territoire européen*», une déclaration qui s'inscrit dans une logique d'escalade et de renforcement du complexe militaro-industriel européen. Les dirigeants européens poursuivent leurs livraisons d'armes, refusant toute concession sur la démilitarisation du pays.

Malgré la possibilité d'un cessez-le-feu, l'Europe semble donc privilégier la confrontation plutôt que la recherche d'un compromis. Alors que les négociations sont en cours, Paris et ses alliés maintiennent une ligne dure, refusant toute désescalade et cherchant à imposer une militarisation croissante de l'Ukraine.

Quand la France devient un camp de concentration

Migrants: Retailleau veut allonger la durée maximale de rétention administrative à 18 mois - AFP 12 mars 2025

Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a souhaité mercredi prolonger jusqu'à 18 mois, contre trois mois actuellement, la durée maximale dans les centres de rétention administrative des migrants en situation irrégulière.

Fixée à 10 jours en 1993, la durée en centre de rétention administrative (CRA) a été portée de "manière exceptionnelle" à 90 jours avec la loi Collomb de 2018, et à 210 jours, soit sept mois environ, en matière terroriste.

"*Aujourd'hui, la durée de rétention maximale en France, elle est de trois mois. En Allemagne, elle est pratiquement d'un an et demi*", a souligné Bruno Retailleau sur RTL.

Une autre proposition de loi sur l'immigration soutenue par M. Retailleau vise à conditionner l'octroi de prestations sociales aux étrangers à une durée de résidence en France d'au moins deux ans. Ce texte a lui aussi été adopté en commission mercredi. AFP 12 mars 2025

Quand l'esclavage salarial maquillé en bénévolat devient philanthropique ou humaniste.

J-C - C'est le SAV de l'Education national, la post-formation à l'esclavage via des ONG, le bouche-trou des services publiques vandalisées par tous les gouvernements successifs depuis 40 ans, une main d'œuvre malléable et bon marché, et puis une manière de diversifier la division du travail pour freiner la chute du taux de profit, la hantise ou la menace mortelle du capitalisme.

Quinze ans après sa création, le service civique continue de faire des adeptes. - AFP 12 mars 2025

En 2022, faute d'admission post-bac, Sunny Rebai se retrouve à enchaîner les petits boulots jusqu'au jour où il a une "*prise de conscience*".

Ouvert aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, il leur permet de s'impliquer, pour une durée de six mois à un an, dans une mission d'intérêt général au sein d'une ONG, d'une collectivité locale ou encore d'un

établissement public, dans des domaines variés (éducation, santé, culture, environnement etc). L'indemnité est de 620 euros par mois.

Ouvert aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, le service civique leur permet de s'impliquer, pour une durée de six mois à un an, dans une mission d'intérêt général au sein d'une ONG, d'une collectivité locale ou encore d'un établissement public, dans des domaines variés (éducation, santé, culture, environnement etc). L'indemnité est de 620 euros par mois.

Etudiants, demandeurs d'emplois, aussi bien ruraux que citadins : parmi les 100.000 volontaires qui s'engagent chaque année en moyenne, les "*profils sont variés*", relève Nadia Bellaoui, présidente de l'agence du Service civique.

Algérie.

Menaces contre son ambassade : Alger poursuit en justice Louis Sarkozy, fils de l'ex-président français 13 mars 2025

Louis Sarkozy avait tenu, le 13 février dernier, dans une déclaration au journal français Le Monde, des propos qualifiés «*de grave dérapage*» par Alger. «*Si j'étais aux manettes et que l'Algérie arrêtait l'écrivain Boualem Sansal, je brûlerais l'ambassade, je stopperais tous les visas, j'augmenterais de 150% les tarifs douaniers*», avait-il menacé.

En réaction, Alger a décidé de poursuivre Louis Sarkozy en justice. «*L'État algérien, par l'entremise de son ambassade en France, a officiellement déposé plainte auprès de la juridiction française compétente à l'encontre de Louis Sarkozy, à la suite de ses propos graves et ses menaces de brûler cette mission diplomatique*», a rapporté le site algérien d'information TSA, citant une source anonyme.

Une autre plainte a été déposée contre Louis Sarkozy par l'Union algérienne, une organisation située à Lyon, dans le sud-est de la France, a annoncé l'avocat Nabil Boudi sur la plateforme X.

J-C – Nazillon de père en fils…

Palestine occupée.

Israël accusé par des enquêteurs de l'ONU d'actes génocidaires à Gaza - RFI 13 mars 2025

Israël est accusé d'actes de génocide à Gaza par une commission d'enquête de l'ONU. Elle pointe en particulier les attaques systématiques des forces israéliennes contre les maternités, détruisant de facto la capacité des Palestiniens à faire des enfants.

Les attaques « *systématiques » d'Israël contre la santé sexuelle et reproductive à Gaza sont des « actes génocidaires* », a affirmé jeudi 13 mars une commission d'enquête des Nations unies. « *La commission a constaté que les autorités israéliennes ont en partie détruit la capacité des Palestiniens à Gaza – en tant que groupe – à faire des enfants, à travers la destruction systématique des soins de santé sexuelle et reproductive* », a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La commission estime qu'au moins deux d'entre eux concernent Gaza. D'abord, les « *mesures visant à entraver les naissances* », avec la destruction de maternités et de cliniques de santé reproductive, comme Al Basma, bombardée en décembre 2023. Puis, la « *soumission intentionnelle* » d'un groupe à des conditions d'existence « *devant entraîner sa destruction physique* », avec l'utilisation de la faim comme arme de guerre. La commission d'enquête note qu'un bébé, né à Gaza aujourd'hui, a plus de chances de mourir en étant enfant, que n'importe quel autre endroit dans le monde.

Des actes génocidaires

« *La clinique Al Basma était le plus grand centre de fécondation in vitro de Gaza. Tout le monde savait où elle se trouvait. Les autorités israéliennes le savaient aussi. D'après ce qu'on sait sur l'attaque qui l'a détruite, et quand on sait aussi comment la guerre a été menée jusqu'ici, on peut raisonnablement dire qu'il s'agit d'une frappe intentionnelle sur un bâtiment de santé reproductive* », explique Chris Sidoti, l'un des enquêteurs.

Une autre accusation, tout aussi grave, est formulée par les experts de l'ONU : l'usage systématique de la violence sexuelle contre les Palestiniens. Des victimes ont témoigné cette semaine en personne ou par visioconférence, expliquant avoir subi des tortures aux mains des forces israéliennes et des colons.

« *Il a pris un bâton et il a commencé à me frapper sur la tête, le corps, les pieds... Et puis il s'est mis à me sauter sur le dos à pied-joint, pour me paralyser. Il a alors essayé de m'introduire le bâton, avec lequel il me frappait, dans l'anus. Dieu merci, je me suis débattu et j'ai réussi à le faire tomber. Mais il est devenu fou de rage et il s'est mis à me tabasser encore plus, jusqu'à ce que le bâton se casse.* »

Le Premier ministre israélien a réagi, réfutant des « affirmations fausses et absurdes » et accusant la commission des droits de l'homme, qui a mandaté les enquêteurs, d'être une entité « *antisémite, corrompue, de soutien du terrorisme et hors de propos* ».

J-C - Cela rappelle les tortures pratiquées par l'armée française lors de la guerre de colonisation de l'Algérie.

Guerre en Ukraine.

Le secrétaire général de l'OTAN confirme que l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance ne fait plus l'objet des discussions en cours - RT 14 mars 2025

Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN, a confirmé que l'Alliance n'envisageait plus la possibilité d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il a également annoncé la non-participation de l'OTAN à la mise en place d'un cessez-le-feu en Ukraine. En outre, Mark Rutte a qualifié de «normal» un rapprochement avec la Russie après la fin du conflit.

Marco Rubio : Les États-Unis misent sur le dialogue et écartent de nouvelles sanctions contre la Russie - RT 14 mars 2025

Ce 14 mars, Marco Rubio, secrétaire d'État américain, a tenu une conférence de presse au Canada, où il a abordé la question du règlement du conflit en Ukraine.

Les États-Unis excluent pour l'instant de nouvelles sanctions contre la Russie. RT 14 mars 2025

En complément.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé sur X ce 14 mars 2025 une nouvelle vague de sanctions contre la Russie. Ces mesures concernent près de 2 400 personnes et entités russes, avec des interdictions de voyage, un gel des avoirs et des restrictions financières. L'objectif affiché est d'intensifier la pression sur Moscou, et cela malgré l'inefficacité des précédentes sanctions.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a lui aussi adopté une posture offensive. Il a déclaré que «*la Russie menace notre ciel, nos eaux, nos rues et notre sécurité nationale*». RT 14 mars 2025

J-C - Starmer a oublié ses égouts et ses chiottes !

Guerre en Ukraine : le G7 affirme son "*soutien indéfectible*" à "*l'intégrité territoriale*" de l'Ukraine - francetvinfo.fr 14 mars 2025

Une déclaration claire. Le G7 a affirmé son "*soutien indéfectible*" à "l'intégrité territoriale" de l'Ukraine et menacé la Russie de nouvelles sanctions si elle ne soutient pas la trêve, dans une déclaration finale publiée vendredi 14 mars après trois jours de discussion entre les chefs de diplomatie.

Le groupe de pays, qui inclut les États-Unis, le Canada, la France, le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne, a également demandé des "*dispositifs de sécurité solides*" pour l'Ukraine afin d'éviter toute nouvelle "*agression*".

La Russie attend des garanties avant de se prononcer sur le cessez-le-feu en Ukraine, selon l'ambassadeur russe en France 12 mars 2025,

Interrogé sur BFMTV ce 12 mars après l'annonce d'un cessez-le-feu temporaire de 30 jours approuvé par l'Ukraine et les États-Unis, l'ambassadeur de Russie en France, Alexeï Mechkov, a adopté une position prudente. Selon lui, «*la Russie n'a pas encore été informée sur les bilans des négociations*» et ne peut donc pas encore donner d'évaluation. «*Le diable est dans les détails*», a-t-il insisté, soulignant l'importance d'obtenir des précisions avant toute prise de position officielle du Kremlin.

Le diplomate a toutefois rappelé que Moscou a toujours favorisé une solution politique et diplomatique au conflit. «*La Russie est très intéressée à trouver un accord réel pour qu'il puisse donner la sécurité à notre pays*», a-t-il affirmé. Mais il a aussi rappelé les précédents engagements non respectés par Kiev : «*Les accords de Minsk étaient censés garantir la stabilité dans la région, mais ils ont été violés par l'Ukraine, avec la complicité de l'Occident.*» Pour Moscou, il n'est donc pas question de répéter les erreurs du passé et de s'engager dans un processus qui ne garantirait pas pleinement sa sécurité.

L'ambassadeur a également réaffirmé les conditions essentielles de la Russie pour tout règlement durable du conflit. «*Notre position est bien connue*», a-t-il indiqué, rappelant que Vladimir Poutine a toujours maintenu l'ouverture de Moscou aux négociations. Toutefois, il a souligné un blocage majeur : «*Volodymyr Zelensky a émis un décret interdisant toute négociation avec la Russie. Ce décret doit être aboli.*»

En outre, Mechkov a soulevé la question de la légitimité des dirigeants actuels de Kiev. «*Le mandat de Zelensky a expiré il y a un an. Conformément à la Constitution ukrainienne, le chef légitime du pays est désormais le président du Parlement ukrainien*», a-t-il déclaré. La Russie considère donc que les autorités actuelles de Kiev n'ont pas la légitimité nécessaire pour conclure un accord qui engagerait l'avenir du pays.

Abordant la question du possible déploiement de troupes européennes en Ukraine sous couvert d'une mission de maintien de la paix, Mechkov a été catégorique : Moscou ne l'acceptera jamais. «*Les troupes de maintien de la paix doivent être neutres et acceptées par les deux parties au conflit. Mais la France et le Royaume-Uni mènent une guerre par procuration contre la Russie*», a-t-il dénoncé.

L'ambassadeur a averti que toute tentative d'installer des forces occidentales en Ukraine serait perçue comme une provocation et une escalade directe du conflit. Moscou a déjà mis en garde contre l'ingérence de l'OTAN et considère que la présence de troupes européennes ne ferait qu'aggraver la situation au lieu de la résoudre.

Si Mechkov a réaffirmé la volonté de la Russie de parvenir à une solution négociée, il a aussi rappelé que Moscou n'acceptera aucun compromis qui mettrait en péril sa sécurité ou ignorerait ses exigences légitimes. Dans ce contexte, toute avancée diplomatique dépendra de la capacité des Occidentaux à respecter enfin leurs engagements et à cesser leur politique de confrontation.

La CEDH reconnaît l'Ukraine coupable de ne pas avoir pris de mesures pour prévenir les violences à Odessa en 2014 13 mars 2025,

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé les autorités ukrainiennes coupables de ne pas avoir pris de mesures pour prévenir la violence et sauver des vies lors des événements survenus à Odessa, la ville située sur la côte de la mer Noire, dans le sud de l'Ukraine, le 2 mai 2014, lorsque plus de 40 personnes sont décédées dans la Maison des syndicats, incendiée par des radicaux ukrainiens, a rapporté le site de la Cour le 13 mars.

Selon le communiqué, les autorités «*avaient manqué à faire tout ce qui pouvait être raisonnablement attendu d'elles pour empêcher les violences, […] pour adopter des mesures de secours dans les meilleurs délais à l'égard des personnes prises au piège dans l'incendie et pour ouvrir et mener une enquête effective sur les événements*».

J-C - Trop tard ou il n'y a pas lieu de reconnaître une quelconque légitimité à cette institution de l'UE qui soutient et arme le régime nazi de Kiev.

Guerre en Ukraine : l'activiste nationaliste Demyan Hanul abattu au centre d'Odessa - Le Figaro 14 mars 2025

Né en 1993, Demyan Hanul, figure nationaliste controversée en Ukraine, a été abattu en plein cœur d'Odessa sur la côte de la mer Noire, a annoncé la police ukrainienne ce vendredi 14 mars dans la presse ukrainienne citée par le quotidien Pravda.

Âgé de 31 ans, Demyan Hanul était surtout connu pour son rôle durant la révolution du Maïdan. Chef du mouvement ultranationaliste «Secteur droit» à Odessa de 2014 à 2016, il a pris part activement aux affrontements avec les militants prorusses le 2 mai 2014. Parmi eux, 42 avaient été tués dans l'incendie de la Maison des syndicats, qui avait été visée par des cocktails Molotov. Il a ensuite créé sa propre organisation nationaliste «*Street Front*» et a participé à des opérations contre des monuments datant de l'Empire russe ou de l'URSS à Odessa, par exemple dédiés à l'impératrice Catherine II, au poète Pouchkine ou aux soldats soviétiques durant la Seconde guerre mondiale.

«*Il a perturbé des concerts d'artistes russes, a persécuté les habitants de la ville qui s'exprimaient en faveur de la langue russe et plus récemment a activement lutté contre ceux qui critiquaient la mobilisation*», ajoute le média ukrainien Strana, disponible dans les deux langues. Dans ce cadre, il s'en est notamment pris à un entraîneur de fitness d'Odessa qui a déclaré avoir été passé à tabac et violé par des soldats, puis mobilisé de force.

Commentaires de lecteurs du Figaro.

- « *il a pris part activement aux affrontements avec les militants prorusses le 2 mai 2014. Parmi eux, 42 avaient été tués* » Quelle réécriture de l'Histoire ! Il n'y a eu aucun affrontement, juste un massacre prémédité de gens totalement pacifiques.

-....a persécuté les habitants de la ville qui s'exprimaient en faveur de la langue russe...
Inacceptable. Imaginons les catalans persécutant les hispanophones ?
Et après on se plaint de l'intervention de la protection Russe !

- Excellente nouvelle. En revanche, je n'en crois pas mes yeux : je lis ceci dans un prestigieux journal occidental comme Figaro. Est-il permis de préciser quelques détails sur cette figure-incarnation de la sacro-sainte Ukraine ? Lors de cet incendie du bâtiment de la Maison des syndicats, timidement évoquée plus haut, les ukrainiens ont incendié le bâtiment, puis assassiné les personnes qui en sortaient des flammes, hommes et femmes confondus, mais oui, des Russes…

Etats-Unis.

Les Etats-Unis déclarent l'ambassadeur d'Afrique du Sud "*persona non grata*" - AFP 15 mars 2025

Ebrahim Rasool "*nourrit les tensions raciales, hait les Etats-Unis et hait le président*" Donald Trump, a écrit Marco Rubio sur X, ajoutant que le diplomate sud-africain n'était "plus le bienvenu" à Washington et était dorénavant considéré comme "*persona non grata*".

La présidence sud-africaine "*a pris acte de l'expulsion regrettable de l'ambassadeur d'Afrique du Sud aux États-Unis d'Amérique, M. Ebrahim Rasool*", a-t-elle réagi dans un communiqué.

Elle s'est cependant dite "*déterminée à construire une relation mutuellement bénéfique*" avec Washington.

Ne Trump que qui veut y croire...

Droits de douane : Donald Trump promet de "*répliquer*" aux taxes de l'Union européenne - 6Medias/Orange 12 mars 2025

J-C - Comme en principe les droits de douane dits "*réciproques*" doivent entrer en vigueur le 2 avril, d'ici là...

Etats-Unis : 200% de taxe sur le vin européen ! Donald Trump menace à nouveau l'Union Européenne - Orange/Medias 13 mars 2025

La guerre commerciale continue. Sur son réseau Truth Social, Donald Trump a menacé la France et l'Union européenne, jeudi 13 mars, d'imposer des droits de douane à 200 % sur les vins, les champagnes et les autres alcools. Une décision que l'ancien président américain justifie par l'annonce des 27 de rehausser les tarifs douaniers à hauteur de 50 % sur le whisky américain. "Si ces droits de douane ne sont pas retirés immédiatement, les États-Unis vont rapidement imposer des droits de douane de 200 % sur tous les vins, champagnes et produits alcoolisés venant de France et d'autres pays de l'UE", a écrit le locataire de la Maison-Blanche.

Un effet boule de neige qui a commencé avec l'annonce des États-Unis de taxer à 25 % les droits de douane sur l'acier et l'aluminium en provenance de l'Union européenne (UE), entrée en vigueur le 12 mars. La Commission européenne a d'ailleurs rapporté qu'elle allait taxer une série de produits américains allant des bateaux au bourbon en passant par les motos, à partir du 1er avril, selon Le Monde. L'Union européenne (UE) "regrette profondément" les droits de douane décidés par M. Trump, avait déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en estimant que la réplique européenne était "*forte mais proportionnée*".

États-Unis: une conseillère de Trump veut annuler des contrats avec trois agences de presse mondiales - BFMTV 14 mars 2025

Une conseillère du président américain Donald Trump a annoncé jeudi 13 mars que les États-Unis allaient annuler des contrats publics passés avec les trois principales agences de presse mondiales.

Kari Lake, anciennne journaliste devenue femme politique et proche de Donald Trump, a affirmé sur X que les États-Unis ne devraient "*plus payer des entreprises de presse extérieures pour nous dire quelles sont les informations*". Elle pointe en particulier l'Agence France-Presse (AFP), Associated Press et Reuters.

"*Je suis intervenue aujourd'hui pour annuler les contrats onéreux et non nécessaires de l'US Agency for Global Media avec des agences de presse, dont des contrats de dizaines de millions de dollars avec Associated Press, Reuters et l'Agence France-Presse*", a écrit Kari Lake. "*Nous devons*

produire l'information par nous-mêmes. Et si ce n'est pas possible, le contribuable américain est en droit de savoir pourquoi", a-t-elle ajouté.

Donald Trump affirme que l'annexion du Groenland par les États-Unis est «inévitable» - RT 13 mars 2025

Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche en présence du secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, Donald Trump a réaffirmé son intention de voir le Groenland rejoindre les États-Unis. Il a souligné que cette annexion était nécessaire pour la sécurité internationale et a refusé d'écarter l'option militaire pour parvenir à cet objectif.

Le 13 mars, Donald Trump a une nouvelle fois réaffirmé son intention d'annexer le Groenland. Lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche en présence du secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, il a déclaré sans détour : «*Je pense que cela arrivera*», avant d'ajouter que l'intégration du Groenland aux États-Unis était une nécessité pour la sécurité nationale.

Trump a insisté sur la position stratégique de cette île arctique, qui abrite déjà une base militaire américaine essentielle au dispositif de défense de Washington. Il a souligné que cette question était une priorité pour son administration et qu'aucune option ne devait être écartée. Lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il excluait une intervention militaire, il a refusé de répondre, laissant entendre que toutes les possibilités restaient sur la table. Mark Rutte, présent à ses côtés, a pris soin de ne pas s'impliquer directement, affirmant que l'OTAN n'avait pas vocation à se positionner sur cette question.

Dans son édition du jour, *The Wall Street Journal* rappelle que l'expansion territoriale fait partie de la vision politique de Trump. Le journal cite des sources internes à la Maison Blanche selon lesquelles le président américain considère l'annexion du Groenland comme une étape clé de son projet de renforcement de la puissance américaine.

Groenland.

Groenland: l'opposition remporte les législatives, poussée des nationalistes - AFP 12 mars 2025

D'après les derniers résultats officiels publiés mercredi, le parti Démocrates, formation autoproclamée "*sociale-libérale*" favorable à l'indépendance à terme, a remporté 29,9% des suffrages, multipliant par plus de trois son score lors de l'élection précédente en 2021.

Les nationalistes de Naleraq, force la plus activement engagée pour que le territoire autonome danois rompe ses liens restants avec Copenhague, se placent eux deuxième avec 24,5% des voix.

La coalition sortante composée d'Inuit Ataqatigiit (IA, gauche écologiste) et des sociaux-démocrates de Siumut a elle été très largement sanctionnée par les électeurs qui se sont déplacés en masse. IA perdant 15,3 points et Siumut 14,7 par rapport à il y a quatre ans.

Aucun des partis n'étant en position d'obtenir la majorité sur les 31 sièges au Parlement, des tractations vont maintenant être nécessaires pour former une alliance. Celle-ci devra notamment esquisser les modalités et un calendrier menant à l'indépendance que souhaitent l'immense majorité des 57.000 habitants.

"*Démocrates est ouvert à la discussion avec tous les partis et à la recherche de l'unité, surtout avec ce qui se passe à l'étranger*", a déclaré son jeune leader de 33 ans, Jens–Frederik Nielsen, ancien champion groenlandais de badminton.

Signe, peut-être, d'un effet Trump, la participation a été élevée, à plus de 70%.

A près de 90% inuits, les Groenlandais déplorent avoir été traités historiquement comme des citoyens de second rang par l'ex-puissance coloniale accusée d'avoir étouffé leur culture, procédé à des stérilisations forcées et retiré des enfants à leurs familles.

Les principaux partis groenlandais souhaitent tous l'indépendance, mais ils divergent sur la feuille de route.

Naleraq la veut très rapidement.

D'autres formations conditionnent l'indépendance aux progrès économiques du Groenland.

Recouvert à 80% de glace, le territoire est économiquement dépendant de la pêche, qui représente la quasi-totalité de ses exportations, et de l'aide annuelle d'environ 530 millions d'euros versée par Copenhague, soit 20% du produit intérieur brut (PIB) local.

Pour Naleraq, le Groenland pourrait voler de ses propres ailes grâce à ses ressources minérales mais le secteur minier reste pour l'heure ultra-embryonnaire, plombé par des coûts d'exploitation élevés.

Dans la nuit de dimanche à lundi, Trump a de nouveau promis, sur son réseau Truth Social, sécurité et prospérité aux Groenlandais qui souhaiteraient faire partie des Etats-Unis.

Selon un sondage paru en janvier, quelque 85% des Groenlandais excluent cette éventualité.

Les déclarations de Donald Trump ont pesé sur la campagne électorale.

Naleraq voit dans l'intérêt américain pour l'île un levier dans de futures négociations avec le Danemark.

Mais ces sorties refroidissent aussi parfois les ardeurs indépendantistes et incitent au maintien des liens avec Copenhague, au moins pour l'instant.

"*Si nous devenons indépendants, Trump pourrait devenir trop agressif, c'est ce qui me fait peur*", affirmait un autre électeur, Ittukusuk, jugeant que "*rester avec le Danemark est plus important que jamais*".

Annexion du Groenland par les Etats-Unis… Les partis groenlandais s'insurgent tous contre Trump - 20 Minutes/AFP 15 mars 2025

Face aux velléités répétées de Donald Trump d'annexer le Groenland, l'exaspération est totale. Dirigeants groenlandais et danois ont condamné d'une seule voix les déclarations du président américain, qui a affirmé jeudi que le territoire arctique finirait par être rattaché aux Etats-Unis.

Le Premier ministre groenlandais par intérim, Mute Egede, a convoqué en urgence les leaders des cinq partis représentés au Parlement local. Ensemble, ils ont signé une déclaration commune dénonçant fermement les propos du président américain. « *Nous – tous les chefs de parti – ne pouvons pas accepter ces déclarations répétées sur l'annexion et le contrôle du Groenland* », ont-ils affirmé.

Sur les réseaux sociaux, Mute Egede a enfoncé le clou : « *Nous ne deviendrons jamais, de quelque manière que ce soit, une partie des Etats-Unis et nous ne deviendrons jamais des Américains.* » Jens-Frederik Nielsen, chef du parti centriste vainqueur des récentes législatives, a de son côté jugé ces ambitions « *déplacées* ».

Canada.

Le Canada ne fera « *jamais partie des Etats-Unis* », clame le nouveau Premier ministre - 20 Minutes/AFP 15 mars 2025

Dès son premier discours en tant que Premier ministre du Canada, Mark Carney a tenu à dissiper toute ambiguïté sur l'avenir du pays face aux récentes déclarations de Donald Trump. « *Nous ne ferons jamais, jamais, de quelque manière que ce soit, partie des Etats-Unis* », a-t-il affirmé avec fermeté ce vendredi, réagissant aux suggestions répétées de Donald Trump sur une éventuelle intégration du Canada comme 51e Etat.

Tout en affichant une posture intransigeante sur la souveraineté canadienne, Mark Carney a souligné sa volonté de maintenir une coopération avec Washington. « *Nous respectons les Etats-Unis et nous cherchons des moyens de travailler ensemble* », a-t-il précisé, évitant toute escalade diplomatique avec son puissant voisin.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 mars 2025

Je vous remercie par avance pour votre manque de soutien ou votre collaboration, votre silence m'est très précieux, c'est ce qui me motive le plus. Remarquez qu'on se passe très bien des gens qui se sentent inutiles, les avoir dans les pattes serait encombrant et j'ai horreur des parasites.

Cette nouvelle rencontre que je viens de faire avec Brassens et Brel, entre autres, n'est certainement pas anodine, cela pourrait être le moment et le moyen de donner une ultime orientation à mon existence qui touche à sa fin, histoire de finir en beauté.

A les écouter on se sent plus libre, libéré du poids de la société qui pèse sur nous et nous opprime. Malgré nous, on a tendance à réprimer notre penchant naturel à nous exprimer librement, sincèrement, par crainte du regard désapprobateur ou haineux des autres, c'est inutile ou ridicule puisqu'on finira par être jugé, puis banni à jamais par des esprits indélicats ou malfaisants, cela existe, hélas !

Je me dis qu'ils pourraient être un exemple à suivre, tout du moins sur ce plan-là. Il faut se contrefoutre du qu'en-dire-t-on et des mal embouchés, des mal-baisées, des vieillards aigris, des pisse-vinaigre, des donneurs de leçons, des dictateurs en herbe, des croyants qui se prennent pour des savants, de tous les malintentionnés en général qui honnissent le genre humain.

Gardons-nous de juger nos semblables ou de nous en prendre à quiconque, ne les imitons pas surtout, respectons-les, restons digne et juste, cultivons nos valeurs, mettons en pratique nos principes sans nous laisser impressionner par l'atmosphère nauséabonde et belliqueuse qui règne en France.

C'est sans doute la meilleure manière d'affronter ce mauvais moment à passer, et de nous préparer à des jours meilleurs qui viendront forcément un jour, puisque malgré tout chacun d'entre nous y aspire, même si plus personne n'y croit. En penchant l'oreille à travers la fenêtre ouverte située juste derrière l'écran de l'ordinateur, j'entends des corneilles qui font « *croa-croa* » dans ma direction, elles me font mentir ! Gardons espoir, camarades !

Vous savez que je vis en Inde depuis 1996, que je vis avec une femme indienne d'origine dravidienne, tamoule, Selvi Kaalayan, 53 ans environ, que je suis totalement isolé de la communauté française ou occidentale, que je n'ai pratiquement plus aucun contact avec la France, ni même avec ma famille, je ne peux donc échanger mes idées avec personne, je n'ai personne à qui parler, à croire que je serais une bête enragée, un rustre de la pire espèce ou un sale type infréquentable, tout du moins pour les Français de la métropole.

Alors pour ne pas me couper totalement de mon passé, de ma culture, j'ai bien les infos que j'aborde dans les causeries, mais il n'y a pas d'échange, elles sont traitées sous un angle idéologique qui ne représente pas la réalité. Et commenter des articles tournent systématiquement aux monologues, entre des lecteurs qui ne manifestent pas l'envie de vous connaître davantage, donc les rapports demeurent superficiels, sans intérêt et sans lendemain.

Je regarde de vieux films français, mais à la longue je n'en peux plus, j'ai la nausée à vrai dire, car c'est quand même pas mal bourré de clichés et de propagande bon marché. Je connais toutes les mimiques des principaux acteurs et je ne les supporte plus, ils ont pratiquement tous fini par se créer leur propre personnage et passer leur temps à le mettre en scène, on s'en lasse à force ou on trouve cela désuet ou assez médiocre. Par curiosité j'ai lu leurs biographies et je les ai écoutés parler de leur métier et d'eux-mêmes dans des interviews, donc je les connais assez bien. Je ne regarde pas de pièces de théâtre, c'est cent fois pire ! Je me suis tapé des centaines d'entretiens d'acteurs, comédiens, metteurs en scène ou réalisateurs, dialoguistes, musiciens, de documentaires sur eux, tout cela avec un regard critique, parfois je les ai regardés plusieurs fois, j'avais l'impression d'être avec eux ou proche d'eux, d'y participer histoire de mieux sentir l'atmosphère de leur époque ou me souvenir ce que j'avais vécu. J'ai regardé des conférences animées par des scientifiques ou des professionnels jusqu'à en déceler les failles ou les faiblesses, car par ailleurs dans le passé j'avais beaucoup lu donc je dispose de points de repères dans pas mal de domaines, cela aide pour suivre de quoi ils causent. Sinon sur le Net je vérifie leur assertions, je ne prends plus rien pour argent comptant. J'aime bien quand ils se livrent à l'exercice du question-réponse avec le public, car souvent ils se dévoilent ou se contredisent, j'en rigole beaucoup parce qu'ils se prennent très au sérieux, pas moi.

J'ai peu d'anciennes photos à vrai dire, beaucoup ont disparu lors du tsunami de 2004, et comme mes parents ou proches sont décédés ou je n'ai aucune relation avec eux, je me retrouve seul entouré de gens qui ne me ressemblent en rien et avec lesquels je ne peux pas discuter de grand-chose, donc je crains que mon bagage culturel et les connaissances qui allaient avec foutent le camp, ce qui serait une perte considérable, puisque c'est là que figurent tous mes repères, je m'appauvrirais spirituellement ou intellectuellement, ce qui serait fâcheux pour quelqu'un qui combat l'ignorance depuis 51 ans déjà.

Je ne suis pas parvenu à lier des amitiés par Internet, je n'ai jamais rencontré les bonnes personnes apparemment, c'est incroyable de voir avec quelle désinvolture les gens vous traitent, ils ne s'en rendent même pas compte la plupart des cas, donc je ne leur en veux pas. Cela me fait de la peine, parce que je ne peux pas rester insensible face à un pareil traitement qui m'en a rappelé beaucoup d'autres que j'ai vécus dans le passé en France. Déjà à l'époque j'étais très affecté par ce mépris ou cette indifférence qui leur semblait si naturelle, ils ne tenaient pas à ce qu'on approfondit notre relation, du coup je n'insistais pas. Je ne pense pas que la plupart des gens souhaitent se faire de véritables amis, ils n'aiment pas suffisamment les gens pour cela, à croire qu'ils n'en ont pas besoin, moi si, sans eux je n'existerais pas, eux non plus, mais ils l'ignorent.

De la même manière où je n'ai jamais eu d'ambition dans la vie, j'étais plutôt résigné dès le départ, ce qui est bien triste quand j'y pense maintenant, je n'ai pas eu une enfance très heureuse. Je me disais qu'insister m'aurait peut-être valu un rejet encore plus violent et je n'y tenais pas vraiment, surtout que j'ai toujours été du genre timide, effacé, discret, et respectueux de la volonté des autres, trop peut-être, je n'en sais rien, quand ils m'humiliaient ou m'écrasaient. Je ne me voyais pas m'imposer quelque part, j'en aurais été extrêmement gêné, me faire valoir, me mettre en avant, j'en ai toujours eu horreur, même lorsque j'écris ces lignes, au point que si quelqu'un me soupçonnait de faire preuve de fausse modestie, je serais obligé de les cataloguer parmi mes dernières volontés testamentaires, on n'insulte pas un mort ou quelqu'un sur le point de non-retour ou de s'en aller

pour toujours. Bon débarras pour tout le monde, direz-vous peut-être, à commencer par moi s'il vous plaît, merci au passage de m'accorder cet ultime privilège, et désolé en pareille circonstance, de ne point pouvoir vous rendre la pareille, mais le cœur y est !

A retenir.

Tous les gouvernements acquièrent plus de pouvoirs en temps de guerre.

Et si la poule aux œufs d'or existait vraiment ?

Aux Etats-Unis, la douzaine d'œufs coûte actuellement entre 8 et 12 dollars, soit entre 688 et 1032 roupies (1$=86 roupies), en Inde, la douzaine d'œufs coûte environ 60 roupies, avec 688 roupies ou 8$ je pourrais acheter 114 œufs, 206 avec 12$. En France elle coûte 6 €, soit 540 roupies ((1$=90 roupies), l'équivalent de 90 œufs.

Une info de France vient de tomber.

Continuer de manger des œufs ou financer la guerre, il faut choisir !

- Impossible de trouver votre boîte de 6 œufs bio, ou de 12 œufs Label Rouge ? Depuis quelques semaines, il y a des «*trous*» dans le rayon des œufs des supermarchés : peu de choix, et souvent pas celui que vous voulez, vous contraignant à vous rabattre sur un autre produit.

Pourtant championne de la production d'œufs en Europe (15 milliards en 2024), la France ne parvient pas à satisfaire l'appétit de ses compatriotes ! «*Il y a un fort déséquilibre face à la très forte consommation des Français* ».

« *En janvier-février 2025, les ventes d'œufs dans les magasins ont progressé de 5% par rapport à la même période en 2024. Déjà entre 2023 et 2024, les ventes avaient augmenté de 4%*», nous explique le vice-président de l'interprofession.

Alors que les tensions persistent sur le pouvoir d'achat des Français, les contraignant à arbitrer leurs dépenses, les œufs sont devenus le produit star dans les chariots. «*Il s'agit de la protéine animale la moins chère du marché*», ajoute Loïc Coulombel. Preuve que les consommateurs se ruent dessus ? En France, on consomme 224 œufs par personne chaque année, soit 24 de plus qu'il y a 10 ans.

J-C - Effet de la pauvreté et de la surpopulation, chut ! En attendant vous boufferez des œufs issus de batteries industrielles (y compris de missiles !).

- Le problème, c'est que la production peine la cadence. Alors pour faire face à la forte demande, 300 nouveaux bâtiments de poules pondeuses doivent voir le jour d'ici à 2030 mais les travaux accusent du retard.

J-C – C'est comme pour les prisons en somme ! Pour sécuriser l'alimentation des Français, sacrifions leur santé et la liberté des poules, qui iront manifester jusque sur les trottoirs entre République et Bastille ou rue Saint-Denis à Paris ! Il paraît que c'est le progrès !

- Alors faut-il alors craindre une pénurie généralisée dans les prochaines semaines ? Soyez tranquille, la réponse est non. «*Il n'y a pas de manque car les poules pondent tous les jours mais ces tensions vont durer*», ajoute l'expert.

J-C – C'est comme avec la guerre, quand elle est terminée, elles se remettent à pondre à tout-va !

- Des prix en hausse au restaurant

Ouf, les œufs seront toujours bien présents dans nos magasins mais quid des prix ? Faut-il s'attendre à des envolées tarifaires ? «*Le prix des boîtes d'œufs ne va pas augmenter dans l'immédiat pour le consommateur car les marques et les éleveurs signent des contrats à l'année*», détaille Loïc Coulombel. En revanche, en ce qui concerne les œufs utilisés comme ingrédient par l'industrie agroalimentaire (pour faire des gâteaux par exemple), ou ceux servis dans les restaurants, c'est une autre histoire. Les approvisionnements, pour la plupart non contractualisés, subissent en effet la volatilité des cours, et les tarifs ont été multipliés par deux rien qu'entre janvier et mars 2025. Alors, attendez-vous à payer plus cher vos œufs mimosa au restaurant ou votre paquet de madeleines dans votre supermarché.

J-C – Il faut bien que quelqu'un paie l'addition, toujours les mêmes, dans ce poulailler demandez les dindons de la farce, et ils sont nombreux !

- Et le tableau risque de s'assombrir si les États-Unis devaient venir toquer à notre porte pour acheter des œufs. En effet, depuis 2022, ils subissent la pire épidémie de grippe aviaire de leur histoire, ayant entraîné l'abattage de millions de poules pondeuses sur leur territoire. Résultat : face à la pénurie d'œufs dans les rayons des magasins, le prix des rares boîtes disponibles s'envole. Comptez 12 dollars pour 12 œufs ! «*Les États-Unis commencent à demander des œufs à certains pays européens. Pour le moment, rien n'a abouti. Mais s'ils viennent s'approvisionner chez nous, il y aura davantage de tension*», ajoute Loïc Coulombel.

J-C - Les vertus inestimables ou presque, mercantiles, des épidémies fabriquées en veux-tu, en voilà, quand on est con, on est con, et cela se paie un jour. Ils n'ont pas encore compris, que c'était ceux qui étaient au pouvoir qui leur avaient déclaré la guerre.

Bref, avec ma retraite de 400 euros, je crois que pour continuer à manger des œufs pratiquement tous les jours, je ferais mieux de rester en Inde !

Dans les protéines d'origine animale, tous les acides aminés essentiels sont présents en quantité suffisantes. Dès lors, question : pourquoi veulent-ils nous affaiblir, nous rendre malade ?

J-C – Le saviez-vous ?

- Pour un adulte et un senior en bonne santé ayant une activité physique standard, ils sont estimés à 1g/kilo de poids/jour, soit 60g de protéines/j pour une personne pesant 60 kilos.

- 100g de poisson ou de steak haché représentent 25 à 30g de protéines, 2 œufs pour 15g et 100g de fromage blanc nature 0% pour 7g.

- Il y a plus de fer dans 100 g de haricots rouges que dans 100 g de steak de bœuf. Seulement l'organisme assimile mieux celui de la viande (il s'agit de fer héminique, 25 % du fer est assimilable) que celui du haricot rouge, dont seulement 5 % est assimilé et peut passer dans le sang.

- 9 acides aminés indispensables à l'équilibre biologique ne figurent que dans la viande. Dans les protéines d'origine animale, tous les acides aminés essentiels sont présents en quantité suffisantes. Etc.

Vous voilà armés pour comprendre où ils veulent en venir, en partie, c'est déjà mieux que rien !

Pourquoi la majorité des Français ont diminué leur consommation de viande - 20minutes.fr 18 mars 2025

Selon le dernier baromètre de Harris Interactive et du Réseau action climat, 53 % des Français ont réduit leur consommation ces trois dernières années. Si les considérations économiques restent la principale motivation (52 %), d'autres facteurs comme la santé (38 %), l'environnement (35 %) et le bien-être animal (33 %) jouent un rôle grandissant.

J-C - Le décor est planté, l'instrumentalisation peut commencer, à trois facteurs contre un, la raison à l'origine de cette diminution bien que "*principale*" ou majoritaire passe au second plan ou à la trappe, c'est le miracle de la propagande.

Sachant qu'on « *peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps* » (Abraham Lincoln), pour que la population modifie radicalement ou de manière significative et durablement son comportement, il faudrait qu'une motivation supérieure l'y incite, qu'elle soit convaincue non seulement de son bien-fondé, et qu'elle ait les moyens de l'assumer, mais surtout qu'elle en tirera profit, cela fait beaucoup de conditions à remplir, à moins qu'elle y soit contrainte et forcée, ce qui est le cas ici. C'est pour le maquiller qu'ils introduisent d'autres facteurs.

Le prix de la viande a augmenté de 16,3 % entre février 2022 et février 2023.

Voilà l'explication, la meilleure, la véritable explication qui n'est pas valable ou retenue parce qu'elle pulvérise l'argumentation de ces faussaires guidés uniquement par leur idéologie antisociale, si la population consomme moins de viande, c'est uniquement ou principalement à cause de l'inflation ou la hausse considérable du prix de la viande ces dernières années, depuis la promotion du Green New Deal propulsé par le Forum économique mondial, c'est dissuasif. J'en sais quelque chose, je ne mange plus de porc et de mouton depuis des décennies car hors de prix en Inde. Je n'en ai pas mangé depuis 3 jours et je n'en mangerai pas aujourd'hui non plus.

Quel est le pays qui consomme le moins de viande ?

L'Inde est par exemple le quatrième pays du monde où la consommation de viande est la plus faible, derrière le Burundi, la République démocratique du Congo et le Bangladesh.

(Source : https://fr.statista.com/infographie/30735/consommation-de-viande-en-kg-par-habitant-dans-le-monde-par-pays)

La tonne équivalent-carcasse (TEC) est une unité de poids pour mesurer des quantités industrielles de viandes, notamment dans les statistiques de production destinée à l'alimentation.

- Les Français mangent deux fois plus de viande que la moyenne mondiale - lemonde-fr 2 juin 2023

Attendez, leur argumentaire est doublement frauduleux dans la mesure où dans leurs calculs ils se livrent à un amalgame entre la viande réellement consommée, donc cuite, et celle à laquelle ils ont ajouté la carcasse ou les os, la peau, les viscères pour faire croire que les Français consommeraient énormément de viande. C'est ainsi qu'on apprend qu'en 2022, le Français moyen consommait 44,7 kilogrammes de viande par an, ce qui se situe légèrement en-dessous de la moyenne européenne de 48,8 kilogrammes par an, soit 84,9 kilogrammes équivalent carcasse consommés par habitant en 2022 (Source : www.agreste.agriculture.gouv.fr).

D'un coup, l'horrible Français carnivore consomme la moitié moins qu'annoncé dans les articles des médias mainstream, FranceInfo en tête qui n'ont retenu comme référence que le kilogramme équivalent-carcasse. Qu'est-ce que cela représente 44 kilo par an, si on tient compte des enfants en bas âge et des vieux qui en mangent peu ou pas, des végétariens pas du tout, des pauvres qui n'en consomment pas à tous les repas, au total ils représentent environ la moitié de la population, donc environ 30 millions consommeraient 44 kilo de viande par an, soit 120 grammes par jour, un peu moins si on considèrent que parmi les 30 millions mentionnés avant il y en a qui en consomment tout de même un peu, on tombe aux environ de 100 grammes par jour, sachant qu'ils sont susceptibles d'en manger lors des deux repas principaux pris chaque jour, on atteint péniblement 50 grammes.

J'ai trouvé d'autres données qui confirment ce chiffre. Les Français mangeraient en moyenne 300 g de viande hors volaille par semaine, soit 43 gr/jour, auxquels il faut ajouter 74 gr/jour de volaille, du poulet essentiellement, cela donne au total 117g/jour toute population confondue, donc 58 gr/jour si on tient compte de ceux qui n'en mangent pas ou très peu.

On en a confirmation ici.

- En France, la consommation moyenne de viande de boucherie (bœuf, porc, veau, agneau et viande de cheval) s’établit à 46g/jour de viande cuite. Cela représente une consommation moyenne d’environ 320g de viande cuite par semaine (environ 370g en rajoutant la viande des plats cuisinés).

La portion journalière recommandée par le PNNS (Plan National Nutrition Santé) pour un adulte est d’environ 70g de viande cuite, à répartir sur un ou deux repas.

(Source : https://www.bigard.fr/expertise-bouchere/conseils-dexperts)

- Selon une enquête du Credoc (Centre de recherche pour l’étude et l’observation des conditions de vie) datant de septembre 2018, les adultes français consommaient 135 grammes de produits carnés par jour en 2016, contre 153 grammes en 2010

(Source : https://www.nordlittoral.fr/175687/article/2023-06-02/les-francais-consomment-deux-fois-plus-de-viande-que-la-moyenne-mondiale-mais)

Autres sources, entre autres :

https://www.la-viande.fr/nutrition-sante/consommation-viande-france

https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/SynCsm22394/consyn394202207-ConsoViande.pdf

https://www.francetvinfo.fr/environnement/crise-climatique/infographies-moins-de-b-uf-davantage-de-poulet-visualisez-l-evolution-de-la-consommation-de-viande-en-france_6381706.html

C'est quoi Réseau Action Climat ? Une saloperie !

Réseau Action Climat est une ONG qui a le même statut que le GIEC ou l'USAID et poursuit le même objectif. C'est un des acteurs du Green New Deal.

Le Réseau Action Climat - France regroupe 27 organisations nationales de défense de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de solidarité internationale.

Il comprend également 10 associations locales et un collège d'adhérents individuels.

Au niveau international, le Réseau Action Climat dispose du statut d'observateur ONG à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Réseau Action Climat est le représentant français du Climate Action Network International.

Climate Action Network - International (CAN) est un réseau mondial de plus de 1 900 organisations non gouvernementales environnementales (dont WWF, Greenpeace et Les Amis de la Terre) dans plus de 130 pays qui travaillent à promouvoir l'action gouvernementale et individuelle pour limiter les changements climatiques d'origine humaine à des niveaux écologiquement durables.

Climate Action Network - International est le plus actif lors des réunions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Son fondateur, Michael Oppenheimer, un Américain, a été l'un des auteurs principaux du quatrième rapport du GIEC, et l'un des principaux coordonnateur du cinquième rapport. (Wikipédia)

Vont-ils être mobilisés et envoyés de force au front ?

Pourquoi les Français restent-ils silencieux sur la guerre en Ukraine ? - Mondialisation.ca, 17 mars 2025

Depuis le début de la guerre en Ukraine, tous les jours, les Français voient, entendent des généraux ou des anciens hauts gradés de l'Otan, tous à la retraite, commenter chaque minute ce qui se passe en Ukraine. Dans la presse quotidienne importante, *Le Monde* est à l'avant-garde de la lutte « *existentielle* » contre la Russie épousant toutes les idées de Macron, et même ses contradictions, sans contestation réelle.

Et il y la chaine d'information LCI sur le canal 26 qui diffuse 24h sur 24, des, reportages des commentaires et des débats tous identiques : Poutine = Hitler, la guerre russo/ukrainienne =1939/1945 : les soviétiques staliniens contre les américains nos libérateurs, « *vive le héros Zelenszky* » le tout toujours en présence de femmes Ukrainiennes vivant en France et invitées aux

débats, toutes en émotion et en demande de revanche contre les Russes. (Hier sur Fox News, Karoline Leavitt, la porte-parole de la Maison-Blanche a repris ce récit frauduleux en déclarant « *que c'est uniquement grâce aux États-Unis d'Amérique que les Français ne parlent pas allemand aujourd'hui, alors ils devraient être très reconnaissants* » (LePoint.fr 18 mars 2025), alors qu'en réalité c'est le peuple russe qu'on devrait remercier avec ces quelques 27 millions de morts lors de la Seconde Guerre mondiale qui était aussi dirigée contre l'URSS, c'est lui a lutté héroïquement contre le nazisme et ses horreurs, et accessoirement les Occidentaux, ceux qui n'étaient pas pétainistes ou pronazis. – J-C)

Une seule parole est admise : « t*ous unis contre Poutine, le fasciste, le dictateur, le criminel et même : « Satan », etc…* ». Et « *Gloire à l'Ukraine* », sans savoir que ce slogan était celui des bandes fascistes de Bandera, collaborateur ukrainien d'Hitler, qui a participé à l'exécution de 2 millions de juifs ukrainiens entre 1941/1942 dite : la « *shoah par balle* ». La mémoire de Bandera est toujours célébrée en Ukraine car avec les nazis il lutta contre les Russes. Les bandes armées fascisantes Azov, Privat sector, Svoboda, etc., ont toutes été intégrées dans l'armée ukrainienne.

Bref si par inadvertance vous émettez un doute, vous êtes immédiatement taxé de « *Poutiniste* », « défaitiste » « *fasciste* » etc.

Bref au pays de Descartes et Voltaire, c'est que l'émotion a remplacé l'analyse des faits réels.

Pour lire la suite :

https://www.mondialisation.ca/pourquoi-les-francais-restent-ils-silencieux-sur-la-guerre-en-ukraine/5697015?doing_wp_cron=1742226332.2144660949707031250000

En complément, une réflexion relevée dans un autre article.

Revenons sur quelques vérités impossibles à nier sans passer pour un idiot !

En ce qui concerne la Russie, on lui doit notre libération des nazis ; on lui doit bien des découvertes scientifiques de haut niveau et qui profitent à tous ; on lui doit de n'avoir jamais voulu coloniser qui que ce soit ; on lui doit d'avoir tout fait pour que la coopération avec les pays de l'Union Européenne soit efficace et honnête ; et pour nous Français, on lui doit d'avoir développé chez elle une tradition francophile malgré le souvenir de la folie napoléonienne qui allait s'aventurer jusqu'à Moscou !

Que devons-nous penser d'un Macron, qui nous fait un discours de mobilisation pour préparer la guerre contre la menace venant de la Russie, lorsqu'on sait qu'il a fourni des hommes, entraîné des Ukrainiens en France, offert des canons Caesar aux Ukro-nazis pour massacrer des milliers de civils du Donbass et d'autres régions ukrainiennes devenues russes, dont des milliers d'enfants qui ont été tués par ces armes françaises et les munitions toutes occidentales ?

Nous devons savoir que Macron s'est fait, en notre nom, le complice des criminels néo-nazis de l'Ukraine bandériste… Rappelons au passage que la coalition occidentale a voté unanimement contre une résolution de l'ONU qui énonçait des principes généraux de « *Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est* associée » ! Cette résolution a été adoptée par l'ensemble des pays non occidentaux ! Les « *élites* » dirigeantes des pays occidentaux comme un Macron nous faisant le discours du bien et de la nécessité de la guerre absolue contre la Russie, ne sont pas contre la glorification du nazisme, du

néonazisme et d'autres pratiques de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance. Que se passe-t-il donc dans la tête de ce grand malade qui trône à l'Elysée ?

Ce qui se passe dans la tête de Macron ressemble étrangement à ce qui se passait dans la tête d'Hitler, avec le même projet, le même objectif à atteindre, la même finalité ! On se souvient aussi de la fin tragique de ce délire hitlérien …

Après ces quelques réflexions, on peut également se demander comment, à la suite de ces malades au pouvoir, une grande partie des populations occidentales a pu adhérer à la politique et aux sanctions antirusses insensées ? Comment tant de gens ont pu croire à tout ce mal qui a été radoté au sujet de la Russie et des Russes ?

Le modèle imposé à l'Ukraine en 2014 par les anciens collaborateurs des nazis et criminels de masse, bafouant au passage la mémoire des millions de victimes, voulait signifier la continuité du projet principal du nazisme : la destruction de la Russie.

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/reflexions-a-la-suite-du-discours-de-macron-du-5-mars-2025/5696864?doing_wp_cron=1742226903.1800599098205566406250

J-C – La majorité sont des nantis qui s'ignorent et qui pratiquent habituellement le culte du pouvoir et de la personnalité, pour qu'on leur foute la trouille un bon coup, ils sont prêts à croire n'importe quoi et n'importe qui.

Vous avouerez que pour écouter encore Macron, il faut être sacrément con, c'est le moins qu'on puisse dire. Le dire, ce n'est pas méchant ou un jugement de ma part, juste un constat qu'on en est encore malheureusement là. Quand j'ai proposé quelque chose de différent pour lutter contre cette tendance suicidaire, cela n'a intéressé personne, c'était révélateur, non, non pas que j'étais un mégalo, mais qu'on n'était pas près de sortir de la merde ou qu'on s'y complaisait finalement ! Qui ne tente rien n'arrivera jamais à rien.

Stratégie de la peur ou de la terreur pour gouverner. Le gouvernement français en proie à une grave crise d'hystérie, la vraie menace, pourvue qu'elle ne soit pas contagieuse.

Un «*manuel de survie*» pour les Français face aux crises majeures - RT18 mars 2025

Dans le contexte de tensions internationales et de menaces croissantes, le gouvernement français s'apprête à distribuer un « *manuel de survie*» à tous les foyers avant l'été, selon Europe 1. Ce livret d'une vingtaine de pages, calqué sur un modèle suédois, vise à préparer la population à des scénarios aussi variés qu'un conflit armé, une catastrophe naturelle ou une nouvelle pandémie. Une source gouvernementale précise à Europe 1 qu'il s'agit de détailler « *les bons gestes à adopter en cas de menace imminente en France* ». RT18 mars 2025

J-C - On a vraiment affaire à des sadiques, des criminelles, ils veulent rendre fous la population pour qu'elle s'en remette à eux aveuglément, tous les régimes tyranniques agissent de la même manière.

J'observe cela de loin du fin fond de mon petit village du Tamil Nadu dans le sud de l'Inde. Ici les gens ignorent pratiquement tout ce qui se passe au-delà de la limite de leur village, ils doivent être moins schizophrènes que les Français. On peine à croire que les Français seraient évolués, cela reste à prouver. Manifestement, ceux qui croient l'être ignorent à quel point ils se trompent sur eux-mêmes, sinon ils tenteraient d'une manière ou d'une autre de prendre leur destin en mains. Comme vous y allez. Je ne crois pas.

Je sais qu'ils sont dégoûtés par tous les acteurs politiques institutionnels ou parlementaires, on le serait à moins, pour autant ils en existent d'autres, disons plus présentables au premier abord, le sont-ils vraiment, c'est une autre histoire, je ne le crois pas, mais cela n'engage que moi, eux ou la plupart des travailleurs ne le savent pas, ils ont des idées préconçues sur eux qui leur servent de repoussoir, et ils ne cherchent pas à en savoir davantage. Il suffit qu'un parti soit étiqueté extrême gauche pour qu'ils le rejettent, chacun peut l'observer, c'est la vérité, pourquoi, ils n'en savent rien et ils en resteront là. En revanche, ils sont davantage tolérants ou conciliants envers Macron et le gouvernement auxquels ils ne devraient être redevables en rien.

On doit donc en déduire qu'ils n'ont pas envie de prendre en mains leur destin, ils n'en ont pas conscience, alors de quoi ont-ils conscience au juste, pas grand-chose de substantiel de toute évidence, sinon ils n'agiraient pas de la sorte. On dit que dans la vie, qui ne tente rien n'a rien ou n'arrive à rien, c'est leur cas, ils ne croient en rien ni en personne, pas même en eux, puisque lorsqu'ils se cognent la tête cela sonne creux, c'est même ce qui doit leur filer un mal de crâne carabiné, car ça résonne à défaut de raisonner, quand on raisonne, cela amortit les sons !

L'ignorance ne rend pas bon généralement, il y aurait plein de gens remplis de bonnes intentions envers les autres, je n'en suis pas si sûr, l'épisode de la dictature hygiéniste l'a prouvé amplement, semble-t-il. Or, c'est très important d'être animé de bonnes intentions, de préférence en permanence et pas seulement quand on est de bonne humeur ou les jours de fête. Comment réagissent-ils à toutes ces guerres, ils ne sont jamais mobilisés par millions pour les condamner et les faire stopper. Comment réagissent-ils à la pauvreté et à la précarité qui frappent des millions de familles ouvrières, ils s'en accommodent. Ils s'accommodent de tout pour ainsi dire, surtout ce qui ne les concerne pas individuellement. Cela ne les empêche pas de se croire bons ou humanistes. Si je m'adresse à eux, ils ne m'écouteront pas, ils préfèreront écouter Macron ou les journalistes du 20H, car eux au moins ils savent de quoi ils parlent, et ils sont forcément mieux intentionnés que moi, par pur conformisme, c'est rassurant d'appartenir au troupeau de la majorité inconsciente, moi je trouve cela dangereux, voire terrifiant, quand l'enjeu est la guerre ou l'instauration d'un régime autoritaire ou fasciste.

La crise du capitalisme s'aggrave un peu plus chaque jour. Vous en doutiez ?

La crise européenne du logement s'aggrave en Espagne : "*C'est un problème à multiples facettes*" - Euronews 19 mars 2025

Le logement est devenu l'un des principaux problèmes sociaux et économiques en Europe, avec un impact particulièrement important dans des pays comme l'Espagne et des villes comme Madrid et Barcelone. Selon les dernières données d'Eurostat, le coût du logement dans l'Union européenne représente une charge insoutenable pour de nombreuses familles.

Dans les grandes villes de l'Union, 10,6 % des ménages consacrent plus de 40 % de leurs revenus au loyer, alors que ce chiffre tombe à 7 % dans les zones rurales. En Grèce par exemple, plus de 31 % des ménages urbains dépassent ce seuil. C'est le pays le plus mal loti.

Entre 2015 et 2023, les prix des logements dans l'UE ont augmenté de 48 % en moyenne, avec des variations importantes entre les pays.

Royaume-Uni: les travaillistes coupent 5 milliards dans les aides au handicap - AFP 18 mars 2025

L'ensemble des mesures annoncées mardi "*devraient permettre d'économiser plus de 5 milliards de livres*" par an d'ici 2029/30, soit près de 6 milliards d'euros, a estimé Mme Kendall.

Le pays a dépensé 296,3 milliards de livres (352 milliards d'euros) en aides sociales en 2023/24, soit 11% de son PIB, d'après les calculs de l'Office for Budget Responsibility.

Les trompettes de la mort sonnent le rappel général de la guerre en Europe.

Réarmement : Emmanuel Macron annonce des commandes d'avions Rafale - Publicsenat.fr 19 mars 2025

France. L'industrie militaire au secours des usines automobiles ? - 20minutes.fr 18 mars 2025

Allemagne : Merz pointe son "*bazooka*" budgétaire contre la menace russe - AFP 18 mars 2025

Londres prévoit de déployer des soldats de la paix en Ukraine pour une durée illimitée - RT 17 mars 2025

Royaume-Uni: les travaillistes coupent 6 milliards d'euros dans les aides au handicap - AFP 18 mars 2025

Les États baltes et la Pologne envisagent de se retirer de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel - RT 18 mars 2025

A tous les cons qui prennent pour argent comptant tout ce que dit Trump, et ils sont légion.

Trump : la promesse de mettre fin à la guerre en Ukraine en 24 heures était « *sarcastique* » – Euronews 15 mars 2025

Le comble du raffinement chez un tyran, c'est de célébrer ses exploits.

Emmanuel Macron profite des 5 ans du confinement pour rappeler « l'unité » française révélée par le Covid-19 - Le HuffPost 16 mars 2025

Cinq ans après le confinement : quels sont les nouveaux virus qui nous menacent ? - Publicsenat.fr 17 mars 2025

Un article délirant où ces malfaisants prédisent une multitude d'épidémies d'ici 2030 ou 2050 à cause du réchauffement climatique qui en réalité est un bienfait pour l'humanité, mais pas pour le capitalisme, vous aurez compris qui était leur ennemi.

https://fr.news.yahoo.com/cinq-ans-apr%C3%A8s-confinement-quels-174429132.html

Crises d'autoritarisme.

Lutte contre le narcotrafic : le texte de loi défendu par Retailleau promet de mettre le feu à l'Assemblée - Le HuffPost 17 mars 2025

"*Je demande un vrai choc d'autorité*": Valérie Pécresse, présidente LR de la région Île-de-France, réagit à l'attaque à main armée d'un buraliste dans la Drôme - BFMTV 17 mars 2025

OQTF: l'Algérie rejette la liste de Bruno Retailleau, le ministre annonce le déclenchement prochain d'une "*riposte graduée*" - BFMTV 17 mars 2025

Et toujours plus liberticide, antisocial, raciste.

Palpations, caméras-piétons...Le Parlement adopte définitivement une loi sur la sécurité dans les transports - BFMTV 19 mars 2025

Le texte élargit notamment les prérogatives des forces de sécurité dans les transports (Sûreté ferroviaire pour la SNCF, et GPSR pour la RATP), qui pourront procéder à des palpations sans avoir besoin du feu vert des préfets, intervenir aux abords des gares, et saisir des objets considérés comme potentiellement dangereux.

Immigration : le Sénat allonge la durée de résidence nécessaire au versement de plusieurs prestations sociales - Publicsenat.fr 19 mars 2025

Le Sénat adopte le texte LR augmentant la durée de rétention administrative de certains étrangers condamnés - Publicsenat.fr 19 mars 2025

Voile dans le sport: Bayrou recadre ses ministres et donne raison à Retailleau et Darmanin - BFMTV 18 mars 2025

Bruno Retailleau et Manuel Valls à l'affiche d'un meeting contre l'islamisme le 26 mars à Paris - BFMTV 19 mars 2025

Le totalitarisme ne manque pas de représentants. La tyrannie assumée. Quand ils menacent toutes nos libertés.

- Nicolas Winter, urgentiste pédiatrique à l'hôpital de Valenciennes (Nord) : "*Quand je vois des enfants qui ne sont pas à jour de leurs vaccins, je dis aux parents que j'ai le devoir de faire un signalement à la justice.*" FranceInfo 18 mars 2025

Mimique ou rivalité. Lequel des deux est le plus psychopathe ou cinglé ?

Macron déclare la guerre à la Russie.

Emmanuel Macron évoque la possibilité de déployer des troupes en Ukraine à des fins d'entraînement – RT 16 mars 2025

Mélenchon déclare la guerre aux Etats-Unis.

« *Nous affrontons quelqu'un aux États-Unis qui nous agresse et nous affrontons quelqu'un en Russie qui, lui, envahit l'Ukraine. Moi, je suis 'ni Trump, ni Poutine'. Je ne réserve pas mes coups à l'un ou à l'autre* », a lancé Jean-Luc Mélenchon.

Quand Mélenchon s'exprime en représentant de la France, en ministre de la Guerre de Macron.

« *Celui qui nous menace physiquement, c'est monsieur Trump, parce que c'est lui qui vient de mettre des droits de douane, qui asphyxie une partie de notre économie. Celui qui menace des nations amies de les envahir ou de les annexer, c'est lui, puisqu'il menace le Mexique, il menace le Canada, qui sont des nations alliées... Et c'est lui qui menace l'Europe puisqu'il a encore répété il y a trois jours qu'il occuperait le Groenland le moment venu* », a également déclaré le dirigeant Insoumis, alors que les alliés de Kiev sont convenus samedi d'exercer une « *pression collective* » sur la Russie.

Quand Mélenchon colporte la stratégie de la terreur climatique.

« *La résistance de masse de la population aux événements terribles climatiques, c'est la même chose que de résister à une agression* », a-t-il affirmé. BFMTV 16 mars 2025

A bas l'écologie politique, tyrannie, un levier de la dictature du capital !

Vignette Crit'Air : dans quelles villes sera-t-elle obligatoire en 2026 ? - LePoint.fr 18 mars 2025

Les restrictions de circulation vont se resserrer en 2026. De nouvelles zones à faible émission (ZFE) vont entrer en vigueur dans plusieurs grandes villes de l'Hexagone, entraînant l'obligation de détenir une vignette Crit'Air pour y circuler. À ce jour, la France compte 25 ZFE, dont des grandes métropoles comme Paris, Lyon ou encore Bordeaux.

Mais d'ici à 2026, 42 villes seront concernées, rapporte Auto-Plus (1).

1 - Auto-Plus, la liste des agglomérations : https://www.autoplus.fr/actualite/vignette-critair-la-liste-complete-des-villes-ou-elle-sera-obligatoire-en-2026-1368342.html

J-C – J'imagine le casse-tête quand tu dois te déplacer en France avec une vieille caisse, si tu dois éviter telle ou telle ville où tu es devenu persona non grata, un paria, un salaud de pollueur en somme, remarque bien, que pour eux tu étais déjà un salaud de pauvre. Ceux qui t'avaient déjà décerné cette médaille de la honte en rajoutent une, vous me direz que c'est normal, ils adorent les uniformes et la guerre, toutes les guerres !

Les écologistes ont adopté la mentalité des bourgeois et l'idéologie des capitalistes. Ils haïssent les plus pauvres, ceux qui roulent avec une vielle bagnole encore en bon état, parce qu'ils s'en servent peu ou de moins en moins car le carburant est trop cher, ils sont déjà endettés et les caisses électriques sont hors de prix.

En Inde je n'en ai pas, je roule en scooter Suzuki 125, 55 km/litre, 28.000 km au compteur, acheté neuf cash et en espèce il y a 8 ans 63.000 roupies, il en vaut 110.000 en 2025. Je m'en sers essentiellement pour faire mes courses, sinon je sors très peu de chez moi, je profite du jardin.

Santé.

Par Joe Murphy, lieutenant-colonel dans les Marines américains, affecté à la DARPA en 2020-2021.

Quels sont les décès dus au vaccin ?

Ces décès sont survenus bien après le début de la guerre, à un moment où l'on pouvait réévaluer l'objectif et la valeur de la guerre et de sa perpétuation. De plus, ces décès concernent les jeunes. Ces décès sont cachés par l'oligarchie mais visibles : l'athlète qui tombe sur le terrain ; le coureur qui se serre le cœur et s'écroule au coin de la rue ; le lieutenant en pleine forme qui meurt au bord de la route ; le commandant qui s'effondre pendant le test d'aptitude physique, ses pairs maintenant son corps violemment secoué pour l'empêcher de s'étouffer avec sa langue ; le capitaine qui s'effondre chez lui devant sa femme et ses enfants ; l'ancien combattant qui se réveille soudain dans la nuit, s'agrippe à sa femme, hurle et meurt instantanément d'une embolie pulmonaire ; la petite fille qui joue avec les enfants du voisinage en faisant des mouvements bizarres ; les mères qui préparent le dîner en pleurant parce qu'elles ne sont plus les mêmes depuis qu'elles ont pris des médicaments pour le cœur…

L'oligarchie a été contrainte par la réalité de reconnaître que les injections provoquent des lésions cardiaques. Les données s'accumulent sur les maladies auto-immunes, les problèmes menstruels, les fausses-couches, le cancer et de nombreuses autres affections : vertiges, acouphènes, hypertension, colites, paralysies de Bell, éruptions cutanées sur tout le corps, Guillain-Barré et, bien sûr, les caillots et les caillots et toujours les caillots. Comme la plupart des Américains, ma femme et moi avons des dizaines de parents et d'amis qui souffrent de ces maladies. Certains estiment que le nombre de décès aux Etats-Unis est équivalent au nombre de décès pendant la guerre au Vietnam, pour chaque année depuis que les vaccins Covid ont été introduits(14). 24% d'Américains ont déclaré connaître quelqu'un qui a été tué par les vaccins(15). Quel est l'intérêt composé de ce taux de pertes ? Je peux citer le nom de dix-huit anciens combattants qui sont tombés malades ou sont décédés. Les décès de mon bataillon lors des deux déploiements de la guerre d'Afghanistan étaient deux fois inférieurs.

Joe Murphy est lieutenant-colonel dans les Marines américains et compte plus de 16 ans de service. Dans le cadre de son affectation actuelle, il dirige le développement des technologies de combat au sol pour le corps des Marines et gère des éléments de l'initiative Replicator du ministère de la Défense (Department of Defense) pour les systèmes autonomes. Il a participé à la guerre en Afghanistan et a été déployé dans le monde entier, du Moyen-Orient à l'Arctique. Il a passé un an en mer au cours de ces déploiements. Il est diplômé de l'Académie navale, de Virginia Tech et de la Naval Postgraduate School. Alors qu'il était affecté à la DARPA en 2020-2021 en tant que Commandant's Fellow, il a découvert la proposition de projet DEFUSE de l'EcoHealth Alliance, qui détaille les travaux de recherche considérés comme le schéma directeur du SRAS-CoV-2. Il en a fait part aux organismes d'enquête et est devenu un dénonciateur officiel. Il est bénévole au sein de l'organisation à but non lucratif React19, où il participe à la création d'une fondation pour les forces armées destinée aux anciens combattants endommagés par le vaccin COVID.

https ://www.aimsib.org/2025/03/16/loligarchie-de-la-biodefense-et-ses-defaites-demographiques/

France.

L'Agence française de développement sert à financer la propagande idéologique de l'extrême centre sur fond de gabegie et de corruption. – RT 14 mars 2025

RT révèle à quoi sert l'argent de l'Agence française de développement

Dans le contexte de la mise en place d'une commission d'évaluation des activités de l'Agence française de développement (AFD), analogue de l'USAID américaine, RT, citant des experts, a examiné où et à quelles fins l'argent de l'organisation a été dépensé. Selon RT, les bénéficiaires de l'aide française étaient principalement les pays d'Afrique de l'Ouest, qui se trouvaient autrefois dans la zone d'influence néocoloniale française.

D'après RT, l'AFD a financé des projets visant à réduire la violence sexiste dans les écoles secondaires de Madagascar par le biais de cours de rugby. En outre, l'AFD a dépensé 637 000 euros pour assurer «l'indépendance économique et la santé menstruelle des adolescentes et des femmes» dans un camp de réfugiés syriens. L'Agence française de développement a également investi 1,7 million d'euros dans un projet visant à «*sensibiliser au sort des communautés sexuelles non traditionnelles dans le Caucase et en Afrique*».

RT, citant le politologue russe Alexeï Tchikhatchev, a rapporté que malgré le positionnement de l'AFD en tant qu'organisation apolitique, ses activités démontrent le contraire. L'expert russe a noté que l'Agence française de développement accordait une attention particulière au travail dans les anciennes colonies françaises et soutenait les forces pro-occidentales dans ces pays.

OIF : Après le Niger et le Burkina Faso, le Mali quitte à son tour la Francophonie - 20 Minutes/AFP 19 mars 2025

Bamako, Ouagadougou et Niamey sont de nouveau sur la même ligne pour défier la France. Après le Burkina Faso et le Niger la veille, le Mali a annoncé mardi son retrait de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Bayrou n'a jamais dit qu'il reviendrait sur l'âge légal de départ à la retraite, jamais. Alors c'est quoi cette mascarade ?

Réforme des retraites : les syndicats, la gauche et le RN s'insurgent après le refus du Premier ministre de revenir à l'âge légal de départ à 62 ans - FranceInfo 16 mars 2025

François Bayrou a exclu dimanche, lors d'une interview, un retour à l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, provoquant l'ire des syndicats, des oppositions et notamment du PS.

Une petite phrase qui intervient dans un contexte bien particulier : les partenaires sociaux, réunis en conclave, négocient, depuis fin février et jusqu'au 28 mai, l'épineuse réforme des retraites. Adopté par 49.3 et dans la douleur par le gouvernement d'Elisabeth Borne, le texte a repoussé l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans.

"*Nous pouvons rechercher une voie de réforme nouvelle, sans aucun totem et sans aucun tabou, pas même l'âge de départ à la retraite*" avait promis le patron du MoDem, lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, le 14 janvier dernier. Deux mois plus tard, le chef du gouvernement a donc tranché : pas question de revenir à 62 ans.

Ils ne réussiront pas à se faire passer pour plus cons qu'ils sont, ils sont surtout corrompus !

La réaction des syndicats ne s'est pas fait attendre. "*C'est scandaleux*", a affirmé à l'AFP le négociateur de la CGT sur les retraites Denis Gravouil, en estimant qu'"*on ne peut pas faire confiance à François Bayrou*". "*Les concertations ont été rouvertes sur l'idée qu'il n'y avait pas de totem ni de tabou, donc on pouvait discuter de tout*", a-t-il commenté.

"*La CFDT juge les propos de François Bayrou incompréhensibles*", a pour sa part affirmé le négociateur de la centrale syndicale, Yvan Ricordeau, dans une déclaration à l'AFP.

François Bayrou "*dit juste la vérité*", assure auprès de franceinfo l'un de ses proches. "*Il y a une forme d'hypocrisie de certains syndicats* " s'agace-t-il, reconnaissant néanmoins que "*personne n'avait prévu qu'il lâche ça*".

La mascarade ne devait pas être dévoilée, voilà ce qu'ils reprochent tous à Bayrou.

"*La mascarade apparaît au grand jour*", a de son côté réagi le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, sur X. Mathilde Panot, a évoqué, elle aussi, "*un scandale*", avant de développer sur son compte X.

Bayrou n'avait pris aucun engagement, il n'a pas menti. Elle avoue qu'ils l'avaient prévu, ils nous prennent bien pour des cons !

« *Bayrou vient à l'instant de mentir et de trahir son engagement sur les retraites. Exactement comme nous l'avions prévu.* », *au même moment, sur LCI, la cheffe de file des députés LFI, Mathilde Panot.*

Ce qui "*éclate*" au grand jour, c'est la collusion qui existait entre Bayrou et LFI notamment.

"*Tout ça, c'est un peu le bal des faux-culs de la part de François Bayrou*", a quant à lui dénoncé dimanche sur franceinfo le député LFI Eric Coquerel, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. "*Ce conclave avait été imaginé pour éviter la motion de censure. A aucun moment François Bayrou n'avait envisagé de l'utiliser pour remettre en question la réforme Borne. Aujourd'hui, ça éclate au grand jour*", a-t-il ajouté.

Mayotte : Une nouvelle base militaire annoncée, les Comores agacées - 20 Minutes/AFP 15 mars 2025

L'annonce de la construction d'une nouvelle base navale française à Mayotte fait vivement réagir les Comores, qui dénoncent une *« militarisation à outrance* » de l'île et craignent une aggravation des tensions déjà existantes. « *Décider de militariser Mayotte n'est pas la réponse appropriée* », a critiqué vendredi le ministre comorien de l'Intérieur, Fakridine Mahamoud, estimant que cette initiative allait « *à contresens de l'histoire de notre continent* » et risquait d'envenimer la situation.

« *Il est étonnant qu'au lendemain d'un cyclone meurtrier, la priorité soit une base militaire plutôt que la réhabilitation des infrastructures sociales dont les Mahorais ont besoin* », a réagi Nadia Tourqui, membre du Comité Maore, un collectif militant pour le retour de Mayotte dans l'Union des Comores. Dans le contexte du passage du cyclone Chido, la construction de la base militaire apparaît pour certains comme une décision déconnectée des urgences locales.

Pour Nadia Tourqui, cette annonce met également en lumière une contradiction dans la politique française. « *La France se présente comme défenseur du droit international en Ukraine, mais dans l'océan Indien, elle bafoue le droit des Comores à la souveraineté et à l'intégrité de son territoire* », dit-elle.

Palestine occupée.

Benjamin Netanyahou limoge le chef du Shin Bet - RT 17 mars 2025

Dans la soirée du 16 mars, Benjamin Netanyahou a révélé sa décision de démettre Ronen Bar de ses fonctions de directeur du Shin Bet. Cette annonce n'a guère étonné, les relations entre les deux hommes étant marquées par une animosité croissante ces derniers mois. Pour expliquer son choix, le Premier ministre a invoqué un «*manque de confiance*».

Israël bombarde Gaza et tue des journalistes, affirmant que ce sont des membres du Hamas - RT 16 mars 2025

L'armée israélienne a mené une frappe à Beit Lahia, dans le nord de Gaza, affirmant avoir tué des membres du Hamas et du Jihad islamique. La Défense civile de l'enclave palestinienne indique de son côté qu'il s'agissait d'un groupe de journalistes qui faisait un reportage sur le mois du ramadan à Gaza.

Selon le syndicat des journalistes palestiniens, un reporter et trois photojournalistes faisaient partie du groupe visé. L'un d'eux était spécialisé dans les prises d'images par drone, a précisé la défense

civile. Ces frappes ont visé un véhicule appartenant à la Fondation Al-Khair pour qui les quatre journalistes «*préparaient des reportages et des documentaires*» sur les activités de l'association pendant le ramadan, le mois de jeûne musulman. RT 16 mars 2025

Au moins 220 morts dans des frappes à Gaza, le Hamas accuse Israël de reprendre la guerre - AFP 18 mars 2025

J-C - Le bilan provisoire s'élève désormais à 413 morts, plus d'un millier de personnes ont été blessées, un nouveau massacre. (RFI 18 mars 2025)

Des frappes israéliennes sans précédent depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 19 janvier ont fait au moins 220 morts à Gaza, a annoncé mardi la Défense civile du territoire palestinien, le Hamas accusant Israël de "*reprendre la guerre*".

Les Forces de défense israélienne et l'Agence de sécurité intérieure ont revendiqué "*des frappes étendues sur des objectifs terroristes appartenant à l'organisation terroriste Hamas dans la bande de Gaza*", dans un communiqué commun sur Telegram.

Les frappes ont fait "*au moins 220 morts (...) pour la plupart des enfants, des femmes et des personnes âgées*", a déclaré à l'AFP Mahmoud Bassal, porte-parole de la Défense civile de Gaza, une organisation de premiers secours dépendant du Hamas.

"*Israël agira dorénavant contre le Hamas avec une force militaire accrue*", a souligné la même source. La présidence des Etats-Unis a déclaré avoir été consultée par Israël en amont des frappes.

Le Hamas, au pouvoir à Gaza depuis 2007, a accusé M. Netanyahu de "*torpiller*" la trêve et de vouloir "*sacrifier*" les otages.

L'offensive se poursuivra "*aussi longtemps que nécessaire*" et s'étendra au-delà du seul recours à des frappes aériennes, a souligné un responsable israélien.

J-C – En réalité, cette guerre à l'initiative des anglo-saxons n'a jamais cessé depuis quand déjà, les premiers peuplements de colonisation sioniste vers la fin du XIXe siècle…

Malgré la relative accalmie à la frontière, Israël bombarde le Liban et tue des membres du Hezbollah - RT 16 mars 2025

«*Plus tôt dans la journée [du 15 mars], l'armée israélienne a attaqué et éliminé deux terroristes du Hezbollah qui étaient impliqués dans la reconnaissance et la direction d'opérations terroristes dans les régions de Yatar et de Mays al-Jabal, dans le sud du Liban*», a déclaré le porte-parole arabophone de l'armée israélienne Avichay Adraee, insistant sur le fait que «*l'activité de ces deux terroristes constituait une violation des accords entre Israël et le Liban*».

Un raid similaire a été mené dans la soirée du 15 mars contre une camionnette à Bourj el-Moulouk, dans le caza de Marjeyoun, entraînant également la mort d'une personne. L'armée israélienne a revendiqué l'attaque, affirmant avoir visé un membre du Hezbollah impliqué dans des «*activités terroristes*» dans la région.

Par ailleurs, un navire militaire israélien a tiré à plusieurs reprises en direction des eaux territoriales libanaises, sans qu'il soit clairement établi quelle était la cible. Entre 22h et 23h, des soldats israéliens ont avancé depuis le kibboutz de Misgav Am jusqu'aux abords du cimetière et de la mosquée détruite d'Adaïssé, pénétrant ainsi en territoire libanais, tandis qu'une autre patrouille s'est positionnée près de Kfar Kila. Des échanges de tirs à l'arme automatique et des tirs d'obus ont également été signalés aux environs de Kfarchouba.

Dans la nuit du 15 au 16 mars, la municipalité de Houla (Marjeyoun) a rapporté que l'armée israélienne avait creusé une «*tranchée*» en direction du site d'el-Abad, situé près du village, «*occupant ainsi de facto une zone située en dehors des cinq positions*» où elle est normalement déployée au Sud-Liban. La municipalité a exhorté les autorités libanaises à intervenir immédiatement en exerçant des pressions sur l'ONU et le comité chargé de superviser l'application du cessez-le-feu, afin que les terres «*usurpées*» soient restituées. RT 16 mars 2025

Guerre en Ukraine.

Ce que se sont dit Vladimir Poutine et Donald Trump lors de leur appel - LePoint.fr 19 mars 2025

Les deux dirigeants ont discuté par téléphone, pendant deux heures trente, à propos de la guerre en Ukraine. Une discussion qualifiée de « *détaillée et franche* » par le Kremlin.

La Maison-Blanche vante, de son côté, « *l'immense avantage* » d'une « meilleure » relation entre les États-Unis et la Russie. Dans un communiqué, elle explique que des négociations sur l'Ukraine vont commencer « *immédiatement au Moyen-Orient* ». Celles-ci vont porter sur la « *mise en œuvre d'un cessez-le-feu maritime en mer Noire, un cessez-le-feu complet et une paix permanente* ». « *Les dirigeants sont convenus que le mouvement vers la paix commencerait par un cessez-le-feu sur les infrastructures énergétiques* », a-t-elle indiqué.

La Russie a affirmé avoir accepté de cesser les frappes sur ces infrastructures pour une durée de trente jours. Selon le Kremlin, Vladimir Poutine, qui a « *réagi positivement* » à cette demande américaine, « *a immédiatement donné aux militaires russes un ordre correspondant* ». Le président russe a également dit à Donald Trump être prêt à travailler avec les États-Unis sur les « *voies possibles d'un règlement* » du conflit en Ukraine. Il a appelé à une résolution du conflit « *globale, durable et sur le long terme* » en tenant compte des intérêts de sécurité de la Russie.

Lors de cet appel, Vladimir Poutine a également informé Donald Trump qu'un échange de prisonniers aurait lieu entre la Russie et l'Ukraine ce mercredi. Les deux pays sont convenus d'échanger 175 détenus.

Vladimir Poutine en a également profité pour fixer les conditions d'une trêve à son homologue américain, dont la fin du « *réarmement* » de l'Ukraine. « *La partie russe a souligné un certain nombre de points essentiels concernant le contrôle effectif d'un éventuel cessez-le-feu sur l'ensemble de la ligne de contact, la nécessité de mettre fin à la mobilisation forcée en Ukraine et au réarmement des forces armées ukrainiennes* », a rapporté le Kremlin dans un communiqué.

Vladimir Poutine a également réclamé l'arrêt de l'aide occidentale à Kiev ainsi que le partage de renseignements. « *Il a été souligné que la condition clé pour empêcher une escalade du conflit et*

œuvrer à sa résolution par des voies politiques et diplomatiques doit être l'arrêt de l'assistance militaire étrangère et de la fourniture d'informations à Kiev », a indiqué la présidence russe dans un communiqué. LePoint.fr 19 mars 2025

L'Europe ne pliera pas. Alors que Donald Trump et Vladimir Poutine sont convenus d'un cessez-le-feu de 30 jours sur l'énergie et les infrastructures, le chancelier allemand Olaf Scholz et Emmanuel Macron ont rassuré ce mardi 18 mars l'Ukraine sur la poursuite de l'aide militaire au pays face à la Russie. Une réponse ferme à Moscou qui a réclamé un « *arrêt complet* » de l'aide occidentale en contrepartie de cette trêve temporaire avec Kiev. Le HuffPost 19 mars 2025

Les États-Unis se retirent du groupe d'enquête judiciaire sur l'Ukraine - RT 17 mars 2025

Le 17 mars, les États-Unis ont officiellement annoncé leur retrait du Centre international d'enquête sur les crimes contre l'Ukraine, selon le *New York Times*. Ce centre, basé à La Haye et supervisé par Eurojust, avait pour mission d'enquêter sur l'opération militaire russe en Ukraine. Washington, qui avait rejoint cette initiative en 2023 sous l'administration Biden, a informé les responsables européens de son retrait par un message confidentiel avant de l'officialiser.

L'administration américaine justifie ce choix par une réaffectation des ressources du ministère de la Justice. Selon RBC Russia, les États-Unis réduisent également leur coopération avec l'Ukraine sur les enquêtes en cours, notamment en mettant fin à la mission d'un procureur américain qui travaillait avec des enquêteurs ukrainiens et européens à La Haye. Ce retrait marque une évolution dans la position de Washington, qui avait jusqu'à présent maintenu une participation active dans cette structure.

En parallèle, le ministère américain de la Justice réduit également l'activité de son équipe spécialisée dans les crimes en Ukraine, créée en 2022 sous l'administration Biden. Selon le NYT, cette unité avait notamment pour mission d'assister les procureurs ukrainiens et de coordonner les efforts américains en matière de poursuites judiciaires. Sous l'administration Trump, cette coopération est désormais limitée.

Cette approche marque un tournant par rapport à la stratégie de l'administration Biden, qui privilégiait le soutien militaire et judiciaire à l'Ukraine.

Etats-Unis.

États-Unis: Trump expulse 200 membres d'un gang vénézuélien, invoquant une législation de 1798 - BFMTV 17 mars 2025

Le président américain Donald Trump a invoqué une législation de temps de guerre pour expulser plus de 200 membres présumés du gang vénézuélien Tren de Aragua vers le Salvador, dont l'incarcération dans une prison de haute sécurité a été annoncée dimanche 16 mars par le président Nayib Bukele.

Saisi par des défenseurs des droits humains contre cette loi de 1798, utilisée pour la dernière fois pendant la Seconde Guerre mondiale pour interner des Japonais, un juge fédéral américain avait ordonné samedi une suspension de 14 jours de toute expulsion.

La Maison Blanche a assuré dimanche que les trois avions transportant les membres du gang, classé "*organisation terroriste*" par Washington, avaient déjà décollé quand la décision de justice a été rendue.

Pour des groupes de défense des droits civils, si l'invocation par Donald Trump de la Loi sur les étrangers et la sédition de 1798 était confirmée par les tribunaux, elle pourrait permettre l'expulsion d'un très grand nombre de migrants adultes sans justification, ni audience.

Nayib Bukele a annoncé sur X l'arrivée au Salvador d'un "*premier groupe de 238 membres de l'organisation criminelle vénézuélienne Tren de Aragua*" et de leur transfert au Centre de détention pour terroristes (Cecot), prison de haute sécurité inaugurée fin janvier 2023 dans le cadre de sa "guerre" contre les groupes criminels.

"*Merci au Salvador et en particulier au président Bukele pour votre compréhension de cette situation horrible*", a réagi le président américain sur son réseau Truth Social.

Dans son ordre d'expulsion, Donald Trump affirme que Tren de Aragua "*menait une guerre irrégulière contre le territoire des États-Unis, à la fois directement et sous la direction, clandestine ou non, du régime de Maduro*".

Cette décision rend tous les membres du gang Tren de Aragua "*passibles d'une interpellation, détention et expulsion immédiates*".

En réaction, Caracas a dénoncé une décision du gouvernement américain qui "*criminalise de façon infâme et injuste la migration vénézuélienne*".

J-C - Trump doit donner des gages au gang mafieux de l'oligarchie qui l'a mis en place, il ménage Poutine et il s'en prend à Maduro, il faut bien compenser ou l'un n'empêche pas l'autre.

***"Cette agence est une énorme pourriture"*, on ne vous le fait pas dire...**

J-C - S'ils se traitent mutuellement de pourriture, ce serait nous faire un procès d'intention de nous accuser de gauchiste quand on l'affirme, n'est-ce pas ? Comme je le rappelle souvent, peut-être pas sur le coup mais à la longue les faits me donnent raison dans plus de 90% des cas. C'est juste un constat, revisitez les causeries depuis 2008 et vérifiez-le au besoin.

Trump accuse la Voix de l'Amérique de propagande radicale et ferme la radio - RT 17 mars 2025

Le 15 mars, Donald Trump a publié un décret visant à démanteler l'Agence des États-Unis pour les médias mondiaux (USAGM), une organisation gouvernementale qui comprend Voice of America (VOA, La Voix de l'Amérique), l'Office of Cuba Broadcasting, Radio Free Europe/Radio Liberty, Radio Free Asia et d'autres. Un jour seulement après le licenciement de l'ensemble du personnel, les employés contractuels ont reçu des courriels les informant qu'ils seraient aussi licenciés à la fin du mois de mars. Le courrier électronique indiquait aux contractuels : «*Vous devez terminer immédiatement tout travail et il vous est désormais interdit d'accéder aux bâtiments ou aux systèmes de l'agence*».

La décision du président américain Donald Trump de mettre fin au financement public de VOA vise à s'assurer que les contribuables ne paient plus pour la «*propagande radicale*», a déclaré la Maison Blanche.

Dans un communiqué du 15 mars, intitulé «*La voix de l'Amérique radicale*», l'administration a détaillé une liste d'infractions commises par VOA. Parmi les raisons invoquées : le «*contenu anti-Trump de la VOA sur les médias sociaux*» et «*la coercition à des fins politiques partisanes*» permise par la société. Elle est aussi accusée d'allouer «*mal les fonds*» et de supprimer «*les histoires négatives sur l'Iran*».

La Maison Blanche affirme que la VOA a violé à plusieurs reprises les normes journalistiques et l'accuse de partialité systémique, citant plus d'une douzaine de sources. Parmi elles, Dan Robinson, vétéran de la VOA depuis 34 ans, a qualifié l'année dernière l'agence d'«*opération voyou remplie d'arrogance qui reflète souvent le parti pris gauchiste associé aux médias nationaux partisan*s».

Kari Lake, conseillère principale de l'USAGM nommée par Trump, a fait écho à la position de l'administration.

«*L'Agence américaine pour les médias mondiaux continuera à mettre en œuvre tous les programmes statutaires qui relèvent de sa compétence et à se débarrasser de tout ce qui n'est pas statutairement requis. Je soutiens pleinement le décret du président. Le gaspillage, la fraude et les abus sont monnaie courante dans cette agence et les contribuables américains ne devraient pas avoir à les financer*», a-t-elle déclaré. «De fond en comble, cette agence est une énorme pourriture et un fardeau pour le contribuable américain – un risque pour la sécurité nationale de cette nation – et elle est irrémédiablement brisée».

Trump, qui critique depuis longtemps le radiodiffuseur, a signé le 14 mars un décret réduisant le financement de l'entité mère du radiodiffuseur, l'Agence américaine pour les médias mondiaux (USAGM). Le décret exige que l'agence réduise ses opérations et son personnel au strict minimum légal et qu'elle soumette un plan de mise en conformité dans les sept jours. Le 15 mars, le directeur de la VOA, Michael Abramowitz, a déclaré qu'il avait mis la quasi-totalité de son personnel (1 300 personnes) en congé administratif à la suite de la publication de l'ordonnance.

Début février, Elon Musk, justifiant la nécessité de fermer ces stations de radio, a déclaré que «personne ne les écoute plus», comparant ces médias à des «*radicaux fous de gauche qui se parlent à eux-mêmes, claquant 1 milliard de dollars par an pris sur l'argent des contribuables américains*».

En Russie, les deux agences figurent sur le registre des agents de l'étranger depuis 2017. En février 2024, le ministère de la Justice a inclus Radio Free Europe/Radio Liberty dans la liste des organisations indésirables.

Trump annonce des frappes américaines « *décisives* » sur les Houthis au Yémen - 20 Minutes/AFP 16 mars 2025

Les Etats-Unis ont mené « *une action militaire décisive et puissante* » contre les Houthis au Yémen, a annoncé samedi Donald Trump, quelques jours après l'annonce par le groupe rebelle de la reprise des attaques qu'il menait depuis un peu plus d'un an contre des navires de commerce que les Houthis estiment liés à Israël.

Cette décision fait suite au refus d'Israël de permettre la reprise de l'acheminement de l'aide vers la bande de Gaza, dévastée par plus de 15 mois de guerre. Vous avez fait votre temps et vos attaques doivent cesser à partir d'aujourd'hui », a ajouté Donald Trump au sujet des « *terroristes houthis* », auxquels il a promis « *l'enfer* ».

Dans un message sur son réseau Truth Social, le président américain a également demandé à l'Iran « *d'arrêter immédiatement* » son soutien aux Houthis, qui contrôlent de larges pans du territoire yéménite, dont la capitale Sanaa. 20 Minutes/AFP 16 mars 2025

Yémen: les rebelles Houthis revendiquent deux attaques contre un porte-avions américain - BFMTV 17 mars 2025

Les rebelles houthis du Yémen, soutenus par l'Iran, ont revendiqué dimanche 16 et lundi 17 mars deux attaques contre un porte-avions américain en mer Rouge et affirmé qu'ils frapperaient des cargos américains, en riposte aux frappes menées par les États-Unis qui ont tué, selon Washington, plusieurs de leurs chefs.

Le chef des Houthis, Abdel Malek al-Houthi, a appelé les Yéménites à se rassembler lundi "par millions" pour protester contre ces frappes qui ont visé samedi notamment Sanaa, la capitale du Yémen, et fait 53 morts, dont cinq enfants, et 98 blessés, selon les rebelles. BFMTV 17 mars 2025

Yémen: les rebelles Houthis revendiquent une troisième attaque contre le porte-avions américain en mer Rouge - BFMTV 18 mars 2025

Les rebelles houthis au Yémen ont dit ce mardi 18 mars avoir mené une troisième attaque en 48 heures contre le porte-avions américain Harry Truman en mer Rouge, en réponse aux frappes américaines sur le pays.

Le président américain, Donald Trump, a déclaré lundi que l'Iran serait désormais "*tenu pour responsable*" de toute attaque des Houthis.

"*Chaque coup de feu des Houthis sera considéré, à partir de maintenant, comme un coup de feu tiré par des armes iraniennes et les dirigeants de l'Iran*", a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social, menaçant l'Iran de conséquences "*terribles*".

Le responsable des opérations au Pentagone, Alexus Grynkewich, a confirmé lundi que les frappes se poursuivraient "*jusqu'à ce que les objectifs du président soient atteints*".

Téhéran a répliqué en dénonçant dans une lettre au Conseil de sécurité de l'ONU les déclarations "*belliqueuses*" de Donald Trump et en prévenant que toute agression aurait de "*graves conséquences*" dont Washington devrait assumer "*l'entière responsabilité*".

Serbie.

Y a-t-il un pilote dans les manifestations qui secouent la Serbie pour imposer un changement de régime ? L'USAID/CIA/UE.

À Belgrade, des dizaines de milliers de manifestants défilent contre la corruption - Le HuffPost 16 mars 2025

D'après l'agence de presse Reuters, qui a décrit les foules comme « les plus importantes depuis des décennies », les autorités s'attendaient à voir défiler « entre 60 000 et 80 000 manifestants » dans les rues de la capitale serbe. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, ils étaient en réalité au moins 107 000 à manifester. Entre 275 000 et 325 000 selon un organisme de comptage indépendant cité par l'AFP, et qui n'exclut pas que le nombre de manifestants puisse être plus élevé. (Si c'est l'AFP qui le dit, divisez par 2 ! - J-C)

De semaine en semaine, le mouvement est devenu l'un des plus importants de l'histoire récente de la Serbie, avec des manifestations quotidiennes. Le HuffPost 16 mars 2025

J-C - Comment croire que les Serbes se mobiliseraient 4 mois après l'accident de la gare de Novi Sad le 1er novembre 2024, comme s'ils se sentaient tous concernés et atteint d'une soudaine prise de conscience politique collective, alors qu'ils ne se mobilisent pas pour des préoccupations sociales autrement plus importantes ou prioritaires, c'est nous prendre pour des cons.

Inde.

Après les menaces des tarifs douaniers américains, l'Inde cherche à éviter la guerre commerciale - RFI 15 mars 2025

Face aux craintes d'une guerre commerciale entre New Delhi et Washington, le ministère du Commerce et de l'Industrie indien a demandé à l'industrie d'identifier les domaines dans lesquels l'approvisionnement en Chine peut être remplacé par des produits américains.

Cette décision intervient quelques jours après que le président américain Donald Trump a critiqué les droits de douane élevés de la part de New Delhi dans les secteurs de l'automobile et de l'agriculture, qualifiant même l'Inde de « *roi des droits de douane.* »

Pour éviter toute guerre commerciale avec Washington, le gouvernement indien travaille actuellement sur les réductions tarifaires et sur une plus grande ouverture du marché indien aux États-Unis. Notamment dans les secteurs du textile, des pierres précieuses et de l'électronique, et cela, au détriment du géant Chinois.

S'adressant aux chefs d'entreprises, Piyush Goyal, le ministre indien du Commerce, a indiqué que le gouvernement s'efforçait de protéger les intérêts des exportateurs. Tout en les appelant à dépasser une « *mentalité protectionniste* » et à faire « preuve d'audace. »

Mais cette annonce n'a pas été forcément bien reçue. Les exportateurs d'acier et d'aluminium dénoncent déjà des droits de douanes de 25 % imposés par Trump sur ces métaux. RFI 15 mars 2025

Kirghizstan - Tadjikistan

Le Kirghizstan et le Tadjikistan entérinent un accord crucial pour l'Asie centrale - RFI 15 mars 2025

La signature de cet accord, par le président kirghiz Sadyr Japarov et son homologue tadjik Emomali Rakhmon à Bichkek, parachève le réchauffement des relations entre ces pays alliés de la Russie, qui s'étaient affrontés pour la dernière fois à l'automne 2022.

« *À partir de maintenant et pour toujours, la frontière entre le Kirghizstan et le Tadjikistan sera la frontière de l'amitié éternelle* », a assuré Sadyr Japarov lors d'une déclaration commune. Selon son cabinet, cet accord participera au « *renforcement de la sécurité, de la stabilité et du développement durable du Kirghizstan et du Tadjikistan, mais aussi de toute l'Asie centrale* ». Emomali Rakhmon s'est lui félicité de cet accord « *historique* » conclu trente trois ans après la chute de l'Union soviétique.

Les deux dirigeants ont par ailleurs annoncé la reprise des liaisons aériennes directes et la réouverture de la frontière fermée depuis mai 2021, soit près de quatre ans.

Fin février, le Kirghizstan avait révélé le contenu de l'accord impliquant un échange de territoires dans ces zones parsemées d'enclaves formées à l'époque soviétique. Selon un décompte des autorités kirghizes, le Kirghizstan recevra environ 25 kilomètres carrés du Tadjikistan, contre des terres d'une superficie équivalente ou un meilleur accès à des ressources hydriques partagées. De plus, des routes ont été déclarées neutres et les installations agricoles et énergétiques frontalières devront être utilisées sans entrave.

Cet accord frontalier s'inscrit dans un contexte d'amélioration générale des relations longtemps minées par les rivalités entre les cinq ex-républiques soviétiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan). Ces dernières années, elles ont tour à tour annoncé des accords frontaliers, qui doivent faciliter les échanges commerciaux et assurer la stabilité de cette région stratégique et riche en ressources naturelles.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui comprend notamment la Chine, la Russie, l'Iran, l'Inde et des pays d'Asie centrale, s'est félicitée de la signature de ce traité. Car la Chine, frontalière de ces deux pays, y est un acteur incontournable et y finance les « Nouvelles routes de la soie », colossal projet d'infrastructures pour désenclaver cette région montagneuse et faciliter le commerce vers l'Europe. RFI 15 mars 2025

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 23 mars 2025

La bêtise, c'est de la paresse. J. Brel

Surtout chez les intellectuels. On pourrait ajouter à la paresse, la cupidité, la lâcheté, l'hypocrisie...

Ce que j'aime particulièrement chez Brel et Brassens, c'est leur modestie, leur simplicité, leur liberté.

Lorsqu'on leur posa des questions sur des choses auxquelles ils n'étaient pas obligés de répondre ou qu'ils auraient pu estimer embarrassantes, ils ne se débinèrent pas, bien au contraire, ils se livrèrent volontiers à cette épreuve à risques et sans filet, honnêtement, sincèrement, sans chercher à tricher ou sans masque.

Parfois ils furent en mesure de fournir des réponses assez fournies et précises, et d'autres fois non, parce qu'ils n'y avaient pas suffisamment réfléchi avant ou pas du tout, il y a tellement de choses qu'on ignore. Toujours est-il, qu'ils firent l'effort de réfléchir à haute voix pour essayer de répondre aux journalistes qui les interviewaient, ce qui les amena à se poser d'autres questions auxquelles ils n'avaient pas non plus de réponses toutes faites et ainsi de suite, tandis que ce processus se déroulait, au fil de la discussion leur réflexion s'approfondissait et s'enrichissait, un enchantement.

Pour peu qu'on l'eut suivie attentivement, on avait eu nettement l'impression de s'élever avec eux ou d'atteindre un niveau de conscience supérieur, des sommets, de vivre une expérience inoubliable d'une grande intensité. C'est une expérience que j'ai eu la chance de vivre à plusieurs reprises, très courte généralement, presque éphémère, qu'il faut ressentir ou saisir au moment où elle se présente, car elle se fait rare malgré tout, mais peut-être suis-je trop exigeant, qui procure un bonheur incommensurable, comme quoi il n'est pas aussi inaccessible qu'on le dit et il ne faut pas désespérer.

Seuls des esprits brillants ou évolués et suffisamment libres peuvent espérer vivre un jour ce genre d'expérience.

Imaginez que vous réfléchissiez à quelque chose à laquelle vous n'auriez jamais pris le temps de penser ou d'étudier sérieusement auparavant. Vous avez bien une petite idée sur la chose en question ou vous en êtes resté à celle communément admise par la majorité, et voilà que l'occasion se présente d'y réfléchir posément. Vous allez faire des découvertes auxquelles vous ne vous attendiez pas du tout, qui vont soudain bouleverser vos idées ou vous forcer à admettre que vous vous étiez fait une idée fausse sur tel ou tel sujet ou personne, bref, vous voilà en présence d'une sorte de révélation qui parfois peut chambouler toute une existence, c'est extraordinaire, passionnant, n'est-ce pas ?

Une aubaine ou un drame ? Il y en a qui sont en quête de la vérité, qui n'a ni genre ni nombre, qui n'appartient à personne, et il y a ceux qui la craignent et la fuient autant que la liberté, la liberté de penser.

On va évoquer plus loin le dogmatisme, ce que je viens de décrire ici en est la négation, un bon entraînement pour ceux que cela intéresse.

Dans une prochaine causerie, je vous livrerai mes dernières conclusions sur le cours du mouvement ouvrier au XXe siècle à partir des années 20 jusqu'à nos jours, une sorte d'inventaire succinct mais suffisamment précis pour que chacun s'y retrouve. Les analyses qu'on nous avait servies, furent finalement toutes fondamentalement erronées, aucune ne fut fidèle au marxisme, qui fut systématiquement défiguré par le dogmatisme, par des dirigeants qui ne parvinrent jamais à le maîtriser.

Mieux, je vais aller plus loin et me faire encore des ennemis, ils ne s'en sont pas écartés, une fois vidé de sa substance, ils en firent une carcasse vide qu'ils remplirent ensuite de leurs fantasmes, car entre temps ils étaient devenus mégalomanes, la rançon des paumés en quelque sorte, et de Charybde en Scylla ils ne cessèrent plus de justifier leurs errements ou erreurs à la manière des philosophes idéalistes embourbés dans les contradictions des systèmes qu'ils construisirent, et dont depuis ils prirent forcément conscience.

Cela signifie que depuis belle lurette ou plus d'un demi-siècle, ils nous bernent délibérément ou ils profitent de l'ignorance des travailleurs et des militants exactement de la même manière que ceux qui nous gouvernent. En sont-ils pour autant les complices, devinez ? Je vous laisse répondre librement à cette question.

A bas la guerre et vive le socialisme !

Les tyrans au pouvoir n'ont plus que le mot guerre à la bouche, dès lors, soit vous cessez de les écouter et vous rompez avec eux, vous éteignez votre télé et votre radio, vous désertez les réseaux dits sociaux, soit vous allez devenir aussi fous et pourris qu'eux.

Jaurès - Jacques Brel

https://www.youtube.com/watch?v=DXfHxN7x5vY&list=PLFF6yPn7ZTBNPw2yqXh5rLmX_N-uaBFyA

J-C – Brel, Brassens, Ferré, c'était une autre époque, certes pleine d'illusions dans ce qu'ils appelaient la gauche, tout comme celle de Jaurès qui n'est pas ma tasse de thé, mais je préfère encore l'engagement de Brel et ses amis chansonniers ou poètes, qui n'a rien à voir avec la position détestable du PS (feu la SFIO) social-patriote-impérialiste et guerrière.

Brel, Brassens, Ferré -Trois hommes sur la photo - Documentaire

https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=sAgjH72Pu9Y&t=2284s

Ils ont été tentés par le dogmatisme à un moment donné de leur vie quand ils étaient jeunes, puis ils en sont vite revenus, sauf peut-être Ferré que je connais moins.

C’est également ce qui m’était arrivé en m’engageant à l’OCI dans le courant trotskyste lambertiste, pendant une brève période, une expérience qui ne m’a laissé aucun bon souvenir, car c’était sans doute l’un des pires courants dogmatiques du mouvement ouvrier. J’en ai porté des traces pendant encore de longues années, et si elles se sont estompées, cependant cette tendance fut si profondément ancrée en moi, que je crains parfois ne pas être parvenu à m’en débarrasser totalement, c’est ma hantise.

Je crois qu’au fil du temps, je suis parvenu à me forger une personnalité suffisamment forte et indépendante, pour ne pas retomber dans ce travers détestable.

Si ceux qui aujourd’hui sont au pouvoir exercent une forme d’abus de pouvoir qui relève en quelque sorte du dogmatisme absolu, c’est parce que leurs opposants n’ont rien à leur envier dans ce domaine ou ils y recouraient déjà avant eux, donc ils sont les plus mal placés pour pouvoir s’y opposer ou les combattre pour peu qu’ils en aient réellement l’intention. Il n’y a donc rien d’étonnant au fait qu’ils se retrouvent tous au bal masqué du Covid -19 en 2020. C’était révélateur, mais qui en a fourni la signification politique ? Vous connaissez la réponse.

Pourquoi j’ai retiré le lien vers le blog *Le Partage* ?

J'ai retiré le lien vers le blog *Le Partage*. Je m'en suis expliqué dans un mail adressé à son propriétaire dont voici la teneur :

- Vous avez censuré mon commentaire, je retire le lien vers votre blog qui figurait dans le mien. Vous n'êtes finalement qu'un vulgaire manipulateur plutôt mal intentionné contrairement aux apparences, comme tous ceux qui souhaiteraient que la roue de l'histoire tourne à l'envers. Cela n'a finalement rien de surprenant ou j'avais compris au premier coup d'œil en découvrant votre prose dithyrambique, qu'elle avait pour unique fonction d'embobiner vos lecteurs avec des références trompeuses au marxisme, histoire sans doute de se faire passer tout de même pour un progressiste ou de gauche, et bien c'est raté cher monsieur.

Vous n’êtes qu'un mégalo doublé d'un ignare, qui plus est, incapable de progresser au-delà d'un certain stade de connaissance, car privilégiant ses misérables intérêts individuels, comme tous les intellectuels ou presque aurait précisé Marx. J'en informerai mes lecteurs dans ma prochaine causerie (6000 visites hors robots ce mois-ci le 18).

Bien à vous.

J-C – Dans une causerie précédente j’avais déjà signalé que je ne partageais pas son orientation politique, entre autres à cause de son insistance lourdingue à faire de l’industrialisation la source de tous nos malheurs, ce qui ne correspondait pas à la réalité et par conséquent m’indisposait au plus haut point.

Ma tolérance ou ma patience, ainsi que les concessions que nous sommes amenés à faire ont des limites, chacun le comprendra, au-delà cela s’appelle se compromettre.

Mes commentaires adressés à différents blogs.

Article : C'est le génocide de Trump maintenant

- Erreur, "*la gauche anti-impérialiste dans le monde occidental"* est idéologiquement corrompue depuis au moins le début du XXe siècle, avant même avec les révisionnistes du socialisme Eugen Dühring et Eduard Bernstein, en tant que tel la Première Guerre mondiale a signé son arrêt de mort, à partir de ce moment-là et définitivement, la social-démocratie rompit avec sa nature de classe et devint étrangère et ennemie de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier, du socialisme, elle fut rapidement supplantée par le Parti communiste qui à son tour emprunta la même voie du renoncement ou de la trahison à peine dix ans plus tard.

L'un et l'autre se partagèrent les tâches, le contrôle du mouvement ouvrier, le PC se chargea d'éloigner la classe ouvrière du socialisme, tandis que la SFIO puis le PS se chargèrent d'atteler les classes moyennes au char du capitalisme, ce qui fut facilité par leur statut social intermédiaire entre la classe ouvrière et la bourgeoisie qui caractérise notamment leur manque d'indépendance.

Tout au long du XXe siècle, ils furent pacifistes en temps de paix pour devenir de fervents social-impérialistes ou va-t-en-guerre une fois les différentes guerres déclarées, ils cautionnèrent toutes les guerres coloniales avant de se rétracter quand les guerres d'indépendance basculèrent en faveur des différents peuples colonisés.

Caractériser de gauche anti-impérialiste ces deux courants issus du mouvement ouvrier tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, demeure l'une des plus effroyables escroqueries politiques à laquelle Caitlin Johnstone participe.

Le défi qui est posé à la classe ouvrière et aux éléments progressistes des classes moyennes, consiste dès lors à fonder et construire un parti politique qui s'inscrive en rupture avec le capitalisme, et qui se donne comme moyen pour réaliser cette transformation révolutionnaire de la société, le renversement des institutions du capitalisme, la conquête du pouvoir politique.

Il est naïf ou c'est faire preuve d'ignorance de croire qu'il suffirait "*à un moment donné (...) de nous soulever et utiliser le pouvoir de notre nombre pour imposer les changements urgents que nous appelons de nos vœux*" sans disposer d'un puissant parti politique dans lequel les masses auraient commencé à s'organiser pour atteindre cet objectif, pour les guider et les rassembler pour vaincre, cela demeurerait un vœu pieux sans lendemain.

Article : Affaire Brigitte : un scandale mondial ?! (De Jean-Dominique Michel)

- Nombreux sont ceux qui ont encensé cet anthropologue médical suisse à la manque, avec ce genre de connerie, ils risquent de rejoindre ce charlatan dans sa fosse à purin dont il n'aurait jamais dû sortir.

Réponse à 36 lecteurs parmi ses admirateurs.

- J'aurais mieux fait d'observer, que Jean-Dominique Michel en quête d'argument à sensation et de clientèle, n'hésitait plus à relayer les plus stupides fakes news qu'on peut imaginer, sachant qu'à coup sûr qu'il trouverait un public de premier choix parmi les plus décérébrés ou illuminés, ce qui

n'a pas manqué, quoique 33 avis négatifs suite à mon commentaire ne dépassent pas le nombre réduit de personnes qui participent à ses pseudo-conférences, c'est petit et c'est tant mieux.

Vous voyez, j'en rajoute. Il va de soi qu'un traitement scientifique des faits est incompatible avec ce genre de démarche qui relève de la plus crasse démagogie ou du populisme de bas étage.

Article : Une chance de plus pour la paix au Moyen-Orient

– "*La conférence des Nations unies de 2025*"

On se croirait retourner 78 ans en arrière, décidément il y en a qui n'apprendront jamais rien. Passons.

L'existence d'Israël est la négation de la Palestine depuis 1947, comment il faut leur dire ?

Article : Si le mensonge devient la norme, qu'au moins je n'y sois pour rien

- Ceux qui invoquent les mauvais esprits, le mysticisme, la mythologie, la religion, le spiritisme, la métaphysique, etc. pour expliquer la situation économique et politique sont des charlatans qui officient pour le compte des tenants de l'idéologie dominante. Les démasquer est notre devoir quand on combat toutes les mystifications ou pour la vérité, pourquoi, parce qu'elle est révolutionnaire !

Article : Xavier Poussard : Emmanuel Macron, l'enfant soldat programmé par Rothschild

- Le Média en 4-4-2 ne vit que de rumeurs merdiques, une fosse septique médiatique. Cela distrait les crétins !

(A propos d'un commentaire provenant du blog :

https://livresdefemmeslivresdeverites.blogspot.com/)

- Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, c'est la technique employée par cette officine de l'Etat profond qui passe son temps à vous distraire ou à vous endormir.

Allez donc lire la longue page de présentation de ce blog, vous y lirez ceci :

– Le communisme de Marx est une « image-miroir » du nazisme hitlérien : tous deux ont été créés par le cartel des banques centrales, et tous deux sont socialistes.

Tout le reste est à l'avenant, des amalgames orduriers ou des falsifications dignes des nazis.

Avec votre clavier tapez Ctrl + F, puis tapez « *communisme* », vous comprendrez alors ce qui se cache derrière ce blog et qu'en s'y connectant vous lui assurez une certaine notoriété, involontairement vous devenez complice de ses intentions malfaisantes.

La plupart vont répondre qu'ils s'en foutent, on se demande de quoi ils ont réellement conscience, pas grand-chose ou rien du reste, au moins ils ne pourront plus dire qu'ils ne savaient pas.

Article : Trump n'est que Bush avec une casquette rouge

– « *Allez-vous faire foutre, sales ordures méprisables.* »

Comment caractérise-t-on une personne qui s'exprime ainsi publiquement ? Une chartière.

Cela dénote une certaine impatience, un manque de maîtrise de soi, une activité cognitive réduite, limitée, une absence de dignité pour s'abaisser à une insulte inutile que l'on pourrait qualifier d'infantile, autant de traits de caractère qu'on retrouve chez la plupart des intellectuels.

Ce ne sont pas nos ennemis qui ne méritent pas d'exister, mais leur système économique. Voilà ce qui arrive quand on confond les deux ou lorsqu'on ne veut pas rompre avec le capitalisme.

Réponse à un lecteur qui a partagé mon commentaire, et qui est également attaqué par des lecteurs.

Comment une société ou un monde aussi injuste et infâme, cruel, peuvent-ils exister, sur quoi reposent-ils, quelles en sont les origines, comment fonctionnent-ils, qui en sont les principaux acteurs, au profit de qui, quels en sont les principaux protagonistes, comment une infime minorité est-elle parvenue à concentrer autant de richesse et de pouvoir, quelle est la nature de l'Etat, des institutions nationales et internationales, comment cette infime minorité parvient-elle à imposer sa volonté à l'immense majorité…

Les médias et les réseaux dits sociaux ont été conçus et fonctionnent pour vous empêcher de vous poser ces questions, par crainte de ce que vous pourriez découvrir, car cela vous forcerait peut-être à revoir de fond en comble votre interprétation de la société et du monde et ils n'y tiennent pas du tout. D'où tous ces articles débiles sur la couleur de la casquette de Trump ou le genre de la Barbie toute fripée de Macron, qui ont pour fonction de vous distraire de l'essentiel, de vous égarer, afin finalement que rien ne change ou que ceux qui détiennent tous les pouvoirs puissent continuer de gouverner tranquillement, pendant que les peuples vivotent médiocrement et souffrent mille martyrs, étouffent à petit feu après avoir été corrompus ou sont littéralement sacrifiés, les Palestiniens, les Syriens, les Irakiens les Libyens, les Soudanais, l'Afrique toute entière…

Jacques a dit : Assis, et ils sont assis. Jacques a dit : Debout, et ils se sont levés. Comment appelle-t-on cela ? Qu'est-ce que cela dénote ? A lire ci-dessous.

Parce qu'un virus serait plus dangereux et contagieux debout qu'assis, en somme il défierait la loi de l'apesanteur, et malgré tout des dizaines de millions de Français continuent d'écouter la voix de son maître.

Fin décembre 2021, le Premier ministre Jean Castex avait annoncé l'obligation de consommer assis dans les bars et les restaurants, à partir du 16 février 2022, la consommation sera à nouveau possible dans les stades, cinémas et transports, de même que la consommation debout dans les bars.

Debout, debout aux armes citoyens décrètent leurs bourreaux, et en chœur ils répondent présents. Ce sera sans nous, indépendance oblige pour les combattre et les vaincre.

- L'ONU décrète le 8 mars la Journée internationale des femmes, ils manifestent ou organisent des meetings (PT) le 8 mars.

- L'ONU décrète le 20 mars la Journée mondiale du bonheur, on les interroge et ils se déclarent heureux le 20 mars.

- L'ONU décrète le 21 mars la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, et les voilà qui manifestent le 22 mars (un samedi).

Gare à ceux qui tirent leur bonheur du malheur des autres !

Êtes-vous heureux d'habiter en France ? - 6Medias 21 mars 2025

À l'occasion de la Journée mondiale du bonheur, jeudi 20 mars, le classement de l'ONU des pays où les gens sont le plus heureux a été dévoilé. Mauvaise nouvelle pour la France qui dégringole à la 33e place après avoir déjà perdu six places en 2024.

Le "*Ipsos Happiness Index 2025*" est un peu plus favorable à la France. D'après cette étude, dévoilée jeudi, 73 % des Français se disent heureux : 8 % sont "*très heureux*" et 65 % sont "plutôt heureux". A contrario, des gens ont exprimé leur malheur. 23 % des sondés français se disent "*pas très heureux*" et 5 % même "*pas heureux du tout*".

Si cela rapportait, si la guerre était une bonne affaire, pourquoi pas ?

PEA, Livret A, assurance-vie... comment les Français financent déjà l'effort de guerre - 6Medias 21 mars 2025

De nombreux Français ont déjà investi ces derniers mois dans le secteur de différentes manières, relate actu.fr, vendredi 21 mars.

C'est une nouvelle méthode d'investissement qui vise à financer la défense militaire française. Invité sur TF1, jeudi 20 mars, le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a annoncé que les Français ont

désormais la possibilité d'investir leur argent dans un fonds spécialisé pour permettre de financer l'effort de guerre. Ce fonds dédié aux entreprises du secteur de la défense permettra une participation citoyenne à cet effort, avec un placement minimum de 500 euros investis "*sur le long terme*". Au total, le fonds atteindra 450 millions d'euros.

Mais comme le souligne actu.fr, vendredi 21 mars, de nombreux épargnants contribuent déjà à cet effort grâce à leurs placements, notamment sur un plan d'épargne en actions (PEA). En effet, plusieurs entreprises du secteur ont vu leurs cours flamber en Bourse, avec des hausses de 75% pour Thales ou encore 20% pour Safran, depuis le début de l'année.

Le Livret A et l'assurance vie également concernés

Autre méthode, l'assurance vie. Alors que ce type d'épargne rassemble plus de 2 000 milliards d'euros en France et que près de la moitié des ménages en possèdent une, certains épargnants ont fait le choix de souscrire à des unités de comptes (UC), des investissements plus risqués que les fonds euros. Jeudi 20 mars, un support d'investissement dédié au financement de l'industrie de la défense, distribué en partenariat avec Société Générale Assurances, a été officiellement lancé et pourrait être plébiscité dans les prochains mois.

Enfin, le Livret A des Français peut également financer une partie de l'effort de guerre. La Caisse des dépôts, qui détient près de 60% des 600 milliards d'euros présents dans ces fonds, est autorisée à prêter une partie de cette somme pour le financement d'infrastructures logistiques liées à l'économie de guerre. Le Livret A des Français permet également de participer au financement des prêts accordés aux entreprises du secteur. 6Medias 21 mars 2025

J-C – Je n'ai jamais eu de Livret A ou d'assurance vie. Un jour mal inspiré, j'avais eu l'idée saugrenue d'acheter quelques actions, puis je m'en suis débarrassé rapidement. En Inde, pendant quelques années j'ai prêté un peu de fric à des gens qui généralement faisaient du business moyennant des intérêts. Sinon, mes petites économies sont placées à 7% dans une banque d'Etat, cela me rapporte environ 140 euros par mois qui viennent s'ajouter au 290 euros de retraites que je perçois, une misère. Pourtant, je ne paie pas de loyer ou d'impôt, j'arrive à m'en tirer en me privant sur tout et je me passe d'un tas de conneries inutiles, je parviens à aider un tas de gens et à économiser quelques sous par mois.

Après le CO^2, le pet des vaches, la sécheresse, un virus, un moustique, la Russie et j'en passe, l'Algérien ou le bougnoule vous menace !

J-C – Et puis, il faut bien donner des gages à l'extrême droite. Il y a pratiquement autant de Marocains en France, pourquoi ne bénéficient-ils pas du même traitement infâme alors qu'il y a pratiquement autant de Marocains en France ? Parce que l'Algérie a dénoncé le génocide de Gaza, tandis que le Maroc est l'allié du régime sioniste nazi, qui sait ?

Les Français plébiscitent Bruno Retailleau pour revoir les accords de 1968 avec l'Algérie - RT 21 mars 2025

Bruno Retailleau, en conflit avec l'Algérie, bénéficie du soutien de 67% des Français pour son rapport de force, et 82% souhaitent une révision ou une abrogation des accords de 1968, selon un sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro,

Au cœur de ce conflit : l'accord franco-algérien de 1968, qui facilite la circulation, le séjour et l'emploi des Algériens en France. Ce texte, jugé obsolète par le ministre de l'Intérieur, est dans le viseur de l'opinion publique.

«*Cet accord est daté et a déformé l'immigration algérienne*», a déclaré Retailleau sur BFMTV le 19 janvier, plaidant pour sa remise en cause. Cette position résonne avec une population lassée par ce qu'elle perçoit comme un manque de fermeté face à Alger. RT 21 mars 2025

J-C – Chaque fois qu'ils veulent faire passer des mesures scélérates sans craindre d'être blâmés par la suite, ils procèdent de la même manière. Ils en attribuent la paternité au peuple qui les réclameraient, qui après voir fait l'objet d'un matraquage médiatique leur présentant la situation sous un angle biaisé ou frauduleux, est persuadé qu'un nouvel ennemi menacerait ses intérêts et la boucle de la manipulation des consciences est bouclée.

Ceux qui les croient sur parole tomberont dans le piège qu'ils leur auront tendu, de sorte qu'ils seront accusés d'en porter la responsabilité à la place du gouvernement par tous ceux qui s'y opposeront, ainsi le peuple sortira diviser et affaibli face au gouvernement qui pourra agir à sa guise.

Ils savent que le stress peut perturber la perception de la réalité, et qui plus, il interagit sur les fonctions biologiques pilotées par le cerveau.

J-C – Si d'une pierre ils peuvent faire deux coups, vous rendre servile ou fou et malade à la fois, c'est génial ! Seraient-ils animés de mauvaises intentions envers vous, pensez donc !

Stress hydrique : 58% des Français préoccupés par le manque d'eau selon un sondage - RT 21 mars 2025

Le stress hydrique, c'est-à-dire le déséquilibre entre la demande en eau et les ressources disponibles, s'impose désormais dans les esprits en France. Selon une étude publiée le 21 mars par Franceinfo et France Bleu, 58% des Français considèrent ce phénomène comme une réalité. L'Institut Terram, à l'origine de cette enquête menée auprès de 5 000 personnes, note que cette inquiétude dépasse les clivages sociaux, mais varie selon l'âge. Chez les moins de 35 ans, 61% estiment que le stress hydrique est une urgence, contre 51% chez les plus de 60 ans.

L'étude révèle aussi que 57% des Français disent manquer d'information sur le sujet, un chiffre révélateur de la nécessité de sensibiliser la population. RT 21 mars 2025

J-C – Lire, la conditionner.

Ce qui est « *révélateur* », c'est qu'à les entendre, il y aurait autant de gens qui seraient préoccupés par ce sujet et qui manqueraient d'information pour se prononcer, autant dire que leur « *étude* » est bidon !

Il faut à tout prix que la population soit en état de stress permanent, de manière à entraver ses facultés cognitives ou paralyser leur capacité à agir en toute indépendance. Ils lui inventent de nouvelles menaces, de nouveaux ennemis ou boucs émissaires à leurs problèmes, si vous passez derrière et que vous lui parlez de politique, on vous répond : Ah non, s'il vous plaît n'en rajoutez pas !

Les gens font l'effort de se lever le matin pour aller bosser. Quand ils rentrent le soir chez eux, ils sont lessivés ou un brin excité après la journée de merde qu'ils viennent de passer ou ils ont l'impression qu'on leur a volé cette journée. Le soleil s'est couché, la nuit est tombée, pour un peu, il fait gris, il vente et il pleut, il fait froid ou trop chaud, alors si vous leur tombez dessus en leur demandant de faire l'effort de vous écouter, souvent ils ont envie de vous envoyer chier ou ils vous répondent qu'ils ne sont pas disposés à faire un effort supplémentaire pour vous écouter et réfléchir à leur condition, ils la connaissent et rien ni personne n'y changera quoi que ce soit, patati et patata. Ils ont besoin de se détendre, de se changer les idées, de penser à autre chose, de se distraire, et il faut convenir que la politique ne s'inscrit pas vraiment dans ce registre !

On sait cela par cœur pour l'avoir vécu ou entendu des milliers de fois, et pourtant on se doit d'insister…

Pour rire, vous voulez qu'on se la joue un instant chroniqueur mondain ou géopoliticien improvisé ? Fastoche.

Pourquoi quand il adopte un air sérieux, Macron prend-il une posture qui lui donne un air particulièrement mauvais ?

C'est probablement sa véritable nature qui transpire ou qui le rattrape, à moins qu'il croie ainsi se donner un air important, qui cependant ne trompera plus grand monde, hormis peut-être les crétins qui semble-t-il sont plus nombreux qu'on ne le pense malheureusement, sinon il ne se donnerait pas cette peine, en fait il n'a pas trop à se forcer.

C'est pour eux qu'il emprunte cette mimique si ridicule devant les caméras, comme s'il n'était pas déjà la risée du monde. La preuve si besoin était :

- Zelensky déclare qu'il parle à Macron « *une fois par jour en moyenne* » - RT 20 mars 2025

Le président français Emmanuel Macron appelle son homologue ukrainien quotidiennement. RT 20 mars 2025

L'abruti d'ukronazi n'a pas compris que sa ligne était sur table d'écoute ou que ses confidences se retourneraient contre lui, et que tout ce que pourrait lui conter le fils à sa mémère comptait pour du beurre.

Dans le camp de la guerre. Les discours martiaux sont quotidiens chez les barbares des temps modernes.

En un mot : Devenez actionnaire et complice du complexe militaro-industriel-financier et de toutes les guerres de l'impérialisme français.

J-C - On se doutait bien que si on ne les arrêtait pas à temps, ils en arriveraient à nous faire payer les balles qui nous seraient destinées. Au passage, cela ôtera un fâcheux doute à tous ceux qui se demandaient encore si le capitalisme était vraiment en crise, en voilà la preuve indiscutable.

Défense : Le ministre de l'Économie annonce la création d'un nouveau fonds de 450 millions d'euros auquel les Français pourront souscrire - 6Médias 20 mars 2025

Afin de financer l'effort de défense européenne et nationale, les Français sont invités "*sur une base volontaire*", à investir dans un nouveau fonds d'investissement de 450 millions d'euros, a annoncé Éric Lombard sur la matinale de TF1. À partir de 500 euros, chaque citoyen de l'Hexagone pourra ainsi "*devenir actionnaire des entreprises du secteur*" de l'armement. "*C'est pour celles et ceux qui le veulent*", a insisté Éric Lombard jeudi 20 mars.

Investir dans la défense pour "*préparer la paix*".

C'est la banque publique d'investissement Bpifrance qui lancera ce nouveau fonds. "*Nous devons nous organiser pour préparer la paix, pour garantir la paix. Pour ça, il faut qu'on investisse dans la défense européenne et la défense",* a expliqué le ministre. Adressé aux Français qui "*ont un peu d'épargne*", le fonds permettra à ces derniers de "*devenir indirectement actionnaire des entreprises du secteur de la défense*".

Pour financer l'effort national, les entreprises du secteur auront besoin d'"*à peu près de 5 milliards d'euros de fonds propres, de capitaux nouveaux*" pour augmenter leur production. Dans la journée, Bercy recevra plusieurs investisseurs et représentants des entreprises dans la défense. Le ministre a également ouvert la porte à ce que des assurances-vie et épargne retraite soient également mobilisées.

Éric Lombard a expliqué que cet "*investissement va être très sûr, parce que nous allons faire un effort continu dans les années qui viennent d'augmentation des budgets dans la défense (...) On était à un niveau historiquement bas de dépenses militaires, donc il faut qu'on gagne en muscles, que nos entreprises de défense se développent, et pour cela, on a besoin de l'investissement de tout le monde."*

De son côté Sébastien Lecornu a estimé que se "*joue aussi la survie du modèle français*" : "*On avait besoin de redémarrer la montée en puissance des budgets militaires pour acheter des armes (...) En plus, il y a des opportunités à l'export. On a une industrie de défense qui s'était un peu recroquevillée sur elle-même, et tout à coup, elle a une crise de croissance à gérer*." 6Médias 20 mars 2025

J-C – Pour préparer la paix, faisons la guerre ! Ils trouvent du fric par milliards pour financer leur guerre, mais ils n'en trouvent pas pour financer les besoins sociaux, cherchez l'erreur, il n'y en a pas.

Comment se fait-il qu'ils osent tout ? Parce qu'il n'existe aucune force politique organisée opposée à la guerre au Parlement, toutes sont nostalgiques de la grandeur impériale de la France. Les dictatures hygiéniste et climatique y ont préparé les esprits durant des années. Le peuple soumis a tout accepté jusqu'à présent, alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin, franchement ils auraient tort de se gêner, vous ne croyez pas ?

Qu'on partage ou non toutes mes idées est normal somme toute ou on peut le concevoir, mais qu'elles ne suscitent aucune réaction montre à quel point le renoncement est profond, c'est la réflexion que je me suis faite depuis longtemps.

Quand le clan de l'oligarchie des Rothschild et les monarchies européennes font partie de l'Etat profond qui pousse à la guerre.

Aide militaire à l'Ukraine : le Royaume-Uni et l'UE envisagent d'accélérer les livraisons avant le cessez-le-feu - RT19 mars 2025

La Grande-Bretagne et l'Union européenne sont en pourparlers pour accélérer les livraisons d'armes à l'Ukraine avant un éventuel cessez-le-feu total, a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy à Bloomberg après l'appel téléphonique entre les présidents russe et américain Vladimir Poutine et Donald Trump. Il a indiqué en avoir discuté avec la responsable de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, lors d'une réunion à Londres le 18 mars, ainsi que lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 qui s'est tenue au Canada la semaine dernière.

David Lammy a ajouté que son pays, tout comme l'UE, avait l'intention de «*mettre l'Ukraine dans la position la meilleure possible, que ce soit d'un point de vue économique ou militaire*». «*Nous voulons la paix, mais une paix obtenue par la force, ce qui veut dire mettre l'Ukraine dans la position la plus favorable, en éloignant toute perspective de retour de la guerre*», a précisé le ministre britannique des Affaires étrangères.

De son côté, l'ambassadeur russe à Londres, Andreï Kéline, a estimé que la politique du Royaume-Uni à l'égard du conflit ukrainien pourrait conduire Kiev à la catastrophe. Si le Royaume-Uni souhaite la destruction complète de l'Ukraine, c'est «*possible*», a fait remarquer l'ambassadeur. Il a souligné qu'alors que Washington avait décidé de changer sa stratégie de résolution du conflit, Londres continuait à rechercher la confrontation avec Moscou, refusant de dialoguer avec les représentants des dirigeants russes.

L'UE, le bras armé politique de l'OTAN.

L'UE doit s'élargir en intégrant l'Ukraine, la Moldavie et les pays des Balkans occidentaux - présidente du Parlement européen – RT 19 mars 2025

L'Union européenne devrait s'élargir, y compris en intégrant l'Ukraine, la Moldavie et les pays des Balkans occidentaux, dans un contexte de contradictions croissantes dans les relations avec les États-Unis. La présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, a exprimé ce point de vue dans une interview accordée au site Euractiv le 18 mars.

Les Etats nordiques et baltes ont demandé un plan clair pour accélérer l'adhésion de l'Ukraine à l'UE en raison de désaccords avec la Hongrie, a rapporté Politico, citant une lettre interne.

«*De hauts diplomates de Suède, de Finlande, du Danemark, de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie ont appelé Bruxelles à présenter des "propositions concrètes sur la manière de faire progresser de manière décisive le processus d'adhésion de l'Ukraine*"», indique le journal.

Ursula Von der Leyen veut accélérer la militarisation centralisée de l'UE - RT 19 mars 2025

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dévoilé à Copenhague ce 18 mars un plan visant à créer un marché commun des armes au sein de l'Union européenne. Ce projet prévoit un «*mécanisme européen de vente de matériel militaire*», qui permettrait aux États membres d'acquérir des équipements via une réserve stratégique gérée directement par Bruxelles. Derrière cette initiative, présentée comme un renforcement de la défense européenne, se cache également un transfert sans précédent de souveraineté des États membres vers les institutions européennes.

Loin d'être une simple mesure de coordination entre États membres, ce projet donnerait à la Commission européenne un rôle central dans les décisions militaires. Jusqu'à présent, chaque pays était responsable de ses propres achats d'armement, mais ce mécanisme permettrait à Bruxelles de prendre la main sur ces commandes.

Selon le *Financial Times*, cette évolution représente une étape majeure dans le renforcement des pouvoirs de l'UE au détriment des souverainetés nationales. Un diplomate européen cité par le journal alerte : «*C'est une bonne chose tant que ce sont les États membres qui sont aux commandes et non la Commission qui prend les décisions*.»

Pour faire accepter ce transfert de compétences, la Commission européenne met en avant la nécessité de se préparer à une menace militaire imminente. Ursula von der Leyen a affirmé : «*Si l'Europe veut éviter la guerre, elle doit se préparer à la guerre*.»

Le *Financial Times* souligne également que les menaces de Donald Trump de réduire l'implication américaine dans l'OTAN servent d'argument à Bruxelles pour justifier cette réforme. En jouant sur l'incertitude, l'UE tente d'imposer un projet qui, sous couvert de défense collective, renforce surtout son propre contrôle sur les industries militaires européennes.

Comme le souligne TASS, cette initiative s'accompagne d'une volonté d'intégrer l'Ukraine dans le marché unique de l'armement européen, renforçant ainsi sa dépendance vis-à-vis de Bruxelles tout en garantissant des débouchés à l'industrie militaire de l'UE.

Le plan de von der Leyen repose sur des financements colossaux. Le «*Livre blanc sur la défense*» prévoit un fonds de 150 milliards d'euros pour soutenir l'industrie militaire européenne.

La Commission européenne propose également de lever les restrictions budgétaires sur les dépenses de défense, permettant ainsi aux États membres de consacrer une part plus importante de leurs budgets à l'armement. Cette réforme devrait bénéficier principalement aux grandes puissances industrielles comme la France et l'Allemagne, qui ont déjà annoncé des investissements massifs dans leurs complexes militaro-industriels.

Von der Leyen a insisté sur la nécessité d'acheter «*plus européen*», une déclaration qui masque mal l'objectif réel du projet : assurer aux industriels européens des contrats à long terme, financés directement par les États membres sous la supervision de Bruxelles.

Si la Commission européenne pousse ce projet avec force, elle doit encore convaincre plusieurs États membres sceptiques. Certains pays, notamment en Europe de l'Est, s'inquiètent d'un système trop rigide qui limiterait leur capacité d'adaptation aux situations d'urgence.

D'autres, comme la Hongrie, refusent cette mainmise de Bruxelles sur la défense et dénoncent un affaiblissement des souverainetés nationales. Selon le *Financial Times*, plusieurs capitales européennes hésitent encore à accorder à la Commission un tel pouvoir décisionnel sur des questions militaires aussi stratégiques.

Malgré ces oppositions, Bruxelles espère valider son projet lors du prochain sommet européen. S'il est adopté, il marquera une transformation profonde du rôle de l'UE : une militarisation accélérée sous le contrôle de la Commission, au détriment des décisions nationales et au profit des grands industriels de l'armement.

Guerre en Ukraine : L'UE demande à ses membres 5 milliards d'euros pour fournir des obus - 20minutes.fr 19 mars 2025

La cheffe de la diplomatie européenne Kaja Kallas a indiqué mercredi qu'elle allait soumettre aux 27 membres de l'Union européenne une proposition d'aide militaire à l'Ukraine revue à la baisse. Elle demande 5 milliards d'euros pour fournir des obus en urgence.

La haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité avait d'abord mis sur la table une proposition visant à renforcer le soutien militaire européen à l'Ukraine, suggérant d'y consacrer jusqu'à 40 milliards d'euros. Mais face aux réticences de plusieurs Etats membres, dont la France ou l'Italie, elle a décidé de limiter dans un premier temps cette proposition à une aide de cinq milliards d'euros. 20minutes.fr 19 mars 2025

Confirmation.

Politico : le plan de l'UE pour fournir une aide militaire à l'Ukraine s'effondre – RT 21 mars 2025

Le projet de Kaja Kallas visant à fournir une aide militaire à Kiev a échoué, et les problèmes liés à sa mise en œuvre ont commencé dès février dernier, rapporte Politico. Selon le journal américain, les raisons de cet échec résideraient dans l'absence de consultations préalables et le manque de soutien de pays et de fonctionnaires clés.

Néanmoins, les pays européens ont l'intention de poursuivre les discussions sur l'aide à l'Ukraine, précise Politico. Le président français Emmanuel Macron a déclaré que la «*coalition de volontaires*» organiserait un sommet sur l'Ukraine le 27 mars à Paris.

Tiraillés des deux côtés, les vassaux européens hésitent entre suicide et renoncement, ce qui revient au même !

Reculade de Bruxelles : l'UE reporte l'imposition des droits de douane sur les produits américains - RT 20 mars 2025

Dans un revirement stratégique, l'Union européenne (UE) a décidé de temporiser sa riposte aux droits de douane américains. Annoncées initialement pour le 1er avril, les contre-mesures visant des produits comme le bourbon, les motos ou les bateaux sont reportées à mi-avril, a révélé ce jeudi

Olof Gill, porte-parole de la Commission européenne pour le commerce. «*Les contre-mesures de l'UE annoncées le 12 mars prendront toutes effet à la mi-avril*», a-t-il déclaré, précisant que ce décalage offrait «*plus de temps*» pour négocier avec l'administration Trump. Il y a moins d'une semaine pourtant, la chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas avait affirmé vigoureusement que l'UE réagirait «*si Donald Trump impose des droits de douane*». RT 20 mars 2025

L'Union européenne renonce à la confiscation des avoirs russes - RT 20 mars 2025

Lors du sommet européen du 20 mars, les dirigeants de l'Union européenne ont acté la fin des discussions sur une éventuelle confiscation des avoirs russes. Le texte officiel du sommet stipule que «*conformément à la législation de l'UE, les avoirs russes devraient rester immobilisés jusqu'à ce que la Russie mette fin à la guerre contre l'Ukraine et compense les dommages causés par cette guerre*».

Bien que la confiscation des avoirs russes ait été écartée, l'UE ne souhaite cependant pas abandonner les sanctions contre Moscou. Selon RIA Novosti, le document final du sommet stipule que l'Union européenne est prête à renforcer ses sanctions contre la Russie et à maintenir le gel des fonds tant que le conflit en Ukraine perdure. TASS précise que seuls 26 des 27 États membres de l'UE ont signé le document final, la Hongrie s'étant opposée à certaines mesures.

Moscou a plusieurs fois dénoncé ces mesures, qualifiant le gel des avoirs russes en Europe de «*vol*». Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a également prévenu à maintes reprises que Moscou répondrait en conséquence aux décisions de l'UE. La Russie pourrait prendre des mesures en rétorsion, notamment en conservant les fonds occidentaux présents sur son territoire. RT 20 mars 2025

Les courses de chars russes au Circus Maximus de Rome, ce n'est pas encore pour demain !

Le vice-Premier ministre italien : le problème de l'Europe est les migrants illégaux et «*pas les chars lointains russes*» - RT 20 mars 2025

Au milieu des sommets incessants européens sur la nécessité de se préparer face à la menace russe, certains responsables politiques défendent un point de vue différent. Ainsi, le vice-Premier ministre italien Matteo Salvini a appelé les dirigeants européens à se réveiller et reconnaître que les chars russes ne devaient pas être le sujet numéro un de leurs discussions. RT 20 mars 2025

Comment les médias fabriquent-ils minutieusement leurs récits.

Donald Trump s'inspire du Projet 2025, son architecte savoure : « *C'est au-delà de mes rêves les plus fous* » - Le HuffPost 19 mars 2025

J-C - Il manque un détail important dans cet article qui en modifie l'interprétation quand on le prend en compte, Paul Dans embauché en avril 2022 par la Heritage Foundation en a été viré en août 2024, donc peu de temps avant l'élection de Trump. Heritage Foundation est le think tank qui avait

confié à Paul Dans la rédaction du Projet 2025 sur recommandation de Kevin David Roberts, un historien libertarien. (Source Wikipédia).

Pourquoi Le HuffPost a-t-il passé sous silence cet épisode ? Parce que ce média est une émanation de "*l'Etat profond*", la "*bête noire*" de Trump, cet article ayant pour objectif de démontrer aux lecteurs que Trump serait influencé par ce think tank ultracoservateur, pour le faire passer d'extrême droite, donc infréquentable, vous avez saisi la manœuvre ? Que Trump ait des liens ou des affinités avec l'extrême droite n'est un secret pour personne, tout comme ses adversaires républicains ou démocrates ne rechignent pas à recourir au besoin à une politique d'extrême droite, mais ce n'est pas l'essentiel ici, c'est plutôt qu'ils utilisent cet argument pour le discréditer parce qu'ils n'en ont pas d'autres sous la main, sauf à dévoiler leurs propres intentions qui ne valent pas mieux, auquel cas ils ne pourraient pas influer les personnes auxquelles ils s'adressent.

Ils sont tous très pourris et tordus, c'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vue sous peine de se faire manipuler. On doit se borner à décrire ce qu'on observe, sans jamais prendre parti pour l'un ou l'autre clan de l'oligarchie, principe que violent tous les médias et la plupart des acteurs politiques parce qu'aucun ne se situe sur le terrain de la rupture avec le capitalisme.

Vous aurez remarqué, que lorsqu'ils se questionnent ou lorsqu'on les questionne sur tel ou tel dirigeant politique, tous à un moment donné vont se démasquer en formulant des doutes ou des certitudes, voire des espoirs ou des craintes sur les réelles intentions de Trump ou de Macron par exemple, en oubliant que quelles qu'elles soient, elles sont forcément tournées contre les intérêts ou les aspirations des travailleurs, parce qu'il ne peut pas en être autrement, par conséquent on ne doit absolument rien en attendre. Voilà ce qui caractérise une position véritablement indépendante conforme aux besoins des travailleurs, et j'ajouterai, au socialisme.

Ce sera à ceux qui seront « *les plus fous* », on leur fait confiance sur ce plan-là !

Le HuffPost - Donald Trump répète qu'il n'a rien à voir avec lui, mais lui assure qu'il a beaucoup à voir avec Donald Trump. L'architecte du très conservateur Project 2025, Paul Dans, a accordé une interview fleuve au média Politico le dimanche 16 mars, confiant qu'il savoure les premières semaines du mandat du président américain. « *C'est au-delà de mes rêves les plus fous* », a-t-il salué.

Pendant sa campagne face à Kamala Harris, le locataire de la Maison Blanche a nié tout lien avec le programme controversé de la Heritage Foundation, un think tank ultracoservateur à l'origine du Project 2025. Mais ses premières semaines au pouvoir ont prouvé le contraire, entre démantèlement de l'administration et lutte contre le progressisme et l'immigration.

De son côté, Paul Dans a réaffirmé à Politico que Donald Trump « *a dit la vérité* » puisque le Project 2025 a été « *élaboré* » sans lui. Pour autant, il a reconnu que le programme MAGA et la feuille de route de la Heritage Foundation « *ont beaucoup en commun* », allant même jusqu'à dire que le Project 2025 n'aurait pas pu être mis en œuvre « *sans la capacité de Donald Trump à rassembler les gens et celle d'Elon Musk à diriger les travaux* ».

Et d'insister : « *Nous espérions, nous qui avons travaillé à l'élaboration du Project 2025, que le prochain président conservateur saisirait l'occasion, mais Trump saisit chaque minute de chaque heure.* »

Un ultra-conservateur qui travaillerait « *volontiers* » avec Trump

L'interview de Paul Dans achève de prouver la proximité de ses idées avec celles du président américain. À aucun moment il n'a remis en question l'action des trumpistes, des coupes drastiques dans les agences fédérales à la défiance face au « *pouvoir judiciaire activiste* » ou à la « *bureaucratie irresponsable* ».

Mieux, l'architecte du Project 2025 a apporté son soutien à Donald Trump quand il a été plus radical que lui, par exemple sur le démantèlement soudain de l'USAID. « Certaines de ces agences sont tellement corrompues qu'il faut presque tout recommencer », a commenté Paul Dans, qui affirmait pourtant par le passé que cette organisation était indispensable au soft power américain.

Le conservateur, mis au ban par les trumpistes quand son projet est devenu trop encombrant pendant la campagne, ne leur en tient visiblement pas rigueur. « *Si le président Trump ou son équipe ont besoin de moi, je répondrai volontiers à leur appel* », a-t-il assuré, se montrant optimiste pour l'avenir de l'extrême droite américaine. « *Le chemin ne sera pas le plus facile, a reconnu Paul Dans. L'État profond va reprendre son souffle, mais la façon dont ils [les trumpistes] ont pu bousculer l'ordre établi tout en suscitant l'enthousiasme des gens me laisse présager quatre années formidables.* »

J-C - Que Trump s'inspire du Project 2025 ou qu'il s'en soit servi pour réaliser son propre programme, c'est plus que probable ou cela semble évident aujourd'hui, mais l'essentiel n'est pas là, car pas davantage que Macron, ce n'est Trump lui-même qui décide la politique qu'il applique, il faut arrêter avec ce genre de fantasme. Les différents clans de l'oligarchie financière possèdent des officines spécialisées, où des idéologues sont chargés de rédiger des textes et des projets de lois qui doivent être conformes à leurs besoins et à la stratégie politique qu'ils ont adoptée, aux objectifs économiques et politiques qu'ils se sont fixés d'atteindre lors d'une mandature et même au-delà, puisque leur réflexion ne se limite pas à une perspective à court terme, ils portent aussi sur le long terme, ce sont des gens sérieux, ne les confondez pas avec nos dirigeants !

Que la teneur ultra réactionnaire du Project 2025 soit rendue publique peut être un avantage ou un inconvénient pour Trump, tout dépend s'il contrôle ou non l'interprétation qui en est fait par les médias et les réseaux dits sociaux. D'où la nécessité d'exercer une pression supplémentaire sur les médias ou contrôler drastiquement ceux qui sont habilités à la Maison Blanche, ou les noyer de déclarations contradictoires ou saugrenues, de telle sorte que ceux favorables à Trump dominent les autres, de manière à ce que la majorité de la population se range à ses côtés, et qu'il puisse ainsi appliquer tranquillement les mesures pour lesquelles ses maîtres l'avaient mis en place.

Les idéologues des différents clans de l'oligarchie financière prennent en compte toute une série de facteurs avant de rendre publiques (via leurs médias) les idées qu'ils entendent mettre en œuvre ou soumettre à la population pour en vérifier l'accueil, notamment leur niveau de conscience politique, en fonction la classe à laquelle ils appartiennent et l'impact social qu'auraient sur chacune d'entre elles ces mesures éventuelles, et selon les conclusions auxquelles ils seront parvenus, ils décideront comment et à quel moment il sera le plus opportun de les appliquer. Ce n'est pas Trump en se rasant le matin qui se dirait : Tiens, aujourd'hui je vais m'attaquer au Venezuela, non, cela ne fonctionne pas du tout comme cela. Au contraire, tout est minutieusement encadré, et si Trump commet une imprudence ou se permet une fantaisie, il est rapidement recadré ou rappelé à l'ordre par ses parrains de la Finance.

Il marche sur des œufs parce que tout le monde l'attend au tournant, ses adversaires de la Finance, les différentes factions de la coalition qui le soutient, sa propre classe au grand complet, les milliardaires et les millionnaires américains (plus de 22 millions au total) qui sont suffisamment nombreux pour faire des dégâts importants ou lui mettre des bâtons dans les roues, ses électeurs et

ceux qui les représentent qui sont organisés dans une multitude d'organisations disposant de plus ou moins d'argent et de pouvoir, ce sont les plus impatients, s'ils s'estimaient trompés, il perdrait tout appui populaire et lors des midterms fixés le 3 novembre 2026 il pourrait commencer à faire ses valises de la Maison Blanche sans avoir pu réaliser grand-chose de son programme, etc. d'où la nécessité absolue de soigner sa communication ou déterminer quelle est le type de communication la plus appropriée en pareille circonstances.

Trump, ses maîtres et ceux qui pensent à sa place sont les seuls à le savoir, nous on découvre tout cela chaque matin sur Internet sans trop savoir quoi en penser ou avec des pincettes, en dehors de ce qui a déjà été entrepris ou ce qui se déroule sous nos yeux, bien malin qui peut prévoir à coup sûr quelles mesures importantes seront appliquées en dernière analyses durant le mandat de Trump. On connaît son orientation politique, mais il y loin de la coupe aux lèvres. Lors de son premier mandat, il échoua à appliquer les trois quart du programme qu'il avait annoncé ou pour lequel il avait été élu, on n'est pas là pour raconter des histoires à la manière des géopoliticiens autoproclamés, ceux qui s'imaginaient que je leur prédirais l'avenir seront déçus, qu'ils luttent pour le socialisme et ils ne le seront pas, cela ne les intéresse pas, et bien qu'ils restent comme ils sont et nous demandent rien.

La Fed s'abstient de bouger ses taux - AFP 20 mars 2025

J-C - J'ai tronqué le titre de l'article de l'AFP parce qu'il comportait un biais de propagande : - La Fed s'abstient de bouger ses taux face à l'incertitude "*inhabituellement élevée*" aux Etats-Unis. Avez-vous saisi où se situait le lézard ? Marteler qu'une menace plane "inhabituellement élevée" sur les Etats-Unis, et la faute à qui, mais à Trump bien sûr, l'AFP est un agent de l'Etat profond qui combat la politique de Trump, voilà l'explication.

L'AFP manipule en permanence les consciences, c'est son unique raison d'être. Subventionnée par l'Etat, cela va de soi. L'AFP participe à la stratégie de la tension.

AFP - La banque centrale américaine (Fed), qui a sans surprise laissé ses taux inchangés mercredi, a évoqué une incertitude "*inhabituellement élevée*" dans la première économie mondiale, deux mois après le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

Les principales nouvelles sont donc ailleurs, notamment dans les mots employés par le président de l'institution en conférence de presse, à l'issue de deux jours de réunion de politique monétaire.

"*L'incertitude (est) inhabituellement élevée*" aux Etats-Unis, a déclaré Jerome Powell.

J-C - Vous me direz que l'AFP n'a fait que relayer une expression employée par le président de la Fed Jerome Powell, à ceci près que l'AFP l'a située dans un contexte bien précis ou elle en a rendu Trump responsable, alors qu'il doit se démener quotidiennement contre de puissants adversaires qui feront tout pour l'empêcher d'appliquer sa politique, ce sont donc eux qui jettent le doute ou le trouble sur ce qui va ou peut se passer dans les semaines ou mois à venir, et pas forcément Trump, ce sont les élites minoritaires de gauche qui se dressent principalement contre lui.

Plus loin, l'AFP tempérait son attaque déguisée contre Trump, on apprenait qu'il n'y avait pas le feu en la demeure ou que les investisseurs n'étaient pas effarouchés ou si inquiets que cela, Wall Stret finit" *dans le vert*" :

AFP - Les investisseurs n'ont pas été effarouchés par cette dégradation des prévisions: les marchés américains ont clôturé dans le vert.

Jerome Powell a observé mercredi que la probabilité d'une récession aux Etats-Unis avait augmenté aux yeux des analystes, sans qu'elle soit "*élevée*". Il a aussi rappelé que la Fed ne faisait pas "*ce type de prévision*".

J-C - La Fed ne fait pas "*ce type de prévision*", ce qui n'est pas le cas de l'AFP qui manque de mesure en mettant l'accent sur "l'incertitude "inhabituellement élevée" de la situation, ce qui est démenti par l'ensemble des indicateurs économiques (Inflation, chômage, croissance ou PIB, etc.) qui fluctuent dans les fourchettes habituelles.

AFP - "*Les membres du FOMC (comité de politique monétaire de la Fed) sont des gens comme les autres*", ironisent dans une note les analystes de High Frequency Economics, "*ils ne savent pas plus que nous quelles seront les prochaines initiatives du gouvernement Trump*".

J-C - Ils sont comme nous, ce qui n'est pas le cas de l'AFP !

Une info qui va contrarier l'AFP.

- Wall Street sur une note positive après la Fed - boursedirect.fr 20 mars 2025

Les marchés actions américains ont rebondi après la décision de la Fed. Cette dernière a comme prévu laissé ses taux inchangés sur fond d'incertitudes commerciales accrues et de risque de reprise de l'inflation outre-Atlantique.

Le Dow Jones a progressé de 0,92% à 41964 points tandis que le Nasdaq a gagné 1,41% à 17750 points. boursedirect.fr 20 mars 2025

J-C - Ils ont mentionné la déclaration de Jerome Powell sans s'y attarder, et pour cause, hormis l'AFP tout le monde s'en fout à Wall Street, l'essentiel, c'est que les taux soient demeurés inchangés. Voilà comment je traite l'information.

Du côté de la Bourse, l'Etat profond entretient un climat alarmiste ou anxiogène, la menace et la peur sont permanentes.

Bourse : le spectre d'une catastrophe pour le Dow Jones ? - Capital 19 mars 2025

Bourse : «Le Spectre de Newton arrive-t-il ?! Krach en vue ?» - Capital 3 février 2025

Bourse : CAC 40, Nasdaq, Dow Jones… ces risques pourraient mener à un krach en 2025 - Capital 11 décembre 2024

Bourse : Donald Trump va-t-il provoquer un krach du CAC 40 et du Nasdaq ? JPMorgan s'alarme - Capital 21 novembre 2024

Bourse : le CAC 40 plongera-t-il après l'élection de Donald Trump ? Et Wall Street ? - Capital 6 novembre 2024

Bourse : JPMorgan brandit le spectre d'un krach du Dow Jones et du Nasdaq - Capital 18 juin 2024

France.

On se disait bien que l'antiracisme était d'extrême droite, avec Bardella en visite officiel en Israël et Retailleau au gouvernement, qui en douterait encore ?

- Bruno Retailleau juge l'antisémitisme d'extrême droite « *résiduel* », ces chiffres le contredisent - Le HuffPost 20 mars 2025

- Affiche de LFI sur Cyril Hanouna : Bruno Retailleau annonce l'avoir « *signalée à l'autorité judiciaire* » - Publicsenat.fr 19 mars 2025

- Tensions entre la France et l'Algérie: Bruno Retailleau juge qu'Alger "*nous agresse*" - BFMTV 20 mars 2025

Le temps des colonies est résolument terminé.

L'Algérie ferme cinq bureaux d'éloignement dans ses consulats en France - RT 21 mars 2025

Dans un contexte de vives tensions diplomatiques entre la France et l'Algérie, Alger a choisi de fermer cinq bureaux d'éloignement, chargés de faciliter l'éloignement des ressortissants algériens en situation irrégulière, a rapporté Radio France.

Selon le ministère français de l'Intérieur, l'Algérie accepte habituellement de reprendre près d'une vingtaine de ses ressortissants expulsés de France chaque semaine. Cependant, depuis son refus de réadmettre l'influenceur algérien Doualemn, le 9 janvier dernier, le pays a rejeté au total trente-cinq de ses ressortissants.

Une série de décisions prises par la France a exacerbé les tensions entre Paris et Alger, déjà fragilisées par des désaccords sur les expulsions de ressortissants algériens. En effet, plusieurs ministres français ont exprimé leur fermeté face à l'Algérie, évoquant des mesures telles que la suspension des accords de 2007 et la réduction des visas de travail.

En réponse, le ministère algérien des Affaires étrangères a annoncé que l'Algérie refusait de donner suite à la liste de ressortissants algériens expulsables par Paris, faisant part de son «*rejet catégorique des menaces, intimidations, injonctions et ultimatums*» de la part de Paris, rejetant ainsi la liste d'une soixantaine de ressortissants jugés dangereux par la France.

La menace et la cruauté est un art qu'ils appliquent aux « *salauds* » de pauvres jusque dans les plus petits détails. Scélératesse, sadisme !

Le gouvernement souhaite pouvoir suspendre l'allocation de 30 à 100% pour les bénéficiaires du RSA en cas de manquement au contrat d'engagement - FranceInfo 20 mars 2025

Le ministère du Travail planche sur un barème de sanctions en cas de "manquement" au contrat d'engagement de la part des bénéficiaires du RSA, selon un document transmis aux conseils départementaux.

Ce barème prévoit deux niveaux de manquement au contrat d'engagement dans le cadre du dispositif "*suspension-remobilisation*", prévu par la loi du 18 décembre 2023 pour le plein-emploi qui modifie le régime des droits et devoirs applicables aux demandeurs d'emploi, dont les bénéficiaires du RSA.

Un premier manquement entraînera, selon ce document, "*une suspension remobilisation" des allocations, "dans une fourchette allant de 30% à 100% pour 1 ou 2 mois*". "*La quotité est plafonnée à 50% pour les foyers composés de plus d'une personne. Si la personne se remobilise au cours de la durée de sanction prévue, le montant suspendu est reversé. En l'absence de remobilisation, le montant est de facto supprimé*", précise le document.

Plusieurs possibilités sont envisagées en cas de "*second manquement, en cas de persistance ou réitération*", "*donnant des marges pour apprécier la gravité du manquement*" : d'abord, "*une suspension de 30% à 100% de 1 à 4 mois, qui s'interrompt en cas de remobilisation de la personne*". Ensuite, "une suppression de 30% à 100% de 1 à 4 mois."

"*Tant pour la suspension que pour la suppression, la quotité est plafonnée à 50% pour les foyers composés de plus d'une personne*", précise le document.

Acharnement.

Les fraudes détectées par l'Assurance maladie ont plus que doublé en cinq ans

Du côté des fraudes chez les assurés sociaux, l'Assurance maladie a notamment repéré et stoppé 42 millions d'euros de fraude aux arrêts de travail, soit 2,4 fois plus qu'en 2023. (Soit 0,017% des dépenses de l'AM. Pharaonique !– J-C)

L'Assurance maladie se perfectionne: elle s'est équipée de nouveaux outils numériques, a renforcé de 10% ses effectifs de lutte contre la fraude pour arriver à 1.600 agents, recrutant des statisticiens et enquêteurs spécialisés dotés de pouvoirs de police judiciaire, notamment de cyberenquête.

Les dépenses totales de l'Assurance maladie se sont élevées à environ 257 milliards d'euros en 2024.

Quand les cardinaux quittent la table avant la fin du repas, c'est signe qu'ils étaient déjà repus !

La CGT claque la porte du conclave sur les retraites, qui reste-t-il autour de la table ? - Le HuffPost 20 mars 2025

Le syndicat rejoint donc Force ouvrière, qui avait claqué la porte du conclave dès le premier jour, le 27 février, dénonçant une « *mascarade* » dont le but serait d'allonger la durée du travail.

L'organisation patronale UP2, qui représente les entreprises de proximité, a aussi quitté le navire pour tenter de « *contribuer à une prise de conscience générale* ».

Alors que les chaises de trois organisations sur huit sont désormais vides, le conclave a clairement du plomb dans l'aile. Le HuffPost 20 mars 2025

Bien mal acquis ne profite jamais, ça dépend !

Des ONG africaines portent plainte contre le groupe Bolloré pour corruption et blanchiment - RT 19 mars 2025

Une plainte inédite a été déposée le 18 mars contre le groupe Bolloré, Vincent Bolloré et son fils Cyrille par le collectif Restitution pour l'Afrique (RAF). Ce collectif, regroupant onze associations implantées dans plusieurs pays africains, accuse l'entreprise française d'avoir obtenu des concessions portuaires de manière illicite grâce à des pratiques de corruption et de trafic d'influence. Selon les plaignants, ces activités auraient généré des bénéfices considérables qui ont été blanchis lors de la vente en 2022 de Bolloré Africa Logistics à l'armateur italo-suisse MSC pour un montant de 5,7 milliards d'euros.

Le groupe Bolloré, présent en Afrique depuis les années 1980, a construit un empire économique s'étendant sur 46 pays, notamment dans le domaine des infrastructures logistiques. Son réseau de 16 concessions portuaires lui a permis d'exercer une influence considérable sur le commerce maritime africain. Cependant, selon le RAF, ces concessions ont souvent été attribuées sans appel d'offres, en échange de soutiens politiques à des dirigeants africains. Des faits similaires avaient déjà été mis en lumière dans le cadre d'enquêtes judiciaires antérieures.

D'après les informations rapportées par France 24-RFI, la justice française soupçonnait depuis 2013 le groupe Bolloré d'avoir utilisé sa filiale Euro RSCG (devenue Havas) pour financer les campagnes électorales de Faure Gnassingbé au Togo et d'Alpha Condé en Guinée en 2010, facilitant ainsi l'obtention de concessions portuaires stratégiques. De plus, en Côte d'Ivoire, le terminal à conteneurs d'Abidjan avait été attribué en 2003 sans appel d'offres par le président Laurent Gbagbo, une décision jugée contraire aux principes de bonne gouvernance par des observateurs internationaux.

La plainte déposée élargit encore ces accusations en évoquant des pratiques similaires au Cameroun, au Ghana et dans d'autres pays de la région. Le collectif RAF soutient que les contrats obtenus frauduleusement ont causé un manque à gagner considérable pour les finances publiques des États concernés. Jean-Jacques Lumumba, président du RAF, a déclaré sur France 24 que cette action vise à «*condamner le corrupteur*» et à obtenir réparation pour les populations africaines lésées.

L'affaire prend une tournure encore plus importante avec l'introduction du concept de «*biens mal acquis inversés*». Cette notion, avancée par les avocats du RAF, repose sur une loi française de 2021 qui permet de restituer aux pays d'origine les profits issus d'activités frauduleuses. Selon les plaignants, une partie des 5,7 milliards d'euros issus de la vente de Bolloré Africa Logistics devrait être reversée aux États africains concernés afin de financer des projets de développement.

Le Parquet national financier a déjà pris des mesures contre le groupe Bolloré dans des affaires précédentes. En 2021, la société avait reconnu certains faits en acceptant une convention judiciaire d'intérêt public et en payant une amende de 12 millions d'euros. Cependant, le PNF a refusé en 2024 une tentative d'accord qui aurait permis à Vincent Bolloré d'échapper à un procès. Désormais, la justice française doit statuer sur cette nouvelle plainte et déterminer si elle donne lieu à une enquête approfondie.

Cette affaire illustre la manière dont certaines multinationales françaises et de manière plus générale occidentales ont pu exercer une emprise économique et politique en Afrique à travers des pratiques illégales. Pour les ONG plaignantes, il ne s'agit pas seulement de condamner un groupe industriel, mais de poser un précédent juridique visant à récupérer les richesses détournées du continent africain au profit des populations locales.

Santé.

Soutien inconditionnel au Docteur Alain Colignon - AIMSIB 20 mars 2025

Le solde de tous les comptes concernant les années Covid ne se trouve nullement apuré ce jour pour les médecins qui ont osé contrecarrer la folie sanitaire de l'époque. Le Dr Alain Colignon par exemple, chirurgien vasculaire et fondateur de l'Ordre Universel des Praticiens de Santé (*) se retrouve à nouveau face à ses juges, frappé en première instance de deux ans d'interdiction d'exercice pour avoir fait valoir son droit à la parole et avoir émis un avis diamétralement contraire à celui de son gouvernement. Nous devons absolument continuer à soutenir la défense de ce médecin, puis ensuite de tous les autres dont les condamnations se préparent.

https://www.aimsib.org/2025/03/20/soutien-inconditionnel-au-docteur-alain-colignon/

Par le Dr Alain Colignon.

Vous vous souviendrez que pour avoir critiqué la fermeture des cabinets le 15 mars 2020, pour avoir condamné l'abandon des patients seuls avec du Dafalgan, pour avoir recommandé le traitement proposé par le numéro 1 mondial de la microbiologie hydroxychloroquine et azithromycine, pour avoir proposé l'ivermectine, la vitamine D et le Zinc pour traiter le Covid, pour avoir déconseillé un vaccin inutile et dangereux qui a tué, blessé tant de gens en ruinant notre trésor public, j'ai été condamné à deux années de suspension.

A 72 ans, cette suspension me laisserait froid comme du marbre, si elle n'avait une portée majeure pour l'avenir : le nôtre, mais surtout celui de nos enfants. En effet, si cette suspension est confirmée, plus aucun médecin n'osera à l'avenir s'opposer aux mesures criminelles du Deep State, des Lobbies et des oligarques… Tous suivront les corrompus malveillants, habilement placés aux commandes parce qu'ils ont des mercis à dire et qu'ils obéiront sans broncher. Les Vandenbroucke, Dejemeppe et Von der Leyen de demain frapperont plus fort, si personne ne les arrête.

Quel médecin sacrifierait l'avenir de sa famille, le bonheur de ses enfants pour un combat perdu d'avance ?

- Si nous voulons que les médecins honnêtes reprennent votre santé en main. il faut qu'ils osent s'exprimer et pour qu'ils osent s'exprimer, il faut non seulement que je sois acquitté, que l'Etat adresse des excuses à ceux qui ont souffert mais aussi que les coupables paient !

Il est inutile de venir me soutenir le 25 mars place de Jamblinne de Meux…. Vous avez mieux à faire ! Que vous soyez belge, français, polonais marocain, ou chinois, que vous soyez homme, femme, adolescent ou retraité, je vous demande d'écrire un message de soutien par courrier postal à l'attention de la Greffière du Conseil d'Appel.

Ecrivez votre point de vue sur la question en quelques lignes, timbrez et postez.

Soyez pugnace mais courtois, Madame Heymans est très sympathique mais manifestez votre désapprobation à l'égard des poursuites dirigées contre moi et contre les médecins lanceurs d'alerte.

C'est vous qui allez les arrêter !

Voici l'adresse de la Greffière:

Madame Brigitte Heymans, Greffière

Conseil d'Appel de l'Ordre des Médecins

Place de Jamblinne de Meux 34-35

1030 Schaerbeek - Belgique

C'est le moment de partager tous azimuts. Aujourd'hui vous pouvez devenir le soldat de la liberté en diffusant ce message à tous vos contacts, à tous ceux qui ne veulent pas d'un monde transhumaniste.

Vos lettres doivent être des missiles de paix, des grenades de bienveillance, des torpilles de liberté… et elles doivent écraser par milliers la barbarie de ceux qui veulent faire de vous de simples outils de leur programme funeste.

Dites non à la médecine mondialisée… Dites oui à vos médecins de famille.

C'est maintenant ou jamais ! Le plus vite sera le mieux: il reste quelques jours… Ecrivez à Madame Heymans…

Dr Alain Colignon

Mars 2025

Mon mail envoyé le 21 mars 2025 à l'adresse suivante : info@ordomedic.be

Mesdames, Messieurs,

Suite à la plainte que vous avez formulée à l'encontre du Docteur Alain Colignon pour avoir recommandé le traitement proposé l'hydroxychloroquine et l'azithromycine, puis l'ivermectine, la vitamine D et le Zinc pour traiter le Covid, je tiens à lui apporter mon soutien, et je voudrais vous faire part de ma propre expérience à l'aide de ces molécules, qui se sont avérées d'une efficacité redoutable pour lutter contre cette maladie.

De nationalité française, professeur de français à la retraite de 70 ans, j'habite au fin fond d'un petit village situé au Tamil Nadu dans le sud de l'Inde. J'ai passé ma vie à étudier armé de la dialectique, par conséquent, je suis parfaitement en mesure d'aborder n'importe quelle question en toute indépendance, et de discerner la science de la propagande ou du charlatanisme.

En mars 2021, mon beau-fils de 30 ans et un de mes beaux-frères de 40 ans présentèrent tous les symptômes du Covid-19, et ils durent cesser de travailler. Prévenu par téléphone, je me rendis chez eux vers 10 heures du matin, et je leur proposai ces molécules à prendre une fois par jour pendant 2 jours, puis 3 jours plus tard, et une dernière fois en fin de semaine : Ivermectine 12 mg, un comprimé d'azithromycine 500 mg, un comprimé de vitamine D dosé à 4000 UI, ainsi qu'un comprimé de zinc.

A peine plus tard 48 heures ils furent rétablis, et dès le lendemain ils reprirent leur travail. Mon beau-fils continua d'éprouver de la fatigue pendant environ 3 semaines, tous les deux ne furent victimes d'aucune complication liée à ce traitement. Vivant dans une maison où résidaient une dizaine de personnes, je prescrivis un traitement à prendre durant deux jours adapté à chacune d'entre elles en fonction de leur âge allant de 3 ans à 82 ans, aucune ne tomba malade par la suite.

Par conséquent, je vous demanderai de faire preuve de bienveillance envers le Docteur Alain Colignon, qui ne fit que son devoir de médecin en appliquant scrupuleusement le serment d'Hippocrate pour soigner des malades ou sauver des vies.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations respectueuses.

Attente aux urgences : un patient sur deux attend plus de trois heures selon une étude - RT 19 mars 2025

Ce 19 mars, la Drees a publié une étude alarmante sur l'évolution des délais d'attente dans les services des urgences en France. En 2023, la moitié des patients a attendu plus de trois heures avant d'être pris en charge ou de quitter le service, contre 2h15 en 2013. L'enquête, réalisée auprès de 719 services des urgences, montre une progression constante de ces délais au fil des années.

Le phénomène est encore plus frappant pour certains patients. 15 % d'entre eux passent plus de huit heures aux urgences, soit une nette augmentation par rapport aux 9 % enregistrés en 2013. Les personnes âgées de plus de 75 ans sont particulièrement concernées : 36 % d'entre elles y restent plus de huit heures, soit plus du double de la moyenne générale.

Pourquoi de telles attentes ?

L'une des principales raisons de cette saturation est la diminution de la capacité d'hospitalisation. En dix ans, 43 000 lits ont été supprimés, entraînant une difficulté croissante à hospitaliser les patients après leur passage aux urgences. Selon Les Échos, seuls 20 % des patients sont hospitalisés à la sortie des urgences en 2023, contre 23 % en 2013. Cette baisse s'explique notamment par une pénurie de lits d'aval, indispensables pour transférer les patients nécessitant une hospitalisation.

Autre facteur aggravant : le vieillissement de la population. Selon Franceinfo, les urgences accueillent de plus en plus de patients nécessitant des soins plus complexes et un suivi plus long, ce qui allonge encore davantage le temps passé dans ces services.

Enfin, la crise des urgences est accentuée par un manque d'accès aux soins de base. Sud-Ouest souligne que 21 % des patients déclarent s'être rendus aux urgences faute d'avoir pu obtenir un rendez-vous médical ailleurs, contre 13 % en 2013.

Etats-Unis.

En privilégiant le Pentagone et le complexe militaro-industriel, Trump flatte les actionnaires de l'Etat profond.

«*Dôme doré*» : le projet insensé de Trump pour protéger les États-Unis des frappes nucléaires balistiques - RT 22 mars 2025

Un article paru sur le site de CNN ce 22 mars a révélé que les militaires américains tentaient de développer un système de défense «Dôme doré» (Golden Dome) qui devrait protéger l'ensemble du pays contre les frappes de missiles balistiques à longue portée. Présenté au Pentagone comme l'une des principales priorités de Donald Trump, des sources proches du dossier ont fait savoir que la Maison Blanche n'épargnerait aucune dépense pour répondre à l'une des principales priorités du président américain.

L'administration Trump a ordonné aux responsables militaires de veiller à ce que le financement futur du «*Dôme doré*» soit inclus dans les nouvelles estimations budgétaires des années 2026 à 2030. Sauf que les mêmes sources ont fait savoir qu'au-delà d'un nom, le système lui-même demeurait juste une idée aux contours indéfinis, d'où la quasi-impossibilité de prédire les coûts futurs d'un tel projet. Ce qui est certain, c'est qu'il devrait nécessiter des milliards de dollars pour sa construction et son entretien.

John Tierney, directeur exécutif du Centre pour le contrôle des armements et la non-prolifération, estime que Donald Trump est «prêt à investir des milliards et des milliards de dollars dans quelque chose qui ne fonctionnera pas». L'expert qualifie l'ensemble du projet «*Dôme doré*» de «*blague*», voire d'«*arnaque*».

Donald Trump annonce un contrat avec Boeing pour une nouvelle génération d'avions de combat furtifs, baptisée F-47 - franceinfo/AFP 21

Présent aux côtés du milliardaire, le ministre de la Défense Pete Hegseth a déclaré que le nouvel appareil envoyait "*un message très direct et très clair (...) à nos ennemis, disant que nous serons en mesure de projeter notre puissance dans le monde entier, sans entraves, pour les générations à venir*".

Le programme de remplacement du F-22, baptisé Next Generation Air Dominance (NDA), avait été interrompu sous l'administration de Joe Biden en 2024 pour des raisons de coût. Le Congressional Budget Office, organe rattaché au Congrès, avait estimé en 2018 que les avions de nouvelle génération pourraient coûter jusqu'à 300 millions de dollars l'unité, soit beaucoup plus que plusieurs avions actuellement dans l'arsenal américain.

Ce contrat est une aubaine pour Boeing, qui traverse une crise profonde depuis plusieurs années franceinfo/AFP 21 mars 2025

Palestine occupée.

Israël étend son opération au sol à Gaza, le président israélien se dit "troublé" - AFP 21 mars 2025

L'armée israélienne poursuit vendredi son opération au sol dans le sud de la bande de Gaza, le président israélien Isaac Herzog se disant "*troublé*" par la reprise des combats, dans une rare critique du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"*Il est impossible de ne pas être profondément troublé par la dure réalité qui se déroule sous nos yeux*", a affirmé M. Herzog dans une déclaration vidéo, sans toutefois mentionner nommément le Premier ministre.

Selon la Défense civile de Gaza, au moins 504 personnes parmi lesquelles plus de 190 mineurs ont été tuées depuis la reprise des frappes israéliennes.

Jeudi, l'armée a annoncé avoir mené "*des opérations terrestres dans la zone de Chaboura à Rafah*", à la pointe sud du territoire palestinien, ajoutant poursuivre aussi ses opérations "*dans le nord et le centre*" de Gaza.

Le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini, a déploré jeudi "*un déchaînement sans fin des épreuves les plus inhumaines*" pour la population, assiégée et frappée par une crise humanitaire majeure. AFP 21 mars 2025

Guerre en Ukraine.

Guerre en Ukraine : de nouveaux pourparlers entre la Russie et les États-Unis prévus lundi en Arabie-saoudite - 6Médias/Orange 20 mars 2025

Le prochain rendez-vous est fixé au lundi 24 mars à Riyad, en Arabie Saoudite. Annoncé par le Kremlin jeudi 20 mars, de nouveaux pourparlers auront lieu entre des responsables russes et américains, comme le confirme le conseiller diplomatique de Vladimir Poutine. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a également annoncé qu'une délégation ukrainienne sera présente lors de cette rencontre pour discuter avec les représentants américains, rapporte BFMTV. 6Médias/Orange 20 mars 2025

Turquie.

En Turquie, l'opposition convoque une "*nuit de la démocratie*", Erdogan jure de ne pas céder à la "*terreur de la rue*" - franceinfo/AFP 21 mars 2025

L'opposition turque a convoqué, vendredi 21 mars, une "*nuit de la démocratie*" en appelant à un grand rassemblement vers lequel convergeaient au moins 10 000 personnes, en dépit des avertissements du président Recep Tayyip Erdogan, qui a juré de ne pas céder à la "*terreur de la rue*". Au troisième jour de manifestations, les protestataires affluaient vers la mairie d'Istanbul à l'appel du Parti républicain du peuple (CHP), première force d'opposition, à laquelle appartient Ekrem Imamoglu. franceinfo/AFP 21 mars 2025

Guatemala.

Guatemala: manifestations contre l'assurance obligatoire des véhicules motorisés - AFP 19 mars 2025

Le gouvernement du Guatemala a affirmé mercredi qu'il ne reviendra pas sur l'exigence d'une assurance obligatoire pour les véhicules motorisés, au deuxième jour d'une forte mobilisation dans les rues.

"*Les accidents de la route sont la principale cause de décès dans le pays, bien au-dessus de la criminalité. Une tragédie nationale qui doit être traitée, qui sera traitée. Cela doit changer et pour cela, il faut prendre des mesures, respecter la loi*", a déclaré le secrétaire à la Communication de la présidence, Santiago Palomo, lors d'une conférence de presse.

Les manifestations entamées mardi contre la réforme se sont poursuivies mercredi avec une trentaine d'axes routiers bloqués dans le pays et la capitale.

Lundi, le gouvernement du président Bernardo Arévalo a publié dans le Journal officiel les règles obligeant les propriétaires de véhicules motorisés à souscrire à partir du 1er mai une assurance responsabilité civile.

Les opposants au texte soulignent la situation économique précaire au Guatemala, où la pauvreté frappe 60% des 17,7 millions d'habitants, selon les chiffres officiels.

J-C – Dans les pays pauvres comme l'inde où je vis, à part les véhicules à moteur à 4 roues dont les propriétaires souscrivent une assurance, chez les propriétaires de 2 roues à moteur, ce serait plutôt de l'ordre de 1 ou 2 sur 3, parfois après des mois de retard parce qu'ils n'ont pas de fric. Quand ils se font piquer à un barrage, ils filent un bakchich aux flics ou ils paient une amende, dans le pire des cas qui arrive rarement, ils repartent à pieds !

Les peuples ne respectent que les lois qu'ils peuvent supporter financièrement, quand ils sont trop pauvres, elles sont violées collectivement, tout le monde le sait et ferme les yeux sous peine de situation insurrectionnelle ou d'émeutes sanglantes visant les autorités locales, ceci explique cela.

Soudan.

Khartoum : l'armée soudanaise reprend aux paramilitaires le contrôle du palais présidentiel - RT 21 mars 2025

Les Forces armées soudanaises ont annoncé dans un communiqué officiel la reprise du palais présidentiel à Khartoum. L'armée a réussi à reprendre le contrôle du site après avoir neutralisé les derniers éléments des Forces de soutien rapide (FSR).

«*Les efforts de nos Forces ont été couronnés de succès aujourd'hui sur le front de Khartoum, où elles ont réussi à neutraliser les derniers éléments de la milice terroriste Al-Dagalo présentes dans les zones du centre de Khartoum, dans le Souk el Arabi et aux alentours du palais républicain. Nos*

forces, par la grâce de Dieu, ont entièrement éliminé l'ennemi et saisi une grande quantité de son équipement et de ses armes dans les zones susmentionnées», lit-on dans le communiqué.

Les soldats de l'armée soudanaise ont progressé, ces dernières semaines, dans le centre de Khartoum, face aux FSR qui ont pris le contrôle de la majeure partie de l'ouest du Soudan et tenté de renforcer leur contrôle sur la région du Darfour.

Depuis avril 2023, l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide sont engagées dans un conflit sanglant qui a causé plus de 20 000 morts et déplacé environ 15 millions de personnes, selon les Nations unies et les autorités locales.

J-C – Quel malheur ! Chaque fois que je lis ce genre d'info, j'enrage et je me retiens de pleurer, c'est atroce, si cruel et injuste. Tout cela, parce que nous ne sommes pas foutus de mettre un terme au capitalisme avec tous les moyens dont nous disposons. Non, nous n'avons pas tout essayé, non, nous n'avons pas été vaincus, non, le socialisme n'a jamais fait faillite, ce sont juste de faux prétextes, hypocrites et laids.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 mars 2025

J'ai placé à la fin de la causerie des documents qui m'avaient semblé intéressants, car trop longs, pour ne pas indisposer les lecteurs.

J'écris tous les jours sur des sujets divers. Mes réflexions sur la société ou la vie en général, je les balance 9 fois sur 10, je n'ai pas le temps de développer. Quant à l'actualité, c'est problématique.

On rédige un texte et on le met de côté, 2 ou 3 plus tard il faudrait tellement le retoucher qu'il part à la poubelle ou il faut en écrire un autre et ainsi de suite, c'est épuisant à la longue.

A un moment donné on se demande quand cela va-t-il s'arrêter, c'est à devenir fou. Ils adoptent une mesure et trois jours plus tard ils l'annulent. Là, c'était du concret et pas des spéculations ou des prévisions, du coup on se demande s'il y a encore un pilote dans l'avion ou s'il est devenu ingouvernable. Cela y ressemble au premier abord, mais il faut se méfier aussi des apparences, la bonne réponse pourrait être que plusieurs pilotes tenteraient d'en prendre le contrôle, du coup l'avion modifie sa trajectoire sans qu'on sache pourquoi, ce qui soulève bien des questions.

Un crash ou krach pourrait-il se produire suite à une mauvaise manœuvre ? C'est improbable, ce sont tous des pilotes professionnels, je ne parle pas de Trump ou de Macron qui figurent sur la liste des bagagistes. Je pense plutôt aux multi milliardaires qui sont en mesure d'influencer le cours de la situation mondiale, s'ils ne contrôlent pas tout, ils ont le pouvoir de déclencher ou d'éviter des guerres. Ils se relaient aux commandes, et s'ils ont un plan de vol préétabli, il arrive souvent qu'ils en changent en cours de route quand ils rencontrent de violentes perturbations, ce qui les amène à atterrir parfois loin de la destination qu'ils s'étaient fixés ou même de rebrousser chemin, ils ne sont pas du genre à adopter un comportement suicidaire. Ils chargeront leurs petits télégraphistes de justifier leurs revirements sans plus de détails…

Vous aurez compris que pour continuer à faire ces causeries consciencieusement, cela devient un casse-tête, je perds beaucoup de temps et je fatigue. Personne ne semble comprendre ma démarche politique, soit. La situation recèle une multitude de facettes qu'on ne soupçonne même pas généralement, parce que notre mode de penser a été façonné de telle manière, on passera à côté, nos a priori feront le reste. La situation n'est pas compliquée en soi, elle est très complexe, du fait que le temps passant les facteurs ou les représentations se sont multipliés sans toujours être en mesure de leur accorder l'importance ou la place qu'ils occupent, et de discerner le rôle précis qu'ils remplissent de nos jours sachant que ces facteurs ont évolué également, du coup quand on aborde les rapports qu'ils ont entre eux, si on n'a pas suivi, on croit savoir de quoi on parle, mais en réalité, on est paumé ! Si en plus on a hérité d'un esprit obtus, borné, dogmatique, on est très mal barré !

Je ne prétends pas avoir compris grand-chose, en revanche, je sais que lorsqu'on est indépendant, en faisant preuve de détermination on peut progresser, et y voir un peu plus clair. Avant de vous quitter, je vais vous mettre sur une piste.

On doit considérer honnêtement la réalité, l'histoire telle qu'elle s'est véritablement déroulée jusqu'à présent. On est en présence d'une situation donnée qui est le produit du passé. Quelle en aurait pu être la négation ? Pourquoi le monde devrait-il être forcément tel qu'on se le représente de nos jours ? A-t-on seulement imaginé sa négation ? Peut-être qu'on pourrait découvrir les conditions qui la rendraient réalisable, qui auraient permis d'arriver à un tout autre résultat. Après tout rien n'est écrit, pourquoi le futur devrait-il forcément ressembler au passé, pourquoi n'incarnerait-il pas autre chose, ce que le passé n'a pas été en mesure de réaliser justement, dans le cas contraire, l'humanité n'aurait jamais progressé, a-t-on seulement réfléchi à cela ?

C'est une honte !

Débat sur "*être Français*": François Bayrou s'exprimera "*tout début avril*" BFMTV 26 mars 2025

Il faudra aussi dénazifier la France !

Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron est la personnalité internationale préférée des Ukrainiens - Le HuffPost 27 mars 2025

« *Effort de guerre* ». Charité bien ordonnée commence par soi-même, c'est bien connu…

Bild : 66 000 employés d'institutions européennes verraient leur salaire augmenter pour la 7e fois en trois ans - RT 24 mars 2025

Environ 66 000 employés d'institutions de l'Union européenne bénéficieraient d'une hausse de salaire en avril, a rapporté *Bild* le 24 mars. Selon le journal allemand, il s'agirait de la 7e augmentation de salaire en trois ans, depuis janvier 2022. Cette fois, les employés des institutions de l'UE bénéficieraient d'une augmentation de 1,2 %, ou du reste de l'augmentation de salaire de 8,5 % qu'ils auraient dû recevoir l'année dernière, mais qu'ils n'ont obtenu qu'à hauteur de 7,2 % en raison de difficultés financières, rapporte *Bild*.

La hausse des salaires devrait également concerner la Commission européenne. *Bild* précise que le salaire des commissaires européens passerait de 26 200 euros à 28 400 euros par mois, soit une augmentation de 2 200 euros. Le salaire de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen augmenterait un peu plus, de 2 700 euros, et s'élèverait à environ 34 800 euros par mois. Quant au salaire minimum des autres employés, il serait lui aussi revu à la hausse, passant de 3 361 à 3 645 euros par mois. Dans le même temps, leur salaire maximum passerait de 23 262 euros à 25 229 euros par mois.

L'opposition parlementaire introuvable. Les partis présents à l'Assemblée nationale se partagent les sièges et les prébendes, les places et le fric si vous préférez.

Qui a dit en réponse à un parlementaire ?

- "*Je tiens à vous rappeler que la répartition des sièges au sein des différents organismes extraparlementaires a fait l'objet d'une longue négociation parmi les groupes politiques, au terme de laquelle un accord a pu être trouvé. Je précise que cet accord a été unanime: tous les groupes, dont le vôtre, ont considéré que la répartition trouvée respectait la représentativité des groupes, parité et pluralisme*", écrit la présidente de l'Assemblée. BFMTV 21 mars 2025

Réponse : La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet

---

En famille.

Nucléaire: Dominique Voynet nommée dans un comité, Yaël Braun-Pivet répond aux protestations - BFMTV 21 mars

---

Totalitarisme. L'étau de la dictature se referme.

Permis de conduire : l'UE durcit les sanctions pour les infractions au code de la route - RT 27 mars 2025

Le 25 mars, le Parlement européen et les États membres ont décidé d'étendre la suspension du permis de conduire en cas d'accident grave à l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne.

En vertu des nouvelles règles, toute interdiction ou restriction imposée par un État membre à un conducteur en cas d'accident grave de la route s'appliquera également dans le pays où le permis de conduire a été délivré. Le pays qui a délivré le permis devra alors appliquer l'interdiction dans l'ensemble de l'UE.

J-C - Le principe de subsidiarité était de nature totalitaire.

Jusqu'à présent les opposants politiques à un régime tyrannique pouvaient fuir ou se réfugier dans un autre pays pour échapper aux condamnations injustes adoptées contre eux, ils pouvaient bénéficier du droit d'asile dans certains cas, bientôt ce ne sera plus possible, parce que les législations nationales totalitaires auront acquis une portée universelle ils seront poursuivis sur tous les continents ou ils ne pourront pas avoir une vie normal...

Les Américains s'octroient déjà le droit de poursuivre n'importe quelle entreprise ou n'importe quel citoyen à travers le monde qui aurait enfreint leurs normes juridiques selon eux ou qui présenterait un danger pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Ce principe relève de l'abus de pouvoir caractérisé appliqué par un régime de type impérial et despotique, qui aurait vocation à étendre son pouvoir à la planète entière.

Lu. En Inde, ils préconisent entre autres de privilégier les secteurs de la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, l'électricité, les transports publics, etc. pour assurer le développement du pays, mais en France ce serait un crime... au détriment de l'économie de guerre, du CAC40...

Il faudrait en Inde, selon Courrier International : - commencer par une plus grande intervention de l'État dans l'économie – ce qui va plutôt à rebours de la doctrine développée par le gouvernement Modi. Le gouvernement, estime *Business Today*, doit mieux s'investir dans certains secteurs clés comme la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, l'électricité, les transports publics et les services financiers. Autant de domaines encore largement en souffrance dans de nombreuses régions, surtout rurales, du pays. Courrier International 23 mars 2025

J-C – En Inde, la semaine de travail de 5 jours ou 2 jours de repos consécutifs devraient être la revendication sociale prioritaire, parce qu'elle changerait la vie des travailleurs indiens, j'irais même jusqu'à dire qu'elle la révolutionnerait, car ce qu'ils vivent, c'est pire que l'esclavage d'autrefois, c'est littéralement l'enfer.

Non seulement tu es hyper exploité, tu croules sous les contraintes, tu as un rythme de vie effréné, et tu ne bénéficies d'aucun temps libre pour t'épanouir sur le plan individuel, pour réfléchir et te reposer. Bref, tu ne disposes finalement d'aucune liberté, le niveau d'oppression est maximum, car il n'existe aucun moyen d'échapper à ce destin effroyable, et ils osent appeler cela une démocratie.

Une avalanche de bonnes nouvelles, si, si.

L'Europe abandonne l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine selon Reuters - 26 mars 2025

Après le rejet de Moscou et sans appui réel des États-Unis, les pays européens abandonnent leur plan d'envoyer des troupes en Ukraine. Comme le révèle Reuters ce 26 mars, les capitales occidentales reculent, conscientes qu'un tel projet constitue un risque majeur et très difficile à assumer politiquement.

Alors que les tensions restent vives concernant l'avenir du conflit en Ukraine, l'idée d'un déploiement militaire occidental s'effondre. Selon un article publié par Reuters ce 26 mars, les discussions européennes se détournent clairement de l'envoi de troupes au sol. La France et le Royaume-Uni, qui avaient envisagé un programme impliquant des milliers de soldats pour stabiliser un éventuel cessez-le-feu, revoient désormais leurs plans.

Un diplomate européen, cité par Reuters, résume la situation : «*Ils prennent du recul par rapport à l'envoi de troupes au sol et tentent de redimensionner ce qu'ils faisaient en vue d'une solution plus raisonnable*». Un autre ajoute : «*Lorsque l'Ukraine était dans une meilleure position, l'idée d'envoyer des troupes était séduisante. Mais aujourd'hui, avec la situation sur le terrain et l'administration américaine telle qu'elle est, ce n'est pas très sexy*».

Ce désengagement est également dû grâce à la position de la Russie, qui n'a cessé de prévenir qu'une intervention militaire occidentale serait considérée comme une escalade directe. À cela s'ajoute le refus de Washington de soutenir activement un déploiement européen. Sans l'appui

logistique et politique des États-Unis, l'Europe peine à s'organiser seule. Selon TASS, cette réorientation est motivée autant par les réalités militaires que par l'opposition explicite de Moscou.

L'Europe cherche des alternatives, mais reste divisée

Si l'idée d'une force terrestre collective semble abandonnée, certains pays envisagent encore un rôle mais plus discret. Toujours selon Reuters, des missions de formation ou de soutien technique pourraient être menées individuellement par certains États membres. La Finlande, par exemple, a déjà annoncé qu'elle ne participerait à aucune présence militaire en Ukraine.

Un document initial préparé pour le sommet de Paris du 27 mars évoque une éventuelle «*force de réassurance*» opérant uniquement dans le cadre d'un futur accord de paix, avec aval international. Mais ces projets restent largement théoriques. Comme le souligne un haut fonctionnaire cité par Reuters, les garanties de sécurité proposées à l'Ukraine ressemblent plus à un «*buffet de petit-déjeuner*» sans véritable cohérence opérationnelle.

Keir Starmer, Premier ministre britannique, a reconnu que les efforts militaires occidentaux se concentraient désormais sur la surveillance des espaces aériens et maritimes.

Une approche défensive et périphérique qui reflète la crainte d'un engagement direct contre la Russie. Giorgia Meloni, chef du gouvernement italien, a d'ailleurs rejeté publiquement l'idée française d'un déploiement, la jugeant trop risquée.

Pour la Russie, ce recul européen confirme que les menaces d'intervention étaient avant tout des postures médiatiques. Les contraintes logistiques, la faiblesse de l'armée ukrainienne et l'absence de leadership stratégique en Occident ont rendu irréalisable ce que certains qualifiaient de «*mission de paix*». L'Europe, aujourd'hui, revient à une réalité plus sobre : éviter un conflit avec la Russie, tout en maintenant l'illusion qu'il apportera un soutien efficace à Kiev.

La France, l'Italie et l'Espagne s'opposent au plan de défense par endettement d'Ursula von der Leyen - RT 26 mars 2025

La proposition de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, cherchant à renforcer l'autonomie militaire de l'Union européenne grâce à un plan de prêts massifs, rencontre une opposition ferme de plusieurs pays. Selon un article de *Politico*, publié ce 26 mars, la France, l'Italie et l'Espagne refusent d'adhérer au mécanisme de 150 milliards d'euros de prêts, craignant une aggravation de leur dette nationale déjà très élevée.

Le plan «*Rearm Europe*», présenté début mars, prévoit un assouplissement temporaire des règles budgétaires de l'UE afin de permettre aux États membres d'augmenter leurs dépenses militaires de 1,5 % du PIB sur quatre ans. L'objectif affiché par Bruxelles est double : soutenir l'Ukraine et réduire la dépendance stratégique envers les États-Unis. Toutefois, les prêts envisagés par la Commission continueraient d'apparaître dans les comptes nationaux, ce qui inquiète fortement les pays du sud de l'Europe.

«*Von der Leyen propose un plan presque exclusivement basé sur la dette nationale des États*», a déclaré la Première ministre italienne Giorgia Meloni, citée par Politico. La France, avec un ratio dette/PIB supérieur à 110 %, redoute quant à elle un impact négatif sur sa notation de crédit.

Les pays du Sud plaident pour des subventions européennes

Face à cette impasse, les gouvernements de Madrid, Rome et Paris plaident pour un autre mécanisme : les «*obligations de défense*», c'est-à-dire des subventions financées par un emprunt commun de l'UE sur les marchés. Ce système nécessite toutefois l'unanimité des 27 États membres, un obstacle majeur puisque l'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres pays du nord refusent catégoriquement toute forme de mutualisation de la dette. «*Pas d'euro-obligations*», a tranché le Premier ministre néerlandais Dick Schoof à l'issue d'un sommet européen ce 20 mars.

D'après RIA Novosti, les dirigeants sud-européens espèrent gagner du temps jusqu'au sommet de juin afin de faire plier la Commission. Ursula von der Leyen, de son côté, n'a pas encore donné son appui aux obligations communes, malgré la pression croissante.

Dites-le aux médiums qui prédisent une guerre de la France (et de l'UE) contre la Russie.

Lu. La guerre tout seul : Macron déjà lâché par les Européens

Macron ne propose désormais plus que des «*forces de réassurance*», qui ne «*n'ont pas vocation à être des forces de maintien de la paix*», «*n'ont pas vocation à être des forces présentes sur la ligne de contact*» et «*n'ont pas vocation à se substituer aux armées ukrainiennes*».

En dehors, de Londres, «*quelques États membres*» souhaiteraient y participer, nous assure-t-il pour sauver la face.

Mais vu qu'il n'en cite aucun, il faut comprendre l'Estonie et la Lituanie, les désormais alliés privilégiés de Paris dont la pertinence du virage stratégique sera étudiée pour les siècles à venir.

Évidemment, même en réduisant les troupes occidentales au rang de pots de fleurs, le projet n'a toujours aucune chance d'être validé par les seuls décideurs que sont Moscou et Washington.

Giorgia Meloni écarte l'envoi de troupes en Ukraine et appelle l'Europe à se coordonner avec Washington - RT 28 mars 2025

Le 27 mars, lors d'un sommet européen organisé à Paris en présence de Volodymyr Zelensky, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a confirmé que l'Italie ne participerait pas à une éventuelle force militaire en Ukraine. «*Aucune participation nationale à une force militaire sur le terrain n'est prévue*» par Rome, a-t-elle déclaré.

Meloni insiste sur la nécessité d'impliquer Washington dans toute démarche de paix. La dirigeante italienne a exprimé son souhait de voir «*une délégation américaine présente à la prochaine réunion de coordination des alliés européens de l'Ukraine*».

L'Italie, comme la Croatie, s'oppose donc clairement aux ambitions militaires portées par la France et le Royaume-Uni. Le président croate Zoran Milanovic a indiqué que Zagreb «n*e sera pas impliqué en Ukraine sous quelque forme que ce soit*», invoquant l'absence d'un véritable accord de paix et le refus de la Russie.

Eh oui, tout n'est pas possible !

La suppression des ZFE votée par les députés en commission - Le HuffPost 26 mars 2025

Un premier pas contre cette mesure controversée. La commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi de « *simplification* » a voté ce mercredi 26 la suppression des « *Zones à faibles émissions* » (ZFE), censées pousser les automobilistes à acheter des véhicules moins polluants, mais décriées par certains politiques qui leur reprochent de pénaliser les ménages les plus modestes.

Au-delà de cette suppression (qui devra être confirmée en séance), Les Républicains ont annoncé une proposition de loi transpartisane signée par cinq groupes et visant à instaurer un moratoire de cinq ans pour l'application de ce dispositif, jugé d'une « *faible efficacité écologique* ».

La proposition de loi pourrait être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en mai ou en juin, après un passage en conférence des présidents début avril.

Les panneaux solaires sont-ils toujours rentables ? - LePoint.fr 28 mars 2025

Une baisse drastique du soutien aux installations solaires. Un arrêté publié au Journal officiel ce jeudi 27 mars, et qui entrera en vigueur dès ce vendredi, fixe les nouvelles conditions tarifaires pour le photovoltaïque. Le texte porte sur les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière, d'une puissance installée inférieure ou égale à 500 kilowatts crête (kWc), l'unité de mesure du photovoltaïque.

Concrètement, l'arrêté entérine une diminution de la prime versée par l'État aux particuliers qui souhaitent installer des panneaux solaires. « *La prime versée pour l'installation de panneaux sur le toit d'un particulier passe de 660 à 240 euros pour une installation de 3 kilowatts-crète (kWc)* », précise l'entourage du ministre Marc Ferracci, dans les colonnes du Parisien.

Le texte prévoit aussi de baisser le tarif de revente du surplus d'électricité des particuliers produit grâce aux panneaux solaires. Selon le quotidien, le tarif de rachat à EDF va passer de « *12,7 à 4 centimes par kilowattheure* ». La possibilité de ne faire que de la revente a également été retirée des parcours aidés. LePoint.fr 28 mars 2025

J-C – Le pire dans cette histoire-là, c'est pour tous ceux qui les ont crus aveuglément, ils sont amenés à dire le contraire de ce qu'ils avançaient la veille sans savoir pourquoi et ainsi de suite, on peut facilement les mener à l'abattoir, à croire qu'une guerre est indispensable, utile, souhaitable, et qu'il faut éliminer tous ceux qui s'y opposeraient.

Voilà à quoi mènent toutes ces mystifications ou impostures, à cautionner un régime tyrannique et éventuellement à y participer, car c'est ainsi qu'on doit caractériser un tel procédé.

Ce sont les colonisateurs qui remplissent les prisons. Eux seuls en portent la responsabilité.

Il y aurait en France "*plus de 19.000 détenus étrangers, soit 24,5% de la population carcérale*". BFMTV 23 mars 2025

Il faut entendre par « *étranger* », une personne qui n'a aucun titre de séjour ou pas de visa.

Ils commencent par piller les richesses de l'Afrique et fomenter des guerres et des guerres civiles, des génocides et des famines, des épidémies, etc. dans un grand nombre de pays au fil du temps, une fois réduits à la pauvreté extrême ou à la précarité, plutôt que survivre dans des conditions abominables et sans espoir d'en sortir un jour, certains parmi ceux qui en ont les moyens financiers tentent d'échapper à ce processus infernal en immigrant en occident par n'importe quel moyen.

Une fois parvenu à destination, les rescapés de cette aventure du désespoir se retrouvent dans une situation toute aussi périlleuse et dangereuse, car là ils cumulent tous les handicaps, au point que certains pèteront un plomb et seront tentés de commettre des délits pour essayer de s'en sortir ou survivre, ce qui les conduira devant un juge et parfois en prison. Ils n'avaient pas imaginé que leur périple prendrait cette tournure dramatique, encore moins qu'il se terminerait par un retour forcé dans leur pays d'origine.

Quand on est né au mauvais endroit et au mauvais moment, dans ce monde infâme et injuste dominé par le capitalisme, on est souvent voué à connaître une vie misérable tout au long de notre existence, à lutter désespérément quotidiennement juste pour survivre ou ne pas crever de faim, j'en suis témoin chaque jour en Inde. Les occidentaux qui constituent une toute petite minorité de la population mondiale l'ignorent ou s'en foutent finalement puisqu'ils ne s'engageront pas à lutter pour mettre fin au capitalisme.

A mes frères et sœurs d'infortune de tous les continents je voudrais adresser le message suivant : Nulle part dans le monde vous ne trouverez l'équivalent de la fraternité et de la solidarité réconfortante qui règnent dans votre pays au sein de votre famille, parmi vos proches ou vos compatriotes, le miracle ou l'Eldorado occidental est un leurre, vous y découvririez une misère que vous ne soupçonnez pas, plus grande que celle que vous auriez quittée et qui vous conduirait à un désespoir encore plus profond dont vous ne vous remettriez jamais, vous valez mieux que cela, tous ceux qui vous connaissent vous le diront, ayez confiance en eux.

Ayez confiance dans votre propre peuple pour supporter et vaincre l'adversité, prenez en mains votre destin en engageant le combat politique pour une société meilleure et plus juste, cela vous procurera plus d'espoir et de satisfaction que vous n'en aviez rêvé ou espéré au cours de votre vie.

Surpopulation carcérale : Darmanin appelle à « *repérer* » les détenus étrangers expulsables - LePoint.fr 23 mars 2025

Novlangue. Ne dites plus expulsion, dites éloignement.

Gérald Darmanin veut "*l'éloignement systématique des étrangers sortant de prison*" - BFMTV 23 mars 2025

Mes commentaires adressés à différents blogs.

Article : Trump n'est que Bush avec une casquette rouge

Réponse à une lectrice.

- Si vous me permettez, vous baignez en pleine confusion, comme la plupart des gens rassurez-vous, ce qui n'est pas bien grave ou est normal, puisque les différentes représentations idéologiques du capitalisme en arrivent à s'affronter, ce qui rend incompréhensible à la fois leur nature, leur fonction, ainsi que les objectifs qu'elles poursuivent, d'autant plus qu'elles ont tendance à se laisser manipuler par les différents clans de l'oligarchie ou ceux qui tirent les ficelles dans l'ombre, ce qui donne lieu à toute sorte de délires de la part de ceux qui ne le comprennent pas, dont les commentaires ici regorgent.

Quand on interprète la société à partir des classes qui la composent et qu'on tient compte que celle qui détient le pouvoir économique définit la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence celle des capitalistes, celle de Trump, à partir de là, sauf à appartenir à la même classe que lui, on n'a absolument rien en à attendre, à attendre des représentants de cette classe, et c'est valable pour ses adversaires qui appartiennent à la même classe que lui.

Par conséquent, en toute conscience politique, je me garderai bien de soutenir l'un ou l'autre, quand bien même il adopterait une mesure progressiste, sachant qu'elle s'inscrirait forcément dans une perspective nuisible ou opposée à mes intérêts de classe, puisqu'il ne peut pas en être autrement, intérêts de classe auxquels seront toujours subordonnés mes intérêts individuels, en ne confondant jamais les deux s'il arrivait qu'ils entrent en conflit.

En procédant méthodiquement de la sorte, on ne risque pas de se tromper de camp et de combat, de se retrouver à partager les idées de nos ennemis ou à manifester la moindre illusion dans leur orientation politique qui demeurera toujours opposée à nos intérêts.

- 99% des articles sont bons à jeter sur le Net.

Sur les réseaux sociaux, où par curiosité je vais voir ce qui se passe, j'ai constaté qu'il y avait de moins en moins de commentaires à la suite des articles qu'ils publiaient, et que les lecteurs qui avaient pris la peine de poster des commentaires argumentés et relativement bien rédigés, avec lesquels on pouvait espérer avoir un véritable échange ou pourquoi pas tisser une relation, donc les plus intéressants, les désertaient rapidement ou disparaissaient du jour au lendemain, pour finalement céder la place à une sorte de club pratiquant l'entre soi ou pire parfois, où on assiste à un concours de stupidités plus débiles les uns que les autres, cette rubrique sombrant dans une médiocrité pitoyable.

Totalitarisme. Propagande hystérique digne du IIIe Reich. L'UE-OTAN en phase de crise aigüe démentielle.

L'UE appelle les citoyens européens à se doter d'une réserve d'urgence de trois jours - RT 27 mars 2025

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'Union en matière de préparation, la Commission européenne demande aux citoyens de l'UE de préparer un kit d'urgence de 72 heures, en référence au conflit en Ukraine. La stratégie prévoit la préparation de la population, la constitution de réserves et l'adoption de mesures défensives en cas de crises.

La Commission européenne a exhorté les citoyens de l'UE à préparer un stock d'équipements et de produits critiques capables de leur fournir tout ce dont ils ont besoin pendant 72 heures en cas de crises, a déclaré le 26 mars la Commissaire européenne à la Gestion des crises, Hadja Lahbib. Selon elle, cette mesure est conditionnée par les «*menaces à la sécurité européenne*», à savoir les guerres, les cyberattaques, le changement climatique et les maladies. Elle vise à garantir que les Européens puissent survivre aux premiers jours d'une éventuelle crise sans aide extérieure.

L'Europe considère toujours la Russie comme une menace pour sa sécurité. Cependant, comme l'a souligné le président russe Vladimir Poutine, Moscou n'a pas l'intention d'entrer en guerre avec les pays européens. Selon lui, ces déclarations visent à effrayer la population européenne, à la détourner de ses problèmes internes et à encourager les pays à augmenter leurs budgets militaires.

Le 26 mars, le Service russe de renseignement extérieur a également indiqué que la Commission européenne entendait donner de la Russie l'image négative d'une «*puissance inférieure*» qui représente une «*menace existentielle*» pour l'Europe. À cet effet, selon le renseignement extérieur russe, l'UE utilise les méthodes de propagande du Troisième Reich, notamment la «méthodologie de Goebbels» dont l'une des règles est: «*Plus le mensonge est gros, plus il passe*».

Mystification ou manipulation climatique.

L'arnaque climatique est terminée ? - 22 Mars 2025

https://www.cielvoile.fr/2025/03/l-arnaque-climatique-est-terminee.html

Citations de l'article évalué par les pairs :

Notre analyse révèle que les émissions humaines de CO_2, qui ne représentent que 4 % du cycle annuel du carbone, sont éclipsées par les flux naturels, les signatures isotopiques et les données de temps de résidence indiquant une rétention atmosphérique à long terme négligeable.

De plus, les simulations individuelles des modèles CMIP3 (2005-2006), CMIP5 (2010-2014) et CMIP6 (2013-2016) ne parviennent systématiquement pas à reproduire les trajectoires de température et les tendances à l'expansion de la banquise observées, affichant des corrélations (R^2) proches de zéro par rapport aux données non ajustées. Une faille critique apparaît dans le recours du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) à une seule variabilité faible.

Reconstruction de l'irradiance solaire totale (TSI), malgré l'existence de 27 modèles alternatifs viables, où les options à plus forte variabilité correspondent étroitement au réchauffement observé, lui-même amplifié par les ajustements de données.

Nous concluons que l'hypothèse du réchauffement climatique anthropique dû au CO_2 manque de fondement empirique, éclipsée par des facteurs naturels tels que les rétroactions de température et la

variabilité solaire, ce qui nécessite une réévaluation fondamentale des paradigmes climatiques actuels.

Le discours du GIEC sur le réchauffement climatique dû au CO_2 s'effondre sous l'effet d'un examen minutieux. Les émissions humaines (4 %) disparaissent dans les flux naturels, les modèles échouent aux tests prédictifs, l'incertitude du TSI nie la primauté du réchauffement climatique dû au CO_2, et les données ajustées déforment la réalité. Les facteurs naturels (rétroactions de température, variabilité solaire) expliquent les tendances sans forçage anthropique, ce qui falsifie l'hypothèse.

L'hypothèse du réchauffement climatique d'origine anthropique au CO_2, formulée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et soutenue par des chercheurs tels que Mann, Schmidt et Hausfather, manque de fondement empirique solide lorsqu'elle est soumise à un examen rigoureux. Cette analyse, qui intègre des données d'observation non ajustées et des études récentes évaluées par des pairs, démontre que l'affirmation selon laquelle les émissions anthropiques de CO_2 seraient le principal facteur de la variabilité climatique depuis 1750 est infondée. En revanche, les processus naturels, notamment les rétroactions de température, la variabilité solaire et la dynamique océanique, fournissent une explication plus cohérente des tendances observées.

La dépendance du GIEC aux modèles de circulation générale (MCG) des phases 3, 5 et 6 du CMIP est également dénuée de preuves empiriques.

Ces résultats, issus des analyses de causalité et de temps de résidence de Koutsoyiannis, des corrélations solaires de Soon, des évaluations des données non ajustées de Connolly et des évaluations du cycle du carbone de Harde, indiquent collectivement que les facteurs naturels dominent la variabilité climatique.

Les émissions humaines de CO_2 constituent une composante mineure, les modèles de circulation générale présentent des limites fondamentales, les hypothèses de l'indice de stabilité des températures manquent de justification et les ajustements de données introduisent un biais systématique.

Ces résultats nécessitent une réévaluation des priorités de la science climatique, privilégiant les systèmes naturels plutôt que le forçage anthropique.

Ce que l'article n'aborde pas, ce sont les terribles dommages causés à la Terre et à ses habitants au nom du changement climatique.

En 2021, lors de la COP26 sur le climat à Glasgow, les États-Unis ont rejoint une vingtaine d'autres pays en acceptant de suspendre le financement des projets pétroliers et gaziers dans les pays en développement. Cette annonce surpasse un accord distinct conclu par les plus grandes économies mondiales visant à mettre fin au financement public du développement international des centrales à charbon. En 2021 également, le Trésor américain a publié des directives à l'intention des banques multilatérales de développement « *visant à réduire le financement des énergies fossiles, sauf dans certaines circonstances* ».

Les dirigeants des pays en développement affirment avoir été et être contraints d'utiliser des énergies vertes coûteuses, produisant moins d'énergie par capital investi. Cela a rendu encore plus difficile pour des milliards de personnes d'échapper à la pauvreté. Le terme utilisé pour ce type de politiques, imposées aux pays en développement par la Banque mondiale, le Forum économique

mondial et les acteurs mondialistes habituels, est désormais connu sous le nom de « *colonialisme vert* ».

Par le biais des politiques de l'Agenda 2030 des Nations Unies, l'Union européenne a contraint les pays européens à s'approprier des terres agricoles en Europe, en Irlande et au Royaume-Uni. Les agriculteurs ont été contraints de cesser leurs activités, ce qui a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et une variabilité des prix. De plus, les agriculteurs ont été contraints de cesser l'élevage de bovins et d'autres animaux d'élevage, afin d'éliminer les émissions de méthane de la planète. Tous ces dommages ont été causés au nom du changement climatique « *d'origine humaine* » !

Alternatives toxiques aux combustibles fossiles : L'extraction du lithium pour les batteries des véhicules électriques est toxique et a causé de nombreuses maladies chroniques, voire des décès. Les enfants sont souvent utilisés pour extraire le lithium. Les déchets de ces batteries ne sont pas faciles à éliminer. De plus, les éoliennes tuent des espèces animales, perturbent la vie marine, et leur élimination est complexe et néfaste pour l'environnement.

En d'autres termes, il existe des cas où des alternatives existent.

Des sources d'énergie alternatives sont recherchées. Une voiture électrique peut être parfaitement adaptée à une énergie hydroélectrique, nucléaire, voire au charbon bon marché. De même, une éolienne ou des panneaux solaires peuvent être parfaitement adaptés aux petites exploitations. Mais ces choix doivent être des choix, et non des obligations. Ils doivent être régionaux. Il n'existe pas de solution universelle.

Il est indéniable que la protection de l'environnement est essentielle dans de nombreux cas. Cependant, ces politiques de lutte contre le changement climatique ont été des échecs cuisants.

Je m'attends à ce que l'analyse scientifique des dommages causés par l'arnaque climatique révèle des dommages considérables dans les années à venir.

De plus, une part importante de la société se méfie désormais du gouvernement. Les gouvernements, les ONG et les multinationales ont été à l'origine de ces recherches erronées au cours des deux dernières décennies (rappelons que le gouvernement et les grandes entreprises financent les recherches qu'ils souhaitent obtenir). Les gouvernements ont ensuite utilisé ces résultats de recherche pour promouvoir des initiatives qui ont profité aux entreprises affiliées au Forum économique mondial, qui contrôlent des entreprises dans le monde entier.

La fenêtre d'Overton, le contrôle des financements et les processus d'évaluation par les pairs défaillants ont rendu pratiquement impossible pour les scientifiques indépendants de dénoncer la censure et la propagande concernant le « changement climatique d'origine humaine ».

Sous la présidence de Trump, les États-Unis ont une fenêtre d'opportunité pour inverser ces politiques. On ne peut qu'espérer qu'il ne soit pas trop tard. (Là je crois qu'il se fait des illusions, je crois que Trump ne va supprimer aucune source d'énergie, il privilégiera celles qui rapportent le plus en termes de kilowatt/heure et de dollars... - J-C)

https://www.malone.news/p/the-climate-scam-is-over?

L'État profond américain à l'œuvre en Serbie et en Turquie.

Vice-Premier ministre serbe : la révolution de couleur en Serbie «orchestrée par l'État profond américain» - RT 23 mars 2025

«*La révolution de couleur en Serbie a été orchestrée par l'État profond américain, le même qui cherche à faire dérailler les initiatives de paix du président Trump, ainsi que par plusieurs services de renseignement européens*», a déclaré le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin à l'agence de presse russe TASS dans un commentaire exclusif.

Le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin a averti que les manifestations dans son pays risquaient de devenir plus radicales dans les prochains jours. Selon lui, la majorité des protestataires sont des patriotes sincères qui aiment leur pays, mais ceux qui les dirigent agissent sous l'influence de l'Occident.

Dans le même temps, Aleksandar Vulin a affirmé que les forces de sécurité serbes disposaient de toute la puissance nécessaire pour défendre le pays. Il a ajouté que, selon ses prévisions, la situation serait totalement maîtrisée une fois le nouveau gouvernement formé.

«*Ces attaques […] ont un seul objectif : la destruction de la Serbie et l'arrivée au pouvoir des politiciens qui se plieront à toutes les exigences de l'Occident, y compris l'imposition de sanctions contre la Russie*», a-t-il ajouté.

Le 22 mars, Sergueï Choïgou, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie et ancien ministre russe de la Défense, et Aleksandar Vulin se sont rencontrés à Moscou. L'ancien ministre russe de la Défense a salué la détermination de Belgrade à maintenir ses liens avec Moscou en tenant compte la pression exercée par l'Occident. «*Nous apprécions les relations de fraternité qui se sont établies entre nos pays et nos peuples et qui ont passé l'épreuve du temps. Nous saluons l'engagement ferme de Belgrade en faveur du développement de la coopération russo-serbe en dépit de la pression sans précédent exercée par l'Occident. Nous constatons la détermination de votre pays à ne pas s'associer aux sanctions anti-russes*», a-t-il noté.

Turquie : quatrième nuit de protestation consécutive après l'arrestation officielle du maire d'Istanbul - RT 23 mars 2025

Le parquet d'Istanbul a requis en ce matin du 23 mars l'arrestation officielle du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principale figure d'opposition du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) arrêté pour des accusations de «*corruption*» et de «*soutien au terrorisme*». La décision d'inculper et d'emprisonner le maire stambouliote dans l'attente de son procès revient désormais au tribunal.

L'arrestation cette semaine du maire d'Istanbul, la plus grande ville du pays, avait déclenché des mouvements de protestations inédits en Turquie depuis les protestations anti-gouvernementales de 2013. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays afin de protester contre les procédures engagées contre l'opposant turc.

J-C – Rien d'étonnant à ce que Macron et les médias prennent la défense du maire d'Istanbul, et sans doute en chœur tout ce que compte d'opportunistes le mouvement ouvrier qui ne sont jamais en reste.

Incarcération du maire d'Istanbul: la France dénonce une atteinte grave à la démocratie - BFMTV 23 mars 2025

Turquie: Washington exprime ses "*préoccupations*" face aux arrestations et manifestations après l'incarcération du maire d'Istanbul - BFMTV 26 mars 2025

Conseil de l'Europe : les élus locaux et régionaux appellent à la libération du maire d'Istanbul - Euronews 27 mars 2025

France.

Un Etat policier toujours plus liberticide et répressif.

J-C – Ils haïssent le prolétariat et sa jeunesse qui n'a aucun avenir sous un tel régime despotique. C'est l'Etat qui a créé les conditions de la délinquance, lui seul en porte la responsabilité : Abolition de la Ve République et du capitalisme !

Justice des mineurs : le Sénat vote la comparution immédiate pour les mineurs de plus de 15 ans - Publicsenat.fr 26 mars 2025

Très décriée par les professionnels et la gauche, une procédure de comparution immédiate spécifique aux mineurs, soutenue par le gouvernement, a finalement été rétablie avec les voix centristes, macronistes et d'une majorité du groupe LR: elle concernera des jeunes récidivistes âgés d'au moins 15 ans, pour des faits graves.

Cela va plus loin que la mesure adoptée par les députés, qui ciblait-elle les mineurs d'au moins 16 ans.

Darmanin aurait préféré 13 ans, mais malheureusement ce n'est pas constitutionnel : « *Cet amendement ne me paraît pas constitutionnel, c'est quasiment certain. Que quelqu'un de 13 ans puisse passer en comparution immédiate pour des délits punis de 3 ou 5 ans d'emprisonnement… Cela peut paraître impressionnant comme ça, mais c'est la peine pour de nombreux délits dans le Code pénal.* »

Sanction des parents des délinquants mineurs, dérogations à l'excuse de minorité... En réaction à plusieurs faits divers violents impliquant de plus en plus d'adolescents, Gabriel Attal peut espérer voir le Sénat adopter sa proposition de loi durcissant la justice applicable aux mineurs.

Rivalité en famille. Quand l'extrême droite voudrait « *dégauchiser* » une officine d'extrême droite. Kashérisation du RN/FN.

Pour Marine Le Pen, le Crif est forcément « *de gauche* » s'il critique le Rassemblement national - Le HuffPost 25 mars 2025

J-C – Le Crif incarne l'extrême droite sioniste pour le compte de l'oligarchie financière mondialiste, qui l'était dès son origine, mais qui ne peut pas se permettre de s'en prévaloir publiquement. Par conséquent, le Crif doit se démarquer du RN/FN tout en participant à sa normalisation, un exercice périlleux qui va l'amener malgré lui à mettre en lumière ses contradictions et sa véritable nature politique, dont ses opposants ou ennemis pourraient profiter, mais ils n'en feront rien ou ils n'iront jamais au bout de leur analyse par crainte de représailles, tout au plus se feront-ils traiter d'antisémites, accusation à laquelle ils répondront par des vociférations et la polémique en restera là. Chacun ayant joué le rôle qui lui avaient été attribué tout en sauvant les apparences, c'est tout du moins ce qu'ils croient, mais personne n'est dupe à force.

Cette opération pourrait très bien avoir reçu l'aval de l'Etat profond, sachant qu'il instrumentalise l'extrême droite...

Le contexte pour rappel :

Jordan Bardella et Yonathan Arfi, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Yonathan Arfi, se sont mutuellement accusés d'instrumentaliser à des fins politiques la lutte contre l'antisémitisme, alors que le président du Rassemblement national doit se rendre en Israël dans les prochains jours.

Jordan Bardella et sa collègue eurodéputée Marion Maréchal sont invités par le gouvernement israélien à participer à une conférence sur l'antisémitisme les 26 et 27 mars prochain, accompagné par d'autres représentants des partis d'extrême droite européens.20 minutes/ AFP 24 mars 2025

En réalité, ils sont tout autant racistes et antisémites puisque les Palestiniens sont pour la plupart d'origine sémite, alors que les Israéliens ne le sont pas, comme l'immense majorité des juifs dans le monde. Le juif anti-Arabe ou anti-Palestinien, est de fait antisémite, voilà la vérité que la population doit ignorer. Quand Jordan Bardella et Yonathan Arfi s'accusent mutuellement "*d'instrumentaliser à des fins politiques la lutte contre l'antisémitisme"*, on aurait tendance à dire que c'est dans l'ordre des choses, puisqu'ils se livrent à un exercice déguisé d'antisémitisme et rien d'autre, ce qui n'a rien d'extraordinaire de la part d'un juif, voyez Zelensky en Ukraine à la tête d'une armée composée de nazis.

Les sionistes nazis génocidaires ont invité Bardella dans leur camp retranché de la Palestine occupée, dès lors le RN ne pourra plus nier les liens qu'il entretenait avec le courant politique le plus fanatique et criminel du monde depuis l'Allemagne nazi de Hitler, au moment même où le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu a repris le bombardement de Gaza et le massacre délibéré de la population civile palestinienne, une caution en quelque sorte.

Mais surtout les sionistes nazis servent de caution morale à la normalisation aux représentants de l'extrême droite en France. Comment cela ?

En 2013, Louis Aliot, vice-président de RN et ex-compagnon de Marine Le Pen entre 2009 et 2019, assurait que la normalisation du mouvement passait par cette étape : « *C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste* » (20minutes.fr 25.03.2025), ouvrant la voie du pouvoir à l'extrême droite en France si besoin était, pour l'Etat profond j'entends.

Le HuffPost - « *Monsieur Arfi (président du Crif, NDLR) est un homme de gauche. Le Crif est une structure de gauche qui prend des positions en fonction de leurs convictions politiques, plutôt qu'en*

fonction de l'intérêt de nos compatriotes de confession juive », a déclaré ce mardi 25 mars l'élue du Pas-de-Calais dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Elle a appelé au passage les juifs de France à « *dégauchiser* » l'institution issue de la résistance et fondée en 1944.

L'institution présidée par Yonathan Arfi est-elle vraiment une officine gauchiste ? Affiliée au Congrès juif mondial, la structure siégeant rue Broca à Paris s'est surtout distinguée ces dernières années par son soutien indéfectible à la politique menée par Israël, y compris par le gouvernement de Benyamin Netanyahou (classé à l'extrême droite).

Le Crif a par exemple soutenu Donald Trump dans sa volonté de faire de Jérusalem la capitale de l'État hébreu, à rebours du consensus international. Ce qui est (très) éloigné des positions de la gauche sur le sujet. Le Crif a par ailleurs souvent ciblé des organisations de gauche, d'Europe Écologie Les Verts au Parti communiste en passant par La France insoumise. En 2003, son président d'alors Roger Cukierman avait ainsi condamné une alliance « *vert brun rouge* » regroupant « *une extrême droite nostalgique des hiérarchies raciales* » et « *un courant d'extrême gauche, anti-mondialiste, anti-capitaliste, anti-américain, anti-sioniste* ».

L'institution a également compté comme vice-président l'ancien député Meyer Habib, lequel s'est présenté aux dernières élections législatives avec le soutien du… Rassemblement national. Difficile donc de faire du Crif une organisation de gauche. Le HuffPost 25 mars 2025

En complément.

Sous un régime fascisant, l'inversion accusatoire est portée à son comble ou ne connaît plus de limite.

- Rabbin agressé à Orléans: Bruno Retailleau pointe l'antisémitisme de "*l'extrême gauche*" - BFMTV 24 mars 2025

- "*Un antisémitisme d'atmosphère*": Bardella dénonce un "*péril de l'extrême gauche*" après l'agression du rabbin d'Orléans - BFMTV 24 mars 2025

La conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme d'Amichaï Chikli et de Natan Sharansky - Réseau Voltaire 27 mars 2025

Amichaï Chikli, ministre israélien des Affaires de la diaspora, a organisé à Jérusalem une conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme. Il y a invité, Jordan Bardella, président du Rassemblement national français, et Marion Marechal, petite-fille du fondateur du Front national Jean-Marie Le Pen, mais aussi Vox (Espagne), les Démocrates de Suède, le Fidesz (Hongrie), le Parti pour la liberté (Pays-Bas). Il semble que l'ancien président paraguayen, Horacio Cartes (2013-2018), était également présent.

D'où des annulations généralisées, y compris celles des représentants des organisations juives à l'étranger, du président du Congrès juif européen, du grand rabbin des Congrégations hébraïques unies de Grande-Bretagne et du Commonwealth, des présidents de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste et de la Ligue anti-diffamation, ainsi que du tsar de la lutte contre l'antisémitisme en Allemagne.

- Amichaï Chikli est issu d'une famille française. C'est l'adjoint de l'Ukrainien Natan Sharansky, un ancien ministre « *sioniste révisionniste* » et un « *nationaliste intégral* » convaincu. Chikli et Sharansky contrôlent l'ensemble de la propagande israélienne à l'étranger (cf. VAI 1608). Sharansky a commencé sa carrière avec les straussiens états-uniens et travaille aujourd'hui avec Volodymyr Zelensky. Il est la seule personnalité publiquement engagée à la fois dans les trois groupes fascistes se réclamant de Zeev Jabotinsky (« *sionistes révisionnistes* »), de Léo Strauss (« *straussiens* »/« *néoconservateurs* ») et de Dmytro Dontsov (« *nationalistes intégraux* »/« bandéristes »).

- Amichaï Chikli avait engagé plusieurs influenceurs français sur Internet, à l'été 2023, c'est-à-dire avant « *l'opération Déluge d'Al-Aqsa* ». Il avait fait adopter, en Israël, une loi punissant de 5 ans de prison toute contestation de la version officielle des évènements du 7 octobre 2023 (cf. VAI 0375). Ses liens avec la droite dure européenne sont établis depuis longtemps.

Tous ceux qui prétendent qu'Israël a « *le droit de se défendre* » sont des monstres de cruauté, car ils cautionnent le massacre de dizaines de milliers de civils innocents hommes, femmes et enfants palestiniens.

Ne lisez pas ces lignes trop vite, s'il vous plaît, gravez-les dans votre cerveau si elles n'y figuraient pas déjà, gardez-les en permanence à l'esprit, et surtout, appliquez-les sans exception à tous ceux qui le méritent, de manière à ce que plus jamais dans l'avenir vous ne soyez tentés d'apporter votre soutien à un acteur ou à un parti politique qui se serait rendu un jour coupable de ce crime abominable, sous peine sinon d'en subir un jour les conséquences, car dans la vie il ne peut pas en être autrement.

Cela dit, il ne s'agit là ni d'un conseil ni d'une leçon, je me garderais bien de juger qui que ce soit, chacun est libre de penser et d'agir à sa guise en connaissance de cause et de l'assumer.

Si en plus ils encouragent l'inflation en France, elle pourrait rapidement concurrencer l'Allemagne des années 30, d'où le discours belliqueux de Macron.

Gouverneur de la Banque de France : la BCE pourrait réduire les taux d'intérêt dans la zone euro - RT 26 mars 2025

La zone euro pourrait connaître de nouvelles étapes d'assouplissement de la politique monétaire, a déclaré François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, dans une interview au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung. Selon lui, la Banque centrale européenne (BCE) pourrait baisser les taux d'intérêt car les tarifs douaniers imposés par le président américain Donald Trump contre les produits européens «*ne devraient pas avoir d'effet inflationniste significatif dans la zone euro*».

François Villeroy de Galhau a également souligné que le taux d'inflation de 2,3% en février est proche de l'objectif de 2% de la BCE. En même temps, selon le gouverneur de la Banque de France, il y a une «*tendance solide à la désinflation*» dans la zone euro. Il a également souligné qu'en France le taux d'inflation est «*exceptionnellement bien au-dessous de 2%, à 0,9%, en raison d'une forte modération des salaires*».

Début mars, la Banque de France a revu à la baisse ses prévisions de croissance à 0,7% du PIB, contre une estimation précédente de 0,9% et 1,1% l'année dernière. Pour l'expliquer, l'économiste en chef de la Banque de France a évoqué «*le regain d'incertitude au niveau international et les comportements attentistes face à la situation nationale*».

La baisse de l'inflation à 1,3% en 2025, soit 1% de moins que l'année dernière, et l'augmentation du pouvoir d'achat qui stimulera la consommation des ménages, ne suffira pas, selon la Banque de France, à compenser la baisse de la croissance du PIB.

Sur qui comptent-ils, devinez ? Les partenaires sociaux.

Dette : ce que disent les derniers chiffres de l'Insee - Le Point 27 mars 2025

L'Insee a annoncé qu'au quatrième trimestre 2024 la dette de la France atteint 3 305,3 milliards d'euros, soit 113 % du PIB. Un nouveau record, après les 3 300 milliards d'euros au trimestre précédent. Le déficit public, lui, se fixe à 5,8 % du PIB.

« *Cet objectif de 5,4 % est très important* », a souligné Éric Lombard, quand Amélie de Montchalin estime que cet objectif « *doit impérativement être tenu* ». « *Ça représente en fait un déficit de 163 milliards d'euros, c'est énorme […], il faut vraiment rapidement qu'on mette fin à ces déficits trop importants* », a insisté le ministre de l'Économie. Il a souligné un « *changement de méthode* ».

Le gouvernement compte ramener le déficit à 5,4 % du PIB en 2025, avant de repasser sous la limite européenne de 3 % en 2029.

« *Le dialogue permet de trouver des solutions. […] On le fait très tôt cette année ; d'habitude, sur le budget, le dialogue commence en septembre, un peu dans l'urgence, au Parlement. Nous, on souhaite que ces propositions soient menées dans le dialogue avec les partenaires sociaux pour qu'on construise un consensus* », a ajouté le locataire de Bercy. Le Point 27 mars 2025

J-C – Macron a ajouté 1 000 milliards d’euros de dette publique depuis 2017, à la fois pour engraisser ses parrains ou commanditaires, les milliardaires du CAC40, et parce qu’il craignait que la situation sociale devienne incontrôlable.

Maintenant le temps est venu d’en assumer les conséquences et de passer à la caisse, mais comme la caisse de l’Etat est vide, il agite la menace d’une guerre avec la Russie pour espérer la renflouer, tandis qu’il sabre tous les budgets sociaux et fait main basse sur l’épargne des Français, qui font face à un dilemme dorénavant qui devrait rapidement être réglé, ils vont refuser son chantage et se mobiliser massivement, pour peu que la classe ouvrière et des pans entiers des classes moyennes parviennent à s’unir contre le gouvernement, dès lors une explosion sociale pourrait intervenir à tout moment, disons que les conditions seraient remplies pour un tel scénario, reste à savoir si elles vont se réaliser ou non. A suivre. Vos réflexions sont les bienvenues, merci.

Santé.

La dystopie biomédicale et sanitaire est bien en marche au sein de l’administration Trump. - Réseau International 26 mars 2025

Le président Trump a nommé le Dr Susan Monarez au poste de directrice du CDC.

Monarez était une ardente défenseuse du port du masque pour les enfants dans les écoles et a continué à promouvoir le vaccin contre la COVID-19 jusqu'en octobre 2024.

Elle prendra le poste du Dr Dave Weldon, dont la nomination a été rejetée par la commission sénatoriale pour ses positions anti-vaxx.

Elle est une experte de la «*médecine prédictive*» (dont les vaccins ARN couplés à l'intelligence artificielle), médecine du futur qui a été annoncée en grande pompe par le projet Stargate (Oracle, Open IA & Softbank) !

Elle est au service du complexe militaro-pharmaceutique, dont la DARPA, pour mettre en place des «*technologies biomédicales et sanitaires révolutionnaires*» !

La dystopie médicale et sanitaire est bien en marche au sein de l'administration Trump !

«*Le président Donald Trump a choisi Susan Monarez comme nouvelle candidate à la tête des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC).* »

Mme Monarez, scientifique dont les travaux précédents portaient sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour améliorer la santé, occupait déjà le poste de directrice par intérim.

Trump a fait cette annonce lundi sur Truth Social. «*Le Dr Monarez apporte des décennies d'expérience en matière d'innovation, de transparence et de systèmes de santé publique solides*», a-t-il écrit.

Trump a également écrit que Monarez travaillerait en étroite collaboration avec le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, Robert F. Kennedy, Jr.

La Maison-Blanche a brusquement retiré le premier choix de Trump, le Dr Dave Weldon, un ancien membre du Congrès républicain de Floride, juste avant qu'il ne soit convoqué à une audience de confirmation devant la commission sénatoriale de la santé, du travail, de l'éducation et des retraites il y a trois semaines.

La délinquance des industriels du médicament et ses conséquences sur la santé publique par Laurent Mucchielli

Les Cahiers du CEDIMES, ISSN : 2110-6045, 2025, Volume 20, n° 1

Centre méditerranéen de sociologie, de science politique et d'histoire (UMR 7064, CNRS, Aix - Marseille Université & Sciences-Po Aix), France, laurent.mucchielli@protonmail.com

Résumé : Cet article s'efforce de synthétiser l'état de la connaissance scientifique sur la criminalité des industries du médicament, à partir des sources américaines et françaises. Après avoir rappelé les affaires les plus graves survenues depuis les années 1950, et les centaines de milliers de décès et de blessures graves occasionnés aux populations, il détaille les mécanismes de fraude et de corruption pratiqués couramment par ces industries. Il explore également la question des conflits d'intérêt des « *experts* » mobilisés par les agences publiques de sécurité sanitaire, ainsi que le phénomène des «

portes tournantes » qui se cache derrière. L'auteur souligne aussi les failles structurelles de ces agences. Il montre enfin que les sanctions financières dont ces industries sont régulièrement l'objet font partie intégrante de leur modèle économique, de sorte que ce système délinquant ne semble connaître aucune limite dans les sociétés occidentales contemporaines.

https://cahiers.cedimes.com/wp-content/uploads/2025/03/2025_1_08_Les_Cahiers_du_CEDIMES_MUCCHIELLI.pdf?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter%20CSI%20-%20Mars%202025&utm_medium=email

Extraits.

- Toutes les recherches scientifiques mobilisées dans ce travail parviennent au même constat : le but fondamental de l'industrie du médicament n'est pas de soigner mais de faire un maximum de profits le plus rapidement et le plus longtemps possible, en vendant des médicaments comme on vendrait n'importe quel autre produit de consommation courante, sans aucune dimension éthique, en dissimulant les dommages causés aux populations, et souvent au mépris de lois et de règlements perçus comme des obstacles à la bonne marche du business (Maguet, 2020 ; Abraham, 2023).

- Il y a quelques années, en France, la revue Prescrire avait testé plus de 3 000 nouveaux médicaments introduits par les industriels entre 1984 et 2004, et conclu que seuls 10 % d'entre eux constituaient un progrès thérapeutique (Lexchin, 2006 ; voir aussi Liu et al., 2024]). 90 % des nouveaux médicaments n'apportait donc rien, certains constituant même au contraire une menace pour la santé publique. Encore aujourd'hui, la revue Prescrire est contrainte de pallier aux graves carences de la pharmacovigilance française en publiant une liste de 105 médicaments ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché depuis 2010 et « *qui ont une balance bénéfices-risques défavorable dans toutes les situations cliniques dans lesquelles ils sont autorisés* » (Prescrire, 2023). Certains médecins vont même jusqu'à écrire qu'un tiers des médicaments commercialisés en France sont au mieux inutiles, au pire dangereux, provoquant chaque année, pour des raisons diverses, environ 30 000 morts et 120 000 hospitalisations (Debré, Even, 2016)

Russie.

Le Kremlin met en garde contre les déclarations de Macron et la militarisation de l'Europe – RT 23 mars 2025

Lors d'une interview accordée au journaliste russe Pavel Zaroubine, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a vivement critiqué les récentes déclarations d'Emmanuel Macron sur l'éventuelle extension de la dissuasion nucléaire française pour «*protéger l'Europe contre la Russie*». Il a qualifié ces propos de «*très dangereux*» et dénoncé la militarisation croissante du continent européen.

D'après Dmitri Peskov, l'Europe persiste dans une approche erronée du conflit en Ukraine, préférant accroître ses dépenses militaires et envisager le déploiement de troupes sur le sol ukrainien plutôt que de s'attaquer aux causes profondes du conflit.

«*D'une part, l'Europe doit absolument être intéressée par la paix. L'Europe parle désormais de la guerre et de la façon dont elle se militariserait. [...] Il y a un paradoxe : l'Europe, au lieu de*

chercher à éliminer les causes profondes du conflit ukrainien, et il est impossible de mettre fin à la guerre sans éliminer les causes profondes du conflit en Ukraine, a l'intention d'ajouter à ces causes profondes les contingents des pays de l'OTAN qui, comme ils le prétendent, pourraient être déployés sur le territoire de l'Ukraine», a-t-il fait remarquer.

Le porte-parole du président russe s'est également interrogé sur la décision des dirigeants européens de consacrer 800 milliards d'euros à la militarisation au lieu d'investir dans les soins de santé ou le développement des infrastructures. Il a rappelé que la priorité de l'Europe devrait être de lever les obstacles aux relations avec la Russie et de favoriser un développement harmonieux sur une base mutuellement bénéfique.

Dmitri Peskov a également exprimé l'espoir qu'à l'avenir, des dirigeants européens dotés d'une véritable vision politique émergeraient et comprendraient l'importance de bon voisinage avec la Russie.

Le porte-parole du Kremlin a également traité la question des relations russo-américaines après l'entrée en fonction de la nouvelle administration à Washington. Il a souligné une nette rupture de cette dernière avec la politique menée par l'administration Biden. Selon lui, la nouvelle approche de Washington est bien plus en phase avec les intérêts de Moscou.

Dmitri Peskov a noté un changement significatif dans la rhétorique américaine sous l'administration Trump, mettant en avant une approche plus axée sur la paix et le dialogue. Contrairement à l'administration précédente, qui privilégiait une posture de confrontation, la Maison Blanche actuelle met en avant des perspectives de négociations et de coopération économique. Cette nouvelle orientation, selon le porte-parole du Kremlin, est perçue à Moscou comme un signal positif, ouvrant la voie à des discussions plus pragmatiques et moins conflictuelles

Il a toutefois insisté sur la faible crédibilité des engagements pris par Kiev, citant les récents bombardements sur les infrastructures énergétiques russes en dépit d'un accord de trêve de 30 jours. RT 23 mars 2025

J-C – Les Américains souhaitent récupérer la dépouille de l'Ukraine et exploiter les richesses restantes, tandis que les Russes entendent exploiter celles dont regorgent les territoires conquis militairement ou rattachés à la Fédération de Russie lors de précédents référendums, comme chaque fois, ils se partagent le butin de guerre.

Il y en a qui s'en offusquent ou feignent de le découvrir…

Sergueï Lavrov qualifie les autorités de Kiev de «*nazis*» utilisés par l'Europe pour mener une guerre contre la Russie - RT 24 mars 2025

Le chef de la diplomatie russe affirme que les autorités ukrainiennes sont des « *nazis* » soutenus et utilisés par l'Europe pour engager une guerre contre la Russie, accusant Kiev de persécuter tout ce qui est russe, notamment la langue et la culture, avec la complicité active des États européens. RT 24 mars 2025

Poutine : l'Europe essaie de duper la Russie - RT 28 mars 2025

La Russie «est prête à travailler sur le règlement du conflit en Ukraine avec l'Europe», mais les pays européens essaient de duper la Russie, a déclaré le président.

«*Ils se comportent de manière incohérente et essayent de nous mener par le bout du nez. Ce n'est pas grave, nous y sommes déjà habitués. J'espère que nous ne commettrons aucune erreur fondée sur une confiance excessive en nos prétendus partenaires*», a ajouté Vladimir Poutine.

Poutine a également déclaré que la Russie était favorable à la résolution de tous les conflits, y compris du conflit ukrainien, par des moyens pacifiques, mais «*pas aux dépens*» de la Russie.

Le président a réaffirmé que, puisqu'il n'y a pas eu d'élection présidentielle en Ukraine l'an dernier, les autorités civiles du pays n'ont plus de légitimité. Cela pourrait conduire à ce que des «formations néo-nazies» prennent les commandes du pays.

«*Des formations néonazies, comme le bataillon Azov, par exemple, et d'autres, commencent à diriger le pays. La question est de savoir ce que nous devons faire. Comment négocier avec eux ?*» RT 28 mars 2025

Lu.

La Russie s'est classée troisième pour l'année 2024 parmi les économies du G20 connaissant la croissance la plus rapide, écrit l'agence de presse indienne United News of India (UNI). Avec une hausse de 4,1% pour la deuxième année consécutive, l'État russe se retrouve en troisième position, derrière l'Inde, première, avec une croissance de 6,7% (contre 8,8% en 2023), ainsi que la Chine et l'Indonésie qui arrivent ex-aequo en deuxième position avec une croissance de 5% chacune.

La quatrième place revient au Brésil avec une croissance économique de 3,4% pour 2024 (contre 3,2% un an plus tôt), la Turquie ferme le Top 5 avec une croissance de 3,2% (contre 5,1% en 2023). Fait important à noter, dans ledit Top 5 en termes de croissance parmi la vingtaine des économies les plus développées du monde, 4 nations sont membres des BRICS. Les mêmes 4 qui occupent d'ailleurs les quatre premières places dudit classement en termes de croissance économique pour l'année 2024, depuis que l'Indonésie a été acceptée en qualité de membre à part entière de l'organisation au début de cette année.

Tout cela au moment où la part occidentale dans le Top 10 mondial en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat (PIB-PPA) continue et continuera de diminuer, conformément aux prévisions. Pour rappel et à l'issue de l'année 2022, les BRICS alors composés de seulement 5 membres (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) avaient dépassé en termes de PIB combiné le club occidental + Japon du G7.

Et pour revenir précisément à la Russie, le pays le plus sanctionné du monde, à l'issue des trois dernières années, est devenue la quatrième puissance économique mondiale en termes de PIB-PPA, en dépassant d'abord l'Allemagne, puis le Japon. Tout en passant, selon les données de la Banque mondiale de la catégorie «*moyenne supérieure*» à celle de pays à revenu élevé.

Palestine occupée.

J-C – On ne badine pas avec la démocratie !

Le gouvernement israélien vote à l'unanimité la destitution de la procureure générale - lepoint.fr 23 mars 2025

Le cabinet israélien a approuvé ce dimanche 23 mars la première étape de la procédure visant à limoger Gali Baharav-Miara, jugée hostile au gouvernement.

En début d'année, Baharav-Miara avait demandé au Shin Bet, le service de renseignement intérieur israélien, de se pencher sur des liens suspectés entre des membres du cabinet de Benyamin Netanyahou et le Qatar. Vendredi 21 mars, c'est Ronen Bar, le chef du Shin Bet, qui avait été limogé. Peu après, la Cour suprême israélienne avait gelé cette décision. lepoint.fr 23 mars 2025

Guerre en Ukraine.

Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine évoque l'idée d'une "*administration transitoire*" sous l'égide de l'ONU - francetvinfo.fr 28 mars 2025

Vladimir Poutine est à l'initiative. Le président russe a évoqué, vendredi 28 mars, l'idée d'une "*administration transitoire*" pour l'Ukraine, sous l'égide de l'ONU, afin d'organiser une élection présidentielle "*démocratique*" dans ce pays, puis négocier un accord de paix avec les nouvelles autorités. "*On pourrait bien sûr discuter avec les Etats-Unis, même avec les pays européens, et bien évidemment avec nos partenaires et amis, sous l'égide de l'ONU, d'une possibilité de mettre en place en Ukraine une administration transitoire*", a déclaré Vladimir Poutine lors d'un déplacement à Mourmansk.

Vladimir Poutine met la pression sur l'Ukraine. Les forces russes ont "*l'initiative stratégique*" sur toute la ligne de front, assure le président russe. Le maître du Kremlin estime que "*le peuple ukrainien lui-même devrait comprendre ce qui passe*". francetvinfo.fr 28 mars 2025

J-C - Une élection présidentielle "*démocratique*" dans un pays dominé par des milices nazies, on a comme un doute ! Ils n'ont trouvé personne qui tienne la route pour mettre à la place de Zelensky, qui ne soit pas corrompu jusqu'à l'os ou qui n'ait pas des liés avec des dirigeants nazis, des oligarques mafieux et criminels, je crois qu'il est là leur problème.

US recherchent nouvelle marionnette pour l'Ukraine - RT 22 mars 2025

Witkoff vient de le déclarer dans une interview à Carlson : ça y est, l'Ukraine est prête, des élections présidentielles y seront organisées. Ainsi, chacun pourra encore quelque temps s'esclaffer sur le départ de Zelensky, la fin de sa présidence, sa perte de pouvoir. Comme si le départ de Zelensky allait mettre un terme à la guerre atlantiste en Ukraine conduite contre la Russie, comme si Zelensky était légitime au moment de son élection formelle, comme si Zelensky exerçait réellement le pouvoir présidentiel en Ukraine, ce pays d'une souveraineté évidemment indiscutable – pour les globalistes.

L'intérêt grandissant des États-Unis pour le processus électoral en Ukraine n'est pas naïf. Ils ne s'intéressent en rien à la «*démocratie ukrainienne*», pas plus aujourd'hui qu'en 1991. Depuis la Révolution orange de 2004, le système politique ukrainien a été fortement déstabilisé (car il restait trop pro-russe) et fut pris en main par les atlantistes, pour être achevé avec le Maïdan en 2014 puisque les manœuvres politiques ne furent pas suffisantes pour créer une rupture dans cet espace vital commun historique. Si les États-Unis avaient eu envie d'y organiser des élections, ils l'auraient fait.

L'élément déclencheur de ce processus politique fut la déclaration de Poutine au début de l'année 2025, mettant en avant les conséquences politico-juridiques de la prolongation de facto du mandat de Zelensky : même si un accord de paix est atteint, il n'y a pas de personne compétente en Ukraine pour le signer. Après quelques grognements outre-atlantistes, la Rada a formellement résolu la question fin février, en s'y prenant à deux fois pour voter une loi très spéciale «*sur la démocratie*» suspendant le processus électoral présidentiel en Ukraine et prolongeant ainsi les pouvoirs de Zelensky jusqu'à la fin du conflit.

L'Occident a besoin d'une marionnette acceptée par la Russie

Mais cela n'est pas suffisant, car la Russie n'accepte plus la personne de Zelensky. Or, les atlantistes ont besoin d'avoir une marionnette acceptée par la Russie, pour signer le document qu'ils auront préparé, si la Russie cède. Ceci est la première raison évidente, Poutine ayant lui-même soulevé la question : avec qui signer un accord de paix ? Il faut donc fabriquer cette «*main signante*». L'administration Biden avait sous-estimé l'aspect formel de la question, puisqu'elle n'envisageait qu'une résolution du conflit s'appuyant sur une victoire militaire. L'administration Trump ouvrant la porte à une résolution du conflit s'appuyant sur une victoire politico-diplomatique, ils ont besoin de restaurer un minimum de formalisme juridique.

Stratégiquement, l'organisation d'élections présidentielles en Ukraine doit mettre la Russie face à un dilemme et cela est le second but de cette opération conduite par les États-Unis. Mis à part le discours présidentiel du 24 février 2022, qui avait mis de l'âme dans le lancement de l'opération militaire spéciale, laissant sous-entendre et espérer une libération des terres du Monde russe, où les Russes sont justement l'objet de persécutions par le pouvoir atlantiste mis en place à Kiev, depuis cela les buts de cette opération militaire restent très flous : qu'en est-il de la démilitarisation et de la dénazification dans la réalité politique de la vision russe de ce conflit ? Cette ambivalence touche également du coup l'image même de la victoire, cette fin du conflit, qui permettrait réellement d'instaurer une paix stratégique.

Le dilemme dans lequel les États-Unis veulent coincer la Russie est très simple et sa simplicité fait son danger :

Soit le changement de figure à la présidence ukrainienne doit entraîner une reconnaissance de la légitimité du pouvoir en Ukraine et donc conduire à la remise en cause de la légitimité de la continuation de l'opération militaire spéciale ; le tout devant par miracle se résoudre par une parodie de combat politique, que la Russie ne peut que perdre puisqu'elle ne contrôle pas ce territoire, à la différence des États-Unis ;

Soit la Russie ne reconnaît pas la légitimité du «*nouveau pouvoir*» fictif en Ukraine, puisque les conditions de véritables élections ne sont pas réunies et que la ligne géopolitique n'en sera pas modifiée, le pays n'en deviendra pas autonome par intervention d'un Deus ex Machina sur la scène politique kiévienne ; alors l'opération militaire spéciale pourra continuer, mais les buts stratégiques

de libération des terres du Monde russe et des hommes y habitant devront alors être ouvertement assumés par le pouvoir russe.

Les États-Unis, et évidemment les atlantistes avec eux, veulent opérer un tour de passe-passe afin de contraindre la Russie à reconnaître la légitimité du pouvoir en Ukraine, tout en contrôlant parfaitement le processus, afin de préserver la même ligne. Pour autant, il ne suffit pas de décréter des élections, pour qu'elles soient réelles.

Depuis 2014, les partis d'opposition ont été interdits en Ukraine. Les opposants ont été poursuivis, persécutés et tués, quand les menaces n'étaient pas suffisantes. Les médias d'opposition ont été repris en main ou fermés.

L'État ukrainien est en faillite depuis sa destruction en 2014

Rappelons que les institutions étatiques ont été détruites : les parlementaires ont été chassés de la Rada pour être remplacés par les commandants du Maïdan et leurs hommes de main ; les programmes de financement du budget ukrainien sont conditionnés à l'adoption de certaines réformes juridiques, de la conduite d'une certaine ligne politique ; les juridictions ukrainiennes sont en faillite, ce que la CEDH a reconnu dans l'arrêt pilote Burmych vs. Ukraine en 2017, en affirmant de surcroît qu'elle ne pouvait devenir la Cour suprême ukrainienne ; les rapports de la Cour des comptes de l'UE pointent le niveau de corruption généralisée.

L'État ukrainien est en faillite, il a été détruit en 2014 dans le sens juridique du terme. En effet, si l'on se réfère à Hans Kelsen, le théoricien du droit à la pensée duquel furent nourries des générations d'étudiants en droit en Europe, l'État se définit comme un ordre juridique autonome centralisé et plus ou moins efficace. Nous voyons que l'efficacité de cet ordre juridique est remise en cause sur la scène internationale elle-même, sans même parler de son «*autonomie*», lorsque la politique (et donc la législation, qui la met en place) est décidée en dehors du pays. Or, la souveraineté (cette autonomie de l'ordre juridique) est dans la doctrine constitutionnelle classique reconnue comme étant la qualité de l'État, sa condition d'existence.

Sans souveraineté, l'État comme institution n'existe pas. L'Ukraine comme État n'existe donc pas. Elle est au mieux un protectorat, en réalité elle n'est plus qu'un front, avec une administration locale.

Dans ces conditions, que pourrait changer l'organisation d'élections ?

Rien, car il ne s'agirait que d'une parodie. Le pluralisme, indispensable à tout processus électoral pour que les gens aient réellement un choix à exprimer, ne sera pas rétabli de sitôt. La liberté d'expression, qui doit garantir la sincérité du scrutin, c'est-à-dire du choix exprimé, est impossible tant que le territoire et les populations sont occupés et dominés par les atlantistes.

En ce sens, l'insistance des États-Unis à organiser ces élections présidentielles devant conduire à changer de marionnette n'est qu'une manœuvre de plus, dans cette guerre sans pitié, qui doit conduire la Russie à «*la compromission de trop*» à force de négociations en fait unilatérales, autant qu'au renoncement au Monde russe. Seul cet abandon de soi, alors qu'historiquement la Russie a toujours reconstitué autour d'elle les terres perdues à un détour de l'histoire, pourrait réellement conduire à sa défaite stratégique. Ici, le jeu de l'administration Trump est beaucoup plus vicieux et dangereux que celui joué par l'administration Biden.

Pour renverser la phrase bien connue de Carl von Clausewitz, disons que la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Seule la finalité reste la même.

Totalitarisme. Macron gesticule en chef de guerre impuissant et vaincu opposé à la paix.

Emmanuel Macron refuse les contreparties proposées par Vladimir Poutine à un cessez-le-feu en Ukraine - Le HuffPost 27 mars 2025

En substance, c'est « *non* ». À la veille du sommet qu'il organise à Paris en soutien à l'Ukraine, Emmanuel Macron a annoncé ce mercredi 26 mars une aide militaire supplémentaire de deux milliards d'euros et a affirmé qu'il est « *beaucoup trop tôt* » pour évoquer une levée des sanctions imposées à Moscou. Avec ces deux déclarations, le président de la République ferme la porte aux contreparties réclamées par la Russie de Vladimir Poutine en vue d'un cessez-le-feu partiel de 30 jours.

Le président a d'abord détaillé le contenu du nouveau paquet d'aide militaire français. Il comprend « *des missiles antichar Milan* », « *des moyens de défense aérienne comme des missiles Mica* » qui équipent les avions de chasse Mirage fournis à l'Ukraine, « *des missiles de défense sol-air Mistral* », « des blindés VAB », « *des chars AMX-10 RC* », « *de nombreuses munitions dont certaines téléopérées* » et « *des drones* ». Cette aide inclut aussi « des productions d'équipements en Ukraine » « *grâce aux partenariats noués avec nos entreprises de défense* », a détaillé Emmanuel Macron.

Ce nouveau coup de pouce militaire est loin d'être anodin. Il intervient quelques jours après que Vladimir Poutine a réclamé à Washington la fin du « *réarmement* » de l'Ukraine et un « *arrêt complet* » de l'aide occidentale avant de pouvoir envisager une trêve « *limitée* » avec Kiev. Le chef de l'État français, qui avait déjà fermement refusé cette demande, vient donc confirmer que le soutien en faveur de l'allié ukrainien resterait inchangé.

Par ailleurs, Emmanuel Macron s'est prononcé sur la levée des sanctions russes mises en place après l'invasion russe en Ukraine en 2022. Là encore, le président a opposé une fin de non-recevoir au maître du Kremlin. Ce dernier avait prévenu mardi que les accords convenus avec les États-Unis sur un cessez-le-feu en mer Noire ne s'appliqueraient qu'« *après* » la levée desdites sanctions. Dans un communiqué précis, le Kremlin a demandé la fin des restrictions sur le commerce de céréales et d'engrais russes, en particulier celles imposées à sa grande banque agricole Rosselkhozbank.

Répondant à Vladimir Poutine au cours d'une prise parole partagée avec son homologue ukrainien ce mercredi soir, le président français a été clair : il est « *beaucoup trop tôt* » pour évoquer une levée des sanctions. Il a même posé sa propre condition à une fin des restrictions, affirmant que cela dépendrait « *du choix de la Russie à se conformer au droit international* ».

En somme, Emmanuel Macron cherche à remettre l'Europe au centre du jeu alors que les États-Unis de Donald Trump et la Russie travaillent main dans la main à un cessez-le-feu en Ukraine, en multipliant les entrevues. Le HuffPost 27 mars 2025

Totalitarisme. Le VRP Macron en mission pour le compte du complexe militaro-industriel français.

Aide à l'Ukraine : Macron va allouer 2 milliards d'euros supplémentaires - RT 27 mars 2025

La France fournira à l'Ukraine une aide militaire supplémentaire d'un montant de 2 milliards d'euros, a déclaré le 26 mars le président français Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse conjointe avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

«*J'ai pu annoncer aujourd'hui 2 milliards d'euros supplémentaires de soutien de la France sur le plan militaire à l'Ukraine*», a déclaré Macron. «*Nous avons préparé une aide supplémentaire avec des missiles antichars Milan, des moyens de défense aérienne comme des missiles MICA qui équipent les Mirages qui ont été livrés, ou encore des missiles de défense solaire Mistral, tenir sur le front, les armées ukrainiennes recevront également des blindés VAM, des chars AMX-10 RC, mais également de nombreuses munitions, dont certaines téléopérées ou des drones*». La France et l'Ukraine poursuivront également leur coopération en matière de renseignement. «*Et nous avons aussi avancé sur les coopérations en matière satellitaire ou d'intelligence, et ce soutien sera complété également par des productions d'équipements en Ukraine, grâce au partenariat noué avec nos entreprises de défense.* » RT 27 mars 2025

L'Ukraine sous potentat de l'impérialisme franco-britannique.

Macron : une mission franco-britannique ira en Ukraine pour travailler au renforcement de l'armée - RT 27 mars 2025

«*Le Premier ministre britannique et moi-même, donnons mandat à nos chefs d'État-major des armées pour que l'équipe franco-britannique puisse être déléguée dans les prochains jours en Ukraine*», a-t-il déclaré.

Selon Macron, le groupe «travaillera de manière très étroite avec les partenaires ukrainiens pour préparer justement dans tous les domaines ce que sera le format de l'armée ukrainienne de demain». Le président a également ajouté : «*ce n'est pas la Russie qui va choisir ce qui se passe sur le territoire ukrainien*». RT 27 mars 2025

Serbie.

26 ans après les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie : la Serbie n'oublie pas - RT 24 mars 2025

Le 24 mars marque le triste anniversaire du début de la campagne aérienne de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999. Vingt-six ans plus tard, les conséquences humaines, matérielles et politiques de cette opération résonnent encore en Serbie.

Le 24 mars 1999 à 19h45, les sirènes d'alerte aérienne ont retenti en Yougoslavie, marquant le début d'une campagne militaire inédite menée par l'OTAN sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU. L'ordre de lancement de l'opération fut donné par Javier Solana, alors secrétaire général de

l'OTAN, au général américain Wesley Clark. En tout, 19 pays, dirigés par les États-Unis, ont participé à cette offensive de 78 jours.

Selon le ministère serbe de la Défense, cette opération a causé la mort de 2 500 civils, dont 89 enfants, et de 1 031 membres des forces armées et de la police. On compte également plus de 6 000 civils blessés, dont 2 700 enfants, ainsi que 5 173 soldats et policiers. Vingt-cinq personnes sont toujours portées disparues. L'OTAN a mené 2 300 frappes aériennes et largué environ 22 000 tonnes de munitions, dont 37 000 bombes à fragmentation interdites et des projectiles à uranium appauvri.

Les infrastructures du pays ont été gravement touchées. Près de 25 000 bâtiments résidentiels ont été détruits ou endommagés, ainsi que 470 km de routes, 595 km de voies ferrées, 14 aéroports, 19 hôpitaux, 20 centres de santé, 69 écoles et 44 ponts. Le bombardement de la Radio Télévision de Serbie quelques semaines plus tard, le 23 avril 1999, a coûté la vie à 16 personnes.

Mémoire vivante et commémorations en Serbie

À Belgrade, les autorités continuent de rendre hommage aux victimes. Cette année, une cérémonie officielle a été organisée au parc Tasmajdan en mémoire des enfants tués. Le ministre des Affaires étrangères Marko Djuric y a déposé une gerbe au pied du monument représentant Milica Rakic, une fillette de trois ans tuée lors d'un raid aérien. Le monument porte l'inscription : «*Nous étions seulement des enfants*».

Le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin a déclaré : «*Les Serbes ne peuvent et ne veulent pas pardonner à l'OTAN les bombardements de 1999. Leurs mains sont couvertes de sang. Que Dieu leur pardonne, mais les Serbes ne le feront pas*». Selon lui, ces événements marquent «*le dernier grand crime impuni du XXe siècle*».

Une position claire : ni OTAN, ni bloc militaire

Vingt-six ans plus tard, la Serbie réaffirme sa politique de neutralité militaire. «*Nous ne rejoindrons ni l'OTAN, ni l'Organisation du traité de sécurité collective. Nous devons garantir nous-mêmes notre sécurité, aussi difficile cela soit-il*», a déclaré Aleksandar Vulin.

Grande-Bretagne.

Faute de croissance, Londres tranche des milliards de dépense publique - AFP 26 mars 2025

L'organisme public de prévision budgétaire, l'OBR, a réévalué mercredi son estimation de la croissance à 1% en 2025, une baisse significative par rapport aux 2% anticipés fin octobre.

Outre cette économie en berne, le gouvernement travailliste du Premier ministre Keir Starmer doit composer avec les taux d'emprunt élevés de la dette britannique, l'augmentation annoncée des dépenses militaires et les menaces de guerre commerciale de Donald Trump.

Le total de la cure d'amaigrissement détaillée mercredi par Mme Reeves, qui permet de dégager 14 milliards de livres par an d'ici la fin de la décennie, a fait hurler l'opposition conservatrice et suscité des critiques dans sa propre majorité.

Près de 5 milliards par an seront tranchés dans des aides pour les personnes handicapées ou malades, les dépenses publiques subiront un coup de rabot de 6,1 milliards, tandis que les coûts de fonctionnement de l'administration centrale seront réduits de 15% -- avec à la clé la suppression de 10.000 postes de fonctionnaires.

"*Je reconnais les difficultés auxquelles (Mme Reeves) est confrontée*" mais "*les coupes dans les prestations de santé et d'invalidité entraîneront une augmentation de la pauvreté, y compris une pauvreté extrême, ainsi qu'une aggravation des conditions de santé*", a prévenu la députée travailliste Debbie Abrahams.

"*La chancelière Rachel Reeves a juste fait du rafistolage budgétaire*", a affirmé Paul Dales, analyste de Capital Economics, ce qui augure selon lui de "*changements plus importants à venir*".

"*La pression pour augmenter les dépenses de défense et autres ne fera probablement que s'accentuer. Et vu l'inquiétude des marchés face à une augmentation des emprunts publics, de nouvelles hausses d'impôts semblent inévitables*", a ajouté l'analyste.

Quelques documents complémentaires.

"*La guerre est un moyen terrible pour effacer la dette*" - Le Figaro 4 novembre 2011

https://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2011/11/05/01006-20111105ARTFIG00559-la-guerre-est-un-moyen-terrible-pour-effacer-la-dette.php

La première mondialisation a abouti à 1914-1918. Un siècle plus tard, les mêmes causes produisant les mêmes effets, le temps nous est compté pour repenser l'actuelle globalisation. Et envisager particulièrement nos rapports futurs avec la Chine, explique Jean-Michel Quatrepoint.

Passer la publicité

Alors qu'elle était censée apporter bonheur et prospérité au plus grand nombre, la globalisation a tourné au cauchemar. Comment tout cela nous est-il arrivé ?

Jean-Michel Quatrepoint- Pour le comprendre, il faut d'abord se tourner vers le passé, et regretter que personne n'en ait tiré les leçons. Le monde a connu une première globalisation entre 1850 et 1914, avec le même substrat qu'aujourd'hui : innovation technologique, diminution considérable du coût des transports, émergence de nouveaux pays, notamment les anciennes colonies britanniques : Etats-Unis, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, etc. On a ponctionné les matières premières pour les transformer en Grande- Bretagne, France et Allemagne, ce qui a entraîné un phénomène d'exode rural massif, de paupérisation des paysans, qui sont venus fournir une main-d'œuvre bon marché dans les usines. Parallèlement, certains pays ont beaucoup perdu, particulièrement la Chine, mise en coupe réglée par les Anglais, suivis par les Français, les Américains et les Japonais. Il y eut aussi des sorties de capitaux massives de Grande-Bretagne et de France, tout comme on l'observe aujour d'hui. L'épargne française est allée s'investir à 90 % à l'étranger, notamment en Russie, où elle s'est évaporée, alors que les Britanniques investissaient dans leurs colonies. On retrouve donc les mêmes phénomènes : des enrichissements phénoménaux, des scandales financiers, en même temps qu'un extraordinaire dynamisme. La leçon de tout cela...

C'est la guerre de 1914-1918 ?

Oui. Tel est le paradoxe de la mondialisation, dont on nous expliquait qu'elle rendrait tout conflit impossible, le capitalisme n'y ayant aucun intérêt. Jaurès lui-même y a cru. Les libéraux purs et durs affirment que cette guerre fut le fruit des mesures protectionnistes prises par les Etats, notamment l'Allemagne, qui joua un jeu mercantiliste en développant son pacte social. Bismarck en fut le véritable inventeur, songeant que les possibles excès du capitalisme risquaient d'entraîner une réaction socialiste. D'où la convergence entre patronat et syndicats, qui permit à l'Allemagne de développer son industrie et de prendre progressivement la place des Britanniques. Reste que lorsque l'internationalisme débouche sur le nationalisme, les gens de gauche sont gênés, préférant voir dans cet affrontement un fruit du hasard, pour ne pas entériner les excès de la non régulation de la globalisation. L'effet est pourtant mécanique : quand on ne peut plus régler les problèmes, la seule solution est à la guerre.

Comment éviter que la seconde mondialisation ne débouche aussi sur une catastrophe ?

En rétablissant les grands équilibres. On nous parle d'une crise à la fois financière, sociale et monétaire, sans voir la géométrie dans l'espace. Or, cette crise vient fondamentalement des déséquilibres des balances des paiements, certains Etats accumulant les déficits, tandis que d'autres accumulent les excédents. Entre 2000 et 2010 : 5 600 milliards de dollars de déficit pour les Etats-Unis, à la fois commercial et de paiements courants, autrement dit, le capital part aussi. Alors que, dans le même temps, la Chine amassait plus de 3 000 milliards de dollars. Les déficits des uns étant les excédents des autres, les deux pays se retrouvent désormais liés par une sorte de deal non écrit.

Pouvez-vous expliquer plus en détail ?

Un pacte contre nature entre le Parti communiste chinois et les multinationales anglo-saxonnes s'est noué au cours des années 1980. Les Etats-Unis de Reagan avaient deux ennemis : l'URSS (ennemi idéologique et militaire) et le Japon (industriel et économique). A l'arrivée de Deng Xiaoping, Reagan a obtenu la neutralité tacite des Chinois vis-à-vis de la guerre froide, la contrepartie étant la rétrocession de Hongkong, via Margaret Thatcher.

Or, en 1985, le Japon montait en puissance, usant de la sous-évaluation du yen pour exporter massivement. Il prétendait quasiment apprendre aux Américains à fabriquer des voitures, rachetant Hollywood et le Rockefeller Center, tandis que certains de ses dirigeants se laissaient aller à des déclarations revanchardes. Les Américains n'ont réagi que lorsqu'ils se sont aperçus que les écrans à cristaux liquides nécessaires à leurs avions de chasse F16 étaient en la possession des Japonais, ces derniers exigeant en contrepartie la cession de la technologie des empennages - ce qui leur aurait permis de revenir en force dans l'aéronautique, domaine qui leur était interdit depuis la défaite de 1945. Il y eut donc une vraie stratégie du Pentagone, de la Maison- Blanche et des industriels de la Silicon Valley pour reconquérir le terrain perdu. Washington décida de mettre Tokyo à genoux. En 1985, avec l'aide de la France et de la Grande-Bretagne, les Américains obligèrent le Japon à réévaluer, ce dont il ne se remit jamais. Comme entre-temps Hongkong s'était indexé sur la monnaie américaine, lors de son retour à la Chine, cette dernière bascula ipso facto dans la zone dollar. Ainsi la zone yen projetée par les Japonais ne vit jamais le jour. Les Chinois allèrent voir les multinationales en leur disant de venir produire en Chine, où elles n'auraient pas de risque de change. Et les premiers à se délocaliser furent précisément les groupes japonais, qui accentuèrent d'autant les problèmes de leur pays...

L'indexation du yuan sur le dollar via la rétrocession de Hongkong fut donc un coup de génie ?

Absolument ! Elle était pourtant aisée à prévoir, car Pékin annonce toujours ce qu'il va faire. C'est même une caractéristique. Il suffit de savoir lire les déclarations. Les Chinois ont dit dans les colloques et les réunions internationales que les Américains ne leur referaient pas le coup qu'ils avaient réservé au Japon, d'où leur absolu refus d'une réévaluation substantielle du yuan. Pour eux, c'est vital.

Depuis le début des années 1980, les multinationales anglo-saxonnes ont délocalisé en Chine, pensant prendre un marché de 1,3 milliard d'habitants. Le Parti communiste leur a expliqué que cela ne se passerait pas ainsi : elles pourraient produire avec des partenaires locaux, mais avec un objectif de réexportation et de transfert des technologies. Les multinationales ont accepté, y voyant leur intérêt. D'autant que, dans le même temps, elles ont habilement joué de ce que l'on appelle « l'optimisation fiscale », localisant leurs profits hors des Etats-Unis, mouvement que nous avons connu nous aussi. Les fiscs occidentaux sont finalement tous allés dans le même sens, en diminuant bien plus fortement les impôts des multinationales, des institutions financières, des hyper-riches, que ceux de la classe moyenne... On en voit les résultats aujourd'hui. Les multinationales engrangent des profits, tandis que les Chinois acquièrent du savoir-faire et de la technologie, tout en engrangeant des recettes à l'exportation qu'ils n'investissent pas suffisamment dans leur consommation. Le danger est que, progressivement, ils ont vocation à tout faire, car ils sont aussi performants que nous, bien loin des clichés que l'on véhiculait encore il y a quelques années, selon lesquels ils n'étaient bons qu'à copier. Désormais, ils inventent et créent. Avec, au surplus, une soif de revanche...

Précisez votre pensée...

Là encore, il faut se tourner vers l'histoire. La Chine a été la première puissance du XVIIIe siècle, avec 35 % du PIB mondial de l'époque. Elle exportait massivement vers l'Europe, mais sans s'ouvrir vers l'extérieur, sécurisant seulement les marches de l'empire. Elle demeurait repliée sur elle-même, se considérant comme le centre du monde. Pourquoi importer des produits quand tout est meilleur chez soi ? Elle vendait massivement du thé à la Grande-Bretagne, au point que cette dernière s'est retrouvée avec un considérable déficit commercial ainsi que de sa balance des paiements, les Chinois exigeant de n'être payés qu'en monnaie d'argent. Métal que les Anglais durent acheter aux Espagnols et aux Japonais - autant d'opérations qui se traduisaient par des sorties de devises. Ne pouvant continuer ainsi, les Britanniques proposèrent divers produits en échange, qui leur furent systématiquement refusés, jusqu'au moment où ils eurent l'idée de vendre de l'opium, qui pouvait intéresser les Chinois pour leurs préparations de pharmacie. Ils se mirent donc à cultiver du pavot au Bengale, à le transformer, à le transporter dans des bateaux jusqu'à Canton. Là, arrosant les douaniers pour passer massivement leurs ballots en contrebande, ils commencèrent à fournir en drogue la noblesse et la bourgeoisie chinoises, lesquelles payaient en monnaie d'argent. Petit à petit, la balance des paiements britannique revint à l'équilibre, au grand dam de l'empereur de Chine, qui voyait fondre ses réserves. Ses élites s'abrutissaient, la corruption de son administration allait croissant, il fit donc quelques représentations à la couronne d'Angleterre, interdit la vente de l'opium, ordonna de brûler des ballots. Le ton monta, au point qu'au printemps 1840, la Grande-Bretagne envoya une armada composée de 16 vaisseaux de ligne, 4 canonnières, 28 navires de transport, 540 canons et 4 000 hommes pour canonner Canton au nom du libre-échange. Ce fut la première guerre de l'opium.

Là s'acheva la puissance de l'empire du Milieu et débuta « le siècle de l'humiliation ». Les Anglais prirent le contrôle du commerce extérieur, imposant des traités léonins avec l'aide des Français et des Américains. Cet épisode, les Chinois ne l'ont pas oublié, d'où leur volonté de revanche. L'humiliation n'ayant cessé qu'en 1949, avec la victoire de Mao Zedong.

Vous voulez dire que, quels que soient ses crimes, Mao leur a rendu leur honneur national ?

Précisément. Il faut bien comprendre que les Chinois sont capitalistes dans l'âme en matière économique, et communistes pour ce qui est de l'organisation de la structure nationale : le Parti possède une hiérarchie où se déroulent d'importants débats internes, il contrôle le pays avec l'Armée rouge, et tous sont hyper-nationalistes. Depuis Deng Xiaoping, force est de constater que la stratégie chinoise a réussi. Elle se décline en cinq phases : 1) Indexation du yuan sur la monnaie mondiale, 70 % des échanges se faisant en dollars, le marché principal étant l'Amérique et l'Europe. 2) Fabrication de produits bas de gamme. 3) Accumulation de réserves. 4) Montée en puissance. 5) Acquisition de nouvelles technologies, avec ciblage sur tous les secteurs industriels - particulièrement ceux de l'avenir comme le photovoltaïque et l'éolien. Nous voici parvenus au dernier stade, celui où les Chinois ont les moyens de racheter des entreprises dans les pays occidentaux pour prendre des positions, parce qu'ils sont bien conscients qu'à terme, il y aura une réaction. En accumulant des réserves dont une part sert à racheter de la dette américaine, ils financent les Etats-Unis et, demain, l'Europe. Tout le monde y a trouvé à peu près son compte, mais le système est désormais à bout de souffle.

Alors, que faire ?

Rétablir les règles d'une concurrence loyale, au besoin par des protections temporaires, négocier une réévaluation du yuan pour rétablir les équilibres, demander aux groupes chinois, comme aux multinationales, de relocaliser de la production sur les territoires européen, américain, voire japonais. Tel est l'enjeu, avec des marges de manœuvre d'autant plus faibles que la sphère financière joue un rôle néfaste, les acteurs des marchés financiers étant les banques qui, par le biais de la spéculation, agissent finalement contre elles-mêmes. Un rééquilibrage et l'accouchement d'un nouveau modèle prennent du temps, or, ce dernier nous est compté. On l'a vu tout dernièrement pour la dette européenne bousculée par la spéculation. Les opinions publiques, ahuries, ne comprennent plus. Cela peut très mal se terminer.

Cela signifie-t-il des risques de guerre ?

La guerre est un moyen terrible pour effacer la dette, faire des moratoires, bloquer les salaires, rebasculer vers une autre économie. C'est ainsi qu'après la dépression des années 1930, l'économie américaine n'est véritablement repartie que vers 1942. Même schéma pour Adolf Hitler qui, en six ans, a fait d'un pays exsangue, à genoux, la première puissance continentale. La seule solution pour éviter cette tragique issue est celle d'une autre mondialisation, où les frontières ne sont pas seulement un obstacle, mais la reconnaissance de l'altérité et du respect de l'autre. On comprend fort bien la position des pays émergents comme la Chine ou l'Inde ou, plus près de nous, celle de l'Allemagne, cette petite Chine de l'Europe, mais il faut qu'ils prennent conscience que paupériser massivement les populations occidentales aboutirait à leur faire perdre leurs clients. La Chine, du reste, commence à avoir des problèmes. Elle pratique un quadruple dumping : monétaire, avec la sous-évaluation du yuan ; environnemental, puisqu'elle produit en émettant un maximum de CO2, tout en investissant à fond sur les énergies de demain ; un dumping social ; et un dumping en capital dont on parle moins : procurer massivement du crédit pour de nouvelles usines avec un capital qui ne coûte rien est une concurrence déloyale. Les Chinois ont ainsi développé une industrie papetière lourdement équipée et surproductrice qui nettoie ses concurrents mondiaux. Pour autant, cette concurrence déloyale sur l'utilisation du capital aboutit à une bulle de crédit qui nécessite, pour les entreprises qui en bénéficient, une croissance annuelle de 20, 30, 40 % par an afin de rembourser leurs prêts. Si cela baisse un peu, elles sont étranglées et doivent avoir recours au marché parallèle du crédit, dont les taux sont usuraires. D'où un certain nombre de suicides et de départs précipités pour l'étranger de promoteurs et d'industriels chinois. C'est un problème difficile à gérer pour eux

aussi. L'impression générale est qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion de l'économie mondiale et que l'on a mis en branle des mécanismes qu'on ne sait plus réguler.

Ainsi, les catastrophes de l'histoire ne sont-elles que les conséquences des intérêts à court et moyen termes...

C'est tragique. Voyez les grands succès de ces dernières années : Steve Jobs était un génie, à ceci près qu'avec un chiffre d'affaires mondial de 100 milliards de dollars, Apple possède 80 milliards de dollars de cash dans ses caisses qu'il n'investit pas. Idem pour Google et Microsoft. Les premiers groupes américains du secteur ont 220 milliards de dollars de cash qu'ils n'investissent pas. Certains vont racheter leurs propres actions, ou augmenter les dividendes, ce qui ne prépare nullement l'avenir. C'est cela, le capitalisme cannibale. Il se mange lui-même, avec d'un côté, une montagne de cash, et de l'autre, des montagnes de dettes. La morale politique d'un tel état de fait a été clairement envisagée dès l'aube du XIXe siècle : «*Il y a deux manières de conquérir une nation. L'une par l'épée. L'autre par la dette*», disait John Adams, le deuxième président des Etats-Unis.

Le stade suprême du capitalisme, c'est aussi le narco-capitalisme ! Vive la crise : "*Une consommation dopée par la crise*" !

« *C'est une béquille* » : ces salariés qui carburent à la drogue pour tenir - Le Point 24 mars 2025

J-C - Où va la France ? Qui ne connaît pas un Français qui un jour à consommer des psychotropes, des somnifères, qui a consulté un psychanalyste ou un psychologue, une voyante, même parmi des gens qui en apparence avaient la tête sur les épaules mais dans quel état à l'intérieur, rongée par l'anxiété, au bord de la dépression, qui ne savait plus trop où ils en étaient, certains évoquant même le suicide ou passant à l'acte, tandis que d'autres craquaient et devenaient alcooliques ou junkies, des épaves...

Ce n'est pas un phénomène nouveau, j'ai connu cela autour de moi quand j'étais jeune et plus tard. L'obésité et la violence individuelle aveugle en sont aussi des symptômes de nos jours. La société française ressemble de plus en plus à la société américaine fragilisée et dégénérée, car dirigée par un gang sadique de psychopathes dont les pulsions criminels semblent apaisées uniquement quand ils nuisent au bien-être ou à la santé de la population, cela tombe bien puisque cela s'accorde avec la mission que lui a confiée l'oligarchie financière.

Se soulever, briser ce régime tyrannique, chasser cette racaille malfaisante du pouvoir et exproprier leurs riches commanditaires devrait être l'objectif politique auquel devraient être subordonnées toutes nos luttes... Telle est mon orientation politique que je vous appelle à partager et à faire connaître. Aucune réforme du capitalisme n'est envisageable, aucun compromis, aucune collaboration avec les représentants de ce régime ne doit être admise

A lire plus loin :

Le Point - Le constat est là : travailler ne suffit plus, il faut tenir. Encaisser les heures, les injonctions, les urgences qui s'enchaînent. Rester performant malgré la fatigue, productif malgré l'anxiété. Selon le dernier baromètre d'Empreinte humaine avec OpinionWay, 42 % des salariés français se disent en détresse psychologique. Près d'un sur deux affirme ne pas pouvoir dire non à une tâche supplémentaire, même lorsque la charge est déjà trop lourde. Dans certains secteurs, la

frontière entre implication et surmenage s'estompe. Et avec elle, celle qui séparait encore le recours ponctuel d'un glissement plus profond vers l'aide chimique. Le Point 24 mars 2025

Hallucinant, à l'état normal je précise, je ne consomme plus de cannabis depuis 4 ans et j'ai totalement supprimé l'alcool. Je n'en bois que lorsqu'on m'offre une bouteille de Vodka Smirnoff 2 ou 3 fois par an, une fois la bouteille vide, uniquement de la flotte, agrémentée, jus de fruit, thé vert ou café soluble dégueulasse coupé avec de la chicorée, le café est devenu un luxe en Inde.

J'ai consommé du cannabis à petite dose pendant 40 ans.

Au départ, ce fut une thérapie merveilleuse, littéralement miraculeuse, qui permit de libérer mes facultés cognitives qui étaient bloquées suite au mauvais traitements physiques et psychologiques que j'avais subis tout au long de mon enfance et de mon adolescence, qui avaient fini de faire de moi un jeune homme complètement stupide, ignare au dernier degré, timide, craintif, chiasseux, conformiste, réactionnaire, tout l'inverse de ce que je suis devenu plus tard, en me mettant à lire et à étudier comme un forcené la philosophie, puis les œuvres des marxistes auxquels je dois mon salut, tout ce qui me tombait sous les yeux.

Si le cannabis m'a aidé incontestablement, je dois de m'en être mieux sortis que mes petits camarades de l'époque, uniquement grâce aux connaissances que j'ai acquise pour lutter contre ma crasse ignorance, parce que je voulais à tout prix prendre mon destin en mains, ce qui me conduisit logiquement à m'engager en politique et à militer dans un parti. Si vous vous demandiez encore pourquoi j'ai créé ce blog et ce courant politique, vous avez en grande partie la réponse ici.

Il m'a fallu près de 50 ans pour atteindre un degré de sérénité qui me permet de me passer de drogue et d'alcool pour supporter ou affronter le monde tel qu'il existe aujourd'hui, et continuer le combat politique pour l'émancipation universelle du règne de l'exploitation et de l'oppression.

Qu'on ne compte pas sur moi pour juger ceux qui consomment telle ou telle substance, ni pour conseiller quiconque de s'y adonner, que chacun fasse comme il peut pour s'en sortir, en respectant les autres si possible, c'est préférable, le peut-on réellement sinon, je ne le crois pas, car tout se paie d'une manière ou d'une autre un jour, alors vaut mieux avoir la conscience tranquille pour se supporter soi-même, ainsi que les autres.

« *C'est une béquille* » : ces salariés qui carburent à la drogue pour tenir - Le Point 24 mars 2025

Cachets de Ritaline, microdoses de LSD, rails de cocaïne : le travail sous stimulants gagne du terrain. Face à la pression et à la peur de décrocher, de plus en plus de salariés misent sur la chimie. Enquête sur une normalisation silencieuse.

La drogue au travail, ce n'est pas nouveau. Longtemps, on l'a imaginée tapie dans les coulisses des agences de pub ou sur les plateaux de tournage, réservée aux créatifs sous pression, aux insomniaques élégants, aux vies qui débordent. Elle était rare, presque romanesque, surgissait à la faveur d'une nuit blanche, d'un bouclage de trop. Elle s'appelait cocaïne, ecstasy, et portait encore les habits de la transgression. Mais depuis quelque temps, elle a changé de visage. Plus discrète, plus régulière, mieux intégrée. Un pochon de poudre dans une poche, une goutte sous la langue, un comprimé avalé entre un café tiède et une visioconférence.

Elle n'est plus l'exception, elle devient une méthode. Silencieuse, fonctionnelle, presque banale. Une réponse chimique à un monde du travail qui pousse à l'endurance plus qu'à l'équilibre, et où il ne

suffit plus d'être bon : il faut être le meilleur. Le mot dopage a glissé, s'est effacé, remplacé par d'autres, plus acceptables : optimisation, concentration, performance. Une glissade sémantique, au service d'une habitude qui s'installe.

La cocaïne, une consommation en plein essor

La première fois que Thomas a pris de la drogue au travail, c'était au début des années 2000. Il était 3 heures du matin, deux plans à finir pour une publicité, une réunion client prévue à 10 heures. Son collègue a sorti un pochon de cocaïne de la poche de son jean, et ils sont allés tracer quelques lignes dans les toilettes. « *Dans la boîte de postproduction où je bossais à l'époque, un dealer passait régulièrement, soit à la pause déjeuner, soit tard le soir, quand les bureaux se vidaient* », raconte-t-il. Rien à voir avec les excès décrits dans 99 Francs ou les romans de Bret Easton Ellis. Pas de luxe tapageur, pas de quête d'euphorie. Comme ses collègues, Thomas cherchait juste à finir à dans les temps.

Aujourd'hui, la poudre blanche s'invite partout. Et les chiffres s'affolent. En 2017, 1,6 % des adultes en avaient consommé dans les douze derniers mois ; aujourd'hui, ils sont près de 3 %. Une hausse qui suit, presque mécaniquement, l'explosion de la production mondiale. Dans la restauration, le phénomène prend une autre ampleur : près d'un employé sur dix a déjà consommé de la cocaïne, soit « *trois fois plus que la moyenne* », alerte l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT).

Juste derrière, les artistes et professionnels du spectacle affichent des chiffres préoccupants : près de 18 %, un taux bien supérieur à celui des autres secteurs. « *La consommation de psychostimulants, comme la cocaïne, est surreprésentée dans les professions où le rythme de travail est très soutenu, où les horaires décalés sont la norme et où l'endurance physique et mentale est mise à rude épreuve* », analyse Ivana Obradovic, directrice adjointe de l'OFDT.

Elle a pour elle une qualité redoutable dans le monde du travail : sa discrétion. Pas d'odeur suspecte, pas de démarche hésitante, pas de propos incohérents. Juste un surplus d'énergie, une aisance sociale accrue, des ressorts devenus indispensables dans certains métiers où l'exigence ne se limite plus à la performance. « *Cette hausse ne me surprend pas, dit Jean-Victor Blanc, psychiatre à l'hôpital Saint-Antoine et enseignant à la Sorbonne. Aujourd'hui, un simple SMS suffit pour être livré en quelques minutes, à moins de 70 euros le gramme.* » Mais derrière cette accessibilité, le danger, lui, gagne en puissance. « *La cocaïne n'a jamais été aussi pure. Et c'est justement ce qui la rend plus dangereuse* », alerte Jean-Victor Blanc. Plus la substance est concentrée, plus l'effet est immédiat, et plus la dépendance s'installe vite. Les dégâts ne sont pas que physiques : troubles anxieux, épisodes dépressifs, désocialisation. Une spirale silencieuse, souvent dissimulée derrière un visage lisse, efficace, performant. Jusqu'au jour où tout craque.

Une nouvelle échappatoire

Après dix ans de consommation régulière, Thomas a fini par décrocher. « *Sur le moment, c'est génial. Mais avec le temps, les descentes sont devenues de plus en plus dures. Je me suis rendu compte que j'étais coincé dans une spirale qui, en réalité, nuisait au travail* », confie-t-il. Après les charrettes, il fallait redescendre : un joint pour calmer l'agitation, parfois de l'alcool pour faire taire l'insomnie. « *Autour de moi, j'ai vu des collègues perdre pied. Certains ont été virés. Plus fiables, plus stables.* »

Comme quelques amis, Thomas a fini par revoir ses usages. Il a troqué la cocaïne pour une autre pratique, plus en vogue dans les milieux créatifs : le microdosage de LSD. Importée des États-Unis,

où elle séduit depuis plusieurs années les cerveaux en surchauffe de la Silicon Valley, la méthode consiste à absorber, sous forme de goutte ou de spray, des quantités infimes de psychédéliques. Juste assez pour stimuler l'imagination, affûter l'attention, sans basculer dans les effets hallucinogènes d'une prise classique. « *Ceux qui se tournent vers le microdosage ne cherchent pas à altérer leur état de conscience, observe Ivana Obradovic. Ils espèrent booster leur capacité d'attention, leur productivité, leur créativité, réduire l'anxiété et le stress.* »

Pour Arthur, le premier confinement a tout déréglé. Une rupture, des journées sans contours, l'anxiété qui monte et ne redescend plus. Il fallait trouver un point d'ancrage, une façon de structurer le temps, de rester debout. Alors, il s'est laissé tenter par le microdosage. « *Ça m'a permis de rester focus sur mon travail, de ne pas trop gamberger, d'avoir l'impression de garder le contrôle* », raconte-t-il. Une habitude glissée dans le quotidien sans vraiment y penser, et qu'il n'a, depuis, jamais totalement abandonnée.

En janvier 2020, Forbes décryptait cette dernière lubie des entrepreneurs de la tech et révélait qu'avec 2 000 dollars en poche, on pouvait même s'offrir les conseils d'un « *coach en hallucinations* ». Sans oublier cette phrase lancée un jour par Steve Jobs à Bill Gates, reprise au fil des années : « *Tu aurais été bien plus créatif si tu avais pris le temps de planer un peu.* » Dans un monde où l'innovation se joue à la seconde et la jeunesse se consomme comme un capital, chacun cherche son raccourci, son levier discret, son accélérateur silencieux pour rester dans la course.

Mais même si, comme Arthur, certains assurent garder le contrôle, même si les doses sont infimes, la pratique n'est pas sans risque. Les effets du microdosage sur le long terme restent flous, peu documentés. Ce que la science commence à montrer, en revanche, inquiète. « *Le LSD entraîne une augmentation du rythme cardiaque et, surtout, il peut précipiter l'apparition de pathologies mentales sous-jacentes* », souligne Ivana Obradovic. Bipolarité, schizophrénie : chez ceux qui portent déjà ces fragilités sans le savoir, la bascule peut être rapide. Silencieuse aussi.

Un usage détourné des médicaments psychostimulants

Si les psychédéliques en microdose intriguent et que la cocaïne continue de circuler dans certains milieux professionnels, une autre catégorie de stimulants s'est imposée, plus discrètement : les smart drugs. Un nom lisse, presque clinique, qui évoque davantage l'optimisation que la dépendance. Ritaline, Adderall, Medikinet, Concerta, Modafinil… À l'origine, ces médicaments étaient prescrits aux enfants diagnostiqués TDAH ou aux patients atteints de narcolepsie. Puis, ils ont lentement quitté les pharmacies pour se glisser dans les cartables d'étudiants, les sacs des stagiaires, les tiroirs des open spaces. Devenus un outil parmi d'autres. Rester concentré, tenir plus longtemps, cocher toutes les cases.

Une pilule qui change tout, l'idée ne date pas d'hier. Le film Limitless en a fait un fantasme : un médicament qui transforme un écrivain raté en génie absolu. Lucy a poussé le mythe encore plus loin, Scarlett Johansson débloquant 100 % de ses capacités cérébrales après avoir absorbé une substance expérimentale. Dans la vraie vie, pas de superpouvoirs, pas de visions lumineuses. Mais une promesse séduisante : une concentration affûtée, une fatigue repoussée, une vigilance qui tient jusqu'au bout de la nuit. Juste ce qu'il faut pour rester dans le rythme, sans craquer.

Si les smart drugs font autant parler d'elles, c'est aussi parce qu'elles sont tout simplement plus présentes. La hausse des diagnostics de TDAH s'est accompagnée d'une explosion des prescriptions. En France, selon l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), le nombre de boîtes de Ritaline vendues est passé de 26 000 en 1996 à 220 000 en 2005, puis à plus de

600 000 en 2014. Une progression spectaculaire, reflet d'une meilleure reconnaissance du trouble, mais qui, en filigrane, alimente aussi un marché parallèle plus difficile à cerner.

Difficile de tracer la frontière entre l'usage médical et le détournement. Mais une chose est sûre : ces médicaments circulent bien au-delà des patients à qui ils sont initialement destinés. Une boîte prescrite pour un enfant diagnostiqué devient une ressource partagée entre amis. Un collègue en burn-out se voit recommander une pilule « *testée et approuvée* » par un autre. Le tout dans une forme de normalité désarmante, loin des représentations classiques de la dépendance. « *Aujourd'hui, on manque de données précises sur les consommateurs de médicaments psychotropes en France, regrette Ivana Obradovic. Et même si les ordonnances sont contrôlées et que les autorisations de mise sur le marché sont bien plus strictes qu'aux États-Unis, on sait qu'il existe de nombreux détournements hors prescription médicale.* » Combien exactement ? Impossible à dire.

Une consommation dopée par la crise

Le constat est là : travailler ne suffit plus, il faut tenir. Encaisser les heures, les injonctions, les urgences qui s'enchaînent. Rester performant malgré la fatigue, productif malgré l'anxiété. Selon le dernier baromètre d'Empreinte humaine avec OpinionWay, 42 % des salariés français se disent en détresse psychologique. Près d'un sur deux affirme ne pas pouvoir dire non à une tâche supplémentaire, même lorsque la charge est déjà trop lourde. Dans certains secteurs, la frontière entre implication et surmenage s'estompe. Et avec elle, celle qui séparait encore le recours ponctuel d'un glissement plus profond vers l'aide chimique.

« *Ce n'est pas une drogue, c'est une béquille* », tranche Mathieu, consultant en finance, habitué des nuits écourtées au Modafinil. Un comprimé avant une présentation décisive, une gélule glissée dans la poche en vue d'un déplacement. Des gestes en apparence anodins, intégrés au quotidien, qui transforment peu à peu le corps en outil de production.

« *De plus en plus de salariés se sentent contraints de recourir à ces substances pour affronter un environnement professionnel stressant et toxique, pour ne pas décrocher, observe Jean-Victor Blanc. On accuse la drogue, mais pour comprendre ces usages, il faut aussi regarder du côté du monde du travail.* » Dans certaines entreprises, la prise de stimulants s'inscrit dans une culture où la performance l'emporte sur la santé. « *Dans mon entreprise, la question n'est plus de savoir si les gens prennent des boosters chimiques, mais combien le font, demande Mathieu. Au bureau, on s'échange des boîtes en toute discrétion, on se refile des noms de médecins plus arrangeants, on normalise ce qui, il y a encore quelques années, aurait été impensable.* »

Et c'est assez logique. Au début, tout semble plus simple : les idées fusent, les journées s'étirent, les performances s'enchaînent. Mais cette impression de maîtrise est trompeuse. « *Les premiers effets donnent l'illusion d'un mieux, d'un gain immédiat. Pourtant, c'est une mécanique qui s'épuise vite* », ajoute le psychologue. À mesure que le corps s'adapte, les effets s'estompent. Ce qui fonctionnait hier devient insuffisant. Il faut augmenter les doses, s'assurer que la machine tourne. Certains s'arrêtent à temps. D'autres non. « *Selon une étude menée par des chercheurs de l'université de Cambridge, à long terme, ces substances peuvent finir par produire l'inverse de l'effet recherché, affirme Ivana Obradovic. Temps de réponse allongé, capacité d'attention diminuée, performances cognitives altérées.* »

Une norme discrète

Alors, la consommation de drogues et de stimulants va-t-elle continuer d'augmenter dans les années à venir ? Difficile à dire. Mais les signaux sont là. Une économie sous pression, des tensions

géopolitiques persistantes, des entreprises qui exigent toujours plus de salariés déjà épuisés. « *Les travaux de l'Agence européenne des drogues soulignent qu'en période de récession économique, la consommation de drogues a tendance à augmenter, surtout chez les personnes les plus défavorisées* », rappelle Ivana Obradovic.

Et puis, il y a ce glissement, plus discret, plus insidieux. L'explosion des diagnostics de TDAH, la banalisation des prescriptions, ces comprimés avalés sans y penser, au milieu d'une réunion, entre deux mails. Une habitude qui s'installe, un automatisme qui s'ancre, jusqu'à faire croire que l'on peut corriger sa fatigue comme on soulage une migraine.

Peu à peu, la frontière entre soin et dopage s'estompe. Elle ne disparaît pas, elle s'efface doucement, noyée dans le rythme, rendue flou par l'épuisement. La question n'est peut-être plus de savoir si la consommation va croître, mais jusqu'où elle s'intégrera dans le quotidien. Parce que ce qui relevait hier d'un usage marginal est devenu une norme discrète. Une manière de tenir dans un monde du travail qui semble oublier qu'à force de tirer sur la corde, les corps – comme les esprits – finissent toujours par lâcher. Le Point 24 mars 2025

J-C- C'est « *la corde* » du capitalisme qui va finir par péter, mais elle ne lâchera pas toute seule, il va falloir l'aider, organisons-nous !

A propos de la Gaîté Lyrique.

Par un internaute de droite.

- Le 10 décembre 2024, ~200 jeunes migrants isolés ont investi de force la Gaîté Lyrique, une salle culturelle du 3e arrondissement de Paris. L'affaire fait grand bruit au point qu'Elon Musk a qualifié l'occupation de « *suicidal empathy* ». Regroupés sous le Collectif des jeunes du parc de Belleville, ils revendiquent un hébergement d'urgence et la reconnaissance de leur minorité légale. Leur nombre double ensuite pour atteindre ~446 occupants fin février, entraînant la fermeture totale du lieu au public.

Ces « *jeunes sans-abri* » fréquentaient déjà la Gaîté Lyrique, où ils se sont rassemblés en fin de journée avant de brandir des banderoles et d'annoncer qu'ils ne partiraient pas. Délogés de leurs campements précaires quelques jours plus tôt, ils occupent ce lieu « *faute de solution d'hébergement proposée par la mairie ou l'État* ». Dépassés par leur propre initiative, les responsables du théâtre constatent l'impasse et alertent les pouvoirs publics, en vain.

« *Il fait zéro degré, nous n'allons pas les mettre dehors* », déclare le porte-parole du théâtre, dénonçant une situation *« *indigne et extrêmement choquante […] en plein Paris* ». Plutôt que « *d'expulser les intrus dans le froid hivernal* », la Gaîté Lyrique suspend sa programmation et laisse les ~300 occupants dormir à même le sol, avec seulement 3 sanitaires disponibles. Rapidement, la situation se dégrade : un incendie éclate le 21 février, nécessitant l'intervention des pompiers, et des agressions et troubles à l'ordre public sont signalés. Les 70 salariés du théâtre exercent leur droit de retrait, jugeant le danger « *grave et imminent* », et la société gestionnaire (Gaîté Lyrique S.A.S) annonce qu'elle quitte les lieux et suspend son contrat avec la Ville de Paris. Même des journalistes venus couvrir l'occupation sont pris à partie : ainsi, un reporter de CNews a été violemment empêché de filmer par des occupants encouragés par des militants, nécessitant une intervention policière. Le média StreetPress (financé par George Soros, des subventions publiques ainsi que des

fonds de l'UE) dont les locaux étaient situés sur place, a dû déménager d'urgence du fait de l'insécurité.

L'ONG SINGA apparaît en coulisses de cette affaire : son directeur n'est autre que Benoît Hamon, ex-ministre socialiste et ex-candidat présidentiel de 2017, qui siège au conseil d'administration de la Gaîté Lyrique. La gouvernance du théâtre est ainsi profondément marquée par l'écosystème associatif parisien : on y retrouve, aux côtés d'Hamon, Vincent Carry (directeur d'Arty Farty), Alizée Lozac'hmeur (cofondatrice de makesense) ou Yannick Lacombe (Arte France). De plus, le porte-parole de la Gaîté Lyrique pendant la crise, David Robert, est aussi le directeur du programme « *J'accueille* » développé par l'association SINGA – un programme dédié à l'accueil de migrants. Autrement dit, des responsables de SINGA pilotent la Gaîté Lyrique, un lieu municipal subventionné, et ont directement géré (ou laissé faire) son occupation par des clandestins.

Benoît Hamon, président de SINGA France et directeur général de SINGA Global depuis 2021, a publiquement pris fait et cause pour l'occupation. Lors d'une conférence de presse, il fustige « l'irresponsabilité de l'État » dans ce dossier, qualifiant le silence des autorités de « *scandale absolu* ». Il accuse le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau de ne pas remplir son devoir de mise à l'abri des mineurs isolés, et salue la « *solidarité* » des salariés du théâtre face aux migrant. Hamon, qui avait quitté la vie politique pour le secteur associatif en 2021, se retrouve ainsi pilier politique de SINGA et caution morale de cette action militante d'extrême-gauche.

Juridiquement, les occupants n'avaient « *ni droit ni titre* » à occuper ce bâtiment public. La préfecture de police de Paris a fini par prendre un arrêté d'expulsion, exécuté le 18 mars 2025 à l'aube, après plus de trois mois de blocage. L'opération mobilise d'importantes forces de l'ordre et donne lieu à 46 interpellations. Depuis décembre, le groupe avait ignoré une décision de justice ordonnant l'évacuation sous 1 mois. Au final, sur ~450 migrants évacués, « *plus de vingt* » ont été placés sous OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) selon les autorités– confirmation que la majorité des occupants étaient en situation irrégulière. Les autres se sont retrouvés à la rue, dispersés dans Paris.

L'affaire fait scandale à Paris. Même la directrice du théâtre, Juliette Donadieu, connue pour sa fibre humaniste (elle « *avait souhaité placer le théâtre au service de personnes en situation de précarité* ») se retrouve dépassée par les événements. Du côté de l'opposition municipale, on dénonce une capitulation des gestionnaires et un gaspillage de fonds publics. Aurélien Véron, élu centriste au Conseil de Paris, fulmine ainsi sur X : *« *10.000 m² squattés depuis le 10 décembre par 300 migrants majeurs avec le soutien de la direction qui dilapide ses 3,2 millions d'euros de subventions. Les Parisiens paieront les pots cassés…* » Autrement dit, c'est le contribuable parisien qui financera la remise en état d'un théâtre dévoyé en camp illégal. Cette polémique alimente une vive critique de la complaisance attribuée à la mairie de Paris et à ses partenaires associatifs.

Créée en 2012, l'ONG SINGA Paris bénéficie d'importants financements publics et privés ainsi que d'un puissant réseau international d'influence. Initialement fondée par Nathanaël Molle, Guillaume Capelle et Alice Barbe —tous distingués par Forbes « 30 Under 30 » et Ashoka— SINGA est devenue une organisation globale présente dans une dizaine de pays grâce à un modèle communautaire et open source. Alice Barbe, en particulier, figure emblématique de SINGA, s'est affirmée dans l'espace public via le programme Obama Foundation Scholar à l'Université Columbia en 2018 et en cofondant l'Académie des Futurs Leaders en 2020, soutenue entre autres par l'Open Society Foundations. L'association dispose également d'un conseil d'administration influent où siègent l'écrivaine Leïla Slimani, représentante personnelle du Président de la République pour la francophonie, et Olivier Lebel, ancien directeur général de la Croix-Rouge française. Ces connexions ouvrent à SINGA un accès privilégié à divers cercles intellectuels,

humanitaires et philanthropiques internationaux. De surcroît, SINGA entretient des partenariats institutionnels solides en France avec divers ministères, le HCR, l'OFII, Pôle Emploi, et des ONG majeures telles que France Terre d'Asile ou le Groupe SOS Solidarités, renforçant ainsi son influence directe sur les politiques migratoires et d'intégration au niveau national et européen. Ces multiples réseaux stratégiques permettent à SINGA de se positionner au cœur des discussions internationales sur l'accueil des migrants, tout en bénéficiant d'une visibilité accrue auprès des décideurs politiques et économiques.

Les montants d'argent public versés à SINGA sont significatifs. Les comptes annuels récents de SINGA Paris font état de 1 025 967 € de "*concours publics et subventions d'exploitation*" en 2021, et encore 931 749 € en 2022. L'association reçoit des financements de l'État (ministères, programmes d'intégration) et des collectivités locales. Par exemple, en 2022 la Ville de Paris lui a octroyé une subvention d'investissement de 55 000 € (et 20 000 € via le département de Paris). SINGA est également soutenue par de grandes entreprises via leurs fondations ou mécénat (citons Monoprix, Mirova, Société Générale… qui figurent parmi ses contributeurs). Précision utile : la masse salariale pour 2023 de l'association présidée par Benoît Hamon est, à quelques milliers d'euros près, identique au montant total des subventions publiques perçues par SINGA en 2022.

Outre les subventions publiques (931 749 €), le reste des fonds d'exploitation reçus par SINGA Paris provient principalement de contributions financières d'organismes privés et de fondations, pour un total significatif de 1 758 370 €. SINGA est également soutenue par de grandes entreprises via leurs fondations ou mécénat (citons Monoprix, Mirova, Société Générale… qui figurent parmi ses contributeurs). En somme, l'ONG vit en grande partie de fonds publics et parapublics.

Voici les principaux contributeurs privés mentionnés explicitement dans les comptes annuels 2022 : Fondation Roi Baudouin : 200 000 €, Fondation Entreprendre : 130 000 €, Fondation Generali / THSN : 20 000 € + 55 000 €, Fondation Erie: 93 333 €, Fondation Hermès : 36 000 €, Choose Love : 5 887 €, Fondation Caritas : 9 849 €, Fondation Vinci : 29 738 € , Fondation Gide Pro Bono : 13 000 €, ESJ : 10 000 €, CEETRUS: 15 000 €

Quant au montant total des dégradations causées par l'occupation illégale de la Gaîté Lyrique, celui-ci n'a toujours pas été communiqué à ce jour.

La majorité des Français sont-ils des nantis qui s'ignorent ? Jusqu'au jour où...

J-C - Ils avaient un revenu de 6 500 euros par mois (par 13, 14 ?), et ils se sont foutus dans la merde. Le fric rend fou et imprudent.

FranceInfo - En 2024, la Banque de France a reçu près de 135 000 dossiers de surendettement, un chiffre en hausse de près de 11% par rapport à l'année précédente. La précarité, mais aussi des accidents de la vie (licenciement, divorce, maladie) sont souvent à l'origine de ces situations.

Sauter des repas, se déplacer le moins possible pour économiser chaque litre d'essence... Depuis la rentrée de septembre, Elvis est passé en mode survie. Cet homme de 41 ans, qui habite dans une caravane près de Cherbourg (Manche), vit avec 400 petits euros par mois. Le reste de son salaire de 1 800 euros part dans les remboursements de ses crédits, tout comme les maigres économies qui lui restent. Elvis n'aurait pourtant jamais imaginé être endetté à hauteur de 33 000 euros.

Employé dans la maintenance du parc nucléaire, il a longtemps travaillé à Flamanville et multiplié les déplacements dans les centrales. Une bonne situation qui lui permettait de bien vivre. "*J'ai eu des moments glorieux, je pouvais toucher 4 500 euros par mois*", décrit-il. Il y a quelques années, il décide d'acheter une voiture, une caravane et de contracter quelques crédits, notamment pour réaliser des travaux dans sa maison.

Mais son changement d'emploi – il s'inquiétait des conséquences de son exposition régulière aux éléments radioactifs – et un accident du travail de sa femme ont tout changé. "*Je suis redescendu à 1 800 euros, ma femme s'est retrouvée en arrêt avec 1 000 euros par mois contre le double auparavant et tout est devenu plus compliqué. Notre situation financière a créé des conflits*", admet-il. Le couple a fini par se séparer. (L'histoire ne nous dit pas qui a eu cette idée saugrenue et risquer de s'endetter ainsi, et qui a décidé cette séparation. J'imagine que c'est son épouse puisqu'il s'est retrouvé tout seul comme un con. C'est ce qui m'est arrivé, mais nous n'avions contracté aucune dette. J-C)

Courriers des huissiers et appels des créanciers

Comme Elvis, de nombreux Français éprouvent des grandes difficultés financières. Le nombre de dossiers de surendettement a bondi de 10,8% en 2024 par rapport à 2023, selon les chiffres de la Banque de France, qui a reçu l'an dernier 134 803 dossiers de personnes qui n'arrivent plus à rembourser leurs crédits, leurs loyers ou leurs charges courantes.

Les personnes surendettées se retrouvent dans cette situation pour trois raisons : des fragilités structurelles (individuelles, familiales, sociales et économiques), des accidents de la vie comme la perte d'un emploi, une séparation ou des problèmes de santé et, dans une moindre mesure, des "*comportements budgétaires imprudents*". Et souvent, ces situations s'entremêlent.

Dans le cadre d'un appel à témoignages, des dizaines de personnes ont raconté à franceinfo leur situation. Pour Gilbert, 61 ans, "*tout allait bien" jusqu'en 2019. Ce chauffeur d'autocar touchait entre 1 800 et 2 500 euros selon les mois, venait de reprendre la maison de sa mère décédée et s'était décidé à emprunter de l'argent pour faire des travaux. "Et un jour, on m'annonce que j'ai un cancer*", raconte cet habitant des Pennes-Mirabeau, près de Marseille. Depuis, il n'a plus jamais travaillé et touche une pension d'invalidité à peine supérieure au smic.

"*Petit à petit, les prélèvements et les mises en demeure se sont accumulés, et je me suis rendu compte que je ne pouvais plus rembourser mes crédits à la consommation. Aujourd'hui, j'ai l'impression d'être sous un rouleau compresseur entre les factures à payer, les courriers des huissiers et les appels des créanciers*", concède Gilbert. Le sexagénaire n'a plus payé ses factures depuis novembre et doit actuellement 70 000 euros à ses créanciers.

Cette étudiante en pharmacie de 34 ans, propriétaire d'un petit appartement en Ile-de-France, a décidé de changer de vie après le confinement pour suivre son compagnon à Rouen. Mais le couple s'est séparé, et elle s'est retrouvée à payer un loyer en plus de son crédit immobilier. "*Quand vous êtes au smic et que les mensualités étaient calculées sur un salaire à 2 800 euros, ça coince*."

Pauline se retrouve alors dans une situation inextricable, avec un découvert qui se creuse un peu plus chaque mois. Jusqu'au jour où la banque l'appelle pour bloquer sa carte. "*J'avais déjà des impayés et là, je me suis rendu compte que je ne pouvais même plus me payer à manger. Mes amis ont commencé à me faire des courses, et là, je peux vous assurer qu'on ravale sa fierté*", se remémore Pauline. Elle s'est tournée vers la Banque de France pour ouvrir un dossier de surendettement. Il a été accepté mi-juillet et ses dettes ont été gelées.

Un plan de redressement sur deux ans lui a été proposé en début d'année, avec l'obligation de vendre son appartement en région parisienne, une situation impensable il y a encore quelques années. "*Lorsque j'ai acheté, j'avais presque 30 ans et je gagnais bien ma vie, je voulais reproduire une norme sociale*", avoue Pauline, qui ne pensait "*pas avoir le profil pour finir en surendettement*". Elle a pourtant réalisé "*que cela touchait beaucoup de gens, notamment les classes moyennes sous l'eau à cause d'un crédit*". FranceInfo 14 mars 2025

J-C – Quand je suis arrivé en Inde, j'avais un tout petit capital. J'en ai placé une partie en banque et l'autre je l'ai prêté à des investisseurs privés pour faire bref, en échange d'intérêt. Durant plus de 10 ans les taux d'intérêt furent très élevés, entre 16 et 36% par an, ce qui me permit de toucher beaucoup d'argent durant cette période, au lieu de le dépenser, je l'ai économisé et placé.

Il fallait tenir pendant 20 ans jusqu'à ma retraite fin 2017, donc j'ai continué de vivre normalement en me privant de certaines aliments très chers, par exemple. J'ai acheté un morceau de plage et une toute petite maison en ruine pour une bouchée de pain. A partir de ce moment-là on ne payait plus de loyer. On a fait faire des travaux et on a vécu là pendant 11 ans jusqu'en 2011, soit 7 ans après le tsunami. On l'a revendue sans faire de profit, mais sans perdre d'argent, donc cela avait été tout de même une sorte d'investissement. Puis on a loué une maison avec un jardin dans les terres pendant 3 ans. Le loyer était élevé, donc on a décidé en 2013 d'acheter un terrain et de faire construire une petite maison. Il ne restait plus que 4 ans à tenir avant de percevoir ma retraite, on tenait enfin le bon bout. Je me suis débrouillé pour ne pas dépenser la totalité de l'argent que j'avais reçu de la revente de la maison qu'on avait habité jusqu'en 2011, je parvins à économiser environ un quart.

Depuis on vit modestement, en se privant sur beaucoup de choses qui finalement ne nous manquent pas. On n'a jamais vécu au-dessus de nos moyens, j'ai préféré vivre en-dessous et je ne le regrette pas. On a réussi à s'en sortir honnêtement et intelligemment en vivant à peu près normalement, sans rien demander à personne, sans rien devoir à personne, sans me plaindre de notre condition au regard de la misère qui nous entourait, j'en aurais eu trop honte, j'estime avoir eu un comportement en tout point exemplaire. Comme tout le monde, j'ai fait pour le mieux. Je dois de m'en être bien tiré, au niveau de conscience que j'avais atteint et que je n'ai jamais cessé de cultivé grâce surtout à Marx et Engels, ainsi que tous les penseurs ou philosophes du passé qui m'ont inspiré, je leur suis infiniment reconnaissant.

J'ai oublié de mentionner, que j'avais aussi un peu travaillé comme prof de français pour un salaire misérable inférieur à 80 euros par mois, comme quoi je n'ai jamais été obnubilé par le fric, en revanche, pour avoir connu la grande pauvreté durant mon enfance, cela demeurera ma hantise le restant de mes jours d'y retomber. La guerre à l'ignorance et à la pauvreté, à l'injustice sociale.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 mars 2025

La causerie est en ligne.

A bas la guerre, pas un euro pour la guerre !

Kerensky croyait arriver à la Maison-Blanche en terrain conquis, et pouvoir tenir la dragée haute à Trump et Vance, sauf qu'ils n'étaient pas vraiment disposer à le laisser jouer son numéro de cabaret de bas étage face aux caméras du monde entier.

Trump et Vance ne se sont pas laissé impressionner par ce mauvais acteur rustre et vulgaire qui voulait leur en imposer, ils l'ont éjecté comme un malpropre en le privant de déjeuner !

Evidemment tout ce que compte la scène politique et médiatique internationale de misérables laquais au service de la guerre, s'est empressé d'interpréter cet incident diplomatique en inversant les rôles comme à leur habitude. Comment ? En commettant un récit favorable au chef de guerre ukronazi, qui aurait été la victime malheureuse d'un traquenard ourdi par la Russie, auquel Trump et Vance se seraient prêtés volontiers, rien de moins. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'ils auraient eu l'audace ou la mauvaise idée de privilégier la paix, ce dont ni Zelensky et ni ses porte-parole européens va-t-en-guerre ne voulaient entendre parler.

J-C - On a appris que Macron et Ursula von der Leyen envisageaient de consacrer des centaines de milliards d'euros supplémentaires pour continuer cette guerre, en espérant qu'elle dégénère en guerre ouverte entre l'OTAN et la Russie, autrement dit en guerre mondiale, il est donc impératif d'axer notre politique contre Macron, l'UE et l'OTAN, sans témoigner le moindre soutien à la Russie.

Le 4 mars 2025

J'ai un peu nettoyé la page d'accueil du blog, pas le temps de faire davantage aujourd'hui, je viens de me taper une revue de presse d'une heure et cela me gave. Si j'avais le temps, je peaufinerais ou j'actualiserais la présentation de chaque rubrique, mais hélas c'est ce qui me fait le plus défaut avec le fric !

Voilà ce qui arrive quand on substitue la propagande à la réalité.

Par curiosité, je suis allé regarder la dernière vidéo de monsieur Meyssan (Réseau Voltaire). Il affirme que la position des européens sur l'Ukraine est incompréhensible, à l'entendre, ils n'auraient aucun intérêt dans cette histoire. Manifestement "*le meilleur*" géopoliticien du monde est à la

ramasse. Il ne comprend donc rien décidément ou il n'est pas capable de se poser les bonnes questions, parce qu'il nie la crise du capitalisme, il nie les formidables contradictions avec lesquelles se débattent les puissants, à savoir comment faire face aux besoins croissants et urgents de 8 milliards d'hommes et de femmes qui exigent des conditions d'existence décentes, des salaires qui leur permettent de satisfaire leurs besoins élémentaires, que leurs aspirations démocratiques soient pris en compte, etc. ce qui va évidemment à l'encontre d'une économie de guerre...

Trump ordonne aux pays de l'OTAN d'augmenter leurs dépenses militaires, et l'UE s'exécute servilement, mais il ne faut pas trop le montrer, et pour le justifier elle invente de faux prétextes, à savoir que la Russie pourrait l'attaquer, auquel vient s'ajouter le risque que les Américains n'assurent plus leur sécurité contre une menace qui n'existe pas, répétons-le, c'est de la pure propagande de guerre. Pourquoi ?

Ne posez pas cette question à Meyssan, il vous répondra qu'il n'en sait rien, vos dirigeants non plus du reste, ils sont aussi nuls. Alors pourquoi, parce qu'apparemment seule la guerre permet de créer les conditions susceptibles d'empêcher temporairement que l'économie mondiale ne s'effondre ou que les capitalistes se retrouvent confronter à des problèmes sociaux insolubles aux conséquences politiques imprévisibles et incontrôlables, perspective qui à court terme les effraie au plus haut point.

C'est le scénario qui a prévalu lors des précédentes guerres mondiales.

Le capitalisme était parvenu au bout d'un cycle de développement, qui se solda par une crise et une quasi paralysie économique. Elle précéda ou se caractérisa rapidement par une gigantesque récession et des mouvements sociaux de plus en plus radicaux. Une fois neutralisé le mouvement ouvrier trahi par ses dirigeants sur fond de crise sociale généralisée, il ne resterait plus qu'à adopter la propagande de la guerre patriotique qui broierait les consciences, les "*déchets*" ou les "*inutiles*" envoyés à l'abattoir. Cette guerre appelée de leurs vœux permettrait de renouer pendant un temps avec le plein emploi donnant macabrement l'impression d'un essor social tout à fait artificiel, aléatoire, sordide, car ce mirage disparaîtrait le jour où la guerre cesserait. C'est d'ailleurs ce que craignent aujourd'hui les autorités ukrainiennes et européennes en Ukraine, d'où également leur insistance pour que cette guerre perdure, car ils savent que lorsqu'elle sera terminée, les uns et les autres auront des comptes à rendre ou ils seront mis au banc des accusés...

Bref, les lendemains de guerre qui chantent, c'est uniquement valable pour Hollywood et les banquiers, et encore, ceux qui gouvernent le savent, mes "*Trente glorieuses*" fut largement un mythe, d'où leurs grotesques vociférations et menaces au tout venant ou presque qui relèvent de l'abus de pouvoir ou de la tyrannie, à l'adresse de députés, de chefs d'Etat, de dirigeants d'entreprise, de peuples ou de continents entiers, sans qu'ils aient besoin de tendre le bras ou de nous adresser un salut hitlérien, on devine à quelle idéologie détestable ils obéissent ou quels intérêts économiques ils servent, il faut bien assurer la survie du capitalisme.

Le 10 mars 2025

J'ai appris le décès du Dr. Maudrux qui en 2020 nous avait fait connaître l'ivermectine pour traiter le Covid-19, j'ai envoyé un message à son blog. C'est lui qui l'a popularisé en France et plus largement dans le monde.

Pendant 2 ans, je lui ai adressé des commentaires plusieurs fois par semaines qu'il avait eu la délicatesse de publier sans jamais les censurer, alors que parfois ils débordaient sur le champ politique, jusqu'au jour où je fus attaqué par des lecteurs d'extrême droite ou assimilés sans qu'il ne réagisse, je décidai immédiatement de déserter son blog en prévenant mes lecteurs.

Menacé par l'ordre des médecins pour avoir pris courageusement des positions contraires à la politique de Macron et son gouvernement, le Dr. Maudrux disparaîtra soudain de son blog sans fournir d'explications à ses lecteurs pendant des mois. Puis un jour il réapparut, et il reprit son activité comme si de rien. J'ai supposé qu'il s'était mis en retrait quelque temps pour tenter d'apaiser le courroux des nazillons du Conseil de l'Ordre, parce qu'il ne voulait pas être radié, ce qui lui aurait fait perdre le droit de prescrire à sa famille et peut-être à lui-même alors qu'il était déjà à la retraite. Plus tard, il publia à nouveau des articles toujours aussi critiques et sérieux, et j'en profitai pour en faire profiter mes lecteurs. J'ai eu une brève correspondance personnelle avec lui par mail.

On a le droit d'avoir une pensée pour lui et ses travaux, et de le remercier d'avoir contribué à sauver tant de vies, on ne l'oubliera pas.

L'adresse de son blog : https://www.covid-factuel.fr

Les tyrans pratiquent l'épuration, c'est à cela qu'on les reconnaît, en Palestine elle est ethnique, en France et dans l'UE (Roumanie) elle est médiatique et politique.

- Jean-Michel Aphatie annonce son départ de RTL après sa mise en retrait - LePoint.fr 9 mars 2025

Le journaliste Jean-Michel Aphatie a annoncé, ce dimanche 9 mars sur X, qu'il quittait l'antenne de RTL, faisant suite à sa mise en retrait après ses déclarations sur la colonisation en Algérie, fin février.

« *Je ne reviendrai pas à RTL* », déclare-t-il en affirmant ne pas avoir commis d'erreur sur des « Oradour-sur-Glane en Algérie » dont il tient la France pour fautive. « *Même décidée dans le cadre d'un dialogue serein et compréhensif, une punition reste une punition. Si je reviens sur l'antenne de RTL, je la valide, donc je reconnais avoir fait une faute. C'est un pas que je ne peux pas franchir* », explique-t-il.

À propos de la conquête de l'Algérie par la France au XIXe siècle, le journaliste avait affirmé que « *chaque année, en France, on commémore ce qui s'est passé à Oradour-sur-Glane, c'est-à-dire le massacre de tout un village. Mais on en a fait des centaines, nous, en Algérie. Est-ce qu'on en a conscience ?* ».

Impérialisme et colonisation. Une orgie de massacres d'une barbarie inouïe.

- «*On marchait sur du sang*» – La conquête de l'Algérie racontée par ses auteurs - 8 mars 2025

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2025/Algerie_conquete_coloniale_francaise_XIX.pdf

J-C - Les nazis et les fascistes d'hier et d'aujourd'hui n'ont rien inventé, que ce soient les colonisateurs espagnols, portugais, italiens, britanniques ou français, etc. les armées impériales japonaises ou ottomanes, austro-hongroises, arabes, etc. tous finirent preuve d'une cruauté monstrueuse envers des peuples innocents et souvent désarmés, ils rivalisèrent dans le sadisme

absolu, ce que les gens savent mais préfèrent ignorer ou méconnaissent ou ne tiennent pas à conserver à l'esprit, parce que cela les embarrasse ou questionne l'attitude passive ou neutre qu'ils adoptent face à des régimes qui en sont les héritiers ou perpétuent cet héritage, ce qui les amènent à être indifférents au soutien que leurs gouvernements apportent aux régimes nazis ukrainien et sioniste, on comprend.

En fait, la majorité est prête à tout accepter, tant qu'elle ne se sent pas directement concernée ou impliquée, tant que cela lui rapporte quelque chose ou ne remet pas en cause son mode de vie relativement confortable, on peut la qualifier de pro-impérialiste et de réactionnaire.

Sa conscience a davantage une valeur sonnante et trébuchante, et elle est guidée en priorité par des intérêts bassement mercantiles, plutôt que par des valeurs morales ou humanistes. On n'est donc pas au bout de nos peines ou peut mieux faire.

Dorénavant l'UE décrète quels candidats peuvent concourir à une élection au suffrage universel.

J-C - Remarquez que l'UE et les Etats-Unis refusent toujours de reconnaître Maduro comme Président légitime du Venezuela, entre autres.

- Roumanie : Le candidat d'extrême droite, favori des sondages, écarté (pour l'heure) de la présidentielle - 20 Minutes/AFP 10 mars 2025

Après la spectaculaire annulation de la présidentielle l'an dernier en Roumanie, le candidat d'extrême droite Calin Georgescu a vu sa candidature rejetée ce dimanche par la Commission électorale. Si cette décision n'est pas définitive, elle a suscité l'indignation de ses partisans.

Dans un communiqué laconique, le bureau électoral a annoncé cette invalidation sans donner pour l'heure d'explications. Le sexagénaire, qui fait figure de favori dans les sondages avec quelque 40 % des intentions de voix, peut encore déposer un appel devant la Cour constitutionnelle. Il a dénoncé sur X « *un coup direct porté à la démocratie dans le monde* ». « *L'Europe est maintenant une dictature, la Roumanie vit sous la tyrannie !* », a-t-il lancé.

La suite de la causerie demain ou après-demain.

Le 17 mars 2025

La prochaine causerie est en bonne voie.

On va commencer la semaine dans la bonne humeur avec Brassens et Brel.

Ils nous contèrent leurs expériences et leur vie intérieur à une époque donnée, en voyageant parfois dans le temps, histoire de montrer aussi bien que des choses sont intemporelles, tandis que d'autres évoluent sans cesse avec la société, avec le temps qui passe tout simplement. Ce qui semble figé se perpétue, ce qui ne signifie pas que ce soit à l'identique, ce qui change c'est l'éclairage qu'on porte

dessus, la manière dont on perçoit les choses et les êtres. Ils allièrent poésie et tendresse, humanité, ce qui fait le plus défaut de nos jours, hélas !

A défaut d'avoir des amis parce que les Français d'aujourd'hui sont devenus trop susceptibles et individualistes, pour rester poli, je m'en suis trouvé qui ne viendront pas me contredire ou ne risqueront pas de me claquer entre les doigts ou de me foutre la porte dans la gueule... parce que c'est déjà fait à leur manière. Jouer avec les mots, c'est une sorte de poésie que j'affectionne, bien que ce ne soit pas ma spécialité, il faut beaucoup d'imagination et avoir l'esprit libre, ce que je crois ne pas trop manquer. J'apprécie d'autant plus ceux qui en ont fait leur domaine de prédilection, lorsque sur le plan de la philosophie et de la morale ils étaient restés humbles ou simples et humanistes.

Ce serait injuste de leur reprocher un excès de narcissisme ou leur manque d'engagement politique, dans la mesure où tous les courants politiques qui se revendiquaient de l'humanisme s'étaient gravement compromis ou ils s'étaient embourbés dans un dogmatisme et un sectarisme particulièrement repoussant. J'en ai bien conscience quand j'incite les lecteurs à s'organiser, où, puisque tous les partis politiques sont plus ou moins corrompus ou pourris. Je n'ai plus de conseils à leur donner, j'ai évolué sur cette question, la vieillesse peut-être, la prudence, certainement pas, je regrette de ne pas être parvenu à organiser quelque chose, j'en suis désolé. Le besoin de partager mon existence avec les autres demeurent, tout comme je suis attentionné à la leur, c'est une nécessité à moins d'être déjà mort !

Brassens avait reçu une éducation assez libérale avec ses parents, avant de rejoindre plus tard les anarchistes, qu'il finira par trouver également trop dogmatiques à son goût, si j'ai bien compris. Moi, j'ai reçu une éducation très autoritaire, avant de rejoindre plus tard le courant trotskyste lambertiste qui était un modèle de dogmatisme pur et dur, donc d'autoritarisme, ce qui n'arrangera rien ou me compliqua l'existence au point d'empêcher ma personnalité de s'épanouir librement et influencer le restant de mes jours.

Contrairement à Brassens, avec lequel je partageais la détestation de la discipline et de l'autorité, c'est avec beaucoup de difficulté que j'arriverai à admettre qu'il faille parfois faire des concessions douloureuses, sous peine de passer à côté des meilleures occasions de la vie, ce qui me fera commettre un nombre d'erreurs incalculables ou me jouera bien des mauvais tours, au point de me demander comment j'ai fait malgré tout pour réussir à m'en sortir pas trop mal et atteindre 70 balais.

Brassens est mort à 60 ans en 1981, Brel à 49 ans en 1978. Quand on a besoin d'inspiration, de respiration, ils sont toujours là.

J'ai passé mes dernières soirées et une partie de mon dimanche à regarder des documentaires sur Brel et Brassens, et les écouter lors d'entretiens ou des tours de chant, je vais encore continuer quelques jours. Cela me fait du bien de les entendre parler, cela change des Français que je connais, tordus, aigris, méchants, stupides à mourir, eux, ils étaient sincères et modestes. Quelques extraits que j'ai téléchargés.

Brassens.

- Georges Brassens - Les Trompettes De La Renommée

- Georges Brassens - Le Gorille

- Georges Brassens - La Guerre De 14-18

- Georges Brassens - Hécatombe

A titre posthume

- Georges Brassens - Quand les cons sont braves (Interprété par son ami Jean Bertola)

- Georges Brassens - Ceux qui ne pensent pas comme nous (Interprété par son ami Jean Bertola)

Brel.

- Jacques Brel « Les singes »

- Jacques Brel : Les Bourgeois

- Jacques Brel "Ces gens-là" | Archive INA

- Je m'appelle Jacques Brel (Documentaire France5 - 1997)

- INA | Top à Georges Brassens (2 heures de chansons)

- Radioscopie : Jacques Chancel reçoit Georges Brassens

- Brassens et la philosophie.

Le 18 mars 2025

Avec quelques heures d'avance sur vous, il est 22h59 en Inde, j'ai ajouté 2 vidéos sur l'Ukraine néonazie que personne ne doit ignorer. Certains les ont peut-être déjà visionnées, je les ai téléchargées au cas où YouTube les supprimerait un jour. Elles resteront dans la page d'accueil du blog à la rubrique Ukraine.

- Vidéo. Ukraine. Connus sous le nom de Secteur droit, Azov ou Svoboda.

- Vidéo. Ukraine, les masques de la Révolution (2016)

Le 24 mars 2025

Le concours est lancé : Qui sera le plus social-chauvin ?

On a évoqué le dogmatisme dans les dernières causeries, il n'a pas dit son dernier mot.

Cette fois il est mis à contribution au service du camp de la guerre. Comment ? En jouant sur l'ignorance et la corde sensible des émotions des travailleurs, la peur de la guerre, c'est grossier ou assez banal somme toute. Cependant, il y en a qui malheureusement tomberont dans le panneau, parce qu'au préalable l'auteur de cette mystification avait pris soin de se défendre d'être tombé un

jour dans le travers du social-chauviniste réservé aux autres, pour mieux finalement vous y entraîner moyennant une entourloupe dont il a le secret.

Quand quelqu'un affirme quelque chose avec tant d'insistance sans fournir le moindre argument ou la moindre preuve, hormis des artifices, vous verrez, il y en a deux, ne prenez pas pour argent comptant son discours. L'économie de guerre n'existe même pas sur du papier, alors dites-vous bien qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres, ne paniquez pas, n'y pensez pas, ne changez rien, vivez normalement.

- Document. Meeting international contre la guerre et l'exploitation (21 mars 2025)

Le 21 mars le PT avait organisé un meeting international à Paris. Il y eut entre 800 et 1.000 participants, dont plus des trois quart étaient des vieux parmi leurs troupes reconnaissables à leurs cheveux blancs ou gris.

Chacun des intervenants lu son texte, aucune place pour l'improvisation. Un meeting ennuyeux ou sans surprise donc, comme pratiquement chaque fois lorsqu'il ne nous apprend rien finalement, apparemment ce n'est pas l'objectif de ce genre d'exercice où aucune interaction avec la salle n'est prévue, rien ne doit être laissé au hasard, tout doit être contrôlé, vous allez comprendre pourquoi je donne tous ces détails.

En fait, on assista du début jusqu'à la fin, à un exercice de propagande contrôlée encadrée par un dogmatisme omniprésent, je m'explique. Si vous vous attendiez à une analyse succincte mais précise de la situation économique et politique, de l'état du capitalisme, des institutions, des rapports entre les classes, qui fixerait en quelque sorte le cadre dans lequel se déroulait ce meeting, qui vous aurait permis d'un coup d'élever votre niveau de conscience politique, vous pouviez attendre longtemps ou vous vous étiez trompé d'adresse, il n'en sera nullement question ici, circulez, il n'y avait rien à voir ou plutôt à apprendre. En revanche, si vous ne saviez pas trop quoi penser de la situation ou si vous étiez inquiet des derniers développements de la situation mondiale, vous alliez être servi, il vous suffisait d'écouter le secrétaire national du PT (Parti des travailleurs) D. Gluckstein et de partager son discours sans vous poser de questions pour combler ce vide et repartir plus inquiet que jamais ! Comment cela ? Avant d'y venir, on va examiner ensemble les quelques éléments que j'ai retenus.

Deux délégués sont intervenus dans ce meeting, l'un Russe, l'autre Ukrainien, aucun des deux ne mentionnera l'existence de nazis au sein du gouvernement, du parlement, de l'armée ukrainienne, ils cibleront en chœur de préférence la Russie et Poutine à la manière des dirigeants de l'OTAN. A les entendre, évidemment que c'est la Russie qui a déclenché cette guerre. Ils se sont aussi employés à placer Zelensky et l'armée ukronazi d'un côté, Poutine et l'armée russe d'un autre côté sur le même pied, pour eux ils n'existent aucune différence entre un chef d'Etat et une armée qui bombardent systématiquement des populations civiles et font des milliers de morts, et un chef d'Etat et une armée qui les épargnent systématiquement aussi, qui lorsqu'ils envoient une nuée de missile sur l'Ukraine, on compte les morts sur les doigts de la main, je fournis deux articles de presse plus loin qui le prouvent si nécessaire. Comment doit-on caractériser politiquement un tel procédé ? Lisez la suite et vous aurez la réponse.

D. Gluckstein insista lourdement sur la notion détestable du chauvinisme, du social-chauvinisme revenue à la mode sur fond de propagande de guerre entonnée notamment par Macron et l'Union européenne, le bras armé politique de l'OTAN. Il s'attarda encore plus lourdement sur le passé de son courant politique qui n'aurait jamais sombré dans le social-chauvinisme contrairement aux participants du Front populaire d'hier et d'aujourd'hui, qui revendiquent "le droit de décider, à quel

moment et dans quelle condition, nos troupes, nos soldats, nos armes vont libérer le peuple ukrainien ou le peuple russe", à ceci près qu'il existe d'autres moyens plus sournois et tout aussi efficaces pour manifester son ralliement au camp des sociaux-chauvins. Passons sur le fait que ces troupes, ces soldats, ces armes sont celles de Macron et des capitalistes, du NFP, mais en aucun cas les nôtres.

Par exemple, en agitant lourdement la menace de la guerre comme l'a fait D. Gluckstein, pas n'importe comment, en social-chauvin justement, en prétendant que l'étape de l'économie de guerre serait déjà atteinte ou franchie en France, et dès lors la prochaine guerre mondiale serait inévitable ou déjà actée. Braves gens tremblés, la guerre est pour demain et inévitable. Rassurez-vous, il s'agit d'une crise de démence d'un dirigeant prétendument marxiste et socialiste, qui manifestement n'a plus toute sa tête ou est corrompu par l'idéologie de la classe dominante. Ecoutez-le et lisez ma contre argumentation, et vous n'aurez plus de raison d'avoir peur.

Gluckstein - "Nous ne sommes pas dupes non plus sur la gravité de la situation, et j'appelle les camarades à ne pas se laisser endormir, en particulier les plus jeunes d'entre vous, un ministre a dit ce matin : Attention, l'économie de guerre ne veut pas dire la guerre, mon œil, l'économie de guerre ne veut pas dire la guerre, quand on met en place le service national universel revisité et élargi, quand on passe de 40.000 à 100.000 réservistes, l'économie de guerre ne veut pas dire la guerre, si, le capitalisme exige l'économie de guerre comme volant d'entraînement artificiel de l'économie, mais les marchandises de la guerre comme toutes marchandises, elles ne peuvent révéler réellement leur valeur que si elles sont consommées (c'est faux aussi !), les marchandises de la guerre, elles sont consommées dans la guerre, et il n'y a pas d'économie de guerre qui ne débouche pas sur la guerre. Oui camarades, ils vont à la guerre. Ce gouvernement va à la guerre..."

Or, c'est faux, l'économie de guerre n'existe même pas sur le papier, ni en France, ni aux Etats-Unis, ni en Russie, nulle part ailleurs dans le monde, hormis en Ukraine dont les dépenses militaires représentent 37.0 % de son PIB, le niveau atteint par celles des Etats-Unis entre 1943 et 1945 avant de retomber à moins de 5% actuellement, entre 2 et 3% pour les autres Etats, 6,31% pour la Russie, on est donc très loin d'une économie de guerre, toutes ces données sont disponibles sur Internet, chacun peut les vérifier.

Pour vous donner une indication supplémentaire, la France consacre l'équivalent de près de 57 % de son PIB (entre 2600 et 2900 milliards d'euros en 2024 selon les sources) aux dépenses publiques, et 31 % pour les dépenses sociales, 2 % pour le budget de la défense, soit environ 50 milliards d'euros en 2025, même en le doublant ou le portant à 100 milliards d'ici 2027 ou 2030, on serait encore très loin d'une économie de guerre.

Pour revenir au propos tenu par D. Gluckstein, ce type-là se moque des faits et des militants de son parti, des travailleurs auxquels il s'adresse, comme il est incapable de fournir une analyse sérieuse de la situation. Il répète bêtement des formules qu'il a dû entendre autrefois et auxquelles il n'avait rien compris non plus. J'en veux pour preuve, les précisions qu'il a apportées sur l'économie de guerre qui était fausses également. Si les capitalistes fomentent des guerres, on sait que c'est parce que le capitalisme est en crise, et ce n'est pas la production et la consommation d'armes pendant une guerre qui va lui venir en aide comme il l'a affirmé, parce que le gain est dérisoire à côté des formidables destructions qu'elle va engendrer et des gigantesques besoins qui vont se manifester au moment de la reconstruction, ce sont eux qui vont constituer une formidable source de profit, là pour le coup il faudrait sans doute ajouter deux zéros derrière.

En conclusion, un participant à ce meeting, non seulement il n'aura rien appris sur la situation économique et politique, et en plus il sera reparti la peur au ventre. Entre nous, Gluckstein et son

parti ont rendu service au camp de Macron ou de la guerre, j'ignore si on doit les caractériser de social-chauvins, à vous de voir.

PS : J'ai oublié le dernier article de presse démontrant que l'armée russe se comporte comme l'armée ukrainienne massacrant aveuglément la population civile, en réalité elle l'épargne.

De nouvelles frappes russes font au moins trois morts et 10 blessés à Kiev - Paris Match 23 mars 2025

Au moins trois personnes ont été tuées et dix autres blessées dans la nuit de samedi à dimanche lors d'attaques russes de drones visant Kiev, ont annoncé les autorités de la capitale ukrainienne.

L'administration de la région de Kiev a, de son côté, dénoncé une attaque « massive » russe, faisant état de deux blessés à Boutcha, près de la capitale. Paris Match 23 mars 2025

Le 27 mars 2025

Suite de la causerie du 24. Flagrant délit.

Souvenez-vous, il y a 6 jours à peine, le secrétaire national du PT Daniel Gluckstein martelait lors d'un meeting organisé par son parti : "*il n'y a pas d'économie de guerre qui ne débouche pas sur la guerre. Oui camarades, ils vont à la guerre. Ce gouvernement va à la guerre...*", bref, à l'entendre la guerre entre la France et la Russie était inévitable, on y aurait le droit quoiqu'il arrive, elle était là!

Ce matin, est-il déçu, va-t-il formuler un regret ? S'excusez, n'y comptez pas !

Etant bien informé et m'en tenant strictement aux faits, je n'en croyais pas un mot évidemment. J'avais estimé que ce mégalomane aussi dérangé que Macron délirait, en apparence semble-t-il pour ce dernier, le cas clinique de Gluckstein serait plus préoccupant de toute évidence, car il finit par croire aux théories foireuses qu'ils inventent et cela depuis au moins 40 ans, et il arrive un moment où il dérape publiquement. Par la suite, il ne pourra accuser personne d'être de mauvaise fois ou d'inventer des trucs à son sujet, ou en ce qui me concerne personnellement d'avoir un compte à régler avec son courant politique, dont j'avais fait partie autrefois.

Nous sommes tous témoin ici, que le PT ne vaut malheureusement pas mieux que les autres partis du mouvement ouvrier, j'en suis désolé pour les militants et sympathisants du PT. Maintenant, vous comprendrez peut-être mieux ma démarche, pourquoi j'ai voulu créer un nouveau courant politique, et j'anime ce blog où je diffuse aussi ma propre orientation politique basée sur le marxisme et le socialisme.

Camarades, il faut dire à tous ces dirigeants d'arrêter de raconter des conneries aux travailleurs et aux militants pour leur foutre la trouille, Macron s'en charge déjà très bien, il n'a pas besoin de renfort. Et puis entre nous, c'est franchement dégueulasse, j'en connais qui sont très inquiets, qui tremblent à l'idée d'une guerre, pour les déstabiliser et les rendre encore plus vulnérable il n'y a pas pire procédé.

Que Macron procède de la sorte, on comprend très bien pourquoi, il faut bien qu'il trouve un moyen pour pouvoir continuer de gouverner et d'appliquer son programme ultra réactionnaire... Mais pour Gluckstein, qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'il n'a rien trouvé de mieux pour tenir ses troupes en laisse ou les galvaniser, renforcer son statut de chef de guerre en somme. Mais pourquoi ? Parce qu'il est incapable de définir une stratégie politique pour construire un parti ouvrier qui reposerait strictement sur la réalité. Mais pourquoi ? Parce qu'il ne la comprend pas tout simplement ou il a décidé de s'en détourner. Mais pourquoi ? Parce qu'il s'est détourné du socialisme, il n'y croit pas ou plus, son mentor feu-Pierre Lambert l'avait avoué il y a belle lurette, sans trop s'y attarder, je vous l'accorde, mais personne parmi les militants n'a voulu en tenir compte ou en chercher la signification politique, d'ailleurs c'est bien simple, j'ai des témoignages sous le coude si nécessaire, 40 ans plus tard il y en a encore qui sont nostalgiques de cette époque. De quoi au juste ? Mais de leurs propres illusions qui les habitent toujours. Vous voyez, je les connais par coeur, et c'est bien la raison pour laquelle je ne leur accorde absolument aucune confiance.

L'Europe abandonne l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine selon Reuters - RT 26 mars 2025

Après le rejet de Moscou et sans appui réel des États-Unis, les pays européens abandonnent leur plan d'envoyer des troupes en Ukraine. Comme le révèle Reuters ce 26 mars, les capitales occidentales reculent, conscientes qu'un tel projet constitue un risque majeur et très difficile à assumer politiquement.

Alors que les tensions restent vives concernant l'avenir du conflit en Ukraine, l'idée d'un déploiement militaire occidental s'effondre. Selon un article publié par Reuters ce 26 mars, les discussions européennes se détournent clairement de l'envoi de troupes au sol. La France et le Royaume-Uni, qui avaient envisagé un programme impliquant des milliers de soldats pour stabiliser un éventuel cessez-le-feu, revoient désormais leurs plans.

Un diplomate européen, cité par Reuters, résume la situation : «Ils prennent du recul par rapport à l'envoi de troupes au sol et tentent de redimensionner ce qu'ils faisaient en vue d'une solution plus raisonnable». Un autre ajoute : «*Lorsque l'Ukraine était dans une meilleure position, l'idée d'envoyer des troupes était séduisante. Mais aujourd'hui, avec la situation sur le terrain et l'administration américaine telle qu'elle est, ce n'est pas très sexy*».

Ce désengagement est également dû grâce à la position de la Russie, qui n'a cessé de prévenir qu'une intervention militaire occidentale serait considérée comme une escalade directe. À cela s'ajoute le refus de Washington de soutenir activement un déploiement européen. Sans l'appui logistique et politique des États-Unis, l'Europe peine à s'organiser seule. Selon TASS, cette réorientation est motivée autant par les réalités militaires que par l'opposition explicite de Moscou.

L'Europe cherche des alternatives, mais reste divisée

Si l'idée d'une force terrestre collective semble abandonnée, certains pays envisagent encore un rôle mais plus discret. Toujours selon Reuters, des missions de formation ou de soutien technique pourraient être menées individuellement par certains États membres. La Finlande, par exemple, a déjà annoncé qu'elle ne participerait à aucune présence militaire en Ukraine.

Un document initial préparé pour le sommet de Paris du 27 mars évoque une éventuelle «*force de réassurance*» opérant uniquement dans le cadre d'un futur accord de paix, avec aval international. Mais ces projets restent largement théoriques. Comme le souligne un haut fonctionnaire cité par

Reuters, les garanties de sécurité proposées à l'Ukraine ressemblent plus à un «*buffet de petit-déjeuner*» sans véritable cohérence opérationnelle.

Keir Starmer, Premier ministre britannique, a reconnu que les efforts militaires occidentaux se concentraient désormais sur la surveillance des espaces aériens et maritimes.

Une approche défensive et périphérique qui reflète la crainte d'un engagement direct contre la Russie. Giorgia Meloni, chef du gouvernement italien, a d'ailleurs rejeté publiquement l'idée française d'un déploiement, la jugeant trop risquée.

Pour la Russie, ce recul européen confirme que les menaces d'intervention étaient avant tout des postures médiatiques. Les contraintes logistiques, la faiblesse de l'armée ukrainienne et l'absence de leadership stratégique en Occident ont rendu irréalisable ce que certains qualifiaient de «*mission de paix*». L'Europe, aujourd'hui, revient à une réalité plus sobre : éviter un conflit avec la Russie, tout en maintenant l'illusion qu'il apportera un soutien efficace à Kiev. RT 26 mars 2025

En complément ou pour enfoncer le clou dans la tête de ce névrosé qui se prend pour un marxiste

La France, l'Italie et l'Espagne s'opposent au plan de défense par endettement d'Ursula von der Leyen - RT 26 mars 2025

La proposition de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, cherchant à renforcer l'autonomie militaire de l'Union européenne grâce à un plan de prêts massifs, rencontre une opposition ferme de plusieurs pays. Selon un article de Politico, publié ce 26 mars, la France, l'Italie et l'Espagne refusent d'adhérer au mécanisme de 150 milliards d'euros de prêts, craignant une aggravation de leur dette nationale déjà très élevée.

Le plan «*Rearm Europe*», présenté début mars, prévoit un assouplissement temporaire des règles budgétaires de l'UE afin de permettre aux États membres d'augmenter leurs dépenses militaires de 1,5 % du PIB sur quatre ans. L'objectif affiché par Bruxelles est double : soutenir l'Ukraine et réduire la dépendance stratégique envers les États-Unis. Toutefois, les prêts envisagés par la Commission continueraient d'apparaître dans les comptes nationaux, ce qui inquiète fortement les pays du sud de l'Europe.

«*Von der Leyen propose un plan presque exclusivement basé sur la dette nationale des États*», a déclaré la Première ministre italienne Giorgia Meloni, citée par Politico. La France, avec un ratio dette/PIB supérieur à 110 %, redoute quant à elle un impact négatif sur sa notation de crédit.

Les pays du Sud plaident pour des subventions européennes

Face à cette impasse, les gouvernements de Madrid, Rome et Paris plaident pour un autre mécanisme : les «*obligations de défense*», c'est-à-dire des subventions financées par un emprunt commun de l'UE sur les marchés. Ce système nécessite toutefois l'unanimité des 27 États membres, un obstacle majeur puisque l'Allemagne, les Pays-Bas et d'autres pays du nord refusent catégoriquement toute forme de mutualisation de la dette. «*Pas d'euro-obligations*», a tranché le Premier ministre néerlandais Dick Schoof à l'issue d'un sommet européen ce 20 mars.

D'après RIA Novosti, les dirigeants sud-européens espèrent gagner du temps jusqu'au sommet de juin afin de faire plier la Commission. Ursula von der Leyen, de son côté, n'a pas encore donné son appui aux obligations communes, malgré la pression croissante.

Le 29 mars 2025

Suite de la causerie des 24 et 27.

Derrière la menace, la poursuite de l'austérité

Une seconde instrumentalisation porte sur le fait de parler d'économie de guerre pour qualifier le projet de hausse (modeste) des dépenses militaires. A l'heure actuelle, il est clair que la France n'est pas (ou ne se prépare pas) à une économie de guerre. En fonction des différentes annonces, il s'agirait de faire passer les dépenses militaires de 2 % à 3 % ou 3,5 % du produit intérieur brut (PIB).

Pour donner un ordre d'idée, selon les estimations de Pierre-Cyrille Hautcoeur, la part de la dépense publique en France dans le PIB est passée de 10 % à près de 50 % entre 1913 et 1918 (dont l'essentiel était de la dépense militaire). Voilà le genre de choc que signifie une économie de guerre.

D'après les données de la Banque mondiale, la part des dépenses militaires de l'Ukraine a bondi de 3,4 % du PIB en 2021 à 36,7 % en 2023. Les discussions actuelles en France portent sur un effort budgétaire certain, mais sans commune mesure avec une économie de guerre.

Comment, alors, ne pas émettre l'hypothèse de l'instrumentalisation d'une menace réelle ou fictive dans le but de poursuivre une politique intérieure contestée ? alternatives-economiques.fr 26 mars 2025

Dès lors on est en droit de se poser une question : Si " *l'instrumentalisation*" de cette "*menace réelle ou fictive*" est destinée à profiter à Macron, tous ceux qui s'y livrent, à l'instar du PT par exemple, que font-il sinon venir en aide à Macron, non ?